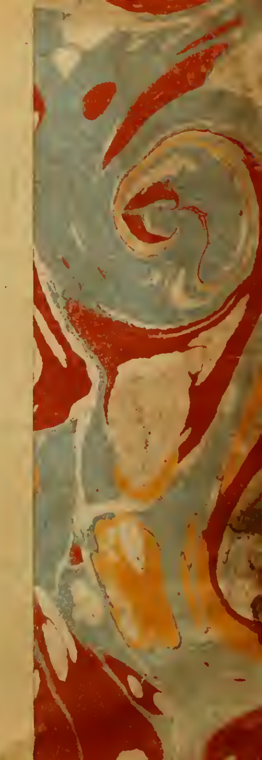






L'AMI DES HOMMES,

OU

TRAITÉ

DE LA POPULATION.

L'AMI DES HOMMES,

OU

TRAITÉ

DE LA POPULATION.

NOUVELLE EDITION,

Augmentée d'une quatriéme Partie & de Sommaires.

TROISIÉME PARTIE.

MIL SEPT CENT CINQUANTE-NEUF.

TABLE

DES CHAPITRES

Contenus dans cette troisiéme Partie,

Avec les Sommaires des matières qui y ſont traitées.

CHAP. I. *Ce que c'eſt que le commerce étranger, ſa néceſſité, & ſur quel plan il faut s'en faire une idée,* Pag. 1

Divers genres d'autorité dans le même gouvernement, 4

L'Etat, Capitale des Etats voiſins, 6

Vrai point de vuë de la Hollande, 12

Tous les hommes freres dans l'enfance, 24

Pourquoi l'on crut la politique contradictoire avec l'équité, *Ibid.*

CHAP. II. *De quelle nature d'effets doit être le Commerce étranger,* 29

Objet du commerce étranger, 31
Nature des ſubſides, 33
Inutilité des Ordonnances prohibitives ſur quelque partie de l'agriculture, 43
Police des grains, damnable invention, 47
Matières ouvrées, utile équivalent du troc, 68
Nul ne perd que l'autre ne perde, 75
Attention à attirer les Etrangers chez ſoi, 83
Sciences & arts, moyens d'attirer les étrangers, 87

CHAP. III. *Des Communications, & des Ports,* 99

La clôture plus contre ceux qu'elle renferme, que contre ceux qu'elle exclut, 100
Ouvrir les chemins à ſes voiſins, 103
Civiliſer ſes voiſins, 105
Liberté de la mer, 107
La Monarchie propre au commerce, 111

Le commerçant n'entend que ses intérêts, 116
Faciliter nos côtes, 123

CHAP. IV. *De la Marine militaire, sa nécessité, les moyens de la rendre florissante, & de la borner,* 125

Les troupes de terre, forces de l'Etat au dedans ; la marine au dehors, 127
Il nous faut une marine proportionnée à nos forces, 138
L'esprit corsaire tombé parmi nous, & pourquoi, 140
La plume, 142
Moyens de rendre la marine florissante, 144
Marine militaire & marine marchande, mauvais mélange, 147
Inspection des détails, mauvais régime, 152
Ordre du tableau, pont aux ânes & pis encore, 155
Une puissante marine eût coupé le nerf à la plus ruineuse de nos guerres, 159
Grands honneurs faits pour la marine militaire, 163
Places pour le mérite quand on s'éveille, données à la

faveur quand on s'endort, 172
Moyens de borner la marine, 174

CHAP. V. *Des Prohibitions*, 192

Utilité générale & particulière réunies, objet de toutes bonnes loix, *ibid.*
Le monde encore dans son enfance en matière de Gouvernement, 200
Auquel temps un Souverain peut sans crainte être législateur, 207
Prohibitions, invention plate & fautive, 217
Le systême de l'univers est changé, 223
Systême de fraternité entre les peuples, 231
Moyens de faire adopter le systême de fraternité, 240
Réponse à l'objection du fisc, 246
L'amour de la patrie plus que compatible avec l'esprit de fraternité, 256

CHAP. VI. *Des Colonies*, 266

Trois âges de colonies, 267
Sans l'aide de nos Livres

ſacrés, l'hiſtoire & l'humanité ne ſont qu'un chaos, 274
Colonies du premier âge entiérement libres, 283
Colonies du ſecond âge conſervant mémoire de leur origine, 290
Les colonies du ſecond âge libres encore, 292
Troiſiéme âge des colonies, 295
L'Eſpagnol dans ſes colonies, 297
Le Portugais, 298
L'Anglois, 299
Le François, 304
Ces colonies du troiſiéme âge dépendantes, & comment, 320
Trois principes d'un ſyſtême monſtrueux qui conſtitue la politique actuelle de l'Europe relativement à l'Amérique, 325
Faux calcul de l'eſprit de domination relativement au ſyſtême pris pour l'Amérique, 329
Le nouveau monde ſecouera le joug de l'ancien, 337
Faux calculs de l'eſprit de commerce dans la direction des colonies, 340
Fraternité en Amérique né-

ceſſaire au repos de l'Europe, 361

CHAP. VII. *De la Paix & de la Guerre*, 363

En quoi les vertus militaires ſont eſtimables, *ibid.*
La police étrangère s'appelle *paix*, 366
L'équilibre, chimere politique, 368
En quoi les forces actuelles de la maiſon de France ne peuvent faire ombrage à la liberté générale, 372
Nos Politiques jamais uſurpateurs, 380
Fuſſions-nous uſurpateurs par principe, nous ne le ſçaurions être en effet, 392
Tronc & branches de notre plan politique, 394
Le perſonnage de Pere univerſel fait pour le Roi de France, 399
La paix de l'Europe néceſſairement liée à la paix de l'Amérique, 400
La paix de l'Amérique ne peut ſubſiſter ſans la liberté générale du commerce, 402

CHAP. VIII. *Résumé général de tout l'Ouvrage*, 408

Résumé de la premiére Partie, 415
. . . de la seconde Partie, 452
. . . de la troisiéme Partie, 486

Fin de la Table de la III. Partie.



L'AMI DES HOMMES,

OU TRAITÉ

DE LA POPULATION.

TROISIÉME PARTIE.

CHAPITRE I.

Ce que c'eſt que le Commerce Etranger, ſa néceſſité, & ſur quel plan il faut s'en faire une idée.

ON a traité dans la premiere Partie de ce que c'étoit que la vraie richeſſe & la vraie proſpérité, comme auſſi des moyens de les trouver. Dans la ſeconde, des moyens de les accroître, & d'en

réprimer les abus. On va dans la troiſiéme traiter de ceux de s'approprier l'une & l'autre chez autrui.

Pour ſe faire une idée juſte du commerce étranger, il faut revenir ſur nos pas & nous rappeller certains principes généraux & immuables que nous avons ci-devant établis. L'étenduë d'un Etat ne fait pas ſa force; au contraire, l'Hiſtoire nous montre que tous les grands Empires ont tourné court vers leur décadence auſſi-tôt qu'ils ont ceſſé d'être conquérants. Qu'on ſe ſouvienne à cet égard de ce que j'ai dit dans ma ſeconde Partie : *Auſſi loin qu'un Gouvernement peut étendre protection, juſtice & ſûreté, il peut ſe promettre un Empire durable; où ſa juſtice ne peut atteindre, ſon Empire s'arrête auſſi.*

En conſéquence nous nous ſommes contentés des bornes de nos frontières, & nous avons mis tous nos ſoins à nous approprier véritablement les provinces qu'elles renferment, c'eſt-à-dire, à y diſtribuer la police & y établir la

vivification intérieure. Pour cela nous nous sommes fait un plan fixe ; & du centre , c'est-à-dire , de la Capitale nous avons ouvert les rameaux de circulation jusques aux extrémités , de façon que la méchanique entiére de la machine politique a tout son jeu libre , & que l'Etat ensemble ne fait qu'un tout qui reçoit ses mouvemens par l'action facile du cœur. La France en un mot tient la racine de la prospérité , elle est forte & unie au dedans.

En cet état , je m'éleve & je regarde autour de moi ; je vois ce qu'on appelle les Nations étrangéres. J'y trouve des préventions contre nous , des craintes , de la haine , de l'ambition. Or , mes semblables , nous ne pouvons rien les uns que par les autres. L'homme isolé seroit le plus malheureux de tous les êtres : & qui cependant caveroit le résultat de nos passions, verroit au bout des projets de celles de chacun de nous la conséquence d'être seul. Il est pourtant vrai que

la nature nous porte d'elle-même à la ſociété; d'autre part, cette même ſociété nous inſpire des craintes, des jalouſies, des précautions. Qu'eſt-ce que cette prudence ? Eſt-ce perfection de la nature, en eſt-ce la corruption ? Le problême eſt aiſé à réſoudre par les effets : s'il tend à perfectionner la ſociété, le principe eſt bon ; s'il viſe au contraire à la corrompre & la diſſoudre, il eſt mauvais. C'eſt-là l'épreuve à laquelle je me ſoumets volontairement, & j'eſpere faire voir dans la ſuite de ce Traité que tous les hommes gagneroient, tant étrangers que concitoyens, à ſe traiter en freres.

Divers genres d'autorité dans le même gouvernement.

Le Prince gouverne ſa Cour d'un coup-d'œil, ſes armées par un ordre abſolu, ſes ſujets par un régime fixe de loix : il eſt donc pluſieurs ſortes de dominations, même dans le Royaume le plus ſoumis. Il eſt de même une façon de dominer ſes voiſins ſans envahir & dévaſter leur territoire, & cette façon uſitée de tous les temps dans pluſieurs grands

Empires, c'eſt de leur impoſer un tribut. Heureuſement pour l'Europe, tout y eſt contrebalancé de façon qu'il eſt impoſſible qu'aucun Prince puiſſe impoſer à ſes voiſins un tribut forcé : il faut donc avoir pour objet un tribut volontaire, & c'eſt ce que fait le commerce étranger.

Pour parvenir à me procurer cet avantage, je ſuis précisément la même méthode que j'ai miſe en œuvre pour la vivification intérieure; & l'Etat entier dans ma grande ſpéculation qui embraſſe déſormais l'univers, eſt relativement aux pays étrangers ce qu'étoit ci-devant la Capitale relativement aux provinces & à tout le territoire de la France.

Je n'ai rien négligé pour y établir la confiance, & l'exacte police qui regne aujourd'hui dans la Capitale : l'agriculture a mis en jardin tout le territoire; l'induſtrie inventive, œconome & active, s'eſt établie par-tout; les canaux & chemins de communications forment les rues

de cette floriſſante ville. Il ne s'agit plus maintenant que de procurer les mêmes avantages à nos voiſins, & de nous les rendre relatifs ces avantages. Mon Prince ne dût-il y gagner que le titre de bienfaicteur de l'humanité; à qui ce titre divin ſera-t'il dévolu plus juſtement entre les hommes qu'à celui dont un Auteur très-partial contre notre nation a dit : *Dominus Rex Francorum, qui terreſtrium Rex Regum eſt ?* Mais il eſt aiſé de démontrer qu'on ne peut faire le bien d'autrui ſans faire le ſien propre, & j'eſpere prouver la vérité de cet axiome dans la Partie que je traite, qui, je crois, eſt la plus importante de toutes.

L'état Capitale des Etats voiſins.

Je viens d'annoncer que la France devoit être aux terres étrangéres ce que j'ai dit ci-deſſus que la Capitale étoit aux provinces. J'ai dit dans la ſeconde Partie qu'une ville n'étoit vraiment capitale d'un pays qu'autant qu'elle en attiroit tout, & qu'en conſéquence de ce qu'il n'y a bourſe aucune dont on puiſſe

toujours tirer ſans y rien remettre, la Capitale devoit porter toute ſon attention à repouſſer ſans ceſſe aux lieux d'où elle vouloit tirer. C'eſt par cette méthode ſeule que nous ſommes parvenus à unir, peupler & vivifier le Royaume entier. La même méthode doit exactement être obſervée à l'égard des étrangers.

Entre tant & tant de paradoxes dont on pourra m'accuſer dans le cours de cet ouvrage, paradoxes que j'ai avancés de bonne foi, & ſur leſquels je ſerois bien-aiſe d'être contredit, celui-ci ſans doute paroîtra des plus inſoûtenables; car il ſuit de mon principe que nous avons interêt à ce que nos voiſins éclairés ſur tous les reſſorts de la ſaine politique portent chez eux l'agriculture, l'induſtrie & les bonnes loix, au plus haut point où elles peuvent aller, & retirent de ce régime proſpere tous les avantages qui en ſont la ſuite. C'eſt cela que j'ai prêché pour nos provinces. Vous vous trompez, je ne ſoûtiens pas cela, je le démontre.

Pour parvenir à cette démonſtration, ſuppoſons un moment qu'une puiſſance commerçante, que l'Angleterre, par exemple, parvînt au but de ſes deſirs; quels ſeroient-ils d'abord ? D'une part elle envahiroit & livreroit à ſes colonies le nouveau monde; mais toujours en garde contre ces mêmes colonies qu'une ſi vaſte étendue de pays & tant de reſſources en tout genre à leur diſpoſition porteroient à l'indépendance, elle prendroit ſoin de borner par tous moyens leur accroiſſement & leur induſtrie. Maîtreſſe abſolue de la navigation, elle déclareroit une guerre ſanglante à tous voituriers de mer, s'il eſt permis de parler ainſi, ce qui ne ſeroit au fond qu'étendre ſon tyrannique acte de navigation en même temps que ſon empire. Ses peuples feroient alors eux-mêmes le commerce entier de l'univers, & cela ſans doute eſt très-beau; mais prenez garde que par une conſéquence inévitable, tout peuple à qui le commerce extérieur eſt

interdit, perd bientôt l'induſtrie. La ceſſation de celle-ci étrangle la population ; avec la population tombe l'agriculture. Oh ! je demande aux Anglois ce qu'ils retirent des côtes de l'Afrique qu'on appelle la Barbarie ; des bleds, diront-ils, & c'eſt tout ce qu'il nous faut. Sans doute, & je le dirai dans le Chapitre ſuivant. Mais toutes les terres ne ſont pas de la nature des côtes Septentrionales de l'Afrique, qui preſque ſans aucune culture ſont d'une fertilité ſinguliére. Les terres de l'Europe en général ne rapportent que par un travail aſſidu. Suppoſons-leur cependant la même vertu qu'à ces premieres, & voyons ce que font les Barbareſques avec ce ſecours. Féroces, livrés au gouvernement du Sabre, c'eſt-à-dire, à une anarchie preſque abſolue, ils s'entredétruiſent au dedans, & n'ont au dehors d'autre profeſſion que celle d'infeſter les mers de leurs pirateries. Ils obligent par-là les Anglois, ainſi que toutes les nations

commerçantes, à entretenir des flottes qui les contiennent dans un état de paix : contrainte mal gardée, & toujours enfreinte au moment où elle seroit la plus nécessaire. Si au lieu de cela, l'Afrique peuplée comme elle l'étoit autrefois & mieux policée encore, chose possible, avoit sur ses côtes nombre de villes florissantes, enfin la population & l'industrie relatives, d'une part son produit centupleroit à l'infini, à l'avantage général de l'humanité ; de l'autre, ses besoins multiplieroient de même, & les nations les plus industrieuses, hardies & œconomes dans le commerce en profiteroient, concurremment néanmoins avec toutes les autres, chacune en proportion de ses avantages naturels.

Considérons d'autre part la Hollande, l'opposé diametral assurément de l'Afrique autant par l'industrie & la population que par le climat. Un Politique foible, un Historien partial vous diront, comme le Sultan Selim, que pour le

bien de l'humanité il eût fallu jetter dans la mer ce petit morceau de terre ; que dans ſon enfance & ſa jeuneſſe ce pays fameux a été arroſé de ruiſſeaux de ſang ; qu'il a ruiné l'Eſpagne & par contre-coup épuiſé d'hommes tous les Etats de la Maiſon d'Autriche ; qu'élevée par nos ſoins, ingrate de tant de bienfaits, la Hollande a ſoulevé contre nous l'Europe entiere & ſoudoyé nos ennemis ; que la premiere elle a changé l'eſprit liant & pacifique du commerce en une politique barbare qui n'a rien eu de ſacré que ſon propre interêt ; qu'elle a donné l'exemple d'une dériſion indigne de la Religion ſous le nom de tolérance ; que ſa liberté n'a ſervi qu'à autoriſer le libertinage, à multiplier & répandre par l'impunité de la preſſe les libelles les plus dangereux ; qu'en un mot, c'eſt le rendez-vous des vices humains, où l'on ne connoît d'autre Dieu que leur principe, à ſçavoir la cupidité.

C'eſt ainſi que je l'ai ouï peindre par des gens qui croyoient dire

Vrai point de vuë de la Hollande.

vrai. Retournons le feuillet, & cherchons la vérité. Les guerres de Flandres ont ſans contredit été très-opiniâtres & à la longue très-ſanglantes; mais je ſoûtiens que, loin d'être deſtructives pour l'humanité, elles ont été tout le contraire. Repaſſons les annales de l'art de la guerre en Europe depuis que les nations du Nord eurent détruit l'Empire Romain, les invaſions des Barbares, leurs guerres entre eux, les ravages des Normands, nos guerres avec les Anglois, nos courſes en Italie, &c. on ne verra dans tout cela que des expéditions rapides, où tout plioit devant le nouveau venu qui alloit brulant & ſaccageant juſques à ce que rencontrant l'ennemi, le ſort des armes ſe décidoit par une bataille ſanglante où l'une des nations étoit exterminée, & l'autre affoiblie au point de ne pouvoir s'en relever de long-temps. C'eſt ainſi que les Hurons & les Iroquois ſe font la guerre. Les guerres de Flandres faites dans un pays où tout étoit

en armes pour sa défense contre des étrangers, obligerent les deux partis à se disputer le terrein pied à pied. Les nécessités grandes & capitales des deux côtés rendirent l'esprit des gens de guerre inventif; on couroit de grands dangers, on étoit mû par de grandes passions; il fallut faire de grandes choses pour de petits succès. Dès-lors la réputation entra pour beaucoup dans la guerre, & la plus cruelle des guerres dans son principe se trouva par cette gradation avoir civilisé l'Europe dans ce genre meurtrier. L'art de vaincre prit la place de l'art de détruire; & sans étendre plus loin une discussion qui me meneroit hors de mon sujet, on sent la différence de ces deux points, & je m'en rapporte aux gens du métier pour décider si la guerre réduite en art n'est pas infiniment moins meurtriére que les courses de la barbarie & de la ferocité.

Quand à l'allégation, qu'elle a ruiné & dépeuplé l'Espagne, j'ai dit autre part que c'étoit à toute

autre chose qu'il falloit attribuer la dépopulation de ce beau Royaume; en effet, rappellons-nous ce que c'étoit que les armées que l'ambition de l'Espagne envoyoit dans les différentes contrées de l'Europe. Trois ou quatre mille hommes des vieilles bandes Espagnoles, troupes alors de la plus haute réputation, étoient regardés comme un renfort capable de changer la face de la guerre. Si l'on veut balancer ce qu'il est sorti d'hommes de l'Espagne pour les guerres de Flandres & d'Italie, avec ce qu'il en est sorti & ce qu'il en sort continuellement de la Suisse, on verra qu'il n'y a aucune comparaison; cependant la Suisse est toujours également peuplée & cultivée. Pourquoi cela? C'est que les sources de l'or arrivent en fleuves en Espagne, & ne sont plus que de petits ruisseaux quand elles parviennent en Suisse.

La Hollande, dit-on, nous doit son existence; ingrate depuis, elle a été notre pire ennemie. Raison d'Etat; hé! quel Gouvernement au

monde peut ſans rougir réclamer le droit des bienfaits ? Quand nous avons appuyé la Hollande, ce fut pour affoiblir l'Eſpagne trop puiſſante alors. La triple alliance, époque du revirement de ſyſtême de cette République à notre égard, étoit dans la raiſon d'Etat. Un Roi, jeune, puiſſant & redouté, alloit devenir leur voiſin en vertu d'un droit au moins litigieux & d'un fait très-décidé. L'ancien poſſeſſeur étoit foible, & hors d'état de ſe faire craindre. S'il y eût eu lieu à des diſcuſſions pacifiques de droit, & que la Hollande eût ſonné le tocſin en s'alliant contre nous, le trait eût été ingrat & trop audacieux ; mais notre Cour en entamant des négotiations, ſe faiſoit rapidement juſtice par les armes : le Miniſtre d'Angleterre arrive, propoſe une alliance qui établit un contre-poids ; le chef de la République s'y engage, & ne ſe ſert enſuite de cette augmentation de forces, que pour appuyer & faire conclure une paix qui nous fût avantageuſe. Quand le

Miniſtre d'autrui fait pour ſon Maître ce que nous voudrions que le nôtre fît pour nous, l'équité qui eſt la vraie politique, veut que loin de le haïr, ſon ennemi même l'eſtime. La grande ame de Louis XIV. étoit faite pour ces ſentimens-là, ſi ceux de ſes Miniſtres qui avoient interêt de l'occuper de la guerre, n'avoient cherché à faire dégénerer en fierté ſon penchant vers la gloire. Il ne pardonna pas à la Hollande d'avoir connu ſes vrais interêts; & la marque qu'il lui donna peu après de ſon indignation, fut d'eſpece à changer le cœur & l'eſprit de l'Europe entiére à notre égard. Depuis Louis XI. aucun de nos Princes n'avoit paru avoir le génie uſurpateur; les apparences en furent longtemps dévolues à la Maiſon d'Autriche, & les grands hommes en tout genre qui l'ont ſervie, n'ont pû empêcher que l'effroi que toute l'Europe conçut de ſes deſſeins n'ait affoibli de toutes parts cette puiſſante Maiſon. Louis XIV. par ſon expédition de Hollande ſe rendit

propre cette fâcheuſe diſpoſition de ſes voiſins : faut-il être étonné que ces Républicains, plus expoſés que tous les autres, ayent fait contre lui tous les efforts qu'inſpirent de tels ombrages ?

Quant au reproche d'injuſtice & de politique barbare dans le commerce, il y en a peut-être bien eu quelque choſe jadis dans les détails ; mais de dire qu'ils ayent été les premiers, cela eſt faux. Qu'on voye les guerres de Veniſe & de Gènes, qu'on remonte enfin juſques à Carthage, les annales du gouvernement marchand ſont & toujours ſeront tachées des traces impures de la cupidité dominante. Le commerce doit ſervir en toute liberté, & jamais ne commander.

Pour ce qui eſt de la tolérance, c'eſt un chapitre qui n'entre point dans mes ſpéculations déja trop étendues ; mais je la crois plus propre à détruire les faux cultes qu'à les autoriſer ; & la liberté de la preſſe qui ſeroit un vice principal dans un pays gouverné, eſt

un incident de rien en un rendez-vous public où la police tient lieu de loix, & où le travail ſert de police. Le travail, quoi qu'on en diſe, eſt plus d'habitude en Hollande, qu'excité par la cupidité deſtructive. Vous, qui cherchez des vices en Hollande, ſouvenez-vous que leur mere eſt l'oiſiveté.

Voilà, je crois, la Hollande conſidérée ſous ſon vrai point de vuë, & lavée des reproches principaux que lui font ſes ennemis. Voyons maintenant ſi l'humanité en général ne lui auroit pas de véritables obligations.

Le commerce du Levant & celui de l'Aſie par la voie unique des caravanes étoit le ſeul connu en Europe, avant que la néceſſité eût obligé les Hollandois à ſe faire un fonds de leur induſtrie. Ces commerces cultivés par quelques peuples d'Italie, & qui n'avoient de théatre que la Mediterranée, laiſſoient toujours dans l'enfance l'art de la navigation. Les Portugais avoient doublé le Cap de Bonne-

Eſpérance & trouvé la route des Indes Orientales, & les Eſpagnols avoient découvert, conquis & dévaſté les côtes Méridionales de l'Amérique ; mais les premiers dormiroient peut-être encore ſeuls dans leurs comptoirs d'Aſie, & les derniers ſe contenteroient de faire fouiller des mines, ſi les Hollandois forcés par la néceſſité & par l'interdiction du commerce dans les ports d'Eſpagne, n'avoient de toutes parts tenté & établi la concurrence par des travaux inouis, une audace, & une conſtance plus qu'humaine.

On ſçait que les premiers navigateurs Anglois & François, que le deſir de s'enrichir & la témérité romaneſque qui regnoit alors porta vers les côtes de l'Amérique Septentrionale, échouerent la plûpart dans leurs entrepriſes ; parce que comptant pour rien les avantages de la nature qui s'y préſentoient de toutes parts, ils ne ſongeoient en débarquant qu'à s'occuper de l'inutile recherche des mines, & que les autres abandonnerent volon-

tairement ces beaux pays dès qu'ils virent qu'on n'y trouvoit ni or ni argent. Les Hollandois montrerent les premiers à l'Europe encore barbare que le vrai moyen de trouver l'or, étoit d'acquerir & approprier à nos besoins les productions de la terre & de la mer, s'éveiller matin, s'endormir tard, travailler jour & nuit, & s'ouvrir les routes de l'échange.

Non-seulement ils apprirent à faire circuler les métaux, mais encore à les reproduire par le moyen des banques nationales; ils établirent des Compagnies, & firent enfin regner l'industrie de l'Europe sur l'univers entier. Si les Anglois ont un commerce, si nous eumes une marine, nous la devons aux Hollandois.

Ajoûtez à ces objets généraux tant d'autres services de détail, la perfection des manufactures, l'art des canaux, de la construction marchande &c. il se trouvera que l'industrie Hollandoise a plus instruit & accommodé le monde

moderne, que la philoſophie, la légiſlation & les arts de la Grece n'éclairerent le monde ancien. Si pourtant on peut citer un exemple d'un peuple qui ait pouſſé ſes avantages au plus haut point où ils pouvoient aller & au-delà du degré imaginable, c'eſt aſſurément celui-là. Le monde entier y a gagné, & ceux-mêmes à qui leur puiſſance a fait le plus d'obſtacles.

On verra à la ſuite de ceci qu'il entre dans mes principes que chacun ſe mette en état chez ſoi de ne pas recevoir la loi de ſon voiſin. Je dirai auſſi comment l'eſprit d'équité conſtante & ſoûtenue doit donner aux armes un poids & une force plus à l'abri des revers de la fortune qu'elles ne l'ont ſans cela. A l'égard du premier de ces deux points, je crois l'avoir ſousentendu en mettant à la tête de tout la force & la vivification intérieure. J'établirai bientôt que les moyens de ſe faire reſpecter en ſont une des appartenances abſolues. Je reviens à mon principe. Dans la

ſpéculation actuelle, la France eſt la capitale, les pays étrangers ſont les provinces.

Notre interêt donc, dans ce nouveau genre d'état, eſt comme dans celui que nous avons vivifié tout-à-l'heure, que les grands chemins ſoient libres & les communications aſſurées d'un bout à l'autre de ce vaſte Empire. La premiere des communications eſt ſans contredit la mer; on préjuge d'avance à quel point j'y établirai la liberté, ainſi que celle des rivières, des chemins, des frontières, de tout enfin ce qui peut faciliter la communication entre nous & les contrées étrangéres même les plus éloignées.

Nous avons dit auſſi qu'il importoit de renvoyer juſtice & protection aux lieux d'où on veut tirer ſervice & ſubvention; nous ne pouvons exécuter ces deux opérations chez l'étranger que par la voie de la guerre & de la paix. Il faut donc que l'empire de ces deux choſes ſoit dans notre main; & cet empire,

je l'avance hardiment, n'y ſçauroit ſubſiſter qu'en conſéquence de mes principes, & ſur-tout de cette équité prédominante dont je fais le premier & le plus puiſſant de mes moyens. Maintenant, après avoir établi l'eſſence du commerce étranger en général, tâchons d'en déduire les attributs & le détail.

Mais qu'on ſe ſouvienne à jamais qu'ainſi qu'une famille ne peut proſpérer ſeule ſans le concours des autres familles dont elle eſt environnée, de même une bourgade, une ville, un Etat perdront toujours à vouloir réaliſer la chimère de la proſpérité excluſive.

La Chine qu'on cite quelquefois comme exemple, qu'un Empire peut ſubſiſter & proſpérer ſur ſa propre ſubſtance ſans avoir aucune relation de commerce ni de politique avec ſes voiſins, la Chine eût beaucoup gagné, ſi elle eût employé à civiliſer les Tartares les frais, les ſoins & le travail que lui coûta ſa célébre muraille. Je parlois ci-devant à des Chrétiens, &

j'aurois pû leur alléguer une loi dictée par l'Etre ſouverain qui leur enjoint de vivre tous comme freres, & qui proſcrit en conſéquence la politique de l'interêt particulier. Je parle maintenant à l'univers entier, & conſéquemment faiſant abſtraction de notre Loi, quoiqu'elle ne prêche que douceur & humanité, je ſuis en droit de demander aux nations Mahométanes & Payennes la même impartialité.

Tous les hommes freres dans l'enfance.

Conſultons la loi naturelle. Qu'on éléve enſemble cent enfans des différentes nations des quatre parties du monde, ſans leur dire qu'ils ſont étrangers les uns aux autres; on verra naître entre eux les mêmes liaiſons d'intimité qui déſignent les premiers principes de la ſociété: ils ſe réuniront pour le plaiſir, ſe ſépareront pour l'étude, s'entr'aideront au travail. Les hommes enfin ſont tous freres par nature, & la nature ne fut jamais un mauvais politique.

Pourquoi l'on crut la politique

Le mal eſt que les gens attentifs aux petits interêts ont preſque toujours

jours prédominé dans le monde. Le bien eſt fort au deſſus de nous, le mal rampe à nos pieds; en conſéquence la vie de l'homme qui tend au bien eſt ſpéculative, celle de ſon contraire eſt active. Par une ſuite de la foibleſſe humaine, l'homme actif arrive communément à ſon but. De-là vient que de cent perſonnes qui arrivent ſur le grand théatre des dignités (ce qui au fond eſt bien peu de choſe, ſi ce n'eſt pour faire bien) à peine y en a-t-il dix qui ayent les grandes vuës, c'eſt-à-dire, un génie vaſte, éclairé & droit en même temps. Or les petits hommes dans les grandes places, & devenus conſéquemment maîtres des grands reſſorts, ſont ceux qui ont établi comme une vérité le menſonge le plus phyſique, à ſçavoir, que les maximes d'Etat ne s'accordent pas avec l'exacte probité. Je ſuppoſe qu'un homme fourbe ſoit miniſtre, mille particuliers honnêtes gens ne peuvent l'empêcher d'être tel, ni même éviter d'en être opprimés s'ils ſe

contradictoire avec l'équité.

trouvent en son chemin. Cet homme alors & ses flatteurs attribueront à sa supériorité le succès qui n'est dû qu'au poids de sa position. Si un homme de la trempe de ceux qu'il croit primer, se trouvoit en tête de notre Sicophante, ministre d'un Prince égal ou même inférieur, c'est alors que le fripon & ses ruses montreroient la corde; mais la Providence qui veille à l'équilibre des nations, en même temps qu'elle permet que leurs fléaux les plus actifs naissent d'ordinaire au milieu d'elles, la Providence, dis-je, sçait bien que notre petit grand trouvera presque toujours son semblable dans son antagoniste. Oh! quand les deux arlequins se rencontrent, c'est à qui surpassera son compétiteur en grimaces, & voilà la politique des prétendus hommes d'Etat qui ont voulu bannir de leur science l'équité.

Aujourd'hui cependant le monde devient plus éclairé sur ces sortes de choses; les mysteres d'Etat n'en imposent plus à l'humanité, qui

s'eſt fait des révolutions paſſées un tableau de proportion pour juger du vrai mobile des grands évenemens préſents & futurs. Nous voyons que des miſeres d'interêts ou de paſſions particuliéres ont de tout temps décidé des plus grandes choſes ; & le maſque de la politique eſt deſormais percé à jour.

Il ſeroit difficile, ſi jamais on ſçavoit qui je ſuis, de coudre à ma poſition & à ma façon d'être toutes les ébauches de notions éparſes dans cet ouvrage. Je puis néanmoins ajoûter, que quoique ceci ait été écrit tout de ſuite, (& il y paroît) il m'en coûteroit moins encore de traiter de tous les détails que j'omets, & qui n'entrent pas dans mon plan. Je placerois aiſément ici par ordre le dénombrement de chacune de nos provinces, ſes loix civiles & municipales, ſon produit, ſon induſtrie, ſes moyens particuliers d'exportation actuelle & d'amélioration future. Je déduirois de là en détail notre commerce étranger, & celui de toutes les nations de

l'Europe, & en gros pour les nations étrangéres, les mêmes points que je viens d'énumérer pour nous; il m'en coûteroit aussi peu de traiter des interêts actuels des Princes, de la gradation des actes respectifs qui les constatent depuis cent ans; en un mot, ce qui git en faits, s'il étoit de mon sujet, me coûteroit moins à parcourir qu'à établir ici tant d'idées différentes, mais qui ressortissent à un tout uniforme. Pour tout cela je ne m'en crois pas plus merveilleux, & il y en a mille dans Paris qui en sçavent autant & plus que moi; en un mot, les hommes aujourd'hui sont éclairés. C'est donc par le raisonnement & non par le mystere, qu'il faut démontrer la nécessité de l'astuce dans la politique. Oh! quant à ce point, je défie les plus habiles. Mon systême est à découvert, & je le rendrai complet dans toutes ses parties.



CHAPITRE II.

De quelle nature d'effets doit être le Commerce Etranger.

MA tête eſt le pays des idées, & je crois qu'on commence à s'en appercevoir. Un jour que je rêvois pour m'amuſer, il me vint en penſée qu'un terrein de deux toiſes en quarré mis en petite loge à l'Opéra ſe louant mille écus par an, & ce terrein ſe trouvant multiplié en hauteur par le moyen des échafaudages, il ſe trouveroit que par un calcul du nombre de toiſes ainſi eſtimées que renferme l'étendue du Royaume, on le rendroit d'un prix ineſtimable en le couvrant d'hiſtrions, chanteurs, & baladins. Cette folie qui me fit rire un moment, peut avoir trait à une vérité très eſſentielle qui eſt l'avantage de la population.

Le terrein dans le quartier les

halles à Paris, ſur le port à Marſeille, & en quelques autres lieux ſe vend cent piſtoles la toiſe, & relativement au profit naturel qu'on peut faire ſur le produit d'une toiſe de terrein, ce prix eſt auſſi fol que le premier. C'eſt uniquement la population & l'induſtrie qu'elle néceſſite, qui ont forcé ſi avantageuſement la nature des choſes.

Il eſt conſtant par cette induction & par tout ce qui ſe préſente à l'entendement, indépendamment des raiſons que j'ai déduites, que la population eſt le bien & l'avantage unique où doivent tendre & ſe réunir tous les ſoins tant politiques que civils d'un bon Gouvernement. J'ai fait voir ci-devant comment tous les moyens d'augmenter la population ſe reduiſoient en un ſeul, à ſçavoir d'étendre les moyens de ſubſiſtance. En conſéquence de ce principe. j'ai d'abord recommandé l'agriculture, qui ſeule peut établir & multiplier le produit du terrein qui ne nous eſt point diſputé. J'ai enſuite traité des moyens

de rendre, autant qu'il eſt poſſible, tous les avantages de la ſociété communs aux habitans des divers cantons de ce territoire, afin d'éviter qu'on n'en abandonne certains moins favoriſés, pour ſurcharger les parties vivifiées. De-là j'ai traité des moyens de borner les conſommations, & de tourner la ſociété de façon qu'on oublie en quelque ſorte, s'il eſt poſſible, l'axiome homicide qui dit : *le ſuperflu choſe ſi néceſſaire ;* attendu que qui de la conſommation d'un ſeul peut faire celle de trois, gagne 200. pour cent ſur le meilleur de tous les commerces. J'ai enſuite déduit la façon de porter tous les hommes vers l'agriculture ou l'induſtrie. Maintenant en ſuppoſant que tous ces arrangemens ſoient en pleine vigueur, je vais chercher des ſubſiſtances chez les autres.

Objet du commerce étranger.

C'eſt dire d'un ſeul mot tout l'objet du commerce étranger bien entendu. Portez à l'étranger autant que vous pourrez de l'or & des matières ouvrées, rapportez de

chez lui des denrées comestibles d'abord, & à leur défaut des matières brutes qui servent de fonds au travail de vos manufactures ; voilà tout le secret d'un commerce étranger avantageux, & tout le mystere de cette science si compliquée de détails, & si mal entendue par les Gouvernemens qui voudroient que tout allât par leurs loix, par leur inspection, & que tout s'arrêtât en vertu de leurs systêmes & prohibitions.

Revenons au plan tracé dans le précédent Chapitre. Considérons le Royaume comme la Capitale, & les pays étrangers comme les provinces. Nous avons dit qu'il falloit repousser sans cesse l'argent de la Capitale dans les provinces, attendu que selon la constitution des choses, la Capitale l'attiroit toujours à elle par les nécessités du Gouvernement, par le séjour des grands propriétaires, par l'influence des grandes affaires, &c. Toutes ces choses au premier coup d'œil ne se rencontrent pas dans la nou-

velle Capitale que nous venons de fonder. Elle n'eſt ni en droit ni en pouvoir de tirer des ſubſides de ſes prétendues provinces ; les grands propriétaires de l'Empire univerſel ſont tous chez eux, il en eſt de même des grandes affaires. Ainſi la comparaiſon cloche dès le premier pas, & défectueuſe dans le principe, elle le deviendra davantage encore par les conſéquences. Conſidérons mieux cependant, & remontant à la nature des choſes, nous retrouverons peut-être la parité dont nous paroiſſons maintenant ſi éloignés. Examinons d'abord le premier de ces deux articles ſur leſquels nous paroiſſons en défaut, nous paſſerons enſuite au ſecond.

Nature des ſubſides.

Quelle eſt en ſoi la nature des ſubſides ? Si ce n'eſt autre choſe que la loi du plus fort impoſée en eſpeces ſur le plus foible, la révolte ſera le droit des gens. Mais nous lui avons ci-devant trouvé une définition & plus honnête & plus vraie. La ſubvention des ſujets envers leur Souverain n'eſt autre choſe

que la soulte du payement que fait le Prince en justice & protection, & nous avons démontré que si-tôt que ces deux subventions n'étoient pas au pair, l'Etat couroit à sa perte. En conséquence il n'y a ni perte ni gain dans cette sorte de commerce; chacun y fait sa fonction, & le bien de l'Etat en résulte; c'est là tout.

Dans le nouveau Gouvernement établi d'après l'induction actuelle, la Capitale qui n'a d'inspection sur les provinces que de supériorité, & qui ne lui doit justice & protection qu'en grand, & dans le genre que j'ai renvoyé au chapitre de la guerre & de la paix, n'a pas besoin d'en tirer en services & subvention ce qu'elle ne sçauroit acquiter en justice & protection.

La circulation se ralentit en proportion de ce que les provinces sont éloignées, je l'ai dit dans la seconde Partie; mais elle existe, ou bien tout commerce est interrompu. Or quand elle existe, il faut qu'elle se rapporte aux régles déja établies;

ou que le fleuve remontant vers ſa ſource, le ſang refluant vers le cœur, le déſordre ſe mette dans toute la machine.

Mais, dira-t-on, de quel droit vous conſidérez-vous ici comme le centre de toutes choſes ? Chaque nation n'auroit-elle pas le même droit ? Il s'en faut bien que je ne défende aux autres d'en uſer ; je ne fais ici pour l'Etat que ce que chacun fait pour ſoi dans le monde. En général, involontairement même, on rapporte tout à ſoi, & de cette infinité de faux calculs naiſſent cependant le mouvement, les rapports, le bien enfin de la ſociété. Que chaque peuple donc ſe conſidére comme le centre univerſel : pourvû qu'il ſe conduiſe ſelon mes principes, il n'en pourra réſulter que ſon bien & l'avantage général. Si au contraire il s'en écarte & tend au but de la proſpérité excluſive, il fera le malheur de ſes voiſins, & ſe détruira lui-même après avoir barré les autres ; mais il ne tiendroit qu'au Roi Paſteur de....

Lui montrer en moins d'un inſ-
tant
Qu'un rat n'eſt pas un éléphant ;

Et que de la façon dont ſont conſtitués les différents Etats de l'Europe, le véritable éléphant c'eſt la France, quand elle voudra n'avoir de vuës que ſubordonnées à la juſtice & à l'équité.

Revenons donc à notre induction faite uniquement pour nous, & diſons que la Capitale pleine de peuple, d'induſtrie & de commodités, n'a naturellement beſoin d'aucunes matières ouvrées qu'elle trouve chez elle à meilleur marché que par-tout ailleurs. D'une part, l'immenſe population y a établi la concurrence qui met au rabais tous ouvrages ; de l'autre, le ſoin de repouſſer au loin les métaux, & de les troquer ſans ceſſe contre des ſubſiſtances, empêche la ſurabondance de l'or qui ſeule peut hauſſer les prix du travail : en conſéquence tous ouvrages y ſont à meilleur

marché, plus parfaits & mieux conditionnés; d'où il ſuit que vainement les provinces enverroient les leurs à cette Capitale, puiſque tous les avantages de la façon & du prix ſe réuniſſent en faveur des matières qui ſe fabriquent chez elle.

Par les mêmes raiſons, les provinces s'y fourniront de tout ce qui leur ſera néceſſaire en ce genre. A la vérité, ces provinces, & les peuples qui les habitent, peuvent & doivent tenter à cet égard tous moyens de concurrence.

Il en eſt deux, à ſçavoir les prohibitions d'une part, c'eſt-à-dire, les défenſes de conſommer les ouvrages de vos manufactures, & d'autre part des meſures ſemblables aux vôtres pour exciter chez eux la même population & induſtrie que vous avez établie chez vous.

A l'égard du premier de ces moyens, on ſçait par expérience que ces ſortes de défenſes font d'ordinaire l'effet contraire à leur ob-

jet; & d'ailleurs, quand j'en ferai au Chapitre des prohibitions, on verra que j'en proscrirois bientôt la méthode.

Quant à ce qui est du second moyen, tant mieux pour l'humanité entiére, & tant mieux pour nous par conséquent. Chacun alors vaudra tout ce qu'il peut valoir en raison de son produit & de son industrie, & ce marché-là ne sçauroit nous ôter la primatie.

Mais en attendant que tout le monde soit éclairé sur ses vrais intérêts, marchons aux nôtres. C'est sans contredit de faire jouir les provinces de toutes les commodités inventées & fabriquées chez nous, pour que d'une part le commerce & la communication avec la Capitale leur soit utile, & que de l'autre, elles contractent l'habitude de ces consommations qui doivent nous les ramener fréquemment.

En outre les diverses facilités que la convention générale a attribuées aux métaux, font que tous les hommes les estiment comme richesses,

parce qu'ils ont la faculté d'être échangés contre toute ſorte de biens ſoit de néceſſité ſoit d'opinion ; & parmi le grand nombre peu ont le bon eſprit de concevoir qu'il eſt un point juſques auquel l'argent eſt richeſſe, & par-delà lequel il eſt pauvreté. En conſéquence tous y courent, & tout pays où l'on trouvera de l'argent en abondance, eſt ſûr d'être l'objet de l'empreſſement de tous les autres.

Ces matières donc, à ſçavoir argent, commodités & ſuperfluités de la vie, font entre elles la ſubvention que la Capitale doit aux provinces dans le nouvel arrangement que nous venons de faire, & il en faut attirer en revanche les matières de conſommation, comme nous avons dit dans la ſeconde Partie que Paris devoit faire de ſa banlieuë.

Mais, dira-t-on, de ces deux choſes que vous voulez ſans ceſſe fournir, je vois bien d'où vous tirerez la premiére, à ſçavoir les matières ouvrées ; votre produit, votre

population & votre induſtrie ſont des ſources inépuiſables de ce genre de tréſor ; mais quant à l'autre, vous n'avez point de mines, & en euſſiez-vous, elles ſeroient bientôt épuiſées au moyen de votre ſyſtême de toujours ſolder en argent & recevoir en denrées. Or l'agriculture & la population peuvent aller ſans argent, mais l'induſtrie ne ſçauroit s'en paſſer.

J'ai dit ailleurs que ſi-tôt que les métaux étoient ſortis de la terre, inutile fardeau au déſert, ils couroient ſe répandre aux lieux où ſe trouvoient les richeſſes réelles dont ils devoient être le ſigne, & par conſéquent aux lieux vivifiés par la population. Ainſi donc les communications étant ouvertes, par-tout où il y aura de l'agriculture, il y aura des hommes ; par-tout où ſeront les hommes en nombre, ſera l'induſtrie ; par-tout où ſeront ces trois choſes, vous verrez circuler les métaux avec facilité.

D'ailleurs en déſignant ici la na-

ture du commerce avantageux, je n'ai prétendu en exclure aucun autre, & l'on le verra bien dans la ſuite de mes principes. L'or nous viendra de toutes parts en échange des choſes qu'on viendra prendre chez nous, ou que nous irons porter aux autres; je n'exclus pas même le commerce de nos denrées chez l'étranger, perſuadé que l'entiére liberté eſt l'ame du commerce & de la production: mais j'ai pris mes meſures pour qu'il entre dix fois plus de denrées dans le Royaume qu'il n'en ſortira, & c'eſt tout ce qu'il me faut.

Ces meſures demandent beaucoup de calcul & de fineſſe dans la réduction des Ordonnances à cet égard; mais en voici le précis. Ce ſont exactement les mêmes qui font que le maraiſcher de Paris va vendre ſes herbes à la Halle plutôt que de les porter à Chartres ou à Montargis.

Si-tôt qu'une conſommation continuelle & répétée ſur les lieux aſſurera le débit de la denrée à un

bon prix & ſans déplacer, je doute que perſonne ſoit aſſez fol pour aller courir les riſques, & payer les frais de la route & du tranſport pour les porter aux Hollandois. Il peut arriver cependant qu'un gourmet retiré dans une des deux villes ci-deſſus veuille goûter des premiers pois ou des fruits qu'on ne cultive bien qu'auprès de Paris, en ce cas il les fait venir à grands frais; mais en revanche de cette petite exportation, qu'elle importation immenſe ne tire pas de ces lieux & de leur territoire la population Pariſienne! De même, quand les Anglois conſommeront ce qu'on appelle les grands vins à Bordeaux aux prix où l'on les pay-, quand les Flamands, les Allemands tireront nos premiers vins de Champagne c'eſt aſſurément le produit de notre territoire qu'ils conſomment; & c'eſt une grande perte pour l'Etat s'ils nous remplacent ce produit en dentelles & autres ouvrages fins; où la forme emporte mille & mille fois le fonds; mais ſi nous retirons

en bled cet équivalent, nous y gagnerons beaucoup attendu la différence du prix & de la néceſſité entre ces deux marchandiſes.

Inutilité des ordonnances prohibitives ſur quelque partie de l'agriculture.

On a prévu depuis long-temps en France l'inconvénient de l'immenſe multiplicité des plantations en vignes, & on l'a ſenti depuis, quand toutes nos côtes de l'Océan ſe trouvant fermées, les peuples de ces parties du Royaume ſont morts de faim au milieu de leurs vignobles. Mais à cet égard on a prétendu abbattre l'arbre par les feuilles. On a défendu les nouvelles plantations, & ordonné d'en arracher pluſieurs des vieilles.

Combien d'Ordonnances on s'épargneroit en conſidérant les choſes dans leur principe, & jamais dans leurs effets! Qu'eſt-il arrivé de cette méthode? Quelques pauvres diables compris dans la verve des arrachis ont murmuré, d'autres ont acheté des permiſſions, le plus grand nombre a fait des expoſés faux; & à combiner ceux de toutes les requêtes à certaines Intendances, il

ſe trouveroit prouvé par bons certificats que le territoire entier de la généralité eſt impropre à porter autre choſe que des vignes. Somme totale, le nombre des vignes a augmenté de beaucoup, & ira toujours croiſſant malgré les inconvéniens de ce genre de récolte, inconvéniens accrus encore par la diſproportion du débit à la denrée tant qu'on ne fera pas trouver au colon ſon avantage à faire produire autre choſe à ſon champ.

En effet, la dépopulation ôtant toute eſpece de débit à la denrée comeſtible, il ſe trouve que dans l'intérieur des terres des provinces éloignées du commerce, celui qui a fait une abondante récolte n'en ſçait que faire, & la donne en nature à des volailles qu'il eſt obligé de conſommer faute de débit. Cela iroit bien juſques-là s'il ne falloit pas payer les charges de l'Etat, mais à l'échéance il eſt ſergenté, & ſe trouve dans l'oppreſſion au milieu de cette richeſſe primitive devenue pauvreté par la tournure

les choſes. Il ſe retourne alors, & conſidere autour de lui quelle eſt la ſorte de denrée dont il peut faire de l'argent, puiſque c'eſt de l'argent uniquement qu'on lui demande. Il voit que ſon voiſin devenu vigneron vend bien ou mal ſa denrée qui deſcend par les rivières aux lieux de l'exportation; il ſe met à planter des vignes. Son vin lui demeure-t-il? il le brûle en eau-de-vie, & s'il pouvoit le réduire en eſprit-de-vin, & mettre toute ſa récolte aux dépens de ſes bois en une bouteille de pinte, pourvû qu'elle lui rapporte de l'argent en proportion des doubles & triples façons qu'il lui aura données pour la réduire à rien, ſon affaire eſt faite, & il vit.

Il réſulte néanmoins de la réunion d'une quantité d'affaires particuliéres faites de la ſorte, que le produit de provinces immenſes va ſe conſommer chez l'étranger en matières, qui n'étant pas de néceſſité abſolue, ne le mettent point dans notre dépendance, au grand

détriment de la population & par conſéquent de l'Etat.

Si au lieu de cela, par les moyens de vivification ſimples, mais indiſpenſables que j'ai établis dans la ſeconde Partie de cet ouvrage, on étoit venu à bout de ſemer partout du peuple, de l'induſtrie & de la conſommation, vous verriez bientôt les vignes ſe rétrécir d'elles-mêmes. Les denrées propres à la nourriture de l'homme deviendroient néceſſaires & hauſſeroient de prix, on en trouveroit le débit prompt & aſſuré dans ſon canton; cela ſuffit, & tient lieu de toute ordonnance pour obliger le payſan à quitter le hoyau & reprendre la charrue & la bêche, & ce qui reſteroit de vignes dans les terreins impropres au labour & au jardinage, rapporteroit au double, étant mieux cultivé, parce qu'une nature de bien aide l'autre. Voilà tout mon ſecret, & je ne connois ſorte de denrée qu'il fît tomber, ſinon le papier qu'on emploie en ordon-

nances vaines qui demeurent ſans exécution.

Les Anglois pour encourager la culture des grains dans leur iſle, ont uſé d'une ſinguliére méthode qui leur a réuſſi ; c'eſt de gratifier aux frais de l'Etat les exportateurs de cette ſorte de denrée. Ils ont modifié & dirigé cet important objet de police ſur des proportions relatives au tarif des marchés de l'intérieur pour cette précieuſe marchandiſe. Cette méthode pourroit avoir été bonne pendant un temps, & devenir nuiſible dans d'autres circonſtances ; car il n'eſt aucun réglement de police de détail immuable ici-bas.

Police des grains, damnable invention.

Si mon ſyſtême abſolu n'étoit pas d'abandonner tout régime de détail en fait de commerce à la prudence, à l'induſtrie & activité du commerçant, je dirois que je trouverois plus raiſonnable de gratifier l'importateur de grains que l'exportateur ; mais quant à moi, je ne voudrois nullement m'en mêler. Il eſt des peuples qu'un Gou-

vernement éclairé doit exciter par tous moyens à gagner leur vie ; heureusement le François n'a jamais donné cette peine-là. Il n'y a qu'à le laisser faire & le protéger, il trouvera de lui-même toutes les routes possibles d'industrie & de gain.

Je ne suis pas vieux, & si pourtant j'ai vû déja plusieurs fois la disette dans différentes Provinces, & cela sur de simples bruits. Aussitôt que le prix des grains monte à un certain point, chacun les boucle chez soi, les Provinces abondantes en cette sorte de denrée en regorgent, & la voient manger par les charençons, tandis que la famine est à leur porte ; & ceux qui ont permission d'en faire sortir, ne profitent pas du surhaussement, attendu que les permissions coûtent cher, & que quand même le chef est intégre, ses sous-ordres font leur main.

D'autre part, ceux qui sont chargés de la police des Provinces affamées font des marchés onéreux pour

pour faire venir de bien loin ce qui ſeroit naturellement à leur porte. Comme d'un côté leur défaut à la plûpart n'eſt pas la prévoyance, & que de l'autre ces ſortes de révolutions ſont d'ordinaire ſi ſubites qu'il ſeroit impoſſible de les prévoir, le ſecours n'arrive jamais que quand le fort de l'orage eſt paſſé. Ces grains amenés de loin, échauffés & quelquefois pourris en partie, arrivent au moment où la nouvelle récolte a remis une ſorte d'abondance dans le pays ; & comme il ne faut pas tout perdre & au contraire, on oblige les Provinces à conſommer ces grains qui portent des maladies dans un pays déja dévaſté par la diſette précédente.

Qu'on ne crie point à la ſatire, mes preuves ſont faites, & c'eſt devant Dieu que je veux n'en avoir jamais à me reprocher. Ce que je dis, je l'ai vû cent fois, & d'un œil qui ſçait voir au-deſſus des erreurs populaires. On dit ici ce que l'on veut, & il n'y a rien qui

ne puiſſe être préſenté d'un beau côté ; mais quatre millions de témoins appuyeroient mon allégation. Et comment cela pourroit-il ſe faire autrement ? Je ſuppoſe que l'Auvergne, le Limouſin & les pays voiſins, Provinces les plus méditerranées du Royaume, manquent tout à coup de ſubſiſtance ; ſi le bruit de la cherté ſe répandant, la Bourgogne, le Poitou, le haut Languedoc, pays abondants, reſſerrent leurs grains, il faut que les bloqués reçoivent les vivres par les oiſeaux, ou déſertent leur Pays. Mais, dira-t-on, l'on y pourvoit avec prudence ; chaque Adminiſtrateur ſçait ce qu'il lui faut de grains pour la ſubſiſtance de ſa Province, & laiſſe ſortir le reſte : opération raiſonnable, puiſqu'il n'eſt pas juſte de s'expoſer à mourir de faim pour ſecourir ſes voiſins qui ne ſouffrent ſouvent qu'en opinion, & parce que des monopoleurs ont entrepris de mettre chez eux la diſette qu'ils parviendroient à nous communiquer auſſi.

Belle ſpéculation ! & ſi je demandois tout-à-l'heure à chacun de ces Thermomètres ambulants ce qu'il leur faut de grains, année commune, pour nourrir leur département, les plus ſages me diroient qu'ils n'en ſçavent rien, comme en effet cela eſt impoſſible à ſçavoir, & les autres me produiroient une ſomme idéale, comme le ſont du plus au moins tous les dénombremens. Mais je veux que ce ſoit choſe eſtimable ; pour ſçavoir à quoi la conſommation doit ſe monter, en ſeront-ils plus inſtruits de ce qu'ils ont réellement de grains chez eux, de la diſpoſition & fantaiſie des poſſeſſeurs, ſoit pour débiter, ſoit pour attendre ? C'eſt pourtant ſur des ſuppoſitions de cette nature qu'on leur attribue la ſuperintendance des entrailles des ſujets du Roi : & moi, je vais donner mon ſecret pour abréger tous ces calculs, pourvoir à tant de craintes vraies ou fauſſes, détruire à jamais le monopole ; & je mets ma tête qui vaut bien la leur, qu'il n'y aura jamais plus de

famine, ni même de disette dans aucun canton du Royaume.

Ce secret est tout simple comme le sont tous les miens, car il en est de cela comme des ruses dont la meilleure est de n'en point avoir. Le judicieux David Hume a dit que l'argent est comme l'eau, qui prend nécessairement son niveau. Ce trait de génie est relatif au bled tout de même.

Considérons notre heureuse position : indépendamment de l'incomparable fertilité de nos Provinces, qui selon mon plan ne doit pas nous suffire, nous donnons la main de toutes parts aux pays de l'abondance en ce genre ; à droite l'Italie, la Sicile, l'Afrique ; à gauche l'Angleterre, l'Irlande, le Nord, &c. Dans cette position pouvons-nous jamais craindre de manquer de bled ? laissez le courir en toute & entiére liberté d'un bout à l'autre du Royaume. Ce ne sera point le bled de Picardie qui viendra nourrir l'habitant d'Aurillac affamé ; mais si-tôt qu'on apprens

dra qu'un marché en manque, les voiſins s'empreſſeront d'y en apporter, & ce marché deviendra tout de ſuite le plus abondant. Si l'appas du gain a obligé les ſuſdits voiſins qui n'avoient que leur proviſion néceſſaire à ſe dégarnir avant le temps, l'annonce du feu ſe montrera bientôt chez eux, & dès-lors les pompes d'accourir. Ainſi de proche en proche les grains reflueront d'eux-mêmes & ſans aucun ſoin de police, des extrémités au centre. Arrivés aux frontières, les mers, les rivières, tout vous eſt ouvert, fuſſiez-vous au milieu d'une guerre ſanglante; vos ennemis fuſſent-ils les maîtres de la mer, article dont je vous garantirai tantôt, rien n'empêchera le commerce & la cupidité de l'ennemi même d'apporter du bled où il en manque : ainſi donc pour maintenir l'abondance des grains dans le Royaume, que faut-il faire? rien.

M. Colbert a paſſé & paſſera toujours pour avoir ſçû gouverner l'intérieur du Royaume; pendant tout

le cours de ſon miniſtere les grains n'ont jamais été gênés un ſeul inſtant. Il prenoit ſoin ſeulement que les grandes Villes, celles ſur-tout qui ſont voiſines des débouchés maritimes, s'approviſionnaſſent de grains étrangers, & laiſſoit aller le reſte.

Ce ſoin même (ſi j'oſe raiſonner d'après ce grand homme d'Etat) me paroît ſuperflu & dangereux : ſuperflu, en ce que l'induſtrie & l'activité du commerçant ſçaura prévenir toujours la néceſſité des approviſionnemens, & que par ce moyen les frais & la perte du magaſin seront aux dépens ou de l'étranger ou du particulier qui veut bien les ſupporter, & non à ceux du public dont les affaires ne ſont jamais mieux adminiſtrées, que quand il n'en a point; dangereux, en ce que c'eſt un commencement d'inſpection dans une matière, où toute inſpection ouvre la porte aux plus grands inconvéniens.

Revoyez d'un coup-d'œil l'hiſtoire entiére; vous y trouverez que

le propre de tous les Gouvernemens du monde eſt d'aimer les détails, en proportion de ce qu'ils deviennent incapables & languiſſants. Plus l'eſprit eſt foible, plus il aime à embraſſer des objets nouveaux ; & la même pareſſe qui laiſſe flotter les vraies rênes du Gouvernement, voudroit ramener à ſoi les moindres fils de l'administration particuliére. Ainſi donc un grand Miniſtre qui ſçait où l'autorité doit s'arrêter d'elle-même, doit, s'il eſt homme de bien, ſe ſuppoſer des ſucceſſeurs qui l'ignoreront, & en conſéquence éviter de toucher de certaines cordes qu'une main mal-habile peut & doit déranger tout-à-fait.

Il y a des provinces où l'on a imaginé de faire des magaſins de bled au nom du Roi, ſoit pour les troupes, ſoit pour les occurrences & néceſſités du pays. Qu'arrivera-t'il de cela ? C'eſt qu'un jour ce ſera le cannevas d'un monopole criant. Quand il faudra remplir les greniers, le nom du maître privi-

légié par tout arrêtera les grains, & les employés les auront au prix qu'ils voudront. Faudra-t'il vuider les magaſins, de crainte que les grains ne dépériſſent ? Le même nom ſacré arrêtera toute autre vente, & ſervira de voile à un gain ſûr & illicite.

J'ai vû des privilégiés affamer un pays, & qui plus eſt, en extorquer honneur & chevance ; je n'en dirai pas davantage par les principes que je me ſuis faits. Il n'y a rien, vous répondent à cela ceux qui ont aſſez bon eſprit pour vous entendre, qui n'ait ſon inconvénient. Qu'on me montre celui de l'entiére & abſolue liberté, & j'y répondrai : mais faiſons mieux, & recevez le défi de l'abeille aux frélons ; on a aſſez long-temps uſé de votre méthode, & tous les quatre ans une diſette en a été le prix. Nous voilà à la veille d'une guerre qui nous fermera la mer, le temps ne nous eſt pas favorable, eſſayez de la mienne, & vous ſçavez ce que j'ai parié. Je fais plus,

je me montrerai alors, & l'on ne me trouvera peut-être pas indigne de répondre aux pieds du Souverain de la nourriture de ſes ſujets, pourvû qu'on me permette, au premier bruit de diſette dans quelque canton, d'y aller voir.

La confiance entiére que j'ai en cet unique moyen, *la liberté*, fait que je n'héſiterois pas même à demander, au moins juſques après l'épreuve ; la ſurſéance des ſoins paternels que prennent en temps de calamité les Compagnies ſouveraines auſquelles la haute Police eſt devolue. Je ſçais qu'aucunes vuës de faveur, & moins encore d'interêt particulier ne les déterminent dans leurs Arrêts, & qu'ils n'agiſſent à cet égard que par des vuës de Citoyens & de Magiſtrats ; mais d'une part, ſi l'on leur lie les mains, ce qui arrive quelquefois, le découragement, la terreur des peuples, & l'audace du monopole en augmentent ; de l'autre, ſi l'on les laiſſe agir, leur autorité trop compliquée & trop formaliſte pour

les détails de la basse Police, est très-rédoutée dans la haute, attendu qu'il y a peu de subterfuges contre des Arrêts du moment, que le consentement des peuples autorise dans leur exécution. Cet appareil effraie le commerce, accroît les huées souvent injustes de la populace, & grossit le mal en augmentant le bruit.

Que demande la Police? Que j'arrête le monopole; je lui promets de faire crever dans leur peau les monopoleurs en les prenant sous ma protection. En quelque coin du Royaume qu'un tel homme, ou une telle compagnie prétende faire enchérir les bleds, plus il amassera, plus il me fera de plaisir. Il n'ira pas choisir pour ces sortes de magasins des lieux ou le bled peut arriver de toutes parts, & où jamais son amas ne seroit qu'un grain de sable. C'est aux lieux qui lui paroissent aisés à épuiser, qu'il commencera son opération. Laissons le faire, & eût-il bâti sur le mont d'or en Auvergne la tour

de Babel, sa pompe aspirante sera précisément le moyen qui de proche en proche attirera en France les grains de la Livonie d'une part, & ceux de l'Egypte de l'autre. Je lui désirerois les reins assez forts, & l'entendement assez aveugle pour continuer long-temps son opération; j'aurois par son moyen un magasin sûr aux lieux les plus escarpés du Royaume; mais il n'aura garde, & bientôt voyant que la cherté n'existe que dans sa cupide imaginative, las de faire remuer son bled & étançonner ses greniers, il les ouvrira de lui-même à perte, & sera corrigé pour jamais.

Cet exemple en grand porte sur toutes semblables opérations en petit. Le marchand de bleds devenu presque la chouette de la société à force de mal-entendus & d'abus, bien ou mal intentionné seroit toujours très-libre d'acheter, mais son propre soin & celui de son camarade l'empêcheront de survendre jamais. Il en est de ce genre d'hommes comme de l'homme en

général ; voulez-vous le rendre utile, multipliez l'eſpece.

Mais, dira t-on, l'exemple que vous venez de nous citer vous l'avez précisément pris à votre propice. Vous mettez la famine au centre du Royaume, entourée de toutes parts de l'abondance qui vient au ſecours, & qui attire après ſoi le ſuperflu de l'étranger ; il vous eſt aiſé de la ſorte de reprendre votre prétendu niveau. Mais changeons la thèſe, & ſuppoſons des calamités étrangéres qui au moyen de la liberté donnée au commerce des bleds dans le Royaume attirent tout-à-coup le ſuc alimentaire de vos campagnes, la multitude d'éveillés que vous avez dreſſés à ce genre de commerce, parcourra à l'inſtant vos provinces, votre grain deſcendra au-lieu de remonter, & où en retrouverez-vous après ? Votre liberté de ſortie & d'entrée étant égale, le beſoin & la cherté étant ailleurs, tout ſera en ſortie & rien en entrée ; vous appaiſerez la premiére faim chez vos voiſins,

& vous ſuccomberez ſans reſſource ſous le poids de la derniére.

Je réponds à cela, que je ſuppoſe la famine où elle naît d'ordinaire, c'eſt-à-dire, aux lieux les plus ingrats & les plus éloignés du commerce ; & quant au fait que l'on m'oppoſe, c'eſt une hypothèſe de pure fiction ; puiſque, ſi la diſette eſt dans le Nord & que nos grains y courent, ceux du Midi viendront les remplacer chez nous, & nous y gagnerons les profits d'un double commerce. Il faut donc, pour que nous ſoyons dans l'embarras ſuppoſé ci-deſſus, que d'un pole à l'autre les fruits de la terre aient par-tout été ſéchés juſques dans leurs racines. A moins de ce cas ſur lequel il ſeroit fol de calculer, puiſqu'il n'a pas d'exemple depuis que le monde eſt monde, revoyez notre poſition ; nous tendons également la main au Levant & au Nord ; rendez-vous naturel du commerce des grains, tant par cette ſituation que par la liberté établie déſormais à cet égard dans le

Royaume, nous n'en manquerons jamais, tant qu'il y en aura quelque part dans l'univers.

Si la ſuppoſition de la diſette générale peut avoir lieu, je pourrois dire que les Anglois qui n'ont jamais gêné la ſortie de leurs grains, l'arrêterent cependant en 1709, temps de calamité preſque générale, & qu'une exception de cette eſpece ne tire pas à conſéquence; mais je m'en garderai bien. Je crois l'entiére & intacte liberté des bleds d'une telle importance, que je me regarderois comme un parricide d'avoir conſeillé au Gouvernement d'y mettre la main en quelque circonſtance que ce pût être, de crainte des conſéquences pour l'avenir. J'ai donc une autre réponſe à l'hypothèſe fictive d'une famine générale; en ce cas nous ne nous flattons pas, je crois, d'avoir le privilége de la peau de bœuf de Gedeon, & ſitués comme nous le ſommes au centre de l'Europe, d'être ſeuls exceptés de la diſette univerſelle; chacun donc en aura

ſa part, & dès-lors les grains étant chers par-tout, chacun conſommera le peu qu'il en aura recueilli, puiſque d'une part il ſeroit impoſſible d'en faire des amas qui valuſſent la peine du tranſport, & que de l'autre, le tranſport ajoûtant au prix de la denrée celui des frais, on trouveroit mieux ſon compte à vendre ſur les lieux.

D'ailleurs un pays adonné à l'agriculture, (tel que le ſera la France ſelon mon plan, & que la liberté des grains l'aidera encore à l'être) trouvera dans de telles calamités des reſſources que les autres n'auront point. Ceux qui en 1709. voyant les ſemailles perdues, prirent leur parti de ſemer de l'orge auſſi-tôt que la terre s'ouvrit, la trouverent tellement préparée à la fécondité par le nitre dont le froid exceſſif l'avoit empreignée, qu'ils eurent une récolte extraordinaire de cette ſorte de bled, qui empêcha le peuple de mourir de faim. En un mot, en tout état de cauſe, le Gouvernement ne doit jamais ſe

mêler des bleds que pour en protéger la culture & l'exportation par une entiére liberté.

Tout le détail dans lequel je viens d'entrer, paroît au premier coup-d'œil appartenir à la seconde Partie de cet ouvrage dans laquelle je traite de la vivification intérieure; mais il est aisé de voir combien cette spéculation a trait au commerce extérieur, puisque dans l'état où j'ai supposé le Royaume, ce n'est que des pays étrangers qu'on peut desormais tirer la subsistance d'une partie des habitans.

Une fois la consommation des grains assurée, de façon qu'il faille toujours une grande quantité de grains étrangers pour nourrir le peuple immense que contiendroit la France en ce cas, une fois les communications libres & faciles par-tout ouvertes & établies dans l'interieur, il n'est pas possible d'imaginer que jamais on en vienne à consommer des grains étrangers, que ceux du pays n'aient eu auparavant le débit le plus sûr & le

plus facile ; cela ſuppoſe un entier encouragement à l'agriculture qui, comme nous l'avons dit, ſçaura faire fructifier les rocs, d'où s'en ſuivra un fonds toujours renaiſſant de population.

En général chaque Province croit ſe vanter en diſant : nous pouvons nous paſſer de toutes les autres, & notre Province nous fournit toutes les néceſſités de la vie pour ſes habitans. Ces ſortes d'allégations qui démontrent l'eſprit patriotique & qui en quelque ſorte le régénerent, ne ſont pas faites pour être combattues ; mais quand elles ſeroient exactement vraies dans l'état actuel, comme elles ne le ſont nulle part, je ne leur répondrois pas moins : ce que vous me dites prouve votre miſere, & non votre proſpérité ; car en ſuppoſant que votre Province nourriſſe un million d'habitans dans l'état de culture où elle ſe trouve, les reſſources de l'agriculture ménagées dans toute ſon étenduë, comme elles le ſont aux environs de Paris, d'Orléans &c.

en tireroient dequoi en nourrir trois. Partant enſuite de ce point, & marquant les gradations proportionnelles, il faut poſer que là où trois millions d'habitans vivent du produit de la terre, un tiers en ſus doit vivre de celui de l'induſtrie, ſi l'Etat eſt en ſa pleine proſpérité. Cette induſtrie, pour être métamorphoſée en ſubſiſtance, a beſoin de l'aller chercher ailleurs, puiſque tout le produit de votre territoire eſt deſtiné. Donc un tiers de cette valeur réelle qui n'eſt autre choſe que la population, ne peut exiſter que par autrui.

Somme totale; je ne demande autre code pour la Police générale & particuliére des grains, qu'un Edit qui *déclare cette denrée marchandiſe libre dans toute l'étenduë du Royaume, qui l'affranchiſſe de tous droits d'entrée & de ſortie, de quelque nation que puiſſent être les bâtimens qui la viendront chercher ou qui l'apporteront; permettant à tous particuliers de quelque qualité & condition qu'ils puiſſent*

être, d'en faire tels approvisionnemens & magasins, & en tel lieu qu'ils voudront, défendant en outre à tous Officiers, Magistrats, & Entrepreneurs d'en faire des achats, autrement que de gré à gré, fût-ce au nom du Roi & sous quelque prêtexte que ce puisse être, même de raison d'Etat, comme provision de Paris, de Places frontieres menacées, d'Arsenaux maritimes, &c. A ces conditions je me charge de tous événemens, & promets que toujours le public & les particuliers en trouveront sous leur main pour les amagasinemens les plus considérables.

Ce que j'ai dit de l'utilité d'un commerce extérieur qui attire dans le Royaume les grains de l'étranger, doit s'entendre au second rang de toute denrée comestible & de consommation, des légumes, du ris, des marons & chataignes, s'il étoit un pays d'où l'on en pût apporter des chargemens; du poisson frais & sec, objet immense pour la consommation du peuple; des

viandes salées ; des fromages, des vins étrangers qui, quoique d'une utilité seconde, ne laissent pas de tenir lieu de quelque chose ; en un mot de tout ce qui peut nourrir vos habitans du produit du territoire étranger.

Pour attirer toutes ces choses ; comme vous ne le pouvez que par l'échange, il faut payer à l'étranger des tributs d'industrie, autrement votre dette ne pourroit être soldée qu'en denrées ; & alors non-seulement ce ne seroit pas la peine, mais encore vous courriez risque de voir tourner le commerce à votre désavantage.

Matieres ouvrées, utile équivalent du troc.

Il n'y a donc que les matières ouvrées, ou produits des manufactures, qui puissent être présentées à l'étranger en équivalent fictif & de convention de matières d'une utilité premiére & absolue. A cet égard nous y avons pourvu en semant par-tout le Royaume des manufactures qui d'abord n'avoient d'objet que de fournir à la consommation du pays, & d'y établir

une portion d'induſtrie proportionnée aux charges que le Gouvernement vouloit y impoſer. Mais comme la perfection eſt en tout & par-tout fille du travail, il ſe trouve que ces menues racines d'induſtrie ont pouſſé des troncs qui ſe renforcent chaque jour. Chaque pays & canton a dans ſon climat, dans le génie de ſes habitans, dans la nature de ſes eaux & de ſes différentes productions, diverſes propriétés, qui miſes en œuvre par l'art, par un travail aſſidu, & un encouragement continuel, multiplieront bientôt à l'infini les produits de l'induſtrie dans le Royaume. Je ne crains pas de dire qu'en ce genre aucune nation de l'Europe ne nous égale, non plus qu'en produit. Mais ce n'eſt pas de ce dernier article dont il eſt queſtion maintenant, puiſqu'il s'agit de nous ſervir de celui d'autrui.

Dire que les manufactures les plus parfaites, c'eſt-à-dire, celles où la valeur du travail excede le plus celle de la matière premiére,

ſont les plus avantageuſes, ce ſeroit mettre en maxime ce qui eſt démontré en calcul preſque dans tout le cours de cet ouvrage. Tout ce qui eſt en matière eſt dépenſe, tout ce qui eſt en travail eſt profit. Mais comme il faut des manufactures de toute eſpece, tant pour la conſommation du peuple & de ceux qui n'ont pas dequoi acheter cher, que pour laiſſer toute liberté à l'induſtrie, il importe fort auſſi d'attirer à ſoi des matières étrangéres pour fournir au travail des manufactures; bien entendu que tout le territoire nationnal ſoit à tous égards mis en ſa plus grande valeur.

Quand nous aurons des muriers bien entretenus & émondés à l'entour de nos champs (ce qui eſt par parenthèſe la ſeule façon de les placer pour qu'ils ne nuiſent pas à la récolte) qu'on ſçaura en France faire deux cueillettes de leurs feuilles comme en Toſcane & en Piémont, que de proche en proche on aura appris à filer les ſoies de la façon qui a donné tant de répu-

tation à celles du Piémont ; alors, dis-je, il ſera très-avantageux que nous en tirions beaucoup du Levant & de l'Italie, attendu que ces ſoies n'entreront chez nous que pour y être travaillées, & qu'on a une certitude phyſique que la premiére balle étrangére eſt un ſignal que toutes celles du pays ſont deſtinées. J'en dis autant des laines, des chanvres, des lins, des cotons, des bois, & de tout enfin ce qui eſt matière à fabriques.

En cet état regardons autour de nous, & voyons encore une fois ſi le commerce étranger peut ſe paſſer de la proſpérité étrangére. Pour trouver chez nos voiſins du comeſtible, il faut que l'agriculture y ſoit en valeur, & plus elle y fleurira, plus ces denrées ſeront abondantes. Pour trouver le débit de tant de marchandiſes dont l'échange eſt néceſſaire à la ſubſiſtance d'un tiers de vos habitans, il faut que les étrangers ſoient en état de les acheter ; & plus ils ſeront riches, plus le goût des ouvrages

fins que nous avons dit nous être les plus avantageux à débiter, s'étendra chez eux. Si la Providence écoutoit vos vœux intéressés, ô Puissances commerçantes, ils tendroient à la fin à anéantir le commerce étranger.

Mais, dira-t-on, accordez-vous donc avec vous-même. Selon votre plan, vous voulez non-seulement consommer toutes vos denrées, mais encore attirer celles d'autrui: vous voulez encore non-seulement vous fournir toutes les nécessités, commodités & superfluités, mais en fournir à l'étranger: de deux choses l'une, ou chacun en fera autant de son côté, & en ce cas votre plan est caduque; ou ce plan réussira, & dès-lors votre projet de fraternité universelle est un leurre, ou un droit d'aînesse si fort que vous prenez tout & ne laissez rien aux autres. Les Puissances que vous taxez d'ambition, n'ont pas un objet plus exclusif & plus marqué.

Qui prendra la peine de me lire d'un

d'un bout à l'autre, verra que mon plan eſt uniquement que chacun vaille ce qu'il peut valoir relativement à ſon produit, à ſon travail & à ſon induſtrie. Je crois cette liberté générale de droit des gens & d'équité naturelle. Qu'on mette de toutes parts un frein à l'oppreſſion; que l'univers le veuille ou qu'il en frémiſſe, le Roi Paſteur le peut, s'il eſt Roi de France. A cela près, chacun eſt le maître chez ſoi de ſe faire les loix qu'il voudra, & de ſuivre le plan qui lui paroîtra le meilleur. Je vois que certains principes généraux du mien pourroient convenir à toutes les nations; mais quand nos voiſins les ſuivroient à l'envi, cela ne nous ôteroit pas le droit d'aîneſſe que nous tenons de la nature; ils en ſeroient plus puiſſants, & nous en proportion. Si au contraire nous ſommes les ſeuls à ſuivre ce ſyſtême ſage & ſalutaire, loin qu'il fût ruineux pour eux, il les vivifieroit par impulſion. Je ne connois que les Provinces Autrichiennes des

Pays-bas qui puiſſent ſe plaindre que la proſpérité des Provinces-Unies a fait diſparoître la leur, au lieu que le monde entier y a profité, comme je l'ai dit plus haut.

Mais la comparaiſon du ſyſtême des Hollandois au mien clocheroit autant que celle de leurs Etats à la France. Revenons à celle que j'ai établie ci-deſſus de la Capitale & des Provinces, & convenons qu'il en eſt dans cette ſuppoſition comme dans la réalité, où la Capitale ne peut avoir de proſpérité conſtante, qu'autant qu'elle a ſoin de l'entretenir dans les Provinces, au-lieu de les épuiſer. En conſéquence loin de retenir chez moi le ſecret de mes manufactures, & de tâcher par tous moyens de me conſerver la proſpérité excluſive, je ſerois tout le premier à communiquer aux Etrangers tout ce que l'expérience & le travail m'auroit pû faire découvrir de ſecrets; je ne chaſſerai plus les ouvriers de chez moi par des loix de force, comme nous avons fait jadis; mais ſi-tôt que

par la protection de détail je me ſuis aſſuré un fonds toujours vivant d'induſtrie, je ſerai fort aiſe que les autres puiſſent jouir des mêmes avantages.

Une grande erreur en politique, qui tourne en venin toutes nos lumières & connoiſſances en ce genre, & qui détruira à la fin l'humanité, c'eſt d'être infatués, comme nous le ſommes, du malheureux principe renfermé dans ce proverbe : *Nul ne perd que l'autre ne gagne*; principe barbare autant que faux ; & moi je dis, ſoit dans le phyſique, ſoit dans le moral : *Nul ne perd qu'un autre ne perde.* Devaſtons, par exemple, l'Angleterre aujourd'hui, brulons ſes Arſenaux, mettons le trouble civil dans ſon Gouvernement, chaſſons par des ſuccès inouis toutes leurs colonies de l'Amerique, réduiſons-les dans l'intérieur à l'état de Barbarie où ils étoient du temps des maſſacres des deux Roſes ; Carthage eſt diſparue, qui a pris ſa place ? Qui a continué les voyages d'Hamilcar,

Nul ne perd que l'autre ne perde.

les découvertes d'Hannon ? Qui repeupleroit, je le demande, les immenſes colonies de l'Amerique Septentrionale ? Le produit en ſeroit déſormais approprié aux taureaux ſauvages, comme ci-devant. En Europe, toutes les richeſſes dont cette Iſle merveilleuſe eſt comblée, ſeroient dévorées comme le furent jadis celles de l'univers par les barbares du Nord ; cette légiſlation ſinguliére, les arts fougueux & ſublimes chez eux comme leur génie, l'induſtrieuſe agriculture, tout diſparoîtroit de la ſurface de cette iſle couverte déſormais de forêts. L'Angleterre devient la Corſe du Nord, je le veux ; mais penſez-vous que les nations reſtantes vivront à l'avenir ſans querelles ? vous ne vous en êtes ſans doute pas flattés ; l'une après l'autre & par les mêmes raiſons, il faudra tout abîmer, tout ſoumettre & parvenir à la Monarchie univerſelle qui n'eſt autre choſe que la dévaſtation univerſelle. Voyez vous-même, vous menai-je trop loin ?

Dans l'autre hypothèſe, je ſuppoſe, par exemple, que l'Eſpagne étant une des Provinces les plus voiſines de la Capitale que je ſuppoſe, je cherche à établir dans ſon territoire la même vivification dont je reſſens les avantages. Je lui enſeigne d'abord les vrais moyens de mettre en honneur l'agriculture ; ſon produit alors lui ſuffit & au-delà : mais où eſt le mal pour nous, puiſque nous avons dit qu'un commerce exportatif de nos denrées étoit ruineux ? Je lui apprends enſuite à rendre ſes rivières navigables ; eſt-ce aux dépens de nos eaux ? Elle ouvre ſes chemins, c'eſt les ouvrir auſſi à mon commerce. Elle fabrique enfin, elle met en œuvre les matières premiéres de ſon produit ; loin alors de me livrer aux clameurs & à l'avidité de nos commerçans, de faire ces honteuſes démarches auſquelles trop de miniſteres ſe ſont prétés, pour ſolliciter chez des voiſins foibles ou ignorants la ſuffocation de l'induſtrie, je fais tout le contraire.

En effet, de quel front une Cour étrangére ose-t-elle solliciter auprès d'un Prince éclairé la suppression des fabriques naissantes, & de quelles mauvaises raisons son truchement peut-il colorer cette démarche ? Il n'en est aucune qui vaille; il faut donc corrompre, métier infame pour les régisseurs de l'humanité. Quant à moi, je craindrois de désigner par de telles plaintes à une Cour éclairée précisément le but où elle doit tendre. Je ferois donc tout le contraire, & voici comment : tout secret seroit prohibé dans mes manufactures; loin de craindre que l'Espagne & toute autre (car je ne la cite ici que pour exemple) me volât mon métier, je l'exhorterois à m'envoyer des éleves, qui seroient particuliérement instruits & recommandés chez moi. Je verrois tout-à-coup toutes sortes de manufactures s'élever en Espagne ; Dieu le veuille, car c'est ma Province. Il s'ensuivra, direz-vous, qu'elle ne viendra plus rien prendre chez moi. Folle &

trois fois abusive conséquence ! Je soûtiens, & à cet égard je m'en rapporte aux commerçants, que les nations chez lesquelles on fabrique, consomment plus, proportion gardée, du produit de nos manufactures, que celles qui n'en ont aucunes chez elles ; & que sera-ce, en supposant le point établi de la liberté générale, article que je traiterai en son lieu ?

Des piéces de drap de mauvaise qualité, & où le prix de la matière est presque égal à celui du travail, suffisent au commerce de presque toutes vos échelles du Levant. Est-ce là le produit de nos manufactures, qu'on consomme en Angleterre malgré le cri général & l'émulation de la nation. Plus un peuple jouit des nécessités de la vie, & plus il en veut les commodités ; plus ensuite il en connoît les commodités, & plus il en recherche les superfluités ; & c'est cela qu'il nous importe de donner en échange à l'Etranger. Or s'agit-il de superfluités & de bagatelles, c'est le sublime

du François, & Dieu décréta, du jour qu'il peupla les Gaules, que jamais aucun peuple n'égaleroit en ce genre d'induſtrie celui qui vivroit dans cette terre & ſous ce climat.

C'eſt donc déſormais, dira-t-on, ſur ce prétendu décret que vous fondez le renverſement de tous les principes de politique & de commerce connus juſques à ce jour. Je réponds à cela que ce n'eſt pas ma faute, ſi nous penſons comme des hommes, & agiſſons comme des brutes. Que nous dit le Décalogue, & non-ſeulement le nôtre, mais celui de toutes les Religions? Que nous diſent la Loi naturelle, le droit des gens, les loix particuliéres, tout inſtitut humain, & conſéquemment la raiſon univerſelle? C'eſt que les hommes ſont freres, & doivent ſe traiter en conſéquence. Je ne renverſe donc rien, je tire la politique de la raiſon & de la morale; je crois que c'eſt ſa vraie ſource. Ceux qui prétendent tirer la leur de leur interêt excluſif,

penſent ſans doute être les ſeuls ici-bas qui aient le ſens commun. Or en cela ils ſe trompent plus lourdement que le plus ſtupide des hommes, car chacun entend à peu-près auſſi bien que tout autre ſes petits interêts, & c'eſt-là le principe de tant & tant de chaînes données de toutes parts à la proſpérité humaine.

Mais il s'en faut bien que je ne croie mes vuës aſſez vaſtes pour m'en attribuer l'invention. Je me ſuppoſe ici Miniſtre du plus puiſſant Prince de l'univers, cette poſition donne du large à l'équité. C'eſt Dieu qui décide de la confiance des Princes ; rarement la donnent-ils toute entiére, & plus rarement encore les Miniſtres qui en ſont honorés trouvent-ils chez les peuples même les plus ſoumis cette acceſſion volontaire, dont le refus ſéme de buiſſons la marche des plus grands Miniſtres, & les borne ſouvent à la rubrique des uſages & du courant. Je ne blâme donc point ceux qui ſont autrement que

je ne conſeille, mais j'eſpere démontrer en totalité que ce plan univerſel eſt la ſeule route de la proſpérité, & que les moindres détails œconomiques peuvent y tendre par des chaînons néceſſaires. A l'égard de ce que je dis de notre ſupériorité en induſtrie, fineſſe de travail & goût pour les nouveautés de détail, il n'y a pas de fait plus démontré par l'expérience de tous les temps.

Tel eſt donc mon plan relativement à l'induſtrie étrangére. Qu'on juge maintenant ſi d'une part celle-ci peut le rendre caduc, & de l'autre s'il tend à rendre notre droit d'aîneſſe oppreſſeur.

L'enſe ble de cette multitude de principes a déduit aſſez, je penſe, quelle eſt la ſorte de ſubſides que je veux tirer de l'Etranger, & quel eſt le repréſentatif du droit d'échange que je dois à ces nouvelles Provinces en qualité de Capitale. A l'égard de l'autre objet de balance dont il a été fait mention, & que nous ne retrouvons plus dans notre

nouvelle diſtribution, à ſçavoir le *ſéjour des grands propriétaires*; j'ai à ce ſujet quelques objets de détails à traiter. Ils paroîtront d'abord très-minutieux, & contraſter par-là avec les inductions ci-deſſus; mais ſans recourir à l'indulgence que j'ai demandée pour ma façon libre d'écrire, je deſire ſeulement qu'on me liſe juſques au bout, & l'on verra que ces détails ont trait aux grands reſſorts de la proſpérité de l'Etat.

Attention à attirer les étrangers chez ſoi.

Il eſt certain qu'un bon Gouvernement doit avoir une ſinguliére attention à attirer les Etrangers chez lui. Ce que je dis ici doit s'entendre non-ſeulement de ceux qui viennent s'établir dans le territoire & y apporter leur travail, mais encore de ceux qui voyagent, ou qui y font quelque ſéjour.

A l'égard des premiers, j'ai cru inutile de dire que ces reſtes de Barbarie, nommés *droits d'aubaine* & autres devoient être ſupprimés, comme loix du code de Caïn quand il commença à bâtir un fort : mais

c'eſt des ſeconds que je parle uniquement.

J'ai dit ci-devant que la politeſſe & l'honnêteté de la nation, ſa magnificence & les arts avoient tellement attiré les Etrangers en France ſous le regne de Louis XIV. qu'à peine 60 ans de guerre preſque conſécutives les en avoient pû écarter. Tout les arrêtoit en France, même la ſorte de courtoiſie & la modération des aubergiſtes.

Ce dernier point paroît d'abord indigne de conſidération ; mais à l'examen j'ai fait voir qu'il importe, & j'ai dit comment il avoit dégénéré. Nos ſociétés excluſives d'aujourd'hui, notre goût pour les commodités obſcures, notre pareſſe en fait de dépenſes d'éclat, & peut-être notre pauvreté, ont au moins autant nui à notre luſtre en ce genre. Il y avoit autre-fois à Paris & plus encore à la Cour, pluſieurs maiſons de grands Seigneurs qui en faiſoient en quelque ſorte les honneurs, & où les étrangers d'un certain ordre étoient admis &

recherchés ſur leur nom ; ils y trouvoient tout le monde, faiſoient des connoiſſances, & ſe louoient de l'urbanité de la nation. Aujourd'hui, qu'un Etranger arrive à Paris, livré d'abord aux corſaires d'ouvriers en tout genre qui aſſiégent les hôtels garnis, on le pille à l'envi comme ville priſe d'aſſaut; il n'a de reſſource d'amuſement que les ſpectacles : là il voit l'air excluſif peint ſur le viſage de tous les merveilleux ; familiers entre eux, leur air redreſſé ſemble attendre un nouveau viſage pour devenir impertinent, & n'être pas de leur connoiſſance paroît à leur maintien être une note d'infamie. La liſte de leurs ſoupers prétendus qu'ils débitent en confidence à l'aſſemblée, fait croire à l'étranger, qui ignore que la plûpart vont manger un poulet dans quelque réduit pour s'éviter la honte de ſouper en public, que tout eſt partie de plaiſir dans cette Capitale. Seul & déſorienté, il en rentre plus triſtement dans ſon hôtel garni, &

s'il veut enfin en ſortir, il faut qu'il ſe détermine ou à aller ſouper avec des filles, ou à être reçu dans quelque maiſon de jeu, où une aſſemblée de harpies le guette pour le dépouiller. Il entend annoncer des Marquiſes & des Comteſſes à la diable qui lui font faire des parties de dupe, le careſſent d'une façon vile quand il perd ſon argent, & le querellent quand il veut aller ſe coucher. Cet homme, qui ſouvent n'a de neuf que le langage, s'apperçoit de ce manége ſi groſſier d'ailleurs qu'il n'échappe pas au plus borné; confondu avec toute ſorte de gens qui hantent ces ſortes de maiſons, il y voit arriver des étourneaux de toutes parts, & ſouvent telle eſpece de ſon pays qui n'eût oſé manger avec ſes valets de chambre, & qu'on fête plus que lui, parce que ce dernier ouvre ſa bourſe avec plus de ſotiſe. Cet homme ſort enfin de Paris, croyant avoir vû le monde, l'appréciant au taux de la facette qu'il en a apperçue, & le mépriſant en conſé-

quence. Je me ſouviendrai toujours d'avoir ouï dire dans une ſociété preſque bourgeoiſe, à l'occaſion d'un bal qu'on y avoit donné la veille : *Oh ce petit Gotha eſt une chenille inſupportable !* Je m'informai qui étoit ce petit Gotha, c'étoit un Prince regnant de Saxe-Gotha ; & quand je le dis à ces plates citadines, je n'eus d'autre réponſe ſinon : *Qu'il régne chez lui, mais qu'il ne vienne pas nous coudoyer ici.* Eſt-il étonnant après cela que les Etrangers qui voyagent en France, en prennent une auſſi fauſſe idée, qu'ils la communiquent à leurs compatriotes, & que ni les uns ni les autres n'aient envie d'y revenir ?

Sciences & arts, moyens d'attirer les étrangers.

Les ſciences & les arts, enfans de la proſpérité, & ſeuls propres à la perpétuer, ſont auſſi non-ſeulement des moyens preſque certains d'illuſtration & de ſupériorité pour une nation, mais encore des ſources de lucre & de profit. Ce n'eſt ſeulement que dans le ſens où elles ſervent à attirer l'Etranger, que je les conſidere maintenant.

Perſonne n'ignore le genre de tribut que la Grece impoſa par la réputation de ſes Rhéteurs ſur toutes les nations policées, juſqu'à ſon entiére deſtruction.

Uſons de notre légereté naturelle pour conſidérer les accidens: c'eſt en cela qu'elle peut nous être utile; mais ayons un tout autre poids & meſure pour apprécier les talens; l'eſtime les rend utiles autant qu'honorables à la patrie, le dédain les rend bientôt nuiſibles. Conſidérons chaque choſe dans ſon inſtitution, nous y retrouverons la pureté & la nobleſſe de ſon origine. La poëſie, expreſſion du culte & de la Religion dans ſon principe, & qui n'eſt jamais plus ſublime que quand elle s'attache à remplir ſon inſtitution premiére, devint enſuite la trompette de l'héroïſme & la légiſlatrice des mœurs. Par elle le poëme épique nous peignit celles des Héros ſous l'emblême d'une fable intéreſſante. L'ode célébra plus directement leurs exploits. La tragédie montra l'horreur du

crime & les malheurs qui le ſuivent, mit la vertu dans ſon vrai jour. La comédie & la ſatire corrigerent les mœurs en divertiſſant. L'églogue rendit ſenſibles l'innocence & les plaiſirs de la vie champêtre. L'élégie honora la cendre des bienfaicteurs de la ſociété. L'hiſtoire, dépoſitaire des grands évenemens, eſt la vraie carrière de l'ambition des ames nobles; école de vertu, elle l'eſt encore de prudence & de conduite pour tous les hommes; elle leur apprend à connoître la vraie grandeur, & à diſcerner l'héroïſme de la cupidité; elle ſeule a le privilége de préſenter aux Rois la vérité toute nue, & de leur faire entendre ce qu'ils ſeront pour la poſtérité. L'éloquence eſt le théatre de l'empire de l'eſprit & du ſentiment ſur les opinions, les penchans, les paſſions même de l'humanité : elle montre que le noble & le vrai ſont les ſeuls reſſorts efficaces de l'émotion, & les ſeuls dont l'impreſſion ſoit durable. La philoſophie enfin qui renferme

les hautes ſciences, c'eſt-à-dire, ce qu'il y a de plus grand & de plus élevé dans l'ordre des connoiſſances, a été définie par un grand homme : *L'étude de la nature & de la morale fondée ſur le raiſonnement.*

Si de la définition des ſciences & des beaux arts nous paſſons à celle des arts libéraux, nous les trouverons en proportion marqués au même coin de grandeur premiére & d'utilité abſolue, ſoit pour fournir les commodités de la vie de l'homme, ſoit pour élever ſon ame, ſoit pour aiguiſer ou détendre ſon eſprit. Il eſt apparent que la même Providence, qui a répandu ſur toute la ſurface de la terre habitable les choſes néceſſaires à la vie, y a diſtribué auſſi les talens qui en multiplient les commodités & les agrémens. Les peuples les plus célèbres autrefois par ces chefs-d'œuvres du talent & de l'induſtrie, ne ſont aujourd'hui connus que par leur barbarie & leur ignorance; le Gouvernement fait tout.

J'ai montré dans la ſeconde Partie par quelle gradation ces talens précieux dégénerent ; l'eſtime & l'appui qu'on leur accordera, en proportion de ce qu'ils ſe rapprochent de leur inſtitution premiére, eſt le ſeul moyen de les ſoûtenir & perfectionner. Si-tôt qu'un Poëte, qu'un Ecrivain, qu'un Orateur ne regardera plus ſon art que comme un moyen de diſtinction paſſagére & de mode, qu'un Architecte, un Sculpteur, un Peintre, un Muſicien, n'auront d'objets qu'un lucre mercenaire, les uns & les autres prenant la nouveauté pour le goût du ſiècle parce qu'elle eſt celui du vulgaire, aideront à ſa corruption en l'égarant par des ſentiers ſcabreux & inuſités, ou en flattant les paſſions qui toujours changeantes ne font cas que de ce qui pique leur goût émouſſé. Les gens à talens, ainſi que leurs juges, ne retireront à la fin d'autre fruit de cette corruption réciproque, qu'un mépris mutuel qui tend à la chute entiére des arts, d'où s'enſuit pour

une nation l'état de Barbarie. Le Gouvernement ne ſçauroit donc trop conſidérer les Sçavans, les hommes de génie, les Artiſtes chacun dans ſon eſpece.

Notre nation a fait à cet égard la tranſition la plus rapide d'une extrémité à l'autre. On recommande encore dans les Châteaux aux Précepteurs de ne point apprendre aux enfans à faire des vers, parce que c'eſt un métier fol qui détourne un homme des devoirs de ſon état, qui nous fait des ennemis, & qui n'eſt bon à rien ; tandis qu'à la Ville chacun imagine avoir pû être un Deſpreaux, parce qu'on ſçait faire un couplet ; ſe réſervant en conſéquence le droit de juger les Poëtes, on regarde l'art comme une miſere faite pour l'adoleſcence, & qu'on doit dédaigner dans l'âge mûr. Un grand Poëte eſt un homme divin, doué d'un talent rare par la Providence, & qui ne peut le faire valoir dignement que par une étude opiniâtre & jamais ſervile des grands modèles, une univerſalité ſinguliére

de connoiſſances, une patience, un travail & un jugement bien pénibles à allier avec la vivacité d'imagination & la fougue d'harmonie qui conſtituent le talent primitif de la poëſie. Malgré la quantité d'exemples qu'on voudroit me citer au contraire, je démontrerois, ſi cette diſcuſſion m'étoit ici permiſe, qu'il n'a paru aucun véritablement grand Poëte, chez qui les vertus n'aient de beaucoup ſurpaſſé les défauts. C'eſt à tort qu'on ſépare dans ces hommes éclatants la perſonne du talent; rien n'eſt moins ſéparable. Un fol peut avoir eu quelques-uns des talens qui font le Poëte, & ſouvent les plus brillants, mais revoyez la vie des vraiment grands Poëtes de toutes les nations, & vous en reviendrez à mon avis.

S'il en eſt ainſi dans l'abandon, & la ſorte de liberté outrée où l'on laiſſe les gens à talens, que feroit-ce ſi l'on aidoit par l'encouragement & l'honneur au penchant heureux qu'ils ont à ſe croire des hommes privilégiés & conſidéra-

bles? si l'on les regardoit comme faits pour illustrer leur patrie, pour en faire vivre les Héros, en perpétuer l'espece, donner à leur langue la prééminence & l'immortalité? Ils sont cela cependant aux yeux d'un Gouvernement éclairé; & quand je cite ici les Poëtes, on n'imagine pas sans doute que je leur donne une injuste préférence sur les Sçavans, sur les Orateurs, les Historiens, &c. Par-tout où les beaux arts & les sciences seront en honneur, vous trouverez les vertus brillantes & solides de la société au premier rang; par-tout où les arts libéraux fleuriront, vous verrez le goût & les mœurs s'élever en proportion.

Vainement un homme prétend-il tenir un rang distingué dans le monde, si quelque sorte de mérite ne le lui attribue: il en est ainsi des nations; ce ne seront ni nos prétentions, ni notre vanité exclusive, qui nous conserveront le rang qu'ont tenu nos peres dans l'Europe. La prudhommie & la haute cour-

toiſie nous le donnerent d'abord : ces vertus étoient ſeules eſtimées parmi des nations toutes conquérantes ; la valeur bouillante, la générosité & la nobleſſe nous l'ont continué dans la ſuite. Quand les ſciences & les arts vinrent dans l'Europe éclaircir les préjugés, & établir le goût du génie & des connoiſſances, nous nous diſtinguâmes encore dans ce genre, où nous avons preſque égalé la plus brillante antiquité. Conſervons tous nos attributs moraux, ſi nous voulons nous maintenir dans nos avantages phyſiques, ſinon nos lumières ne nous ſerviront qu'à perdre même l'orgueil, reſſource en quelque ſorte de la barbarie, mais interdite à la décadence.

Tant qu'une nation conſervera la prééminence du mérite & des talens, elle eſt ſûre d'impoſer aux étrangers le tribut volontaire *du ſéjour des grands propriétaires* ; la jeuneſſe la plus diſtinguée de ſes voiſins viendra s'y former, & tous juſqu'aux moindres artiſans mécha-

niques voudront y prendre des leçons. On ſacrifie communément des fonds conſidérables en proportion de ſa fortune à la dépenſe des voyages, & ces fonds reſtent dans l'Etat. Quels tributs immenſes n'ont pas valu à l'Italie les reſtes défigurés des édifices utiles ou faſtueux des Romains ? Nous ſommes en état de les égaler, & d'arrêter ici la curioſité ſatisfaite. On va voir la tombe prétendue de Virgile, & l'on cherchoit ici dans la foule le Préſident de Monteſquieu. Si un tel homme une fois connu, au-lieu d'être forcé, pour jouir de quelques parcelles de ſa réputation, d'aller la ſoûtenir par des diſtractions, des bons mots, des ſoupers qui peut-être ont abrégé ſes jours, & autres miſeres de la ſociété, eût été noté par quelque diſtinction marquée, couronné en un mot dès ſon vivant, quels efforts ne feroit pas faire à chacun en ſon genre un exemple trop rare toutefois pour tirer à conſéquence !

Il en eſt de nos facultés ſenſitives, comme

comme des parties animales qui s'accroiſſent & ſe renforcent en s'exerçant. Le génie univerſel d'une nation s'éleve & s'étend par l'émulation ; les hommes s'y mettent à leur rang, & les étrangers accourent prendre en quelque ſorte droit de citoyen chez un peuple, où le mérite eſt à ſa place.

Mais j'en ai dit aſſez pour faire comprendre ſur quel plan devroit, ſelon moi, être conduit le commerce étranger : ſi d'un bout à l'autre de mon Ouvrage on a trouvé des idées effrayantes de nouveauté, ce Chapitre paroîtra en ouvrir une carrière plus extraordinaire encore ; mais à cet égard je répete que je ſerois fort aiſe d'être combattu. J'ai bien d'autres principes plus étranges à établir dans la ſuite de ceci ; mais ſi l'on ſe rappelle d'où je ſuis parti, & avec quel ſoin j'ai lié toutes les conſéquences d'après leſquelles je marche, on verra que ſi je m'égare, c'eſt de bonne foi : au reſte

le papier ſouffre tout ; peut-être mon plan eſt-il impoſſible dans la pratique ; on pourra du moins le dire tel juſques à ce qu'on l'ait tenté : mais il eſt compoſé de bien des rameaux d'uſage , & je doute qu'aucun portât des fruits nuiſibles à la ſociété.



CHAPITRE III.

Des Communications, & des Ports.

ON eſtime les frontières d'un Etat en proportion de ce qu'elles ſont de facile garde, c'eſt-à-dire, ſéparées de toute communication avec les voiſins. Si la Providence en eût jugé ainſi, elle eût tranſporté les différentes peuplades d'hommes, chacune dans des iſles ſéparées, & nous eût privés du goût & du talent marqué que nous avons pour la navigation. La nature nous fit tous pour la ſociété; le premier oppreſſeur bâtit les premiers remparts; & des frontières gardées ne ſont autre choſe qu'un fort d'une plus grande étenduë. Quand les barrières naturelles ſe ſont refuſées à la crainte, compagne aſſidue de la tyrannie de fait ou de volonté, les Souverains ont cherché à s'en faire, les uns en

reculant les bornes de leur Empire, d'autres en les rapprochant au contraire, quelques-uns en réduiſant en déſerts de vaſtes contrées qui les ſéparent de leurs voiſins ; certains en bâtiſſant une muraille, détournant des rivières, ou faiſant des lignes & retranchemens foibles par leur étenduë & de difficile garde ; le plus grand nombre enfin a pris le parti de ſe couvrir de places fortifiées, enſorte que chaque peuple a l'air de ſe précautionner contre la peſte qui eſt chez ſes voiſins.

La clôture plus contre ceux qu'elle renferme, que contre ceux qu'elle exclut.

Spéculons dans le courant de la ſociété ; les maiſons les plus exactement fermées ſont en général celles où l'humanité a le plus à ſouffrir. Remarquez encore que la clôture eſt plus contre ceux qu'elle renferme, que contre ceux qu'elle exclud. Toutes les images de la méfiance ſont triſtes & lugubres ; toutes celles de la confiance ſont gaies & libres : nous forçons en tout & par-tout la nature des choſes, & nos efforts ſont nos propres bourreaux.

Si les précautions dont nous venons de parler, sont néceſſaires à quelques Puiſſances, ce ſeroit ſans doute aux plus foibles dans la crainte de l'invaſion de la part des plus forts : Il eſt cependant à remarquer que dans la pratique on les trouve toujours employées dans le cas contraire. Les Républiques de la Grece ne ſçurent ſe fortifier contre le grand Roi que par leur union, leur courage & l'amour de la patrie. Rome renfermée dans le continent de l'Italie n'apprit à faire la garde aux portes Caſpiennes qu'après qu'elle eut ſubjugué le monde entier ; le Rhin ne lui parut pas alors une aſſez forte barrière, & malgré les forts & les légions innombrables qui couvroient les frontières de l'Empire, les Barbares n'avoient qu'à paroître pour y jetter la conſternation & l'effroi : forcer la barrière & démembrer l'Etat étoit la même choſe. Si aux exemples anciens j'en voulois ajoûter de modernes, ils viendroient également à l'appui de mon principe, & l'on

trouveroit que les Etats les moins ſoigneux de couvrir leurs frontières ſont dans le fait les plus difficiles à démembrer, témoins la Germanie, la Suiſſe, &c. D'autre part, l'Italie qui eſt peut-être la contrée de l'univers à qui la Providence a donné les plus belles barrières naturelles, qui par-tout eſt bornée par les mers ou couverte de montagnes inacceſſibles, a de tout temps été en proie aux invaſions de ſes voiſins. Depuis quatre ſiècles elle ne ſe défend de la ſervitude que comme le roſeau de la rage des vents, & pour être tout-à-fait eſclave, il ne lui manque que des places de guerre.

On ſçait à la guerre, que l'offenſive a fait tous les conquérans aux dépens des Etats enceints de barrières ſuppoſées impénétrables. Soyez fort au-dedans, peuplé d'hommes laborieux, d'une ame élevée, d'un eſprit induſtrieux, qui eſtiment & craignent le Gouvernement, & n'euſſiez-vous de places fortes, & de troupes réglées que

ce qu'il en faut pour élever des Officiers, vous ſerez certainement invincible. Mais il n'eſt point queſtion ici de troupes, je ne parle même des places qu'en qualité de barrières contre l'étranger. Si vous les croyez néceſſaires, faites du moins qu'elles ſoient comme la garde d'un Prince légitime qui montre la puiſſance, mais qui n'effraie ni ne vexe perſonne.

Ouvrir les chemins à ſes voiſins.

Loin de vouloir fermer l'entrée de votre pays à vos voiſins, cherchez à la leur ouvrir de toutes parts; ouvrez les gorges & défilés, aſſurez les chemins, abbatez les rochers; ne ſouffrez pas qu'on mette en uſage dans vos Villes frontières ces précautions minutieuſes, utiles contre de mépriſables eſpions, offenſantes ou du moins fatiguantes pour un honnête citoyen, indignes enfin d'une nation également puiſſante, généreuſe & civiliſée; que votre pays, en un mot, ſoit ouvert aux étrangers, comme votre Capitale l'eſt aux habitans de vos Provinces.

J'ai dit que les chemins, & les canaux de communication devoient être tracés & conduits avec ſoin de la Capitale aux extrémités des Provinces ; ils aboutiſſent alors à l'étranger. Bientôt, dès que votre confiance aura attiré la ſienne, il ne craindra pas d'imiter votre conduite proſpere; il fera des chemins chez lui, il joindra ſes canaux aux vôtres ; la facilité des communications fera chez lui le même effet qu'elle a fait chez vous ; elle rendra les tranſports aiſés, vivifiera l'agriculture. Si ſuivant la méthode que je vous ai preſcrite ci devant, au-lieu de regarder d'un œil d'envie la proſpérité d'autrui, baſſeſſe d'ame dans des commerçans, mais déshonorante & de la plus vile ineptie dans une nation naturellement magnanime, vous l'aidez au contraire de vos ſoins, de vos conſeils, de vos ouvriers mêmes, quand on vous en demandera ; bientôt vous aurez le plaiſir & l'honneur de faire le digne perſonnage de pere commun ; vous verrez fructifier vos Provin-

ces ; & la barbarie, la ſeule choſe que la proſpérité ait à redouter, s'éloignant de proche en proche, vous la verrez ſe confiner chez les Samoyennes.

Vous aurez l'avantage de voir diſparoître chez vos voiſins, ainſi que chez vous, cette politique barbare & imaginaire qui n'a d'objet que d'envahir, de détruire, de partager le bien d'autrui, de diſpoſer des peuples comme d'un troupeau de bœufs, ſous le prétexte du bien général & d'un être de raiſon appellé équilibre, chimère qui n'a de réel qu'un maſque qu'elle prête à l'ambition, idée dont les dépendances ſont ſi ſujettes à varier, qu'il faudroit pour la maintenir un congrès toujours ſubſiſtant, & toujours autoriſé à tenir la balance, à placer & déplacer les contrepoids d'après l'examen d'un thermomètre.

Civiliſer ſes voiſins.

Je l'ai dit, & je ne ſçaurois trop le répéter, civiliſez vos voiſins, & de proche en proche, s'il étoit poſſible, l'univers entier, & vous

n'en aurez plus rien à craindre. Eh ! que vous importe de donner des loix par-delà les lieux où elles peuvent atteindre ? Je vous ai démontré que la ſouveraineté n'a qu'une certaine portée, par-delà laquelle elle ne peut regner que ſur la deſtruction. Cette portée s'étend en proportion de ce que vous pouvez étendre vos bienfaits, & retirer ſubvention. Je vous enſeigne le ſeul moyen d'établir l'un & l'autre point ſur les étrangers ; je vous l'ai démontré poſſible, & j'ai prouvé que cette opération vaudroit beaucoup mieux pour vous qu'une ſouveraineté réelle, quand même elle ne vous ſeroit pas diſputée.

Il eſt une ſorte de frontière la plus aſſurée de toutes, & en même-temps la plus ouverte, c'eſt la mer, territoire commun à toutes les nations. Vouloir s'en attribuer l'empire, c'eſt ſe déclarer l'oppreſſeur univerſel ; & l'uſurper, c'eſt être le fléau du genre humain, & ſe déclarer digne d'une proſcription de droit comme la race de Cham ;

& de fait comme les empoiſonneurs & les incendiaires.

Si quelque choſe fondoit le droit d'un Souverain ſur certaines mers, ce ſeroit la charge & le ſoin de les tenir nettes de forbans & de pirates, le titre de protection, en un mot. Mais ce droit reſpectable, dès que ſemblable aux expéditions d'Hercule & de Theſée il n'a d'objet que l'utilité générale, ne ſçauroit s'étendre juſqu'à s'y attribuer une Juriſdiction. Sans cela tout peuple aſſez puiſſant pour ſe rendre le plus fort ſur l'univerſalité des mers, & pour en exclure tout autre, ſe feroit de la violence une extenſion du droit ci-deſſus. La mer eſt donc libre ſelon les loix de l'équité qui fait la baſe de ma politique, libre comme l'air dont aucun peuple que je ſçache, n'a prétendu juſques à préſent uſurper l'empire.

Liberté de la mer.

Le commerce maritime eſt devenu ſi néceſſaire à la vivification & proſpérité d'un pays, qu'en général la terre vaut moins en proportion de ſa qualité & fécondité,

qu'en proportion de ce qu'elle eſt à portée d'une mer navigable. Or comme il s'en faut bien que tous les parages le ſoient, & que toutes les côtes offrent des abris, des anſes, des rades & des ports, c'eſt un don tout particulier de la Providence & de la nature que d'avoir des côtes d'un facile abord, attendu que des plages dangereuſes nous éloignent plus du commerce, que ne feroient des montagnes inacceſſibles. Ce don peut, comme tous autres, être perfectionné ; la nature peut même être corrigée aux lieux où elle offre le moins d'avantage.

On a mis en farce & expoſé aux riſées du public, par l'organe de M. Ormin faiſeur de projets à la comédie, le plus utile de tous qui eſt devenu proverbe ; c'eſt de *mettre toute la côte en ports de mer*. Les Hollandois ſe ſont bien trouvés de n'avoir pas cru ce projet idéal. La mer ne baignoit chez eux que des côtes baſſes, & conſéquemment expoſées à tous les vents ; l'embouchure des rivières qui vien-

nent s'y rendre de toutes parts, y formoit des marécages ſans fonds ſolides; la nature enfin ſembloit avoir pour jamais condamné ces contrées ingrates & aquatiques à ſervir de retraite à des eſpeces d'hommes amphibies, dont la pêche ſeroit l'unique moyen de ſubſiſtance. L'art & le travail ont corrigé & forcé la nature; des digues prodigieuſes ont fait des rivières & des ports. Le terrible élément s'eſt vû forcé de reculer devant des hommes laborieux; & quand ils ont eu éprouvé jusqu'où la nature pouvoit céder, ils ont trouvé dans l'art dequoi ſurmonter ceux de ſes déſavantages qui ſembloient invincibles. Pour eux l'art de la conſtruction a changé ſes proportions, & l'Europe étonnée a vû ſortir de leurs marais des flottes victorieuſes, & tout le commerce de l'univers. C'eſt véritablement en Hollande que toute la côte eſt en ports de mer. On pourroit citer encore ici le port de Livourne, ouvrage du grand Côme, & ſitué dans un endroit

dont le génie du peuple détermina seul le choix, la terre & la mer y refusant d'ailleurs toute autre sorte de facilité.

Les deux mers qui baignent nos côtes dans une étenduë immense de pays, n'ont aucun des inconvéniens dont nous venons de parler. Si dans quelques endroits les parages y sont moins favorables, il n'en est aucun où l'on ne pût par de moindres soins se procurer des débouchés, & une navigation relative à la nature des terres & à l'exposition des mers.

En vain opposeroit-on à la possibilité que j'établis ici, que le Gouvernement Républicain qui suppose l'égalité de fait ou d'opinion, est plus favorable à la liberté qui donne l'essor au commerce & le met en état de faire les efforts singuliers dont nous venons de parler. En vain diroit-on d'autre part que la nécessité seule peut pousser l'industrie à ce point : Que les Hollandois cantonnés & répoussés par les armes de leurs ennemis,

forcés de périr ou de tirer leur ſubſiſtance de la mer, ne peuvent ſervir de modèle pour un peuple heureux, à qui la terre offre partout le néceſſaire & même l'abondance, & qui vit tranquille ſous un Gouvernement auquel il eſt attaché. Ces deux objections, quoique faciles à détruire, ont cependant quelque choſe de frappant qui m'oblige à les diſcuter dans le détail.

La Monarchie propre au commerce.

Dire que le Gouvernement Républicain eſt plus propre au commerce qu'une ſage Monarchie, ce ſeroit décider une queſtion qui ſera, je crois, long-temps indéciſe, & qui, ſi elle devoit ceſſer de l'être, ſeroit plutôt déterminée au contraire; cette queſtion eſt de ſçavoir lequel des deux Gouvernemens, ou du Monarchique ou du Républicain, eſt le plus propre à faire le bonheur de l'humanité. Comme un des grands arcs-boutans de ce bonheur eſt le commerce, s'il étoit vrai que l'un des deux Gouvernemens lui fût plus favorable que

l'autre, la queſtion ſeroit décidée.

Si je voulois écrire ſimplement pour m'exercer & me faire valoir, ſi je voulois citer, comparer, diſſerter &c. je pourrois retoucher ce ſujet déja tant rebatu ; & je finirois, je crois, par dire que la forme de République vaut mieux pour un petit pays & néceſſiteux, & la Monarchie pour un grand Etat. Mais trop de grands hommes ont déja échoué dans cette diſcuſſion, qui n'eſt même pas de mon ſujet. Quant à moi je penſe que l'Empire le plus doux & le plus proſpere, eſt celui des mœurs ; les mœurs ont fait les uſages, les uſages ont fait les loix. Quand un Empire décline, & que les loix y perdent de leur force, on croit étayer le bâtiment par de nouvelles loix. C'eſt traiter la maladie de l'arbre par les branches ; courez aux racines, remédiez aux mœurs. Cela poſé, il eſt de fait que la Monarchie a plus de reſſources contre la décadence, que la République : un ſeul dans la premiére regne ſur l'opinion, &

peut ſans le ſecours des loix ramener les mœurs par ſon exemple.

Il eſt une race de Souverains qui jouent un grand rolle dans l'Europe. Le pere donna dans un faſte exceſſif qui introduiſit le luxe dans ſes Etats, & ſes envieux qui en préſagerent la ruine, exciterent par un titre ſon humeur prodigue & magnifique; le fils en un trait prit une conduite diamètralement oppoſée; tout changea de face: le luxe fit place aux mœurs de Lacédémone, & le tréſor du Prince s'accrut d'autant; le petit-fils trouva le tréſor, & les mœurs militaires; les circonſtances ne manquent jamais aux Souverains. Un rare génie ſçut employer ces moyens; il devint l'homme de l'Europe, & prenant un milieu entre les excès oppoſés de ſes deux prédéceſſeurs, il a fait valoir & reſpecter la dignité attribuée comme venteuſe à ſon grand-pere; il a fait profiter le double tréſor acquis par ſon pere, il a montré une puiſſance prédominante, où à peine autrefois on recher-

choit un allié. Il y auroit mille exemples ſemblables de regénération dans des Monarchies. Qu'on m'en montre un ſeul d'une République une fois corrompue, qui ſe ſoit jamais relevée. La choſe eſt ſans exemple, pourquoi cela ? C'eſt qu'elle eſt impoſſible.

Dire que la Monarchie eſt plus ſtable, dire qu'elle eſt plus ſuſceptible de régénération, ce ſeroit dire qu'elle eſt plus favorable au commerce qui comme toute autre branche d'utilité, ne peut que perdre au trouble & au déſordre; mais on imagine que l'eſprit d'égalité qui conſtitue en apparence le Gouvernement Républicain, eſt plus propre à la liberté, ame reconnue du commerce. Il n'eſt rien dans l'état naturel des mœurs & uſages d'un peuple, qui établiſſe plus promptement l'inégalité des fortunes que le commerce. De la diſproportion des talens & des ſuccès naît rapidement celle des fortunes, toujours dangereuſe dans une République : on croit encore que l'Etat Monar-

chique, & les nombreuſes Hiérarchies qui le compoſent, éloignent trop du ſyſtême des affaires le commerce & ſes interêts, & mettent au dernier rang ce qui devroit être au premier.

A cet égard on ſe trompe, & dans le fait & dans le droit. Dans le fait, en ce que tous les hommes, de quelque rang qu'ils puiſſent être, ſe tournent directement vers l'objet où ils s'imaginent rencontrer leur utilité. Qu'y a-t'il de plus ravalé de ſa nature que la Finance? Il fut un temps cependant où l'on perſuada aux Princes que c'étoit le nerf de leur puiſſance, & que les Financiers étoient les piliers de l'Etat. Auſſi-tôt on vit tous les Princes ſemblables au Jupiter de la fable remettre la foudre dans les mains d'un oiſeau de proie; la Finance prédomina viſiblement, & fructifia du moins pour ſon compte, ſi ce ne fut pour celui du Souverain. Aujourd'hui l'on s'éveille de toutes parts ſur les avantages du commerce, & ſi les Princes veulent

en croire mon conſeil & non pas le leur, c'eſt-à-dire, ne s'en mêler aucunement que pour le protéger, vous le verrez proſpérer dans les Monarchies avec d'autant plus de rapidité, que le mot : *Gaſcons, le Roi vous voit*, qui ſous Louis XII. changea en lions des troupes ébranlées, fera toujours, quand on voudra, le même effet en tout art & profeſſion ſous un grand Prince.

On ſe trompe auſſi dans le droit, ſi l'on imagine que le commerce doive pour proſpérer être l'objet premier des délibérations & des conſeils dans l'Etat, tenir en un mot le premier rang dans l'attention du Prince.

Le commerçant n'entend que ſes interêts.

Le plus habile commerçant eſt celui qui entend le mieux ſes interêts particuliers. J'en ai beaucoup connu & des plus éclairés, je n'en vis aucun qui ne donnât plus que parfaitement à gauche ſur ceux de l'Etat. A la reſerve de quelques aigles du commerce qui ſçavent tout, & dont le vrai négociant ſe moque, quand par hazard ils s'avi-

ſent dans leur précis de faire quelque incurſion ſur ſon canton, le bon commerçant n'entend que ſa partie, & il l'entend bien. Semblable au vigneron, au berger, au jardinier, au laboureur, tirez-le delà, il ne comprend plus choſe au monde, ou ſi par hazard un eſprit naturel, des voyages, des connoiſſances acquiſes, un Gouvernement plus incliné vers de ſemblables conſeillers d'Etat, l'ont mis dans le cas de ſortir de ſa ſphère, queſtionnez-le, ſuivez-le dans ſes plans; ſi-tôt que vous approcherez de la corde qui l'intéreſſe, comme la chate métamorphoſée en femme, vous le reverrez bientôt ſur ſes quatre pattes, & le nouveau miniſtre ne ſera plus qu'un politique de la bourſe.

Si le Roi donc veut faire du commerce ſa plus importante affaire, & en prendre lui-même la direction, il ne le peut qu'avec le conſeil des négocians, & dès-lors la charrue ira avant les bœufs. L'expérience l'a prouvé, & les annales de l'hu-

manité entiére nous montrent que les Puiſſances commerçantes furent toujours les plus promptes de toutes à décliner.

Heureuſement cette attention de Banquier & de Commettant qui ne pourroit qu'avilir & débiliter le Gouvernement, n'eſt point du tout néceſſaire dans le Prince pour que le commerce fleuriſſe dans ſes Etats. Le Prince n'a d'interêts grands & petits que la population. Cet interêt à la verité entraîne tous les rameaux de la ſurveillance ſouveraine, mais en voici la gradation; l'agriculture d'abord, l'induſtrie enſuite, & le commerce. Ces trois racines de la population ne demandent de lui qu'encouragement & protection. La protection, à la vérité, exige du Gouvernement des ſoins, mais tous grands, tous dignes du Sceptre & de la Majeſté; police des mœurs & jamais du travail; protection de l'humanité entiére qui comprend celle du nom François. Voilà ce que je préſenterois à mon Maître, comme objet digne de ſes

ſoins; il trouveroit mon travail facile, & verroit qu'il n'en ſeroit pas moins fructueux. J'expliquerai dans la ſuite plus au long cette idée.

Le commerce débarraſſé de tant d'Edits, de Déclarations, de Réglemens, & d'Inſpecteurs, chargé lui-même de ſa police de détail & momentanée, ſe trouveroit auſſi libre & plus libre qu'il ne ſçauroit l'être dans une République, & mieux protégé; c'eſt tout ce qu'il lui faut, & tout auſſi ce que j'ai à répondre à ceux qui prétendent que le Gouvernement Républicain convient mieux au commerce, que l'Etat Monarchique. Examinons maintenant la ſeconde objection, qui conſiſte en ce qu'il ne faut pas attendre de l'induſtrie volontaire les mêmes efforts, que de celle qui eſt néceſſitée.

J'ai dit, & l'on n'en ſçauroit diſconvenir, que l'induſtrie eſt fille de la néceſſité, mais de la néceſſité courageuſe, déterminée, & non d'accablement. J'ai dit auſſi que la population néceſſite l'induſtrie, &

cela ſe voit par-tout. J'ai prouvé que la population ne pouvoit venir que du travail de tous le plus pénible, à ſçavoir l'agriculture. J'ai fait voir que dès que cette racine de l'humanité ſeroit bien entretenue, elle fourniroit des colonies nombreuſes, & ſurabondantes à toutes les autres parties du travail. C'eſt de-là que doit naître la vraie néceſſité. En ôtant même au François ce génie actif & volage qui d'une part le condamne au mouvement, & de l'autre réaliſe en quelque ſorte à ſon imagination les eſpérances les plus éloignées, il ſuffit que de toutes parts la population le preſſe & le force à chercher les moyens de ſubſiſter, pour qu'il ſoit obligé de porter des colonies ſur toutes les parties du travail & de l'induſtrie.

Cette portion de territoire fictif une fois remplie, les conſommations reſſerrées par le nombre de conſommateurs, cette nouvelle reſſource eſt encore épuiſée. La renaiſſance continuelle de la population n'en eſt que plus prompte, & ſon

ſon ſuperflu plus nombreux. Il ne reſte déſormais à ce ſuperflu de moyens de ſubſiſter que ſur les terres étrangéres. Mais ce n'eſt plus le temps où des côtes déſertes offroient de toutes parts un aſyle aux nouveaux eſſaims que les anciens chaſſoient de la mere ruche, & où les colonies trouvoient promptement par le défrichement des terres la ſubſiſtance à la fois, & les mêmes commodités que dans leur patrie, attendu que les beſoins de l'humanité dans ſon adoleſcence étoient infiniment moins étendus qu'ils ne ſont aujourd'hui. Maintenant c'eſt toute autre choſe : la terre entiére eſt par tout diſtribuée ; & s'il reſte encore des pays immenſes, de nouvelles découvertes à faire, les colons ne ſçauroient y tranſporter les arts & commodités qui leur ſont devenues néceſſaires, & qui les attacheront toujours à leur patrie. Foulés d'un côté & preſſés par la population ſurabondante, repouſſés de l'autre par la propriété excluſive établie par-tout,

je demande quelle eſt la néceſſité plus forte que celle-là ? Invincible d'une part, elle n'a de l'autre rien de l'appareil des néceſſités de tout autre genre, toujours voiſines du déſeſpoir. L'homme preſſé de la ſorte ne voit que ſon beſoin perſonnel, & non celui de ſes ſemblables ; environné de gens qui partis du point où il ſe trouve, ont eu l'adreſſe & le bonheur de ſe faire une place, il voit toujours le ſuccès autour de lui, ſa famille l'aide dans ſes premiers pas ; & ſon courage, toujours d'émulation, n'eſt jamais de crainte.

La néceſſité donc qui a produit des prodiges d'induſtrie, peut & doit être plus naturellement, plus promptement & plus conſtamment une ſuite d'une bonne adminiſtration dans un grand Etat & abondant en produit, que dans un petit, attendu que dans ce dernier, l'ordre naturel des choſes eſt renverſé. L'induſtrie y établit la population, au-lieu que c'eſt la population qui doit forcer l'induſtrie. Or on ſçait

qu'un ordre de choſes priſes dans la nature eſt infiniment plus ſolide, que celui où la nature eſt forcée.

Faciliter nos côtes.

Il eſt donc de fait que nous pouvons tirer de nos côtes mêmes les moins favorables le même parti que les Hollandois ont tiré des leurs. Cela poſé, le devons nous ? Je ne crois pas que la choſe ſoit problématique ; ce ſeroit demander ſi nous devons augmenter nos débouchés, notre vivification, notre commerce, nos pêches, nos matelots. Eh ! pourquoi toute notre côte ne ſeroit-elle pas en ports de mers, ſi elle y peut être ? Ce ſont des Provinces maritimes que nous acquerons.

Je ferai voir dans le Chapitre des prohibitions, de quel œil on doit regarder les priviléges attribués à certains ports à l'excluſion de tous autres. Nous ſommes tous enfans du même Etat & ſujets du même Prince ; tous doivent jouir également de ſa protection, & des avantages de la nature en proportion de ce qu'elle en a mis à la portée d'un

chacun. Proportionnez le gabaris & la force des bâtimens à la qualité des parages, des rades, des anses, des ports qui s'offrent à vous; protégez la navigation & les navigateurs de quelque espece qu'ils puissent être; aidez autant qu'il est possible aux avantages de la nature en ce genre, & corrigez ses désavantages pour ouvrir sur toutes vos côtes des retraites & des nids à ces sortes d'alcyons; faites que les communications en canaux & en chemins y aboutissent de toutes parts, & ensuite laissez-les faire.



CHAPITRE IV.

De la Marine militaire, ſa néceſſité, les moyens de la rendre floriſſante, & de la borner.

N'Ayant point parlé des forces militaires d'un Etat, il ſemble que la marine militaire devroit être compriſe dans cette ſorte d'interdiction, puiſque les forces de mer ſont ainſi que celles de terre une portion de la partie militaire. Mais il eſt entre ces deux portions pluſieurs différences ſenſibles qu'il eſt bon de déduire ici. Elles ſe réduiſent toutefois à trois principales.

1°. Les troupes de terre ſont la force d'un Etat au dedans, & la marine l'eſt au dehors. 2°. Les troupes de terre peuvent opprimer l'Etat même qui les ſoudoye, & la marine ne peut jamais rien contre lui. 3°. Un Etat peut, moralement parlant, ſe ſoûtenir en pleine

prospérité & se faire respecter sans soudoyer aucunes troupes réglées, & l'on en trouve encore aujourd'hui en Europe qui sont dans ce cas; au lieu que s'il a des côtes maritimes, il ne sçauroit maintenir son commerce extérieur dans l'indépendance, s'il n'est appuyé par une marine puissante & proportionnée à ses forces.

J'ai donc pû m'abstenir de traiter de la marine militaire relativement à la terre, puisque mon plan n'a jamais été de régler l'Etat; & je ne pouvois sous-entendre la marine, puisqu'elle est indispensablement liée au commerce étranger.

On ne s'attend pas sans doute à me voir traiter les détails & la manutention intérieure de cette partie; ce que je n'ai fait pour aucune des autres dont j'ai traité, je ne le ferai pas précisément pour celle de toutes qui est la plus étrangére à toutes connoissances acquises autrement que par expérience. Je n'en parlerai donc point en homme de mer, puisque je ne le fus jamais.

Il eſt difficile aujourd'hui, me dira-t-on, d'être bon politique ſans cela, je l'avoue ; auſſi ne ſuis je ce dernier que comme citoyen.

Les troupes de terre, forces de l'Etat au dedans, la marine au dehots.

Les troupes de terre ſont la force d'un Etat au dedans, & la marine l'eſt au dehors. Je m'explique : je ne prétends pas dire qu'un Etat en ſoit plus ou moins inexpugnable en proportion de ce qu'il entretient plus ou moins de troupes réglées ; à cet égard je ſuis abſolument de l'avis d'un Auteur moderne, homme de génie dont je tranſcris ici tout entier le morceau qui a trait à cet article, parce que je ne dirois que la même choſe, & la dirois infiniment moins bien.

» C'eſt l'erreur de ce ſiècle & du » précédent, de croire que les » forces d'un Etat conſiſtent dans » les nombreuſes troupes réglées » qu'il entretient. Pour en ſentir » le faux, il ſuffit de jetter les » yeux ſur l'Hiſtoire des guerres » de l'Europe depuis 4 à 500 ans. » Dès qu'une armée eſt battue ſur » la frontière, il n'y a plus main-

» tenant de ſalut pour le vaincu,
» que dans un prompt traité de
» paix. Son Etat ouvert à l'ennemi
» n'a plus que des bourgeois timi-
» des, & des payſans ſans émula-
» tion à oppoſer à des ſoldats. Il
» a perdu toute une Province, dès
» qu'il n'en a plus la Capitale. Il
» eſt réduit à s'enſevelir ſous les
» ruines de ſon thrône, ou à s'y
» aſſeoir aux conditions qu'il plaira
» à ſon vainqueur de lui preſcrire.

» Lorſque les Souverains ne pre-
» noient ſur eux que de guider
» leurs peuples dans la défenſe de
» la patrie, ils comptoient autant
» de ſoldats qu'ils avoient de ſujets:
» l'Etat étoit une frontière pour
» l'ennemi, qui trouvoit à com-
» battre auſſi long-temps qu'il cher-
» choit à vaincre; on lui diſputoit
» le terrein pied-à-pied. Une ville
» qui ſe rendoit à lui après des
» aſſauts redoublés, ne faiſoit point
» ſa capitulation pour les villes de
» ſa dépendance; chaque bourg,
» chaque village coûtoit un ſiège.
» Tant qu'un Souverain poſſédoit

» un coin de ſon pays, il pouvoit » ſe flatter de rechaſſer ſon ennemi » de ce qu'il en occupoit, & de » recouvrer ce qu'il avoit perdu; » le plus puiſſant Prince de l'Eu- » rope n'y étoit redouté que par la » peine & l'inquiétude que ſon » ambition pouvoit donner à ſes » voiſins. On étoit ſûr que le temps » émoufferoit ſes forces, & qu'à » force de choquer, elles devien- » droient incapables de ſoûtenir le » choc.

» La différence entre les regnes » de Charles VII. & de Louis » XIV. en France met dans tout » ſon jour la vérité de ce contraſte. » Maître des plus belles Provinces » de la France, poſſeſſeur tran- » quille de ſes villes principales, » Roi reconnu & obéi dans Paris, » le Roi d'Angleterre avoit dans » ſon ennemi, réduit à la Seigneu- » rie de Bourges, un Champion » qui lui tenoit tête. Louis XIV. » voit ſa frontière entamée par deux » Généraux de ſes ennemis, & il ſe » hâte d'offrir à Saint-Gertruidem-

» berg, pour prix de leur retraite,
» les fruits de vingt victoires. Son
» Royaume est encore entier : il
» a des millions de sujets qui n'ont
» seulement pas entendu le bruit
» des canons ennemis, & il ne se
» croit pas en état de tenir contre
» soixante à quatre vingt mille sol-
» dats. Il n'a perdu encore aucune
» bataille sur ses terres, & il juge
» qu'il ne lui reste que d'aller
» mourir glorieusement, par un
» coup de témérité & de déses-
» poir. L'ennemi est encore à deux
» journées des frontières que le
» Royaume avoit, lorsque Philip-
» pe-Auguste soûtenoit l'effort de
» toute l'Europe conjurée contre
» lui & en triomphoit, & Louis
» le Grand croit impossible de lui
» en empêcher la conquête. Plus
» de 200 lieues de pays derrière
» lui, plus de cent à l'un & à
» l'autre de ses côtés, ne lui sem-
» blent pas assurer une retraite ho-
» norable. Landrecy & le Quesnoy
» décident du sort de la France;
» Valenciennes & Dunkerque,

» Arras, Amiens, Cambray, Mau-
» beuge, & tant d'autres places
» fortes, que ſes prédéceſſeurs ou
» ne poſſéderent jamais ou céſſerent
» de poſſéder, ſans qu'ils en ju-
» geaſſent leur thrône moins ferme,
» ſont à ſes yeux des places inu-
» tiles. Il n'a que des hommes pour
» les défendre. Il ne peut donner
» des habits uniformes à des mil-
» liers de ſes ſujets, qui ne de-
» mandent qu'à prendre l'ennemi
» à dos & en flanc, à le ruiner
» ſans combattre, & il n'oſe em-
» ployer leur zèle. La Pologne eſt
» encore à préſent ſur le pied que
» l'on nomme Gothique & Bar-
» bare : elle fatigua Charles XII.
» comme elle avoit fait les autres
» Rois de Suéde. La Saxe eſt diſ-
» ciplinée à la moderne * : Charles
» XII. y fut maître, ſans com-
» battre, auſſi long-temps qu'il y
» voulut reſter.

Les troupes réglées pourroient avoir en France deux utilités que j'ai détaillées dans la premiére &

* Teſtam, polit, du Card, Alberony.

dans la ſeconde Partie ; l'une, d'occuper, alimenter, & affider au Gouvernement une nombreuſe & pauvre Nobleſſe, dont l'inquiétude & la néceſſité pourroient embarraſſer la police de l'Etat ; l'autre, de fournir aux travaux publics des ouvriers d'un tout autre ordre que les manœuvres ordinaires : mais le véritable objet des troupes réglées en général, c'eſt d'être le porte-reſpect du Gouvernement.

Il ſeroit à ſouhaiter que les mœurs fuſſent aſſez bonnes dans un Etat, & qu'en conſéquence les loix y fuſſent aſſez reſpectées pour que la force n'y fût jamais néceſſaire au maintien du bon ordre. Un enfant qui craint un air de froideur de ſon Mentor ou de ſes parens, a de toutes autres reſſources que celui qu'on ne peut conduire que par la crainte des châtimens : & comme un Mentor habile ne ſçauroit trop ſe ménager les nuances du ſentiment & celles de la honte, pour n'être pas obligé d'en venir aux remedes qui abaiſſent le cœur,

qui risquent d'aliéner l'esprit, qui peuvent même l'aigrir à la fin ; de même un Gouvernement éclairé trouve dans l'honneur, la prudhommie, l'attachement à la patrie &c. des ressources toujours prêtes qu'il doit manier avec une dextérité & une attention paternelle & constante.

Mais si de petits pays peuvent être maintenus dans la régle par ces moyens doux & prosperes, il n'en est pas ainsi des grands Etats qui renferment tant de peuples différents en mœurs, en tempérament, en loix civiles, & où tant d'humeurs contraires fermentent sans cesse. Pour que le Gouvernement soit respecté, il faut qu'il soit en état de se faire craindre. Telle est, quoi qu'on en dise, la véritable institution des troupes réglées.

Si les Princes l'envisagent ainsi, ils rougiront d'employer tant de satellites pour le maintien d'une autorité légitime & sacrée ; si au contraire ils veulent considérer leurs

troupes comme la défenſe de l'Etat, ils rougiront encore de montrer tant de crainte, & de faire paſſer leur vie ſous les armes à la dixiéme partie de leurs ſujets adultes en pleine paix, n'ayant pour voiſins que des nations civiliſées. Mais à cet égard je renvoie tout partiſan des troupes réglées à l'article tranſcrit ci-deſſus; conſidérons d'ailleurs, que ce ſont les plus puiſſants Princes, & conſéquemment ceux qui ont le moins à craindre de leurs voiſins, qui ont le plus de troupes réglées.

Ne craignez rien pour votre territoire excluſif. Je l'ai tellement peuplé & vivifié, coupé de canaux, couvert de villes, de villages & d'habitations, que pour peu que vous preniez ſoin de diſcipliner les habitans de vos frontières, de leur apprendre à ſe rallier à de certains ſignaux, & à défendre l'entrée de leur pays, les Tartares mêmes n'y ſçauroient pénétrer. Mais c'eſt le territoire commun, qui ne peut avoir aucun de ces avantages, qu'il

faut défendre, & ſur lequel il faut porter des forces capables d'y maintenir la police & la liberté générale, ſeule & unique loi que vous ayez à donner au dehors. Ce territoire, c'eſt la mer.

C'eſt ſur cet élément ſeul que vos forces peuvent ſe tranſporter au loin, ſans riſquer de ſe détruire. Vos troupes de terre veulent-elles faire une invaſion dans les pays étrangers, tout les arrête : les montagnes, les rivières, les chemins ; le défaut de vivres, de munitions, de chauſſures, que ſçais-je ? l'intempérie du climat, tout enfin dérange vos projets, & multiplie les inconvéniens. Sur mer au contraire, le logement, l'artillerie, les vivres, tout marche avec vos troupes ſur un terrein uni. L'art a appris à y vaincre les tempêtes, cet art a endurci le corps de vos ſoldats ; & qui peut vivre ſur ſon bord dans vos rades, eſt fait à-peu de choſe près au climat univerſel. Il eſt donc vrai que le militaire de terre eſt la force d'un Etat au dedans, & la marine au dehors.

J'ai dit encore que le premier peut être dangereux, & le second jamais. L'expérience de tous les siècles & de tous les peuples nous apprend que si-tôt que l'esprit militaire, & plus encore les troupes soudoyées prennent le dessus dans un Etat, tôt ou tard le chef militaire s'y empare de l'autorité. Or comme toute société d'hommes qui s'est réduit en forme de Gouvernement, n'eut d'abord d'objet primitif que celui de se mettre à couvert de la force, il s'ensuit de ce que nous venons de dire, que les forces de terre sont dangereuses pour tout Etat, quelqu'il puisse être.

Il n'en sçauroit être ainsi des forces de mer; plus vous les élevez & illustrez, plus aussi vous les détachez de l'esprit de piraterie, qui n'est en soi que l'enfance & la barbarie de la marine. Quelque nombreux que devienne ce corps nécessaire, un matelot à terre n'a pas plus d'adresse & de résolution qu'un loup renfermé. Quelque autorité & décoration que vous don-

niez à ſes chefs, ils ne ſont rien que ſur leur bord, ou tout au plus dans l'enceinte de leurs arſenaux : hors-delà perſonne ne les connoît que par la gazette, ne les entend que ſous le *capot*, & en ſuppoſant que leurs jalouſies, ou leur ambition puiſſent faire manquer des expéditions éloignées, du moins ne peuvent-ils rien dans l'intérieur de l'Etat, qui eſt le foyer ſacré.

J'ai dit enfin, qu'un Etat pouvoit ſe paſſer en quelque ſorte de troupes réglées, & ſe faire reſpecter ſans cela; mais qu'il devoit renoncer à tout commerce extérieur, s'il n'avoit une marine militaire.

La preuve de la premiére de ces allégations ſe trouve ſous nos yeux. Je ne citerai pas l'Angleterre, qui oſe aujourd'hui provoquer une Puiſſance qui lui eſt auſſi ſupérieure en tous genres de reſſources qu'en étenduë de territoire, & qui a 200000 hommes de troupes. On me diroit avec raiſon que ſes foſſés la garantiſſent. Mais la Suiſſe n'a pas de ſemblables barrières; le corps Ger-

manique si respecté des Puissances étrangéres n'a pas, comme tel, des troupes proportionnées à sa puissance; & si quelques Maisons dans l'Empire sont puissamment armées, c'est pour leurs interêts particuliers, & non pour le service du corps: la Pologne se conserve, quoiqu'ouverte de toutes parts, divisée au dedans, & nulle part en corps. En un mot, sans vouloir approuver cette façon d'être, elle existe; mais qu'on me montre aujourd'hui un pays commerçant sans forces maritimes. Le Portugal & l'Espagne sont par leur position la tête naturelle du commerce de l'univers; l'Italie est à la porte de celui du Levant, & cependant:....

Il nous faut une marine proportionnée à nos forces.

Je veux bien néanmoins qu'une République peu considérable & industrieuse, que Genes, Hambourg, Raguse &c. pussent, au milieu des dissensions qui occupent & énervent réciproquement les grandes Puissances, faire un commerce neutre & utile, & des profits que la cupidité leur pardonne en faveur

de leur foibleſſe ; mais en tout genre les grands ne ſçauroient décheoir ſans tout perdre. Si nous n'avons une marine proportionnée au rang que la France doit tenir en Europe, plus notre induſtrie eſt vive & naturelle, plus ſes reſſources ſont nombreuſes, & plus auſſi les uſurpateurs du commerce, quels qu'ils puiſſent être, ſeront attentifs à l'étouffer, à l'éteindre, & à nous ôter toutes les reſſources que la plus attentive manutention intérieure nous a préparées. Un bâtiment ſappé par le pied périt bien plus vîte qu'un autre qui laiſſé à découvert aux injures du temps, ſe détruit par le faîte. Mais à la fin, tout cela revient au même. Ainſi un Etat où l'agriculture eſt négligée, où le peuple eſt véxé par les traitans, où le luxe eſt en honneur, où la richeſſe eſt ſeule eſtimée, eſt bien plus près de ſa ruine & du changement de ſa conſtitution, de ſon démembrement & de ſa diſſolution totale, qu'un autre où l'induſtrie ſeulement eſt attaquée : alors à la vérité les cala-

mités ne viennent que par le faîte du bâtiment; mais bientôt toute la masse s'en ressent & se trouve accablée sous les débris.

Il nous faut donc une marine proportionnée à notre rang en Europe. Quant à ce qui est de ce rang, je dirai dans les Chapitres suivants ce que j'entends par-là. Considérons maintenant en grand ce qu'est, & ce que doit être cette marine.

L'esprit corsaire tombé parmi nous, & pourquoi.

Je ne ferai point entrer dans cet examen une partie autrefois importante de nos forces en ce genre, & qui a servi d'école à plusieurs des plus grands hommes de mer que la France ait eus; c'est des Corsaires dont je veux parler: nous avons beaucoup perdu de ce côté-là, mais un examen d'un instant fera voir que ceux qui comptoient retrouver parmi nous en ce genre les mêmes hommes qu'on y vit autrefois, n'avoient fait aucune des réflexions qui doivent servir de régle aux opinions des vrais hommes d'Etat. 1°. Le génie aventu-

tier eſt paſſé de mode par-tout, comme j'ai dit ailleurs. 2°. Les courſes des Chevaliers de Malthe en général ſur tout ce qui portoit le pavillon du Grand-Seigneur, courſes qui ne leur ſont permiſes aujourd'hui que ſur les foibles Corſaires qu'on appelle Barbareſques, formoient bien des jeunes gens diſtingués à l'intrépidité & aux fatigues de la mer, & c'eſt-là le ſeul métier de Corſaire qu'euſſent fait les Officiers d'un certain ordre; mais c'en étoit un. 3°. Quant à nos Corſaires de profeſſion, l'avidité du gain eſt le ſeul mobile de cette prodigieuſe valeur qui les rendit ſi terribles; tant que l'Eſpagne fut notre ennemie naturelle, maîtreſſe des ſources de l'or, elle offroit l'appas néceſſaire à cette ſorte d'intrépidité; on alloit en courſe périr ou faire fortune, & on la faiſoit. *Si*-tôt que par le nouvel arrangement de l'Europe nous ſommes devenus les amis naturels des Eſpagnols, cet avantage a paſſé à nos ennemis. Ceux de nos Corſaires célè-

bres que les guerres précédentes avoient élevés, ont encore paru tels pendant le cours de la premiére guerre de ce ſiècle; mais une longue paix ayant terminé leur courſe, il n'étoit pas prudent d'eſperer que la race s'en perpétuât. Heureuſement dans mon ſyſtême elle ne pourroit être que nuiſible; on le verra dans la ſuite, & c'eſt par cette raiſon que je n'en dirai pas davantage ſur cet article.

Je me ſouviens d'avoir lû quelque part dans *du moulé*, comme diſent les bonnes gens, que la marine en France eſt compoſée de deux corps, l'un militaire, l'autre je ne ſçais plus comment on le déſignoit; mais, en ſtyle de marins, cela s'appelle *la plume*.

La plume.

Ce mot, qui fait hériſſer les crins à un Officier de vaiſſeau, comme celui de *gabelle* à un Bas-Breton, me donna de la curioſité; je demandai, s'il étoit queſtion de faire voler des vaiſſeaux, comme autrefois Pégaſe ou l'Hyppogriffe, & j'appris par le menu que c'étoit une

armée de gens d'écritoire & de bureau, destinés à tenir dans les arsenaux & sur les navires des états de dépenses & de fournitures, & à apprendre au militaire que, pour ferrer la mule, il vaut mieux être assis que debout. Je compris alors qu'il seroit tout aussi raisonnable de dire que les entrepreneurs de vivres, munitions, fourages, hôpitaux &c. & leurs préposés sont partie du corps militaire en France; car s'il est vrai de dire que ces gens-là ne sont annexés aux troupes que passagérement, & seulement quand la guerre oblige de les mettre en corps d'armée, au-lieu que les autres sont permanents & brevetés du Roi, l'on peut répondre à cela que la marine est toujours en corps, & que son objet & ses nécessités n'étant guères moins essentielles en temps de paix qu'en temps de guerre, il est nécessaire que ses *impedimenta* soient toujours sur pied. On pourroit encore noter une autre disparité, c'est que ceux des troupes de terre leur sont jusques à un certain

point indiſpenſablement néceſſaires, au-lieu que les gens de mer prétendent tout le contraire des leurs.

Moyen de rendre la marine floriſſante.

Ce n'eſt pas à moi à décider cette queſtion ; ce que j'y vois, ainſi que tout le monde, c'eſt que cette union de deux matières entiérement hétérogénes qu'on a prétendu amalgamer & réunir en un même corps, cauſe dans l'intérieur de cette partie intéreſſante de la choſe publique les mêmes diſſenſions qu'on voit dans la maſſe phyſique entre le feu & l'eau ; mais différent en cela de tout autre ferment interne qui rend ordinairement plus terrible au dehors le peuple qui en eſt travaillé, celui-ci a totalement énervé la marine. La partie militaire foible, inconnue, découragée en quelque ſorte, n'eſpere & ne deſire rien, tant que la plume aura quelque autorité : la plume de ſon côté munie de l'inſtrument qui atteint le plus loin, avantagée auprès du Gouvernement de la ſorte de confiance que la foibleſſe humaine accorde preſque toujours à la ſoupleſſe &

au

au respect extérieur, regarde ses antagonistes comme gens incapables de bien servir l'Etat. Or comme il est de fait, que depuis le Prince Robert jusques au moindre matelot, en général tout bon marin est un animal assez rude & indigeste, il s'ensuit de-là que ceux qui de leur nature seroient les plus propres à régénérer les anciens Héros raboteux de la marine, les Duquesne, les Barth, les Duguétrouin &c. sont prévenus & devinés dès leur enfance par leurs adversaires adroits & civilisés, & éloignés du service & de tout avancement comme moins capables de plier sous le joug, que ne le seront les Officiers médiocres. De semblables jalousies & mécontentemens, dans une autre sphère, ont de nos jours privé la France du célèbre La Bourdonnays, c'est-à-dire, de l'homme de notre siècle le plus redouté par nos ennemis sur la mer.

Il ne m'appartient pas de décider sur ces matières, & sur la forme d'une administration, dont le fonds

eſt abſolument inconnu à tout homme qui n'a point été ſur la mer. Seulement puis-je dire, qu'on a reconnu depuis long-temps que l'axiome *divide & impera*, eſt auſſi faux que déteſtable, & qu'en ſuppoſant que le corps controlleur ſoit auſſi néceſſaire que le corps acteur, il ſeroit indiſpenſable de les unir, de faire rouler entre eux les fonctions, les prérogatives, les récompenſes; d'arracher enfin juſqu'au germe d'une zizanie qui par mille détails va directement à la deſtruction de la marine, véritable nerf de l'Etat dans la ſituation préſente des choſes de l'Europe.

Mais je pourrois répéter ici ce que j'ai dit ailleurs dans l'article du taux de l'interêt : nos rivaux, dont la marine eſt ſi floriſſante, peuvent nous ſervir de modele : s'ils ont comme nous dans les choſes de la mer une adminiſtration mi-partie, ſi les gens de bureau ont toute la confiance du Conſeil de l'Amirauté, & ſi les marins ne ſont regardés que comme inſtrumens

paſſifs, deſtinés à monter ſur les planches au jour & au quart-d'heure préfix, ſauf à décider de leur route ſur le contenu de paquets cachetés à ouvrir à telle hauteur; s'il en eſt ainſi, dis-je, chez les Anglois, cherchons ailleurs le vice intérieur qui a détruit notre marine, & qui ſemble combattre les efforts du Gouvernement pour la relever.

Marine militaire & marine marchande, mauvais mêlange.

Les Anglois ont cependant un autre mêlange, dont l'imitation riſqueroit d'avilir notre márine militaire. Cette nation devenue commerçante d'eſprit, d'ame & de corps, a pris en une ſorte de mépris lès vertus militaires; & cet eſprit inhérent au comptoir qui a détruit Carthage & autres, eſt encore aidé chez eux par le goût de l'indépendance qui hait le militaire, parce qu'elle le craint. En conſéquence tout ce qui compoſe leur marine de guerre, fait en temps de paix la marchandiſe. Bien des gens ont penſé que nous devrions ſuivre en France cette méthode qui exerce ſans ceſſe les Officiers & les mate-

lots, & qui fait retrouver dans les profits du commerce une ſorte de compenſation des fortes dépenſes de la marine, qui aide à en ſoûtenir le poids. Je ſuis bien éloigné de cette opinion. Je n'ai rien tant recommandé en fait de mœurs dans tout le cours de cet ouvrage, que de laiſſer à chaque profeſſion ſon eſprit & ſes principes, & de regarder comme le plus grand des profits, l'extenſion de tout autre mobile que celui de l'interêt.

L'honneur, ame de l'eſprit militaire, n'eſt nullement compatible avec l'eſprit du gain. Sans vouloir inculper la conduite des Amiraux Anglois, ni leur attribuer le peu de ſuccès de leurs entrepriſes en grand, tandis qu'ils tenoient la mer eſclave ſous les forces prodigieuſes qui ont épuiſé leur nation; ſans déſapprouver un régime qui peut être bon chez eux, & ſur lequel je ne déciderai point, parce que je ne les connois pas aſſez pour cela, je ſoûtiens par la connoiſſance que j'ai du génie de notre marine mili-

taire, que la méthode ci-dessus l'abâtardiroit entiérement chez nous.

Pour quelques hommes privilégiés sortis seuls, parmi un millier d'autres éternellement obscurs, du sein du commerce & de la piraterie, pour devenir des Héros, il y en auroit cent en qui cette bassesse d'éducation & de principes étoufferoit toute idée de gloire & d'élévation. J'ai vû plusieurs de nos ports : j'ai été surpris de l'esprit de vivacité, d'émulation, de témérité & d'amour pour le travail qui perçoit de toutes parts dans la jeunesse de ce corps : tout s'y occupoit de son métier ; la plus grande faveur à laquelle ils aspirent, c'est d'être préférés dans les armemens de détail qui se font ; & j'ose affirmer, moi, qui me connois mieux en hommes, qu'en rhombs de vent, que sur dix il n'y en a pas deux qui ne cherchent à se distinguer dans leur métier. Si les fruits de cette émulation ne percent pas aussi avantageusement qu'on devroit l'espérer, plusieurs raisons peuvent

contribuer à cette ſorte d'engourdiſſement.

10. Il eſt preſque impoſſible dans ce métier de ſe tirer du pair, ſi la faveur n'aide au mérite, & ne lui donne les occaſions. Dans tout état, hors le militaire dont l'obéiſſance paſſive fait l'eſſence abſolue, un homme ſe diſtingue par ſon propre mérite ; un Eccléſiaſtique, un homme d'Etat, un Magiſtrat, un homme de Lettres &c. met de lui-même ſes talens au jour, & quoique les circonſtances influent toujours beaucoup ſur ſa réputation, il peut néanmoins aller de lui-même juſques à un certain point. Dans le militaire de terre même, quoique la tête & le cœur d'un Héros aient ſouvent été pour jamais bornés par la fortune aux emplois ſubalternes, il eſt pourtant vrai qu'il ſe rencontre des occaſions, où un homme entreprenant peut par quelque heureuſe témérité ſe faire un nom, & ſe frayer la route à de nouveaux ſuccès. Les commiſſions de détail dépendent du chef préſent & actuel,

& la Cour n'apprend le nom du nouvel éleve de la gloire que par le bruit de ſes premiers exploits. Dans la marine au contraire, tout vient de-là, & le Commandant d'un port n'oſeroit confier un Brigantin à un Enſeigne de vaiſſeaux pour une expédition hazardeuſe, que le projet d'abord n'ait été approuvé, & qu'enſuite la nomination de l'homme même à qui l'exécution en doit être confiée ne vienne de la Cour, retardement qui de lui-même change & anéantit les circonſtances dont le ſuccès dépendoit. Or il eſt de fait qu'en tout état & ſur-tout à la guerre, rarement ſe fait on de bonne heure une réputation brillante par les voies ordinaires.

Par où un Enſeigne, par exemple, ſe tirera-t-il du pair, dans une flotte, dans une eſcadre, ſur un vaiſſeau même? Il ſera brave; ils le ſont tous. Il fera mieux le quart qu'un autre, il entendra mieux les parties relatives à la conſtruction, ſera plus actif dans un armement

&c. ce ſont-là les détails qui conſtatent eſſentiellement le mérite relatif, & qui font le bien de la choſe, mais qui ne ſçauroient percer juſques au Miniſtere trop éloigné des ports pour y voir clair en ce genre.

Inſpection des détails, mauvais régime.

On a des notes, dira-t-on, ſur tous les Officiers : le Gouvernement n'apprendra-t-il jamais qu'en quelque partie que ce puiſſe être, l'inſpection des détails ne lui ſçauroit ſervir, qu'à être plus facilement & plus irrémédiablement trompé ? Ces libelles de noms notés, invention dont M. de Louvois a je crois l'honneur en France (article dont on l'a loué d'autant plus mal-à-propos, qu'il n'étoit inſtruit que par l'eſpionnage, & que cette méthode ne tend au fond qu'à détruire toute ſubordination, en établiſſant la correſpondance directe du ſubalterne à la Cour) ces libelles, dis-je, ſont aux mains d'un Commis, & jamais les livres Sibillins ne furent ſuſceptibles de tant d'interprétations diverſes, Un Gouvernement auſſi

auguſte que le nôtre, n'a beſoin de tenir notes que des qualités des chefs, *Mitte ſapientem & nihil dicas.* Que l'autorité ſoit remiſe à des hommes dignes de la faire valoir, & qu'on s'en rapporte à eux des détails, du ſoin de choiſir les ſujets, & de celui de les employer. Vainement diroit-on, que pour parvenir à choiſir de bons Commandans, la Cour doit être inſtruite des différents mérites de ceux qui aſpirent à ces ſortes de grades, les prévoir de loin, ce qui eſt l'effet des notes ci-deſſus : ſi-tôt que les places auront le *decorum* & le degré d'autorité qu'elles doivent avoir, la voix publique indiquera toujours les hommes d'élite, capables de les remplir. Je n'appelle point la voix publique les rapports & les intrigues des courtiſans, mais l'eſtime du public & cette ſorte de déférence volontaire que s'attirent immanquablement la réputation, l'âge & l'expérience dans leur ſphère, déférence qui n'a rien de commun avec l'engouëment qu'inſpi-

rent quelquefois paſſagérement les hommes à la mode.

De plus, ces hommes une fois à leur place, en replacent une infinité d'autres. Les gens d'eſprit & de mérite n'ont qu'une choſe de commune avec les ſots & les fripons, c'eſt que l'une & l'autre eſpece provigne avec une égale facilité, ce qui revient au proverbe des anciens : *par parem quærit.*

Une autre raiſon qui empêche qu'il ne ſorte aujourd'hui d'une école de jeunes Héros, des hommes auſſi brillants que l'étoient ceux qui la fonderent autrefois ; c'eſt 1°. la conſtante hiérarchie des grades multipliés, qui engourdit & affaiſſe néceſſairement la bonne volonté. Je ne dirois pas auſſi décidément que cet arrangement fût un mal ; car puiſqu'il faut un grand nombre d'Officiers, & peu de Commandans, du moins faut-il donner des objets fictifs d'ambition à la totalité pour empêcher l'émulation de s'engourdir. Il y a cependant à répondre bien des choſes à cela :

car d'abord il eſt vrai de dire que l'ambition des grades a preſque partout pris la place de celle de la gloire, qui fut l'ame autrefois de toutes les vertus militaires; enſuite on convient généralement que l'ordre du tableau eſt le pont aux ânes, & pis encore : car je doute que ces animaux, en allant au moulin, marchent par rang d'ancienneté; l'ordre du tableau cependant eſt une ſuite néceſſaire de la multiplication des grades militaires; ſans lui, ils ſeroient bientôt donnés à la faveur, ce qui eſt le pis de tout.

Ordre du tableau, pont aux ânes & pis encore.

Je ne ſçais donc ſi ce ſeroit un paradoxe de dire qu'en tout genre de militaire, peu de grades, mais fort reſpectés, vaudroient mieux que la méthode d'aujourd'hui, où nos gens de guerre doivent, pour faire leur chemin, amaſſer autant de brevets, que nos peres entaſſoient d'exploits du temps des Bayards, pour ſe faire une réputation.

Quoi qu'il en ſoit du pour & du contre des deux queſtions que

je viens de traiter ici, il est certain qu'on y trouve les raisons de l'espece d'égalité qui se rencontre aujourd'hui entre les Officiers de la marine en France. Peut-être aussi est-ce qu'ils marchent de niveau, car jamais un corps militaire n'a été si ameuté, & si rempli de l'esprit de son métier.

Mais cette volonté, qui est sans bornes dans la jeunesse ainsi que toutes les autres passions, s'émousse dans l'âge mûr. On veut alors des espérances plus réelles que celles de surprendre & de brûler un vaisseau ennemi. Les grands honneurs de la guerre & de l'Etat, le Bâton de Maréchal de France, l'Ordre du Roi étoient autrefois des points de vuë permis aux Officiers de marine, & toujours présents à leurs espérances en la personne de leurs chefs. Ils sont aujourd'hui comme bornés au Cordon-Rouge, récompense de Caporal. A tort allégueroit-on que depuis le combat de Malaga, il n'y a eu aucune occasion de mer qui ait mérité ces sortes

de distinctions à nos marins : il est aisé de répondre à cette objection ; mais elle m'offre un examen qui n'est point étranger à ce Chapitre.

Jamais on ne présenta à Louis XIV. l'idée de la nécessité d'une marine puissante sous son véritable point de vuë. Je l'ai dit ailleurs, en parlant de l'âge de la France, nous étions jeunes encore dans le siècle passé ; des phantômes d'éclat & de gloire s'offroient aux Souverains, au-lieu de la vraie gloire qui n'est autre chose que l'utilité de leurs peuples. Je ne prétends pas dire que M. Colbert n'eût sur cela les vuës d'un véritable homme d'Etat ; mais pour en faire goûter à son jeune Maître les plans & la dépense, il fallut les présenter à son ambition ; lui faire bombarder Gènes & Alger, attirer des Ambassadeurs de Siam. Louis XIV. donc (& il seroit aisé de le prouver par les faits) ne considéra la marine que comme une branche de sa puissance, propre à frapper les étrangers ; une dorure de son Palais,

néceſſaire à ſa gloire, mais inutile à la ſolidité du bâtiment.

Un Miniſtre puiſſant, homme de la plus profonde judiciaire & de la plus vaſte expérience en petit, ſe rappelloit ſur ſes vieux jours, que durant une année de guerre ce Prince voulant abſolument qu'on achevât le bâtiment des Invalides, & tous les fonds étant deſtinés, ordonna qu'on prît ſur ceux qui étoient attribués à la marine cinq millions qui étoient néceſſaires à la perfection de cette maçonnerie. Cet homme ſpectateur alors, devenu Miniſtre depuis, trouvant peut-être ſon répertoire de principes d'hommes d'Etat un peu ſec, fut ravi d'y recueillir cette anecdote, perſuadé ſans doute que, pour être un Alexandre, il ne falloit que porter la tête de côté ; il agit en conſéquence, nous en avons dit ailleurs un mot.

Louis XIV. donc, preſſé de toutes parts dans la derniére guerre, retrancha ſes armemens de mer, comme l'on retrancheroit aujour-

d'hui les voyages de la Cour. Or si l'on eût eu dans ce temps quelque idée de ce que c'est que la marine, il étoit aisé de faire sentir à ce Prince infatigable & consommé dans les affaires du Gouvernement, qu'en tenant la mer, il faisoit tomber d'elle-même la ligue de ses ennemis sur terre.

Une puissante marine eût coupé le nerf à la plus ruineuse de nos guerres.

En effet, toute cette ligue étoit uniquement soudoyée par ce qu'on appelle les Puissances maritimes, l'Angleterre & la Hollande. Si ce Prince se fût borné à faire passer en Espagne peu de troupes, nombre de braves volontaires, des grains, des munitions & de l'argent, pour aider aux efforts de cette généreuse nation qui vouloit se conserver un Prince qu'elle s'étoit choisi; s'il se fût borné en Italie, à accabler le Duc de Savoye & s'emparer des montagnes de façon à ne plus craindre d'invasion de ce côté; en Allemagne, à la défensive du Rhin; en Flandres, à munir & approvisionner les places fortes, y mettre de bons Commandans, & dans le

pays quelques camps volants sous des chefs éveillés, dont on ne manquoit pas alors ; que de dépenses prodigieuses n'eût-on pas épargnées ! dépenses, qui ne lui ont servi qu'à entretenir & perdre chez ses voisins cinq cent mille hommes de troupes réglées. La moitié de ces dépenses portées du côté de la mer auroit fait tomber en trois campagnes cette hydre de ligue, nourrie de succès imprévus, & arrêtée par le premier regard de la fortune de notre côté. Nos vaisseaux en ce temps, forts ou foibles, ne pouvoient souffrir qu'un Anglois tînt devant eux. Le proverbe étoit parmi les marins : *s'ils sont Hollandois, nous nous battrons ; s'ils sont Anglois, nous les battrons.* Le Roi Guillaume lui-même étoit dans ce préjugé fondé sur les faits d'alors, & disoit que ses Anglois n'étoient plus les mêmes, si-tôt qu'ils n'avoient pas leur bœuf bouilli dans le ventre. Nos flottes armées, comme elles l'auroient été, si cet objet eût été le principal point de

vuë de l'énorme puiſſance de Louis XIV. auroient accablé celles des Puiſſances maritimes, & l'on ſçait que cela ne tint qu'au lendemain de Malaga. Bientôt, la mer étant libre, on auroit pû faire craindre par-tout les maux de la guerre portative, croiſer ſur les flottes Hollandoiſes à leur retour des Indes, livrer à nos armateurs ſans nombre les mers du Levant & du Nord, les côtes de l'Angleterre & de la Hollande, bloquer en un mot, de toutes parts ces coloſſes d'argent aux pieds de tourbe & de fromage.

En même temps des eſcadres détachées auroient dominé dans la Baltique. Le Roi de Suéde qui dédaigna notre alliance, dont il connoiſſoit le faſte, la diſtance & la foibleſſe, l'eût acceptée & peut-être recherchée, ſi nos eſcadres avoient été en état de tenir en bride le Roi de Danemark, de protéger les renforts qui venoient de Suéde à ſon Roi engagé en Allemagne, de lui donner la main en Livonie, de garantir les côtes de ſes Etats.

D'autres eſcadres envoyées coup ſur coup dans l'Amerique Septentrionale auroient aidé aux efforts des braves Canadiens, ſi redoutables alors aux colonies Angloiſes: pour peu qu'ils euſſent été aidés, toutes les colonies de nos ennemis dans cette partie du nouveau monde, qui ſont aujourd'hui des Etats, foibles alors, auroient diſparu de ce continent: du moins peut-on affirmer, ſans paroître bâtir en Eſpagne, que l'Iſle de Terre-Neuve, la Baye Hudſon, & l'Acadie entiére leur euſſent été enlevées, puiſqu'ils ne tint preſque à rien qu'avec les plus médiocres ſecours ils n'en fuſſent alors entiérement chaſſés.

De ces trois conquêtes, l'une leur enlevoit le plus riche des commerces, celui des pêches; l'autre la meilleure des traites, celle des pelleteries; la troiſiéme, un pays admirable & dont la conſervation eſt abſolument néceſſaire à celle de notre colonie du Canada. On ſçait que les trois furent cedées au traité

d'Utrecht, article qu'on auroit compensé plutôt par la cession de la Bourgogne, si l'on en eût connu l'importance.

Mais mon dessein n'est pas ici de faire une incursion sur la politique. Je demande seulement, si d'après le tableau que je viens de faire, assurément sans exagération, de l'emploi que Louis XIV. pouvoit faire d'une marine supérieure dans sa derniére guerre, je demande, dis-je, si l'on pense que cette guerre eût autant duré dans le cas où les Puissances maritimes se seroient vû attaquées de la sorte dans leur vrai foyer, qui est la mer. Je le répete, Louis XIV. & son cabinet si célèbre dans l'Europe, ne connoissoient point les véritables avantages des forces de mer. La preuve en est qu'il se renferma dans ses ports, au moment où il étoit le plus nécessaire de faire les derniers efforts sur mer.

Grands honneurs, faits pour la marine militaire.

Si donc ce Prince, qui ne rendit sa marine brillante que par la même raison qui lui fit galonner

ſa Maiſon militaire, crut cependant que pour donner à ce corps l'émulation & le degré d'eſtime néceſſaire aux ſuccès, il falloit le faire participer aux grades & aux honneurs du premier rang dans l'Etat; combien à plus forte raiſon ne doit-on pas lui faire eſpérer les mêmes avantages aujourd'hui où l'on commence à convenir du principe ancien qui dit que, *qui eſt maître de la mer, eſt maître de la terre.*

Objecter qu'il n'y a pas dans ce corps des hommes de marque qui puiſſent être décorés de la ſorte, ſeroit objecter faux; puiſqu'il s'y rencontre au moins autant qu'ailleurs des gens de nom & de mérite: mais quand cela ſeroit vrai, ce ſeroit tranſpoſer la cauſe & l'effet; ce n'eſt point le manque de ſujets qui fait la décadence du corps; *vice versâ*, c'eſt la décadence du corps qui abſorbe les ſujets. Mais je demande ſi tous les Maréchaux de France aujourd'hui ont gagné des batailles? Dieu nous en pré-

ſerve, nous nous ſerions trop battus : pourquoi croit-on qu'il faut des décorations pour le militaire de terre où dès qu'un homme eſt Officier général, il eſt étranger pour ainſi dire à tous les corps, & qu'il n'en faut point dans la marine qui a l'avantage de conſerver ſes Chefs dans ſon ſein, dans ſes ports, & pour ainſi dire, en famille ? avantage qui, par parenthèſe, ne contribue pas peu à l'éducation & à la bonne volonté de cette jeuneſſe tellement tournée vers ſon métier, qu'elle en devient preſque amphibie.

Quoi qu'il en ſoit de la ſolidité des raiſons ſur leſquelles je viens de m'étendre pour motiver le prétendu engourdiſſement du corps militaire de la marine, il n'en eſt pas moins vrai, comme je l'ai dit, que l'eſprit du corps y eſt plus que par-tout ailleurs, l'ambition bornée au métier, l'honneur, la gloire & le deſir des occaſions, le tout en un degré qui peut être également utile à la patrie & redoutable à l'ennemi.

Que deviendroit tout cela, si l'on s'avisoit d'y faire entrer un alliage d'esprit marchand ? Je ne sçaurois trop le répéter, l'esprit militaire & celui du commerce ne s'accordent pas. Tant que les Nations belliqueuses ont dominé, le commerce a été livré à des peuples esclaves, les Juifs & les Armeniens, &c. Le commerce brave les avanies & vise au gain, c'est son unique ambition; comment l'unir à celle de la gloire ?

Les Flibustiers, les Corsaires & autres ont fait des prodiges de valeur dans des vuës de pillage, c'est autre chose. L'avidité de ces gens-là ne peut pas s'appeller plan de fortune, c'est le brigandage dans ses profits & ses déprédations. Ce cercle de nécessités & de profusions accoûtume enfin les gens du bas étage, les matelots & autres, à un genre de vie qui leur fait une habitude de valeur; aussi n'ai-je pas prétendu vous dire qu'il fallût un ordre de matelots & de Pilotes pour la marine, distinct d'avec ceux qui

ſervent au commerce : mais à l'égard des chefs de ces aventuriers qui ſe ſont acquis quelque renom, remarquez qu'ils ſe ſont retirés après s'être enrichis, ou que s'ils ont continué à ſervir & à s'expoſer pour la gloire, le déſintéreſſement eſt devenu une de leurs vertus.

En un mot, un des plus ſûrs moyens pour abâtardir entiérement le militaire, c'eſt de l'enrichir. Le ſoldat Romain qui, ayant fait une action d'éclat pour ravoir ſon bagage, chargé par ſon Général d'une autre expédition hazardeuſe, lui répondit, *Envoyez-y quelqu'un qui ait perdu tout ſon bien*, fit une leçon à tous les Gouvernemens préſents & à venir. Tel homme (& les matins en badinent ſouvent entre eux) va aux Indes le plus hardi navigateur de l'Europe, qui en revient craignant toujours de porter trop de voiles.

Je ſuis donc bien éloigné de penſer qu'il faille en cela ſuivre la méthode des Anglois. Je penſe au contraire qu'on ne ſçauroit trop

ſéparer nos arſenaux maritimes des ports de commerce, & compoſer le corps militaire de brave Nobleſſe pauvre, & deſtinée à demeurer telle. C'eſt ici l'eſcorte de la richeſſe & de l'abondance, & non ſes bêtes de ſomme. Eſt-ce aux porte-bales à tenir les chemins libres ? Eſt-ce à ceux qui ſont commis à leur ſûreté, à enlever à ces premiers les menus profits de leur pénible métier ?

Deſtiner une claſſe de citoyens à la pauvreté, ſeroit une eſpece d'excommunication majeure ſelon la façon de penſer d'aujourd'hui; & ce ſeroit chez moi une inconſéquence d'autant plus grande, ſi je penſois ainſi touchant la marine, que j'établis que c'eſt la plus néceſſaire de toutes les portions de l'Etat relatives à l'extérieur; mais pour peu qu'on ſe rappelle mes principes ſur l'amour prédominant des richeſſes, ſur la néceſſité de l'amortir & de lui ſubſtituer des mobiles plus nobles & plus vertueux pour toutes les profeſſions, chacune

chacune dans ſa ſphère, on verra que ce n'eſt pas ma faute, ſi l'on ſe méprend à mon intention à cet égard. Il eſt juſte que chacun ſoit récompenſé ſelon ſes ſervices : qui travaille pour l'honneur doit obtenir honneur & conſidération, & c'eſt ce qu'il faut au corps militaire de la marine pour lui rendre ſon ancien luſtre, & mettre dans tout ſon jour ſa bonne volonté qui n'a point dégénéré.

Au reſte, c'eſt encore un miracle de notre bonheur & de notre puiſſance, que cette émulation réelle. Dans les temps de ſplendeur de notre marine, il y avoit 600 gardes marine, ſçavoir 200 dans chaque département, & des Enſeignes, Lieutenans, Capitaines &c. en proportion ; on en auroit autant demain ſi l'on vouloit, & qui bientôt ſeroient animés du même eſprit qui vivifie le corps entier. Eh ! n'eſt-ce rien que cette pépiniére immenſe de Héros déshérités qui ne coûtent preſque rien, qui n'ont guères plus à eſperer, & qui

ſe donnent corps & ame, ſang & os, au ſervice de la patrie dans le plus rude de tous les métiers? Un vaiſſeau du premier rang étoit alors monté de 18 gardes marine, & d'Officiers à proportion. Cet ordre de gens qui ſe tiennent fort ſupérieurs, comme de droit, au ſoldat & au matelot, faiſoient la force de nos navires & les rendirent invincibles. On a cru bien faire d'en diminuer depuis le nombre, de plus de moitié ſur chaque vaiſſeau; au dire des gens du métier, on a mal fait, & cela paroît vrai-ſemblable. Mais ceci me jetteroit dans des détails qui me doivent être interdits.

Un autre arc-boutant principal de la marine, c'eſt le nombre, la police, l'inſtruction & l'encouragement des matelots. Pour bien connoître à quoi tiennent les reſſorts de ces quatre choſes, il faut en revenir à mes principes, que l'agriculture & la vivification intérieure pouſſeront la population auſſi loin qu'elle peut aller, d'où s'enſuit

u'un grand peuple ſera obligé de hercher au-dehors des moyens de ubſiſtance.

La légereté & vivacité Françoiſe ſt telle, que loin que cette néceſ-té lui ſoit pénible, nous avons oujours plus de goût pour les tra-aux des courſes que pour la vie édentaire. Le métier de la mer a 'ailleurs, tout dur qu'il eſt, une orte d'attrait qui fait que ceux qui ſont une fois habitués ne peuvent lus s'en paſſer, & à plus forte aiſon ceux qui y ſont élevés, tels ue les enfans des matelots, pê-heurs, & autres. Si donc on man-ue de ces ſortes de gens, il faut en prendre d'une part à la miſere u peuple, de l'autre à la foibleſſe aux intercadences du commerce, e l'autre enfin à la tyrannie qu'on xerce ſur eux ſous prétexte de olice.

Quant à ce dernier point, tout nſtant & réel qu'il eſt, je m'abſ-endrai d'en traiter par deux rai-ons; l'une que ce ſeroit me jetter ans les détails, l'autre que je dois

conformément à mon plan éviter tout ce qui peut gréver ou offenser quelqu'un en particulier. Je me contenterai de répéter ici ce que j'ai déja dit ailleurs, que c'est vitier la chose publique, que de la charger de tant d'ordres & de ressorts de détail.

Places pour le mérite quand on s'éveille, données à la faveur quand on s'endort.

Dans quelque partie de la masse physique que ce puisse être, toute accélération d'activité sera nécessairement suivie d'une sorte d'engourdissement. On crée des places pou le mérite quand on s'éveille, elle sont données à la faveur quand on s'endort, & il n'en reste que l surcharge pour le Trésor, & quelquefois la tyrannie des sous-ordre pour la chose. Un temps viendr où le Bibliothéquaire ne sçaura pa lire, où le Surintendant des bâtimens ne connoîtra pas l'équerre où l'Intendant des classes ne ser jamais sorti de Paris, où les Inspecteurs des manufactures se connoîtront en figures de Rhétorique Quant à l'instruction des matelots une grande navigation seule, sar

utre ſecret, y ſuffit ; & pour ce qui eſt de l'encouragement, qu'ils oient payés, qu'au-lieu de les forcer pour le ſervice de la marine militaire, on les choiſiſſe comme l'élite ſur les armateurs, les commerçants &c. quelques petites diſtinctions de détail feront le reſte.

Le François a un avantage ſingulier, & que je n'oſerois dire excluſif, c'eſt qu'en tout état il eſt aiſé de le piquer d'honneur, & par ce mobile de lui faire faire des prodiges. Je ne voudrois pas jurer qu'il n'y eût des prétentions juſques dans le métier de porte-faix, du moins je le crois, à la vérité ſans l'avoir bien examiné ; mais en tout autre, je l'ai vû, & quand on ne lui fait pas faire des miracles, c'eſt la faute des chefs.

J'ai traité de la néceſſité de la marine. J'ai déduit enſuite les moyens de la rendre floriſſante, autant du moins qu'il convient à un homme de terre qui ne ſçauroit parler qu'en aveugle des détails de cet art excluſif. J'ai dit qu'il falloit

réunir en un seul corps les deux états qui en avoient tout le maniement, en consulter les chefs, leur donner du crédit & de l'autorité dans leur partie, les décorer, &c. Il me reste pour remplir le plan de ce Chapitre, à traiter d'un article tout particulier, c'est *des moyens de la borner.*

Moyens de borner la marine.

On me dira peut-être, que nous n'avons que trop bien entendu cette partie, & qu'on auroit besoin aujourd'hui d'un travail tout opposé, & qui traitât des moyens de l'accroître ; mais ce point me rejetteroit dans les détails que j'ai prétendu éviter. Je me contenterai donc de dire qu'avec de l'argent & la volonté de le bien employer, vous ferez sortir des vaisseaux de la terre, comme Pompée des légions ; mais de même que celles-ci arriverent tard & furent bientôt dissipées, parce que les gens du Senat, de la Tribune, & du Barreau voulurent se mêler de les conduire & de guider le Général : prenez garde.....

C'eſt dans un tout autre ſens que j'enviſage ici la néceſſité de borner la marine militaire. La mer étant aujourd'hui devenue le théatre naturel de la guerre, il eſt à craindre que la folie de la multiplication des forces ne paſſe de la terre ſur cet élément. Autrefois on faiſoit la guerre ſans s'épuiſer. Louis XII. l'eut pendant tout ſon regne ſans ſurcharger ſon peuple ni dépeupler ſes Etats. Henri IV. prêt à monter à cheval pour aller préſider à une révolution générale de l'Europe, à la tête des plus grandes forces qu'on eût encore vues raſſemblées, avoit une armée de trente mille hommes. En un mot, juſques au temps de Louis XIV. *de grands hommes commandoient de petites armées, & ces armées faiſoient de grandes choſes.* Mais depuis la guerre de 1672. qui changea tout le ſyſtême de l'Europe, & qui de défenſeurs de l'équilibre nous en montra les oppreſſeurs, toute l'Europe étant réunie contre nous, il fallut faire tête de toutes parts. Louis, con-

formément à son caractere, voulut faire plus, & être le plus fort partout : secondé par les efforts surnaturels de deux Ministres, dont les talents eussent pû faire à jamais le bonheur de la France, tandis que leur jalousie en fit le malheur, il en vint à bout, & cet état forcé parut dès-lors à Louis triomphant être son état naturel. Il s'y tint donc, & força par-là ses ennemis à en faire de même. Chaque Prince eut depuis le triple des troupes réglées qu'il entretenoit autrefois ; & quelques-uns jusques au décuple.

Il arrive cependant de cela que les peuples sont plus foulés en temps de paix, & que la guerre dont les premiéres dépenses portent toujours sur des fonds extraordinaires, c'est-à-dire, sur le capital de l'Etat, n'est autre chose qu'un rendez-vous général de deux ou trois cent mille hommes qui traînent une immensité de caissons, de chariots de vivres, d'artillerie & d'équipages ; qui, s'ils se rencon-

trent, donneront ce qu'on nomme une *bataille*, où perſonne n'ordonne, & où peu ſçavent ce qu'ils font; ſinon trouvant une place devant eux, ils pointeront tant de canons contre, qu'ils la raſeront juſques à ce que capitulation s'enſuive. Chacun enſuite s'en retourne de ſon côté, moins ſçavant que le premier jour, juſques à l'été prochain où il en reviendra d'autres; car ceux-ci mourront tous pendant l'hiver de cette fatigue inuſitée. Heureuſement au bout de 4 ou 5 ans on fait un traité où jouant à qui perd gagne, tout ſe retrouve à-peu-près comme il étoit avant qu'on eût commencé, & il arrive en effet, que ce n'eſt qu'à l'humanité en général qu'on a fait la guerre.

Il me paroît à craindre que la même manie ne gagne ſur mer, aujourd'hui qu'on commence à ſentir que c'eſt le véritable théatre de l'Empire & de l'interêt. Elle y ſeroit d'autant plus dangereuſe que des forces exorbitantes ſur mer ſont encore d'une plus grande conſom-

mation par dépérissement, que sur terre.

A entendre parler nos badauts, les Anglois ont aujourd'hui six cents bâtimens de toute espece armés en guerre, au moyen de quoi il nous en faudroit mille environ à nous proportion gardée, de façon que si chacun de son côté calculoit de la sorte, il n'y auroit peut-être pas assez de bois de construction aujourd'hui dans le monde, pour que chaque Puissance fût armée sur mer selon ses proportions réelles ou imaginaires. Tâchons de prendre un tarif plus raisonnable, & d'en établir ici les moyens.

Un peuple qui, pour faire la guerre, déserteroit en entier les campagnes & abandonneroit l'agriculture, n'auroit plus d'autre ressource que de faire comme les Suisses, dont le projet étoit de s'établir sur le territoire d'autrui lors de leur invasion dans les Gaules au temps de César. Mais cette ressource qui ne seroit pas, je crois, du goût des nations d'aujourd'hui,

ſeroit même prohibée à une Puiſſance maritime, attendu que les deſcentes ſont & toujours ſeront les plus infructueuſes des opérations de la guerre offenſive. Il eſt pourtant vrai qu'une telle Puiſſance qui met toutes ſes forces en armement de guerre, eſt préciſément dans le cas que nous ſuppoſions tout à l'heure, attendu que le commerce eſt aux forces de mer, ce qu'eſt l'agriculture aux forces de terre. Pour qu'une famille ne ſe ruine pas, il faut qu'à meſure que la dépenſe augmente, la recette augmente auſſi. Une nation n'eſt autre choſe qu'une grande famille, & ſes affaires ſont aſſujetties au même principe : en conſéquence l'objet d'une grande marine étant de protéger un grand commerce, elle opére directement contre ſon inſtitution, quand au contraire elle lui coupe les veines ; c'eſt l'égorgèr, que d'enlever tous les matelots pour des armemens forcés dont la moitié eſt toujours inutile. Vainement diroit-on que c'eſt un mal

indiſpenſable, & néceſſité par la folie de ſon voiſin ; cela peut-être ſur terre (& encore plus rarement qu'on ne penſe, ce que je prouverois aiſément ſi cela étoit de mon ſujet) mais jamais ſur mer. Si notre voiſin eſt aſſez fol pour s'enfler comme la grenouille, laiſſons-le crever de lui-même. Tout ici-bas a ſes proportions relatives, & qui en ſort perd en ſolidité ce qu'il gagne en étenduë.

Pour bien faire donc, il faut avoir une telle marine en temps de paix, que ſans augmentation elle puiſſe ſuffire en temps de guerre.

Cette partie du militaire a dans ce genre un avantage que n'a point l'autre. Les troupes de terre ne peuvent être exercées en temps calme que par des camps de paix ; exercice de pure montre, ou par les travaux publics, objets d'excellente utilité, mais qui, en endurciſſant le ſoldat, ne le forment point à ſon métier. Pour la marine au contraire, ſortir du port, c'eſt faire campagne ; les riſques & les tra-

vaux de la mer, les tempêtes, les changemens de climat, ſont ce qu'il y a de plus dur dans ce métier : il faut également alors ſçavoir manœuvrer ſelon le temps & les parages, voguer en eſcadre, ménager le vent, connoître les ſignaux & le reſte. La guerre n'ajoûte à cela que la néceſſité de faire feu, quand on rencontre l'ennemi. Une marine bien exercée eſt à demi invincible; les plus redoutables vaiſſeaux de la mer ſont ceux de Malthe, qui n'ont peut-être jamais attaqué leurs ſemblables.

Toute l'augmentation donc, que je voudrois à la marine en temps de guerre, ce ſeroit des lettres de marque aux armateurs. Ceux qui font votre commerce, & ceux qui pillent celui de l'ennemi, tendent au même but dans ces temps de calamité, & certainement le François aura toujours quinze & biſque ſur l'étranger au jeu de l'audace & de l'étourderie. Mais quant à votre marine, il faut que bornée à un point fixe, & proportionnée à

votre commerce, elle ne vous coûte ni plus de dépenſes, ni plus de ſoins, ni plus de projets quand il y aura des mutins ſur mer, que quand tout y ſera dans l'ordre & ſoumis à votre Empire, c'eſt-à-dire, au droit des gens. Ces deux points paroiſſent plus aiſés à preſcrire qu'à établir; mais comme, dans tout le cours de cet ouvrage, je n'ai mis en avant, autant que je l'ai pû, aucune allégation, que je n'en aie marqué le point & les moyens, je vais en ceci ſuivre la même méthode.

Il paroît difficile d'abord de fixer le point de proportion que j'ai établi ci-deſſus entre la marine & le commerce; mais ſans s'arrêter à cet égard à de vaines ſpéculations, j'ai tranſcrit ailleurs l'état de la marine de Louis XIV. dans les temps de ſplendeur, & ce qu'elle coûtoit armée par moitié chaque année. Il eſt aiſé de voir que les frais de cette marine ne ſçauroient être à charge à l'Etat; & les faits encore tout

vivants démontrent que ce ne fut point elle qui l'épuisa.

Quoi que l'exagération puisse dire aujourd'hui de la puissance navale d'Angleterre, les gens instruits conviendront, en revenant au vrai, qu'elle n'est pas plus forte, que ne l'étoient alors les forces combinées de la Hollande & de l'Angleterre, à qui nous tînmes tête avec supériorité. Si la derniére s'est accrue, c'est aux dépens de l'autre. Je dis plus, c'est qu'en augmentant notre marine & conséquemment notre commerce, nous diminuerons celui de nos rivaux; mais en les supposant au point où ils sont aujourd'hui, tout homme sensé conviendra que nous disputerions au moins le terrein à l'Angleterre, si notre marine étoit sur le pied où elle fut en 1681. Prenez garde en outre que, selon le plan proposé dans le Chapitre précédent, un point qui nuisit extrêmement dans le siècle passé à nos plus belles opérations de mer seroit corrigé, je veux dire le manque de ports en plusieurs endroits, & sur-

tout dans la Manche. La Hogue, Cherbourg & autres, devenus de beaux ports, feroient une bride toujours préfente à nos ennemis, & des retraites aſſurées contre les revers de la guerre & les inconvéniens de la mer.

Si à cet avantage & aux forces établies ci-deſſus, vous ajoûtez encore les forces auxiliaires que vous aſſurera le titre toujours exactement ſuivi & reſpecté dans toutes vos démarches de protecteur du droit des gens, j'oſe répondre que vous dominerez ſeul ſur les mers, tant que vous ne perdrez pas de vuë l'objet réel de cet Empire. Cet objet, je le répete, doit être de tenir libre cette campagne commune, de façon que l'induſtrie & le travail y puiſſent tout, & la violence rien.

C'eſt ce point de vuë, dont il ne faut s'écarter en aucune ſorte pour quelque intérêt national que ce puiſſe être; à ce prix vous dominerez. Dans le cas contraire, vous rentrerez bientôt dans la claſſe

des accidens. Je ne fais point de plan pour l'injuſtice & pour la force, ce n'eſt pas la peine; on peut ſeulement prédire, en vertu du même don qui fait que le diable eſt quelquefois prophete, c'eſt-à-dire, par une conſtante expérience du paſſé, que des plans deſtructeurs auront toujours une mauvaiſe fin, quelle que puiſſe être l'intelligence & l'habileté qui les conduiſe & qui en déguiſe les reſſorts. Quant au plan de la protection univerſelle du commerce, j'en établirai les moyens dans le Chapitre ſuivant.

A l'égard de ce que j'ai dit qu'il faut que la marine ne coûte pas plus de dépenſe, de ſoins & de projets en temps de guerre qu'en temps de paix, on ſent, quant à la dépenſe, que puiſqu'elle devoit être armée par moitié chaque année dans la paix, il n'y a d'augmentation à cet égard que celle de l'armement entier dans le cas de néceſſité; ce qui n'eſt pas un objet comparable à toute autre dépenſe de la guerre en quelque genre que

ce puiſſe être. Par rapport aux plans & aux projets, ſi l'on en ſuit de bons en temps de paix, il y aura peu de choſe, ou rien à y changer en temps de guerre.

En effet, quel doit être le but de vos eſcadres de haut bord en temps de paix ? C'eſt de paroître chaque année dans les trois mers, l'Océan, la Méditerranée & la Baltique, d'y faire montre de votre puiſſance & de votre ſouvenir, d'y recevoir les plaintes de vos commerçants & d'en vérifier l'objet, d'examiner la conduite des prépoſés à l'agence du commerce, de rehauſſer la conſidération de nos Miniſtres dans les pays étrangers, de faire paroître en tous lieux une jeune & floriſſante Nobleſſe qui par ſes manières généreuſes ſe fera des amis, dont le parti François ſera groſſi, de ſe montrer enfin en état de redreſſer les torts & contraventions, tant les nôtres que celles des étrangers, toutes choſes néceſſaires pour faire reſpecter le pavillon François, c'eſt-à-dire, la na-

tion. D'autre part, quel peut-être l'emploi de vos eſcadres légeres? C'eſt de faire d'abord les mêmes choſes dans le nouveau monde & les colonies, d'en établir la correſpondance directe avec la Cour, d'y porter les ſecours d'hommes, d'outils & de munitions néceſſaires, de viſiter les côtes pour veiller de toutes parts au maintien de l'ordre, à l'appui des nouveaux établiſſemens, au ſecours du foible, à l'encouragement du colon, à la liberté du commerce &c. autant au Levant & ſur les côtes de Guinée. Or je demande ſi, au temps de guerre, il y aura rien à ajoûter à ces différentes deſtinations, ſi ce n'eſt une ſorte de plan, pour que les eſcadres parties des divers ports puiſſent ſe donner la main en cas de beſoin, & marcher en force quand il ſera néceſſaire.

Vainement projetteriez-vous de les faire ſervir à des expéditions de terre, le ſuccès de ces ſortes d'entrepriſes mis en balance avec ce qu'ont coûté celles même qui ont

été les plus heureuſes, devroit avoir déſabuſé l'Europe entiére de ce genre de projets. Voulez-vous entreprendre ſur les établiſſemens de vos ennemis ? Renforcez vos colonies ; qu'elles agiſſent dans le Continent, & que vos eſcadres n'aient d'autre emploi dans ces ſortes d'expéditions, que de convoyer les bâtimens deſtinés au tranſport des troupes aux lieux où elles ne peuvent arriver que par mer, comme, par exemple, en Terre-Neuve ; & de bloquer enſuite les ports des lieux contre leſquels on voudroit agir.

Une marine militaire fixée & entretenue au point où étoit celle de Louis XIV. ſuffiroit pour remplir tous ces objets également vaſtes & indiſpenſables ; & maintenue dans l'eſprit militaire, brillant, audacieux, & déſintéreſſé qui s'eſt toujours conſervé dans ſon ſein, paſſeroit ſur le corps à tous les marchands de l'univers mis en colére. Ce n'eſt pas que je prétende dire que les Hollandois autrefois, &

les Anglois aujourd'hui n'aient été de braves & redoutables ennemis. L'air de la mer, & l'habitude de ſes périls indépendants de la guerre endurciſſent l'homme, & le rendent en conſéquence propre à cette profeſſion ; mais la pauvreté volontaire ou habituelle d'une part, de l'autre cette élévation & ces vuës que donnent le métier excluſif de commander & de combattre, ſe trouveront dans un corps de marine uniquement militaire, & lui donneront, ſoit dans les plans, ſoit dans l'exécution, le même avantage ſur les marines marchandes, qu'a l'oiſeau de proie ſur une poule qui défend ſes petits.

J'ai rempli à-peu-près l'objet de mon titre, moins en détail que je n'aurois pû ; mais autant que j'ai cru le devoir pour faire appercevoir ſur cette matière tout ce qu'il eſt néceſſaire d'en montrer au public. La néceſſité de la marine eſt un point dont tout le monde convient. Les moyens de la rendre floriſſante, qui paroiſſent ſi ſimples

dans mon énoncé, renferment néanmoins tous les ſoins de détail qui doivent concourir à cet objet d'importance premiére. Quant à ceux de la borner, je me ſuis preſcrit de n'indiquer que le point où l'on doit s'en tenir, & l'emploi qu'il en faut faire : je n'ai pas voulu aller plus loin.

On me demanderoit peut-être plutôt les moyens de la porter à ce point ; mais en ce cas on ne m'a guères lû, ni dans l'énumération des frais de la marine de Louis XIV. citée d'après Dutot, ni dans les effets que j'ai démontré devoir réſulter d'une agriculture animée, honorée & protégée, d'une vivification intérieure portée au plus haut point, de l'immenſe population qui doit être la ſuite de ces choſes, & de l'induſtrie prodigieuſe qui naît de celle-ci ; ſi l'on ajoûte à ces reſſources celles qui naîtront du rétabliſſement des affaires de l'Etat par le baiſſement des interêts & l'extinction des rentes, la diminution des dépenſes

de l'extraordinaire des guerres, au moyen d'un ſyſtême de conduite qui nous conciliera l'eſtime & l'amitié de ceux de nos voiſins qui ſeront hommes, & nous mettra à même de mépriſer les turbulents, on verra que ſelon ce plan nous devons être ſi forts, qu'une telle marine ſeroit plutôt pour nous un exemple de modération, qu'un effort.

Je vais toutefois à tant de reſſorts naturels, & qui naiſſent de la choſe, en ajoûter encore un, le plus fort de tous, & dont les moyens de détail nous ſont étrangers ; c'eſt ce que nous verrons dans le Chapitre ſuivant.



CHAPITRE V.

Des Prohibitions.

C'Est ici la manie universelle de l'humanité, & l'article sur lequel, à mon sens, tous les Gouvernemens du monde s'éloignent le plus de leur objet.

Utilité générale & particulière réunie, objet de toutes bonnes loix.

Celui de toutes bonnes Loix, telles qu'elles puissent être, est l'utilité générale & particuliére, réunies ensemble. C'en est-là le vrai type dont il ne faut jamais s'écarter, & cette régle seule peut nous garantir des écarts de l'imagination & de l'irrésolution de l'esprit dans une matiére d'une importance absolue, & sur laquelle on a tant erré.

Un nombre de législateurs, une infinité d'auteurs politiques ont réfléchi, ordonné, écrit sur cette matière; ils n'ont trouvé que vuide, écarts, inconvéniens naissants des remedes apportés à d'autres inconvéniens,

véniens, erreur enfin, en proportion de ce qu'ils se sont écartés de ce principe simple & général. Un grand génie entre autres a de nos jours développé l'immense tissu des Loix connues jusques à nous, a recherché leur esprit & leur convenance, leurs propriétés selon les différents genres de Gouvernement, leur utilité selon les différentes classes d'hommes, leur possibilité selon les divers climats. Personne ne respecte plus que moi le génie vivifiant, l'utile & vaste érudition, l'heureuse & malléable imagination de cet homme célèbre. J'admirai des premiers l'humanité de ses principes, la fermeté philosophique de son esprit, le feu de son style &c. mais je trouvai, comme bien d'autres, que lorsqu'on veut suivre ce grand maître, & que desireux du bien, on espere le trouver sous de tels auspices, bientôt trop éclairé par son guide, on parvient moins à se consoler & à espérer, qu'à se rebuter. Ce grand homme au fond détruit bien plus qu'il n'édifie,

montre le mal par-tout, & ne dit pas où seroit le bien. Ses partisans outrés alleguent sur cela qu'il n'ose tout dire, & je réponds que c'est lui faire tort que de lui supposer une crainte basse à laquelle il s'est montré fort supérieur. Il a rendu en cela justice à son siècle ; mais si j'ose porter un œil d'Artiste sur les images des Dieux, je dirai qu'à force de considérer l'humanité dans la corruption de sa conduite, il devint moins propre à l'envisager dans la pureté de son institution. Tout homme, quelque supérieur qu'il ait pû être, eut son défaut ; le sien fut d'aimer trop les objets compliqués, & de ne pas assez en revenir au simple qui est le vêtement de la vérité.

Je le répete, l'esprit des bonnes Loix n'est autre chose que l'utilité générale & l'utilité particuliére, combinées & réunies. Considérons les loix primitives de l'humanité, celles de la nature qui, à la reserve des ordonnances de culte & de la soumission de l'esprit, renferment tou-

tes les loix de la Religion ; parcourons, dis-je, la totalité de ces loix ; je défie qu'on m'en montre une ſeule qui, en faiſant le bonheur de la ſociété, ſacrifie à l'interêt général l'avantage perſonnel de quelque particulier. Le reſpect, la ſoumiſſion & la reconnoiſſance pour l'Etre Souverain (ce qui, je crois, compoſe en totalité l'amour de Dieu qu'on nous recommande) l'amour de ſes ſemblables, le reſpect filial, la tendreſſe pour ſes proches, les vertus enfin qui poſent les premiers fondemens de la ſociété, n'ont aſſurément rien d'excluſif pour aucun de ſes membres. Je puis en dire autant de celles qui en étendent & conſolident l'établiſſement. L'amour de la patrie, l'attachement au Gouvernement, toutes les vertus enfin qui conſtituent les mœurs, ſont auſſi avantageuſes au moindre des individus qui compoſent la ſociété, chacun à par ſoi, qu'elles le peuvent être aux têtes qui ſe trouvent les plus privilégiées par ſes arrangemens intérieurs.

C'eſt ce que j'avance ſans crainte ; & déſirant même d'être démenti ; parce que la preuve par les détails qui ſeroit étrangére à cet ouvrage, ne donneroit que plus de jour à la vérité la plus eſſentielle en morale & en politique.

Quelques Ecrivains imbus des maximes d'indépendance ou d'oppreſſion qui regnent de nos jours, (car ces deux extrémités ſe touchent) ont prétendu trouver dans les priviléges de certains ordres & corps de l'Etat, une infraction du droit commun qui donne à tous les hommes une égale part aux avantages de la ſociété. Ce ne peut être qu'un aveuglement abſolu, ou une malignité qu'il n'eſt pas permis de ſuppoſer ſur de ſimples indices, qui confonde ainſi les êtres moraux & phyſiques, & prêche le renverſement de tout ordre ſous prétexte de vouloir en rétablir les droits. Chaque individu a ſans doute un droit égal aux avantages de la ſociété en proportion de ce que comporte la poſition où il a plû au ciel

de le faire naître. Le même ſoleil eſt pour tous, & perſonne n'a droit de nous en ôter la jouiſſance; mais l'un a les organes vifs, l'autre les a foibles, ſans que cette diſparité mette le dernier dans le cas de murmurer. L'inégalité du partage eſt même infiniment moins excluſive dans les biens de la fortune, que dans les dons de la nature. Les premiers entraînent avec eux leurs charges, impoſent des devoirs, néceſſitent des ſoins, & une ſorte d'eſclavage qui compenſe les beſoins de la médiocrité la plus rétrécie. Plus on eſt élevé, moins on eſt libre, quand on fait ſon devoir; plus on eſt infame & malheureux, quand l'on y manque.

L'inégalité des conditions, & les priviléges attachés aux premiers rangs du bâtiment politique ne choquent donc point les bonnes loix; car s'il en étoit autrement, nulle ſociété ne pourroit ſubſiſter que contradictoirement aux loix de la nature, puiſqu'il n'en peut exiſter aucune ſans Hiérarchies plus ou

moins multipliées, plus ou moins privilégiées en proportion de l'étendue de l'Etat, c'est-à-dire, du territoire de la société.

Je n'ai point de droit au bien d'autrui, mais j'ai droit à tout le mien. Ce *mien* est l'univers entier, comme si je sortois de l'arche, pourvû que je n'employe pour l'acquerir aucun des moyens proscrits par la Loi naturelle. On sçait qu'elle est toute renfermée dans ce grand principe, éternel comme la vérité dont il énonce une portion, *ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrois pas qui te fût fait.* A cela près je puis & dois me procurer à moi, & à toute la société dont je fais partie tous les avantages que mon esprit peut appercevoir. que mon activité peut atteindre, que mon industrie peut faire valoir.

L'étenduë de ce devoir, ainsi que ses bornes, sont les mêmes pour tous les hommes depuis le premier jusques au dernier; je dirois depuis le sceptre jusqu'à la houlette, si selon mes principes,

tout ſceptre ne devoit ſe terminer en houlette par un bout.

Ce peu de principes établis jetteront une vive lumiére ſur la nature des prohibitions, & feront diſcerner aiſément celles qui ſont permiſes d'avec celles qui ſont injuſtes. Mon plan n'eſt aſſurément pas de faire, en quelque partie que ce puiſſe être, un traité de morale. Je ne parle que de l'interêt. On ne ſçait, ou du moins on ne répete que trop aujourd'hui que tout ce qui n'eſt pas vraiment équitable, n'eſt jamais véritablement profitable auſſi. Ce principe de toute vérité ſert de plaſtron à bien des gens qui veulent paroître ce qu'ils ne ſont pas. Ils répetent hautement que ce n'eſt que faute de calcul qu'on eſt injuſte, eſpérant perſuader par-là qu'il ne faut les examiner que du côté de l'eſprit qui eſt leur fort, & non de celui du cœur qui eſt leur côté foible. Mais ici je n'établis rien que je ne le raiſonne du moins ſelon ma portée; & ſi quelquefois une ſorte de

morale perce dans cet ouvrage, ce n'eſt jamais que pour démontrer des vérités politiques.

Le monde encore dans ſon enfance en matière de Gouvernement.

C'en eſt une, que le monde eſt encore dans ſon enfance en matière de Gouvernement. Je n'imagine pas avoir montré juſques ici aſſez de préſomption, pour qu'on m'accuſe de m'élever un autel de nuées ſyſtématiques, devant lequel j'immole tous les légiſlateurs préſents & paſſés, me croyant ſeul chargé d'une miſſion expreſſe pour annoncer à l'univers que tous les hommes qu'il a révérés n'avoient nulle idée du terrein ſur lequel ils jettoient les fondemens des édifices qui ont ſubſiſté & ſubſiſtent encore aujourd'hui. De toutes les ſotiſes répandues ici-bas & ſur leſquelles j'ai *légitimé* au moins auſſi avantageuſement qu'aucun autre, l'aveugle préſomption eſt une de celles que j'ai le plus oubliées. Je crois donc fermement que les différences du juſte & de l'injuſte euſſent été le pivot des opérations de tous les légiſlateurs, ſi les hommes étoient

une pâte docile dans les mains de ceux qui les gouvernent. Mais il s'en faut bien qu'un génie ſupérieur ne ſoit le maître de faire recevoir les meilleures loix préciſément parce qu'elles ſont telles. Le tempérament d'un peuple, les uſages, le climat, & tant d'autres matériaux étrangers à la conſtitution de la choſe en elle-même, mais dont l'habitude a fait une ſeconde nature, entrent néceſſairement dans la compoſition des arrangemens de la ſociété, & un homme ſage ſe voit réduit à ne lui donner que les loix ſouvent informes qu'elle eſt capable de ſupporter. Solon le diſoit en parlant de ſes Athéniens, & le plus grand des exemples nous a fait voir que cette barrière inſurmontable aux vuës de l'équité, eſt invincible pour la Divinité même, ſans détruire le libre arbitre de l'homme & conſéquemment toutes les loix.

Il n'eſt donc pas étonnant que toutes les légiſlations, dont nous avons connoiſſance, ſoient très-imparfaites, & l'on n'en doit pas

moins admirer la supériorité d'esprit & de vuës de ces génies privilégiés qui ont sçû amener des hommes indociles & accoûtumés à la licence, les amener, dis-je, au point de subir la contrainte des loix.

Si ces hommes qui se sont acquis tant d'autorité, & qui venus, pour ainsi dire, à propos dans le monde, sçavoient si bien profiter de la disposition de leurs compatriotes vers la lassitude de l'anarchie pour se les soumettre, n'ont pû pousser cet Empire jusques à rétablir dans la police intérieure la Loi naturelle dans toute sa pureté, devons nous être surpris que cet effort ait été impossible aux législateurs du second ordre, à qui il n'étoit permis que de réparer ou orner en détail un bâtiment déja construit, & dont on n'eût pû reprendre les fondemens, sans risquer d'entraîner la ruine de l'édifice ?

La force seule ou d'esprit ou de corps a fondé les Empires, *igitur,*

initio reges (nam in terris nomen imperii id primum fuit ,) diversi, pars ingenium, alii corpus, exercebant. La force de corps regne sur la servitude , celle d'esprit sur la superstition. La plûpart des fondateurs des nations ont réuni ces deux moyens , chacun en proportion des circonstances. L'un & l'autre sont propres à préparer l'esprit des hommes , & à les rendre capables de recevoir de bonnes loix , mais ils ne sçauroient en produire. Il s'ensuit de-là que fonder un Empire & lui donner des loix, sont deux opérations tellement distinctes, qu'elles appartiennent nécessairement à deux hommes différents.

En supposant que Guillaume le Conquérant eût eu le génie de Charlemagne, & qu'ayant détruit la nation dominante en Angleterre, il eût cherché à rendre heureux les peuples de ses nouveaux Etats, que Platon se fût présenté , & que le Prince , renonçant à tout autre avantage de sa conquête qu'à celui de bienfaicteur, n'eût conservé de

sa puissance que ce qu'il en falloit pour appuyer le nouveau législateur jusques à ce que l'habitude eût forcé ces hommes grossiers à vouloir être bien ; ces deux hommes réunis auroient pû fonder un Etat, & lui donner des loix : mais si la refonte & l'assemblage des idées Platoniciennes combinées d'une part avec les préjugés de la Chevalerie, la loi des serfs, l'amour de la guerre, l'orgueil de la victoire &c. si l'union, dis-je, de toutes ces choses paroît former une hypothèse monstrueuse, c'est toutefois précisément l'image d'un Conquérant législateur. En effet, les idées folles & les préjugés inhumains des premiers sont aussi inhérents à l'esprit de conquête, que les lumiéres pures de justice & d'humanité sont nécessaires à l'esprit de législation.

N'en déplaise donc aux Historiens de Cyrus & de Sesostris, qui ont fait des modèles plutôt que des copies d'après nature, je mets en fait que ces deux rolles n'ont jamais été réunis. Romulus fonda

Rome; Numa Pompilius lui donna des loix. Cette alternative de deux hommes indiſpenſablement néceſſaires à l'établiſſement d'un Etat, répétée dans leurs ſucceſſeurs fut peut-être, humainement parlant, le principe réel de l'inébranlable ſolidité de cet Empire.

Si donc on a dit avec raiſon, que tout projet de régénération dans quelque partie du corps politique que ce ſoit, & par conſéquent dans la maſſe entiére, doit avoir pour objet de ramener la choſe publique à ſes principes fondamentaux, c'eſt ſeulement des loix d'inſtallation dont on a voulu parler & non des loix d'Ordonnance & de diſtribution, puiſque ces derniéres n'exiſtoient pas; je m'explique. Une nation qui originairement militaire pencheroit par la corruption de ſes principes à devenir commerçante ou uſurière, c'eſt-à-dire, où la prééminence paſſeroit du premier de ces états au dernier, tourneroit viſiblement vers ſa décompoſition, & conſéquemment le but du regé-

nérateur devroit être de la ramener à ſon ancien eſprit; c'eſt ce que j'appelle loix d'inſtitution. Mais ſi de-là nous paſſons à rechercher ſes loix fondamentales que j'appelle loix d'Ordonnance & de diſtribution, ce n'eſt point dans ſon origine que vous les trouverez ; à peine chaque ſiècle vous en préſente-t-il quelqu'une de celles qui ont mérité ce grand nom par une utilité éprouvée.

Cette diſcuſſion nous meneroit loin, & me jetteroit inſenſiblement hors de mon ſujet. Ce que j'en ai dit ſuffit pour faire ſentir 1°. qu'il n'eſt rien d'immuable & de toujours bon dans les inſtitutions humaines; rien qui puiſſe conſtamment ſervir de point de ralliement dans les écarts où le relâchement des reſſorts politiques peut entraîner ceux qui en ont le maniement. 2°. Que la diſtinction du juſte & de l'injuſte eſt la ſeule bouſſole qui puiſſe diriger de bonnes loix. 3°. Qu'il ne ſçauroit y avoir d'état & de ſociété, dont un grand nombre de loix de

distribution ne puisse être réformé sur ce principe ; & que ce n'est point innover, mais consolider & fonder. 4°. Qu'il est toujours temps de s'appliquer à cette sorte de travail, autant que les circonstances peuvent le permettre.

En quel tems un Souverain peut sans crainte être législateur.

Si jamais cependant un Souverain peut sans crainte entreprendre les nobles fonctions de législateur, c'est lorsque son Gouvernement est tellement autorisé par l'habitude, l'amour & le respect, que non-seulement il regne de fait sur les biens & sur les vies, mais encore sur les opinions. Or, en aucun temps du monde, toutes les conditions renfermées dans cette définition ne se sont trouvées réunies en faveur du Gouvernement dans quelque Etat ou société qui puisse avoit subsisté, comme elles le sont aujourd'hui en France.

La nation entiére semble avoir identifié ses interêts, sa gloire, ses notions enfin de tout genre en une seule personne, *le Roi*. Justice, police, finance, commerce, ma-

rine, pavillon, militaire, places, artillerie, villes, bourgs, hameaux, territoire, habitans, tout eſt au Roi. Cette façon de ſentir fut de tout temps naturelle au François; mais autrefois, quoique le Prince fût comme aujourd'hui le ſoleil unique de ſon tourbillon, les Grands, ſemblables à une glace, recevoient la lumiére d'un côté pour la réfléchir de l'autre : aujourd'hui, tels que l'Héliotrope, tout leur luſtre, tous leurs efforts ſont tendus vers l'aſtre bienfaiſant, ils ne ſont rien que par-là, & languiſſent loin de ſa vuë.

Cette réunion de toutes les parties d'un Etat en un point unique ne reſſemble pas non plus à l'engourdiſſement de l'eſclavage établi par le déſpotiſme chez d'autres nations. Le François trop inappliqué, trop vif pour rien craindre à l'excès, propre à tous climats, prêt à toute entrepriſe, plante naturelle du ſol de la légereté & de l'eſpoir, ne ſçauroit être réduit en eſclavage.

En ſuppoſant qu'on me diſputât cette induction phyſique, j'en allegue une preuve de fait. Nous imaginons, nous combinons, nous inventons, nous exécutons avec vigueur non-ſeulement dans le détail de nos petits interêts, mais en grand : nous ne ſommes donc point aſſervis, quoique nous ſervions. Un temps viendra peut-être où la Cour ſera foible, tremblante, irréſolue, partagée de cabales qui prenant l'eſſor au-delà de ſon interieur porteront ſur les affaires publiques ; le terrein y ſera difficile, le climat orageux, l'aſpect changeant ; on s'écriera alors au déſpotiſme, & c'en ſont en effet les ſimptômes. Mais ſi voyois ce temps (dont Dieu me préſerve) je dirois le déſpotiſme eſt là, mais ce n'eſt point à lui que la nation obéit, c'eſt à ſon Prince légitime & cher que ce phantôme cache à ſa vuë, mais qu'il ne peut dérober à ſon cœur. Ne préſageons point des temps fâcheux quand la Providence nous en accorde de fa-

vorables. Il eſt de fait que le Prince peut tout à préſent en France ſur les eſprits; c'eſt aſſez pour autoriſer un citoyen à mettre au jour celles de ſes idées qu'il croit pouvoir ſervir à l'avantage public. Les plus vagues imaginations peuvent avoir quelque utilité, quand des vuës ſupérieures daignent les digerer & les réduire.

Il s'enſuit de ce que deſſus, qu'il n'eſt édifice politique ſi bien conſtruit, qu'on ne trouve dans ſon architecture des marques de l'antique barbarie de ſes premiers conſtructeurs. Il en reſulte encore que l'attention d'unGouvernement éclairé doit ſe porter toujours à réformer ces reſtes difformes & déshonorants, & que le juſte & l'injuſte ſont le ſeul point ſur lequel cette attention puiſſe diriger ſes vuës ſans crainte de s'égarer dans le Dédale des contradictions humaines. Il eſt évident enfin que ſi jamais aucun Gouvernement fut, par la qualité des acceſſoires, libre de travailler à cet ouvrage utile avec

certitude de la facilité dans l'exécution, c'eſt le nôtre aujourd'hui. Ce préambule pourroit ſervir d'introduction à un plan de réformation, c'eſt-à-dire, de diſcours de réception aux Petites-maiſons. Mais on ſçait par quelles gradations je me trouve en ce moment docteur *in utroque jure*. Je ne ſuis dans le principe que populateur ; mais la population, quoiqu'un miracle continuel de la Providence, eſt néanmoins ſoumiſe aux arrangemens du Gouvernement.

Tant que les hommes ont eu de la terre pour s'éloigner les uns des autres, la population a pû s'étendre malgré les efforts deſtructeurs des paſſions humaines ; mais cette reſſource eût été bornée & bientôt épuiſée ſans celle du travail & de l'induſtrie. En effet, toutes les premiéres peuplades étoient de paſteurs ou de chaſſeurs. Eh ! combien peu d'hommes nourriroit la terre, ſi elle n'offroit à notre ſubſiſtance que ces ſecours-là ! Nous les avons multipliés à l'infini par

l'agriculture, & c'eſt le premier des moyens; j'en ai traité dans ma premiére Partie. L'induſtrie eſt le ſecond: celle-ci ſe diviſe en deux branches, induſtrie domeſtique, & induſtrie étrangére: j'ai parlé de la premiére dans ma ſeconde Partie. Comme elle eſt entiérement aſſujettie aux reſſorts de protection & d'encouragement qui partent des vuës du Gouvernement & de ſon régime intérieur, j'ai été néceſſairement forcé à toucher cette corde-là, mais je l'ai fait légèrement & avec le reſpect que doit un citoyen à l'autorité qui le protege, & à laquelle il doit ſa sûreté. Dans cette troiſiéme Partie où je traite de l'induſtrie étrangére, je me trouve obligé, par la même continuité de chaînons relatifs, à devenir Politique, comme j'étois Magiſtrat ci-devant. Tel eſt le principe & la gradation de toutes mes prétentions. J'acheverai ma carrière, parce que je l'ai commencée; mais quand ma miſſion volontaire ſera finie, reprenant, comme Eſope,

mon ſarot & mes ſabots, je réſignerai toutes mes Charges, & redeviendrai gros Jean comme devant.

Cependant croiſſant de la ſorte à chaque inſtant en dignités, mes devoirs augmentent proportionnément en étenduë. J'ai cru, par exemple, pouvoir ſous-entendre dans la ſeconde Partie tout ce qui ſe rencontroit de relatif ſur le terrein que je parcourois alors, au Chapitre des prohibitions que je traite en ce moment.

Ce n'eſt pas que je ne ſçuſſe bien qu'avant que d'entreprendre de faire reſpecter le droit naturel dans l'univers, il ne fallût commencer par le faire regner chez ſoi. Sans ſortir des régles de prudence & de conduite que je me ſuis preſcrites, je pouvois, je devois peut-être rappeller combien de monumens de l'antique barbarie ſont encore vivants parmi nous. En déſignant les gabelles &c. je n'aurois pas craint qu'on m'eût accuſé de vouloir tarir les ſources des revenus

du Prince & de l'Etat. On ſçait comment j'ai parlé ſur les impôts, & l'on n'imagine pas que je ſois aſſez peu fécond pour ne pouvoir remplacer un filet impur autant que foible de finance par dix autres trois fois plus abondants, & dont l'établiſſement & le régime conformes au droit naturel, rentreroient pour le fond dans le grand principe que j'ai établi, qu'il faut que tout ici-bas donne en proportion de ce qu'il reçoit. Combien d'abus de régime compliqué, & de police recherchée n'aurois-je pas pû attaquer, & j'oſe dire, démontrer ridicules par le fait encore plus que par le raiſonnement; les priviléges & maîtriſes de corps & métiers, par exemple, tyrannie de détail & couvre-feu de l'induſtrie, & tant d'autres qui ſe ſont gliſſés dans la police; & y ont établi les plus criants abus du monopole ſous le prétexte de déraciner ceux de la liberté.

J'ai cru devoir omettre tout cela, tant pour éviter de choquer

l'interêt particulier, que pour ne pas m'engager dans des discussions qui demanderoient des volumes. J'ai d'ailleurs toujours craint de m'ériger en censeur public; mais ce qui eût peut-être soulevé bien des gens, si je l'eusse entrepris dans le détail, on me pardonnera de le tenter en grand. Ce n'est-là le territoire que d'un petit nombre de gens moins sujets à se passionner, & qui entendent raisonner les Auteurs politiques & moraux à peu-près, comme le vent souffler. *Laissons-les dire, pourvu qu'ils nous laissent faire*, est leur devise. Eux & moi, nous nous sommes partagés ces deux genres de travaux, & il n'y a pas d'apparence que nous nous gênions réciproquement dans nos fonctions.

Me contentant donc à l'égard des prohibitions domestiques d'avoir dit qu'il est toujours nécessaire de déraciner dans l'interieur de l'Etat tout ce qui y subsiste de contraire au droit naturel, & que jamais les circonstances, qui peuvent concourir

à déſigner le temps opportun pour des changemens, ne furent plus favorablement réunies qu'elles le ſont aujourd'hui parmi nous, je paſſerai aux prohibitions étrangéres.

Parcourons les différens tarifs établis dans les ports de toutes les nations de l'Europe: retrouvons les traces premiéres de cette abſurde & ſcélérate ſcience qui bientôt a ſerpé dans tout l'univers au détriment de tous les peuples : cherchons dans les traités les monumens des travaux & des fineſſes de la politique pour tourner à ſon avantage ce moyen décevant de proſperité excluſive : voyons dans les états de finance ce revenant-bon de la barbarie & de l'oppreſſion ſur la civiliſation & la liberté ; ce recueil immenſe, cet arſenal de traits lancés & renvoyés contre l'humanité en général ne ſeroit encore qu'un petit échantillon du nombre d'empêchemens que l'eſprit excluſif & d'interêt a répandus ſur la ſurface de la terre, pour gêner l'induſtrie

& la

& la communication néceſſaire entre les hommes, qui eſt l'eſſence du commerce. Ne diroit-on pas que nous ſommes au temps des brigands & de la barbarie, où l'on ne connoiſſoit d'aûtre droit que la force, & d'autre loi que la néceſſité, avec la différence que les petits brochets ont ſervi de pâture aux grands qui s'étant partagé l'étang, dominent chacun dans leur canton, & n'y veulent laiſſer engraiſſer que ceux qui vivent ſous leur protection, & qu'ils ſont ſûrs de dévorer plutôt ou plûtard, ſelon leur appétit ou leurs beſoins.

Prohibitions, invention plate & fautive.

Quand l'imaginative de charger de droits une ſorte de marchandiſe qu'on veut diſcréditer, ſeroit auſſi recherchée & ſûre qu'elle eſt plate & fautive, tout homme d'Etat eût dû la rejetter, par l'idée ſeule que l'invention n'en peut être ſecrette, ni le principe excluſif. Vous impoſez ici, l'on vous rend la pareille ailleurs: l'induſtrie y perd de toutes parts; mais le plus grand déſavantage eſt pour celle des deux nations

qui eſt la plus prompte à ſe rebuter, la plus opiniâtre à conſommer, & dont le genre d'induſtrie eſt de la néceſſité la moins abſolue. D'après ce principe inconteſtable, je laiſſe à juger ſi nous gagnons plus que d'autres à cette méthode deſtructive.

Je ſçais tous les *ſi* & les *mais*, dont les petits ſpéculateurs ont enluminé cette vaine ſcience. J'ai parcouru l'immenſe bibliothéque du pour & du contre, & c'eſt parce que je la connois, que dégoûté des ſinuoſités de ce Méandre, j'oſe affirmer que qui n'en ſçaura pas franchir les détours & tendre au-delà, ne fera jamais rien de grand ni de ſolide pour le bonheur de l'humanité. On doit ſçavoir de reſte de quel point de perfection eſt ſuſceptible l'action des reſſorts compliqués : ne voudra-t'on jamais connoître l'efficacité de ceux qui ſont ſimples ?

En cela, comme en toute autre choſe, je n'ai qu'un ſecret, mais je le crois bon : & comme je n'ai

juſqu'à préſent rien détruit que je n'aie mis quelque choſe à la place, je vais donner mon idée, qui n'eſt rien moins qu'impratiquable pour le Roi Paſteur.

Il faut ſe rappeller ce que j'ai dit : premiérement, que le commerce eſt à l'extérieur ce qu'eſt la vivification à l'intérieur ; ſecondement, que nous avons tous interêt à ce que nos voiſins tirent de leur territoire & de leur induſtrie toutes les reſſources poſſibles ; troiſiémement, que le commerce eſt de ſa nature incompatible avec toute autre domination que celle de l'induſtrie & du travail.

Raſſemblant en un point ces principes & les diverſes conſéquences que j'en ai tirées, quand je les ai traités chacun en particulier, ne pourroit-on pas ſe faire un plan général de débarraſſer l'induſtrie de toutes les entraves que lui ont donné de toutes parts l'aveugle cupidité & l'abus de l'autorité ?

J'ai dit ailleurs, que le Roi Paſteur commenceroit par dégager l'in-

térieur de ſes Etats de tant & tant d'obſtructions établies dans les temps où chaque partie de l'Etat avoit ſes fonctions à part, & ne concouroit à former un tout que dans certaines circonſtances preſque toujours au choix de ceux qui dominoient dans les Provinces. Si depuis, l'avarice du fiſc les a conſervées, on ſçait qu'il eſt preſque dans tous ſes calculs auſſi éclairé que le ſeroit le laboureur qui n'enſemenceroit pas ſes terres, de crainte de ſe priver de la portion de grains néceſſaires pour cela; mais le Roi Paſteur qui, par les vuës que j'ai détaillées ailleurs, n'a d'autre objet que d'établir une prompte & facile communication entre les différentes parties de ſon territoire, a fait tomber tous ces empêchemens, comme les barricades dans les ruës de ſa Capitale, & tout eſt déſormais libre dans l'intérieur de ſon Royaume.

Il a fait plus; conſidérant que ce ſeroit perdre une partie des avantages de la ſituation de ſes

Etats que de ne pas y offrir la liberté du *transit* aux marchandises & denrées des étrangers, dont la destination est au dehors de chez lui, & qu'il prive par-là ses sujets des profits du *nolis* du dépôt, des commissions &c. il leve de toutes parts les barrières, & presente à l'univers étonné les droits de l'hospitalité, les avantages d'une communication toujours aisée, & d'une police admirable dans ses Etats. Tant de bienfaits l'ont déja rendu l'idole & l'exemple de l'humanité; s'élevant alors de sa situation naturelle à cette nouvelle sphère acquise à si bon droit, il entreprend enfin de rendre universels tous ces avantages, & voici comment il y réussit.

Il propose d'abord à ceux des Etats commerçants, qui n'ont presque d'autres fonds que leur industrie, un traité de fraternité, portant suppression totale de tous droits d'entrées sur tout ce qui sera apporté dans les ports de l'une des Puissances contractantes par les sujets & vaisseaux de l'autre, de quel-

que nature qu'il puiſſe être, & de quelque pays qu'il ſoit apporté.

Certain d'avoir pouſſé chez lui l'induſtrie au point, que celle de l'Etranger ne lui damera jamais le pion, dès qu'elle aura le déſavantage des frais de tranſport, il levera toutes les défenſes & prohibitions de manufactures étrangéres pour obtenir les mêmes avantages chez les autres, & ne prohibera que celles de la fabrication des peuples qui n'auront pas voulu entrer dans le Traité.

Je ne crois pas qu'on imagine cette négociation bien difficile à conclure avec la Hollande, Hambourg, Gènes, & autres Républiques qui ont quelques vuës de commerce. Certaines Puiſſances du Nord, dont le Gouvernement eſt éclairé, y accéderoient bien volontiers auſſi : & s'il en eſt encore quelques-unes qui, par un bizarre aveuglement, renonçaſſent aux avantages du commerce, pour ſe conſerver cette deſtructive portion de leurs revenus qui provient des

droits d'entrée ſur les matières indiſpenſables à la conſommation de leurs ſujets hériſſés d'ignorance & de miſere, on pourroit ſe contenter d'un réglement de tarif univerſel & uniforme, immuable également & reſpectif, au moyen duquel on recevroit leur acceſſion.

Le ſiſtême de l'univers eſt changé.

Le ſyſtême de l'univers eſt changé: le monde entier eſt connu, & les irruptions des Barbares ne ſont plus à craindre, à moins que le malheureux ſyſtême d'interêt excluſif, dont la politique du commerce fait aujourd'hui la baſe de ſes ſpéculations, ne porte les nations policées à s'affoiblir réciproquement juſqu'à ce que quelque brigand ou chef de voleurs ſorti du fond de la Tartarie, dévaſte enfin le ſecond théatre de la proſpérité humaine, comme leurs pareils ont autrefois déſolé le premier.

Une ſemblable révolution n'a pas d'apparence. Si nos vuës de commerce & d'interêt ſont encore bornées, c'eſt qu'elles ſont bien modernes; mais les hommes vont

loin en peu de temps, quand une fois ils trouvent le fil de quelque connoiſſance nouvelle ; & puiſqu'il me vient à moi, qui m'avoue très-médiocre, des notions claires & neuves ſur des matières au-deſſus de ma portée dans la pratique, que ne doit-on pas attendre dans peu des vuës des vrais hommes d'Etat & de ceux que la Providence a doués d'un génie ſupérieur ? Il y a donc toute apparence que les hommes connoîtront bientôt leurs vrais interêts en ce genre, qui ne ſont pas plus difficiles à concevoir que ne le ſont les ſubtilités de détail dont on enveloppe cette prétendue ſcience. On peut conclure en conſéquence que les révolutions déſaſtreuſes, du moins celles dont les hommes ſont les auteurs, ſont bannies de l'univers.

L'art de l'Imprimerie a multiplié, communiqué & étendu les connoiſſances ; la découverte de la Bouſſole a facilité les communications ; celle de la Poudre à canon a égaliſé les forçes, & rendu la

férocité moins redoutable. Ces trois inventions aſſez voiſines l'une de l'autre, & qui ont entre elles des rapports de déſaſtre & d'utilité, forment enſemble une époque qui a changé la face du monde.

En tous les temps le commerce & l'empire de la mer ont élevé les peuples fort au-deſſus de leur ſphère naturelle ; mais les nations belliqueuſes, toujours ſûres de détruire leurs rivales commerçantes en les attaquant dans leurs foyers, pouvoient étouffer le commerce, & remettre l'empire aux mains de la force juſqu'à ce que, bannie par la proſpérité qui engendre la molleſſe, elle paſſât chez d'autres peuples pour regner de nouveau par leurs ſuccès. C'eſt ainſi que Lacédémone victorieuſe d'Athènes concentra le commerce & la politique des Grecs; que celui de Tyr ne fut plus que dans la mémoire des hommes, pour avoir oſé braver un Conquérant ; que Carthage qui couvroit preſque les deux mondes, diſparut & entraîna dans ſa

chûte le commerce de l'univers ; qu'Alexandrie enfin, étape du monde entier par sa situation & ses autres avantages, n'est plus qu'un monceau de ruines, pour s'être trouvée sur le passage d'un peuple, dont le cercle d'idées ne s'étend pas au-delà de l'esprit de conquête & d'oppression.

Depuis les découvertes ci-dessus, tout a changé de face dans le principe ; d'où la prudence humaine peut conclure que tout en changera dans les conséquences. Le commerce s'est partagé, l'ignorance n'a plus été comme autrefois la compagne de la force ; elle suit au contraire par tout l'abâtardissement & la langueur. L'empire de la mer a toujours à la vérité fait pencher la balance : cette vertu est son essence, & rien ne peut la lui enlever ; mais les nations policées ont toutes senti cette vérité, & cherché à enlever cet empire à leurs ennemis. L'Espagne que la Providence avoit destinée à subjuguer & ravager le nouveau monde, jouissoit à peine de la

domination des mers, qu'une poignée de ſes ſujets révoltés entreprit avec un courage merveilleux de la lui diſputer, & en vint à bout avec un ſuccès qui paſſa ſes eſpérances. De peuples proſcrits qu'ils étoient, ces favoris de l'induſtrie, devenus puiſſance importante, virent bientôt les Inſulaires leurs voiſins marcher ſur leurs traces, & leur faire d'un trait de plume la plus cruelle des guerres en pleine paix. La Hollande ſentit le coup tel qu'il étoit, & la plus acharnée des guerres maritimes alloit décider de l'empire diſputé, quand la France mêlée dans la querelle, d'abord comme alliée, & qui ſous ce perſonnage avoit attrapé une partie du gâteau, enſuite comme conciliatrice, devenue bien-tôt une rivale redoutable,

Peut-être troiſiéme larron,
Eût ſaiſi . . . . . .

ſi ſon maître, ſéduit par l'appas des circonſtances & par l'eſpoir de

reculer utilement ses frontières ; n'eût donné d'autres ombrages à l'Europe, & n'eût forcé la Hollande, par la crainte de ses propres foyers, de courir au plus pressé & de s'unir à sa rivale pour s'assurer contre un tel voisin. La continuation du mauvais systême volontaire de la France entraîna celle du mauvais systême forcé de la Hollande. L'étoile & les forces prodigieuses de Louis XIV. le maintinrent sur cet élément comme ailleurs ; ses ennemis devinrent, il est vrai, les propriétaires & les laboureurs de la mer ; mais il y campa toujours, soit en corps d'armée, soit avec des troupes légéres ; & quoi qu'on en dise, l'empire de la mer est non-seulement encore une chimère, mais même désormais une chimère impossible à réaliser. Vainement les Anglois prétendent ils en être aujourd'hui les maîtres : l'objet seul de s'y rendre les plus forts les oblige à des dépenses qui excedent leurs moyens, & les tient dans un état de contradiction qui ne peut

qu'entraîner un accablement abſolu. L'union de deux ou trois Puiſſances, même dans l'état actuel, les embarraſſeroit étrangement ; & de ces trois, il en eſt deux qui, ſi elles connoiſſoient leurs forces & prenoient les moyens véritables pour en rendre l'exploſion maritime, les réduiroient dans peu d'années à tenir dans l'Europe le rang qu'ils y ont tenu de tout temps, & qui eſt aſſez beau pour qu'ils puſſent s'en contenter.

Il réſulte de tout ceci, que ſelon les loix de la prévoyance fondée ſur le cours des choſes paſſées, les incurſions de la barbarie ne ſont plus à craindre pour le monde policé, du moins dans le genre dont l'Hiſtoire ancienne nous donne tant d'exemples, c'eſt-à-dire, de façon à s'établir ſur la ruine entiére de l'induſtrie & des arts, & que les parties qui déſormais tomberont en décadence, périront par des maux de langueur, dont pluſieurs cantons furent & ſont tour-à-tour attaqués.

La mer & les ſciences perpétuées ſauveront déſormais l'humanité du malheur de retomber en entier aux portes de l'abrutiſſement, & de recommencer les pénibles efforts de l'invention. Il réſulte encore que par un effet contraire, quoique rapproché dans le principe, la mer, & les ſciences perpétuées ſauveront pareillement l'humanité du joug de l'interêt excluſif qui n'eſt autre choſe au fond que la Monarchie univerſelle. Qu'arrivera-t-il donc du froiſſement continuel de cet interêt déifié de nos jours? Le voici. Il n'appartient qu'aux élémens arrangés expreſſément par une main toute-puiſſante pour ſe combattre ſans ceſſe ſans s'entre-détruire, de montrer à nos yeux ce miracle continuel; mais les cauſes ſecondes ne participent nullement à ce prodige: il arrivera donc entre les peuples qui ſe diſputent l'empire de la mer & le commerce excluſif, qu'épuiſés de toutes parts par des efforts exceſſifs, obligés de ſurcharger les peuples pour fournir aux frais d'une

guerre diſpendieuſe, & aux accès d'une émulation dégénérée en haine tantôt ouverte, tantôt couvée ſous la cendre, ils ſe dépeupleront réciproquement.

Ainſi que les meubles précieux, & après eux les rats & les reptiles même fuient d'une maiſon prête à tomber, les mœurs, les ſciences, les arts, l'induſtrie, & juſqu'aux moindres talens méchaniques, tout abandonne un Etat en décadence. Le nouveau monde offre à l'humanité exilée les mêmes avantages qu'elle trouvoit dans l'ancien; & ſi les hommes demeurent toujours auſſi barbares qu'ils le ſont encore, quelque jour ſes peuples diviſés, auſſi peu inſtruits par nos malheurs que nous le ſommes par ceux des pays où les Antiochus & les Ptolomées ſe faiſoient autrefois la guerre, ſe diſputeront avec acharnement les pelleteries de nos déſerts.

Le projet donc de fraternité entre les peuples commerçants, loin d'être idéal & imaginaire, eſt le

Syſtême de fraternité entre les peuples.

ſeul qui puiſſe remettre la cupidité à ſa place ; elle eſt bonne quand elle obéit, exécrable quand elle commande. De paſteurs des humains, les Souverains cupides en deviennent les bouchers : les uns & les autres conduiſent les troupeaux ; mais les premiers au pâturage, les autres à la mort.

Le Souverain, qui perſuadé de l'utilité & de l'abſolue néceſſité du traité général propoſé ci-deſſus, & que je ſuppoſe ici peu inſtruit de l'opiniâtreté des faux calculs de l'interêt, penſeroit d'abord que les plus grandes difficultés à l'exécution de ſon projet viendroient de la part des Puiſſances qui ne font aucun commerce maritime, & qui, accoûtumées à jouir des droits perçus ſur les marchandiſes que les nations induſtrieuſes apportent dans leurs ports, ne voudroient point borner à cet égard leur pouvoir, dans l'eſpérance d'obtenir les mêmes immunités dans une ſorte de commerce inconnu à leurs ſujets, ne doit point être arrêté par ces

foibles confidérations. J'ai dit ci-dessus par quel moyen on pourroit faire entrer ces Puissances dans nos mesures, en les modifiant en leur faveur; & je suis persuadé que si par une conduite toute contraire à celle des conseils de commerce d'aujourd'hui, & par une générosité que j'ai démontrée utile & nécessaire dans les premiers Chapitres de cette troisiéme Partie, au-lieu de chercher à perpétuer l'ignorance & la paresse des nations qui n'entendent ni le commerce, ni les manufactures, on les aidoit & encourageoit au contraire, par tous moyens, à établir chez elles l'une & l'autre de ces richesses, ces nations entreroient bientôt avec une confiance entiére dans toutes les vuës de leur bienfaicteur.

Peut-être que d'abord les plus grandes difficultés viendroient de celles des puissances commerçantes, dont l'ambitieuse cupidité est fomentée par l'orgueil, & servie par de grandes vertus de patriotisme, de constance &c. Une nation, qui

ſe laiſſe journellement bercer dans les écrits de quelques viſionnaires du faux eſpoir, qu'elle peut & doit envahir le commerce univerſel, & qui (je l'oſe dire, moi, l'ami du genre humain) autoriſe également la fraude & la violence, ou du moins la ſouffre dans ſes branches, pourvû que l'interêt de l'inſtant ſe trouve au bout; une nation, qui conſerve précieuſement dans ſes faſtes comme monument de la légiſlation la plus éclairée, & obſerve ſoigneuſement dans ſa conduite la teneur de l'acte le plus tyrannique qui jamais ait été propoſé à un peuple qui prétend s'unir à l'univers entier par les liens du commerce, cette nation, dis-je, pourroit bien enviſager comme formé contre elle un plan de liberté générale & univerſelle ſur la mer, & de communication libre & fraternelle entre tous les peuples. Il eſt pourtant vrai de dire que nulle part plus que chez ce peuple altier, il ne naît à la fois d'hommes ſupérieurs & clairvoyants en grand. Il eſt en conſéquence à

présumer que, dans l'hypothèse de l'exécution de tous les plans d'utilité & d'amélioration proposés dans mon ouvrage, ces hommes attentifs auroient dès long-temps examiné les opérations, & approuvé les vuës du Roi Pasteur ; que la nation entiére auprès de laquelle les bons conseils prévalent toujours à la fin, auroit antécedemment profité dans bien des détails des bons exemples de son voisin, & que par-là plus disposée à juger favorablement de ses projets, elle seroit plus susceptible de persuasion sur l'utilité de ceux auxquels son accession seroit nécessaire.

En la supposant dans cette disposition, je ne vois pas ce que des têtes sages pourroient opposer dans le Parlement d'Angleterre à la proposition d'accéder au traité de fraternité universelle en fait de commerce. Il seroit aisé de leur prouver d'abord que leur célèbre acte de navigation étoit une folie dans le temps même où il fut proposé, quoique les incidens qui porterent

alors d'un autre côté les vuës des Puiſſances étrangéres, en aient procuré le ſuccès. En effet, ſi Louis XIV. que les Anglois ont tant combattu, & qui les a ſi bien ſervis pendant tout le cours de ſon regne, n'eût attiré ſur lui la jalouſie & les craintes de l'Europe entiére ; ſi l'Eſpagne, la France, le Dannemarck, & la Suede ſentant comme on l'auroit dû les conſéquences de ſouffrir qu'une nation par un acte de commerce oſât déclarer toutes les autres peſtiférées pour ſes ports, & ſe réſervant le privilége de faire par-tout le commerce en toute eſpece de denrées & marchandiſes, oſât preſcrire la nature de ſon chargement à tout vaiſſeau qui n'auroit pas le bonheur d'être Anglois : ſi ces Puiſſances, dis-je, également intéreſſées à cette injure faite au genre humain avoient pris des meſures combinées contre cet attentat à la liberté publique, les Anglois auroient honteuſement reculé. Au-lieu de cela chaque Puiſſance regarda cet affront comme étranger à

ſon fait, & contente d'obtenir la permiſſion d'apporter chez la reine des nations les denrées de ſon crû ne vit de lézés dans cet acte, que les Hollandois voituriers immenſes, & cultivateurs preſque nuls.

Mais eſt ce une ſoulagement pour moi, quand la moitié de ma maiſon brûle, ſi celle de mon voiſin ſe trouve conſumée toute entiére ? L'acte de navigation, loin d'être une des dépendances du droit de ſouveraineté que chacun a chez ſoi, étoit un attentat tyrannique contre le droit des gens; & comme tel devoit être réprimé, ſi ce n'eſt par une ligue générale, du moins par une ſemblable prohibition chacun chez ſoi, uniquement pour les Anglois. Cet acte le ſeroit aujourd'hui, que toutes les nations viſent à être commerçantes, s'il étoit queſtion de le faire éclorre.

Je doute qu'il fût plus mal aiſé de démontrer dans le même ſens, que toutes les prohibitions uſitées de nos jours péchent également contre la juſtice & contre le bon

ſens ; & tout me porte à croire qu'en étendant plus qu'il ne convient à mon plan, les détails du projet que je propoſe, on parviendroit à faire entendre à l'Angleterre, que ſes peuples aujourd'hui mieux établis que tous autres ſur la mer, auroient un avantage réel & prompt à l'établiſſement de la liberté univerſelle.

Et pourquoi ſe figurer des monſtres où peut-être ils ne ſont pas ? Combien de commerces lucratifs que cette nation fait par interloppe, ſupportant les frais de la fraude & les périls du brigandage, & dont l'appas les pourroit faire entrer dans les vuës du Roi Paſteur ! Combien de motifs de guerres ruineuſes rayés ſur le livre des calamités du genre humain ! Quel accroiſſement dans le reflux immenſe des denrées & marchandiſes, dont les plus habiles navigateurs auroient le premier profit, & du moins ceux du *nolis*, &c. Depuis long-temps je ſuis d'aſſez près, quoique dans mon cabinet, les

progreſſions de l'eſprit Anglois dans ſes vuës, dans ſes actions & dans ſes délires, car il y en a par-tout. J'efface, autant qu'il m'eſt poſſible, de nos relations les nuages du préjugé, & des leurs, les exagérations de l'enthouſiaſme; je tâche de les juger ſans partialité dans ce moment même, où les préventions contre eux m'environnent de toutes parts. Je me trompe fort, ou les différentes vuës de détail qui, dans un ouvrage moins ſommaire que celui-ci, jetteroient un jour avantageux ſur les conſéquences de mon ſyſtême, les frapperoient bientôt plus efficacement que tous autres.

En ſuppoſant toutefois que quelque Puiſſance, telle qu'elle pût être, refusât de ſe prêter à ce nouvel arrangement, ſoit en totalité, ſoit avec les modifications que j'ai admiſes en faveur de celles qui n'exportent rien, fort ou foible (ce qui me ſeroit égal en matière d'Etat où la juſtice ſeroit la ſeule alliée offenſive & défenſive dont

je voulusse dépendre) j'aiderois au privilége exclusif de ce peuple opiniâtre par la plus décidée des opérations.

Moyens de faire adopter le systême de fraternité.

Je n'aurois point recours à la force pour contraindre des peuples libres à concourir à leur propre avantage ; car chacun est le maître chez soi. Je défendrois à tous les sujets de l'Etat, comme crime de haute trahison & au premier chef, tout commerce direct ou indirect avec la nation qui m'auroit renié pour son frere. Cette loi proclamée avec les plus grandes solemnités, & revêtue de toutes les formes qui pourroient la rendre authentique, seroit encore redoutable par les peines qui suivroient son infraction. La tête du fraudeur seroit mise à prix, sa maison rasée, sa postérité déclarée infame jusques à la derniére génération.

Vainement allégueroit-on contre cette séverité, que les peines disproportionnées aux crimes sont un abus contraire aux mœurs, & qui avilit les loix. Personne ne connoît mieux

mieux que moi la vérité de cet axiome dans le courant de la société; mais la nécessité de ce régime dans le tronc a des exceptions dans les branches. La lenteur des formes reçues dans l'administration des loix civiles seroit aussi mal dans un camp, que le despotisme d'un Général d'armée, ou d'un Capitaine de vaisseau dans son bord seroit dangereux dans le tribunal de la Justice. Le commerce est une branche de la société; la célérité est son élément, & conséquemment les loix tranchantes son régime. A considérer d'ailleurs dans celle que je propose les vuës du législateur, il est aisé de sentir que celles-ci étant d'une utilité du premier ordre, ce qui les dérange merite d'être réprimé par des peines proportionnées. Quoi qu'il en soit, ennemi juré du pour & du contre, dès que je vois justice devant moi, j'établirois cette loi; je la ferois observer & (ce qui selon moi est l'ame de toute police & de tout Gouvernement) je prendrois en contravention quelqu'un

dont le procès & la punition rendus publics effrayeroient pour longtemps les plus hardis.

En cet état, permis feroit aux nations prohibées d'établir chez elles les mêmes défenfes ; je ne m'en reffentirois aucunement ni fur terre ni fur mer, & nous vivrions de la forte, comme gens qui ne s'entendent ni ne fe voient.

Qu'en arriveroit-il alors ? On peut concevoir la chofe fous deux hypothèfes. La premiere eft que chacun de fon côté feroit réduit à fon propre fonds. En ce cas, celui qui en auroit le plus, auroit le dernier, & je ne vois pas que celle-là fût à notre défavantage avec qui que ce puiffe être. La feconde plus conforme à la tournure actuelle des chofes, c'eft que chacun de fon côté feroit concurremment le commerce chez les nations neutres, & folliciteroit l'exclufion de fon rival. Oh ! dans ce cas, je demande pour laquelle des deux parleroient la juftice, les faits, & les vuës d'utilité ? Ne feroit-ce pas pour celle

qui renonçant à tout privilége particulier, ne demande de franchiſes que celles qu'elle offre, & d'avantages que ceux qu'elle procure ?

Enfin ou la nation Cananéenne a, au moment de l'interdiction, plus de commerce que nous, ou elle en a moins. Si elle en a plus, la perte d'une branche conſidérable lui doit être plus ſenſible ; ſi elle en a moins, elle eſt moins en état de ſe récupérer ailleurs de ce qu'elle perdroit chez nous. Je ſçais qu'on peut me rétorquer l'argument ; mais d'une part, on ne ſçauroit m'ôter l'avantage d'avoir la juſtice de mon côté, & un objet fixe au-lieu d'un but idéal : de l'autre, je vois d'ici à peu-près quelles pourroient être ces puiſſances, je connois des vuës chez elles, ainſi que des moyens chez moi, qui feroient prévaloir mon parti. J'en dis aſſez, mais je m'en reſerve peut-être encore davantage.

Cependant ce ſeroit pouſſer trop loin le château en Eſpagne, que de donner comme probable l'eſpé-

rance, qu'un pareil état de tenſion pût durer ſans occaſionner une guerre ouverte entre des nations rivales, & déja aigries par l'interdiction mutuelle du feu & de l'eau. C'eſt ici que je rappelle ce que j'ai écrit à la fin du Chapitre précédent, quand après avoir établi une floriſſante marine militaire chez nous, & les moyens de la ſoûtenir & de la diriger de façon qu'elle ſoit en état de nous faire reſpecter par-tout, j'ai dit que j'allois ajoûter à tant de reſſorts naturels & qui naiſſoient de la choſe, des moyens étrangers & qui nous deviendroient propres.

Revenons en effet ſur la ſuite d'objets que j'ai préſentés dans le cours de cet ouvrage; peignons le Roi Paſteur environné d'un peuple immenſe qui benit la douceur & la vigilance de ſon Gouvernement, ouvrant ſes chemins, ſes villes & ſes ports aux étrangers qui jouiroient chez lui des mêmes avantages que ſes regnicoles. Montrons ce Prince magnanime qui d'une

part a perſuadé l'Europe de ſa modération, & de l'autre, montré que cette vertu eſt fondée en principes, & qu'étant chez lui l'ame de la juſtice, il en veut être l'arbitre ailleurs. Bienfaiſant pour tous ſes voiſins, il leur a communiqué les arts qui font ſa proſperité, enſeigné ſes manufactures, encouragé chez eux l'art de la navigation; ils lui doivent tout enfin, & il ne leur demande rien.

En cet état, il leur préſente un traité dont tout l'objet eſt de rendre libre la mer & les communications, le travail & l'induſtrie. Ce traité viſiblement utile pour la plûpart des Puiſſances auſquelles il eſt propoſé, a été ſigné, comme je l'ai dit, par pluſieurs d'entre elles qui en ont viſiblement goûté les fruits. Concevez, s'il ſe peut, quel accroiſſement de réputation doit avoir procuré à ce Prince une telle conduite. Chacun ſçait que la réputation eſt le premier des biens pour tout homme, en quelque claſſe que la Providence l'ait placé;

mais que ce bien devient plus important pour chacun d'eux en proportion de l'élévation de son état. Un Roi de haute renommée est la principale, & pour ainsi dire, l'unique force de son Etat. Or supposant que ce Prince, ami des hommes, dont toutes les démarches & les vuës sont à découvert, dont toute la politique est sur les lévres, soit obligé d'employer le glaive pour soûtenir la cause de l'humanité ; peut-on penser que cette guerre ne devienne pas bientôt la cause commune de toutes les Puissances alliées ? & c'est alors qu'affranchi par la Déclaration de guerre des entraves de la justice qui me défendoit de contraindre même pour imposer le joug de l'humanité, je ne ferois de traité que celui dont la base seroit l'accession à la confraternité universelle dans le commerce.

Réponse à l'objection du fisc.

Tel est le seul joug qu'il soit permis d'imposer à ses voisins, & le seul empire qu'il soit utile & pratiquable d'exercer sur eux. Et

qu'on ne m'accuſe pas de donner ici un réchauffé de Platon & de ſa République. Ce rare génie bâtiſſoit en l'air, & moi je parle d'après les faits tels qu'ils ſont, & j'en tire des arrangemens ſubſéquents, tels qu'ils doivent être.

Je ne vois ſur tout cela qu'une objection réelle à me faire, qui eſt celle du fiſc. Votre entiére liberté de communication, me dira-t-on, entraîne d'une part la ſuppreſſion de tous droits & douanes intérieures qui, ſelon vous, ne ſont que des obſtructions contraires à la circulation, de l'autre celle des droits d'entrée & de ſortie des ports: par où donc remplacerez-vous le déchet énorme que votre plan cauſe aux revenus de l'Etat, & comment le Roi qui ne fait point le commerce, profitera-t'il de celui de ſes ſujets? Ne nous alléguez point ici vos axiomes philoſophiques & rebatus, que les richeſſes des peuples ſont celles du Prince; qu'où il y a plus d'hommes, les ſervices ſont à meilleur marché, d'où s'enſuit qu'un

moindre numéraire équivaut à un plus grand ; que des peuples riches & contents ſont toujours prêts à ſe ſaigner pour l'honneur & l'utilité de leur Prince ; que la réputation eſt le plus grand des biens, & autres ſentences de cabinet. Nous avons aſſez entendu de tout cela ; nous ſçaurions auſſi, ſi nous voulions ſçavoir, que plus les peuples ſont riches, plus ils ſont attachés à leurs richeſſes, & d'autant moins diſpoſés à s'en deſſaiſir ; qu'où il y a plus d'hommes, il faut plus de nerf pour les contenir ; que les Princes de la plus haute réputation, Salomon, ou ſi l'on veut, Louis XIV. ſont ceux qui ont le plus accru leurs finances &c. mais tout cela ne fait rien au fait. L'extraordinaire des guerres, la marine, la politique, la juſtice, la police, la maiſon du Prince, ne ſeront point entretenus avec des axiomes moraux ; ainſi donc remplacez au tréſor d'un côté ce que vous lui ôtez de l'autre, ſinon l'on ne vous fera ſeulement pas l'honneur de vous

ranger dans la classe des suivans de *Sir Politick*, qui visionnaires de bonne foi, méritent du moins quelque indulgence comme tous bien intentionnés; mais singe du renard sans queuë vous serez sifflé comme ayant, en vertu d'une dialectique aussi foible qu'abondante, entrepris de nous démontrer que les fiévres quartes nous sont bonnes.

Ce n'est peut-être pas des gens du fisc que viendroient ces objections. Ceux d'entre eux qui n'entendent que leurs calculs, ne lisent & ne commentent que Barême, & les autres plus éclairés sçavent bien que le mieux est possible; mais incertains si le mieux public concourroit avec le mieux particulier, ils parviennent à penser, à force de le dire, que tout ce qui est, est bien, & qu'il suffit, pour être homme d'Etat, de faire l'office du jour le plus rondement & le plus utilement qu'il est possible: mais de quelque genre que puissent être les auteurs de ces objections qui, je l'avoue, peuvent du moins

venir à l'eſprit de bien des gens ; je leur répondrai ſommairement, & ſans répétition de mes anciens principes où je ne crois pas avoir rien biaiſé : 1°. Que je n'ai jamais prétendu rendre les ſujets de l'Etat riches, mais au contraire, l'Etat riche de ſujets. 2°. Qu'en avouant qu'où il y a plus d'hommes, il faut plus de nerf pour les contenir, je demande ce que c'eſt que ce nerf. Si, ſelon mes Critiques, ce nerf eſt la finance, je conviendrai que j'ai fait autre part que chez eux mon cours d'anatomie, mais j'ai ouï dire que le plus riche & le moins nerveux des Souverains eſt le Mogol ; & l'hiſtoire des révolutions d'Empires nous montre que dans le conflit de deux nations, la plus riche a toujours ſuccombé. Si au contraire le nerf eſt la police intérieure, & les forces de terre & de mer, tout cela n'agit que par des hommes ; & qui en a le plus, a le plus de nerfs auſſi. 3°. Que les Princes qui doués d'ailleurs des plus grandes qualités, ont abuſé de

l'obéiſſance de leurs ſujets pour pouſſer trop loin les reſſources de la finance, ont préparé par cet éclat éphémere les plus fatales révolutions, des ſciſſions d'Empires, des banqueroutes d'Etat &c. mais que Cyrus, Charlemagne & autres, dont le nom ſera toujours un éloge, ont fait les plus grandes choſes ſans moyens extraordinaires, & ayant toujours en horreur de fouler les peuples. Pour en venir enfin au point principal, & oubliant pour ce moment-ci par combien de raiſons de fait j'ai prouvé que le Roi Paſteur doubleroit ſes revenus en cultivant ſes terres, j'offre un dédommagement tout ſimple de la diminution de revenus occaſionnée par la ſuppreſſion des douanes, & autres droits perçus en ce genre dans l'intérieur du Royaume & ſur nos frontières : & quel eſt-il ? accroiſſement d'impôts ſur les terres. Je m'explique.

Il a paru cette année un Ouvrage ſous le titre de *Memoire*

S. L. E. P. Ce morceau qui traite d'un des détails du régime domestique, rentre dans mon systême. Les détails en ont été traités avec une grande vérité, ils démontrent, du moins par le fait, qu'il est très-possible de voir des peuples qui fournissant au Prince des subsides au moins aussi forts que leurs voisins, s'imposent encore volontairement des sommes considérables pour leurs dépenses particuliéres, uniquement encouragés par les avantages d'une sorte de liberté intérieure, & d'une répartition établie sur un tarif fixe & permanent.

Ces deux choses sont tellement de droit naturel, qu'on ne peut regarder les arrangemens contraires à cette façon d'être qui subsistent encore, que comme de ces restes d'enfance que l'âge mûr corrigera dans peu ; mais il résulte de ces notions une preuve de fait, que les terres, dans l'état même où sont les choses, pourroient porter plus

qu'elles ne font au moyen de ces deux conditions. Oh! maintenant, si revenant sur la suite de principes incontestables par lesquels j'ai démontré que tout vient de la terre, que tout produit part de-là, quelque altération & changement que le travail ait procuré à la matière premiére, que toutes les charges portent en poids sur la terre, que toute industrie la fait valoir, & conséquemment que tout commerce est à son profit; si, dis-je, se rappellant cette suite d'inductions toutes simples, & que je n'ai pas inventées, on veut ajoûter encore à ces avantages démontrés ceux qui, dans l'ordre économique que j'ai établi, doivent résulter du baissement des interêts, & de l'extinction ou diminution des rentes, qui doivent porter le prix de la terre à un taux inesperé, l'on verra qu'en cet état le propriétaire payera dix pour gagner cent; que sa tourbe, son grais, son ardoise, tout enfin ce qui n'avoit point de

prix, en acquerra jusqu'à 20 pieds sous terre, & qu'il se trouvera trop heureux d'acheter par une légére subvention le concours de l'industrie universelle sur son fumier.

Voilà tout mon secret : je n'en eus jamais que de simples, & à vrai dire, je ne fais aucun cas des autres. D'ailleurs on ne doit pas s'attendre à trouver ici des projets de finance. Quand j'aurois cet esprit-là, il me seroit absolument inutile. Je n'en suis cependant pas tellement dépourvu, que je ne puisse faire une offre comme feu Girardin ; c'est qu'on fasse un relevé de ce que valent les douanes du Royaume, qu'on préléve ce qu'il en coûte pour l'entretien des préposés & les frais de la gession de cette partie, & que le produit en soit établi sur le pied de la meilleure année en dix : j'offre alors de m'en charger, & d'en donner le double au Roi, sauf à en traiter avec tels gens qu'il me plaira, étrangers, nations ou particuliers, compagnies, chambre

du commerce, provinces, communautés &c. ſans exiger que l'autorité me prête main-forte en quoi que ce ſoit, & promettant en outre qu'on ne payera nulle part aucuns droits de douane, d'entrée ou de ſortie ni dans le Royaume ni ſur la frontière. C'eſt, je crois au fond, avoir trop répondu à cette objection : Revenons.

L'interêt excluſif, ſemblable à ces fruits trompeurs qui ſous une belle apparence cachent un venin corroſif, n'eſt autre choſe qu'un poiſon lent qui ronge & détruit également celui qui le prépare, & celui qu'il attaque. Comment un Gouvernement, dont les démarches & les conſeils tendent hautement à cet interêt, peut-il attendre de ſes ſujets quelque fraternité entre eux, quelque ſoin de la gloire de l'Etat, quelqu'amour de la patrie ? Ses voiſins lui ſont étrangers, parce qu'il n'a avec eux qu'un rapport ſecond, ſi l'on peut parler ainſi ; il le ſera de même aux habitans des provinces de l'Etat, qui ne le re-

garderont que comme une puiſſance étrangére attentive à s'enrichir des dépouilles de la vraie patrie, & ne verront ſa domination que comme une ſurcharge : l'habitant d'une ville particuliére aura les mêmes ſentimens pour le corps de l'adminiſtration générale de la province ; le pere de famille pour la communauté ; l'enfant s'accoûtumera à regarder ſon pere & ſes freres comme des Vampires qui le deſſechent & rendent ſa condition plus mauvaiſe. Toutes les paſſions particuliéres enfin tendront à la diſſolution de la ſociété générale, & l'interêt déguiſé ſera le lien unique des citoyens entre eux, ſemblables à ces animaux de carnage qui s'aident & s'uniſſent en quelque ſorte pour la rapine, toujours prêts à s'entredévorer pour le partage de la proie.

L'amour de la patrie plus que compatible avec l'eſprit de fraternité.

Je m'entends oppoſer de toutes parts, que l'Hiſtoire démontre preſqu'en tous lieux que l'amour de la patrie n'eſt point du tout une branche de cette douce & recomman-

dable vertu qu'on appelle l'humanité ; que les peuples qui nous ont donné les plus grands exemples de la premiére de ces vertus, ont toujours été ceux qui fraternisoient le moins avec les étrangers ; que les Juifs les avoient en horreur, les Grecs en haine, les Romains en mépris ; & que l'Anglois, qui d'entre les peuples modernes est celui où le patriotisme est le plus en recommandation, fait de son droit de naturalité le titre le plus exclusif & le moins communicable ; que ce sont cependant les peuples qui eurent le plus de prospérité & de durée. Cette objection vaut peut-être la peine d'être discutée.

Les Juifs, à les examiner dans le point de vuë qui nous est ordonné, devoient, selon les vuës de la Providence, éviter toute communication étrangére pour conserver dans toute sa pureté le dépôt précieux de la Loi écrite, & se garantir de la corruption de l'idolatrie qui les environnoit de toutes parts. La même Loi nous ordonne au-

jourd'hui d'être tous frères ; mais ce n'est point dans ce sens-là que nous considérons les choses. A les voir donc uniquement en politique, je demande si l'Histoire entiére des Juifs, si leur infortune éternisée offre un tableau bien concluant pour le dogme de l'interêt exclusif.

Les Grecs toujours divisés entre eux, toujours jaloux de la prospérité publique & de la vertu des particuliers, nous font voir dans l'Histoire de leur Gouvernement intérieur le théatre le plus rebutant de l'inconséquence humaine; les différentes petites Républiques, qui partageoient entre elles cette patrie des beaux arts & des grands talens, s'userent, pour ainsi dire, les unes contre les autres. Les Grecs conquérants furent les pires des maîtres ; les Grecs assujettis, les plus vils des esclaves.

Les Romains aimerent leur patrie par-dessus toute chose ; mais qu'étoit-ce que cette patrie ? l'univers entier, dont l'Empire promis à leur postérité faisoit le premier de leurs préjugés ; toutes leurs guer-

res, tous leurs traités tendoient à cet objet unique : leurs ennemis les plus cruels une fois assujettis entroient en part des priviléges des citoyens, & faisoient portion de la patrie. Ils marcherent de la sorte à la Monarchie universelle ; & si dans les temps de leur prospérité ils devinrent orgueilleux & inhumains, ce fut un vice d'un Gouvernement étendu par-delà les bornes naturelles de sa constitution. Prospérant comme guerriers, ils déclinerent comme citoyens, si-tôt qu'ils eurent pris des Grecs la manie de traiter de barbares les étrangers, jusqu'aux temps où ces barbares étoufferent enfin leur civilité, comme le feront toujours tous barbares qu'on regardera constamment comme tels.

Quant aux Anglois, un principe d'honnêteté & de pudeur doit empêcher un Ecrivain qui se respecte de disserter sur les nations vivantes ; mais sentant bien qu'en tout & partout je ne parlerai que comme ami des hommes, j'ose dire mon avis

ſur leur droit de naturaliſation ; dont ils étendent d'une part, & reſſerrent de l'autre le privilége. Rien n'eſt ſi inconſéquent que de les voir d'un côté réſiſter dans leur iſle à l'évidence de l'utilité de la naturaliſation des étrangers, qui leur eſt miſe ſans ceſſe devant les yeux par les diſcours & les écrits des citoyens éclairés ; & de l'autre, admettre & attirer même dans leurs colonies les Proteſtans de toutes les régions de l'Europe. Une raiſon puérile, & pour cela même frappante, leur ſervira pour motiver cette inconſéquence. C'eſt, diront-ils, que le terrein & par conſéquent l'objet du travail eſt immenſe dans les colonies, & borné dans la métropole. J'ai répondu dans tout cet Ouvrage à cette futile objection ; ſi le terrein & le travail ſont portés au plus haut point de production en Angleterre, les étrangers ne trouveront pas de place, & vous ne riſquez rien à les admettre ; mais ce *ſi* là eſt le pendant de celui qui dit, *Si le ciel tomboit.* Vous vous flat-

tez d'envahir le commerce du monde, ou du moins vous voulez en conquérir & conſerver la plus grande partie; le commerce du monde en eſt l'empire, vous le ſçavez; étendez donc, comme les Romains, le nom Anglois ſur tout ce qui voudra bien le porter. Je ne connois d'autre reſſort de puiſſance que des hommes, & la fable de la grenouille ne repréſente rien mieux qu'un petit peuple qui prétend à un grand Empire. Mais pourquoi combattre chez les Anglois, comme un faux calcul de droit, une mépriſe de fait qui n'eſt qu'un reſte de barbarie & d'erreur populaire chez une nation où les cris du peuple prévalent ſouvent ſur les bonnes raiſons. Je l'ai dit, la conduite des Anglois dans leurs colonies prouve qu'ils ont ſenti le faux de ce préjugé, & c'eſt à tort qu'on les accuſeroit de judaïſer en ce genre.

Si ce ſentiment pouvoit être bon à quelque choſe, ce ne ſeroit qu'à un petit peuple, dont toute l'ambition ſe borneroit à ſe tenir bien

enſemble & maintenir ſa liberté ; cependant tous l'ont abandonné, & les Suiſſes, nation peut-être la plus ſage & la plus heureuſe qui ait encore paru, reçoivent chez eux ſans aucune difficulté les étrangers qui viennent s'y établir.

Enfin la même raiſon, qui a établi chez toutes les nations policées la défenſe des mariages entre proches, milite contre l'excluſion étrangére. On a voulu lier les hommes par des alliances & confondre les familles ; les unir, de peur que les plus fortes n'étouffaſſent les plus foibles, provigner, pour ainſi dire, les reſſoucces & les talens en tout genre. Qu'eſt-ce que les nations ? ſinon de grandes familles. Le devoir des Légiſlateurs eſt de les unir entre elles, de faire tomber, d'abord quant au perſonnel, enſuite pour la généralité, ces odieuſes diſtinctions de regnicoles & d'étrangers. Le globe entier eſt contigu ; tous les pays ſont voiſins, tous les hommes ſont freres.

Loin donc, à plus forte raiſon,

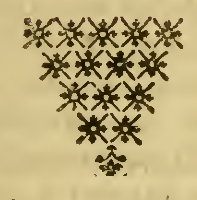
tous ces malheureux droits d'aubaine, de bris & naufrage, de péage &c. comme autant de restes d'une aveugle barbarie, & de dérivés de la Loi du plus fort, loi plus dangereuse encore pour les puissans, que pour les foibles. Peuples & Souverains, rivaux de puissance & de grandeur, je sçais le secret de faire prédominer infailliblement celui de vous qui le premier voudra m'en croire, & ce secret le voici. Celui qui le plus constamment voudra prendre la devise & la conduite de l'Ami des hommes en général, regnera sur leurs cœurs & leur affection, sorte d'empire d'où naissent tous genres de prospérité.

Il s'ensuit de tout ce que dessus, que ce beau secret de la politique commerçante, qu'on appelle *prohibition*, n'est qu'une grosse bêtise qui suppose des gruës dans nos voisins quand elle emploie l'artifice, & qui devient la plus sordide injustice quand elle se sert de la violence. Ce genre de loix con-

traires au droit naturel, n'eſt propre dans l'intérieur qu'à faire haïr & mépriſer, comme ſatellites de la tyrannie, les gens prépoſés au maintien de leur exécution; qu'à entretenir vagabonds ſes infracteurs aux dépens des ſujets de l'Etat; qu'à donner enfin dans l'opinion publique la préférence aux étoffes & denrées étrangéres ſur les nôtres; au dehors, qu'à entretenir un germe de diviſions, de fraudes, & de malvouloir qui ne peut manquer de dégénérer fréquemment en guerre ouverte au détriment de toutes les parties. Toute paix ne ſera jamais dans le réel qu'une trêve, tant que le mal ne ſera pas déraciné dans ſon principe; & ce principe, ce ſont *les prohibitions.*

Ce dernier raiſonnement paroîtra ſingulier, en ſe rappellant l'hiſtoire des guerres qui ont affoibli & ravagé l'Europe depuis pluſieurs ſiècles; mais quand j'en ſerai à cet article, j'eſpere faire voir que le ſyſtême a changé, & que déſormais on ne doit plus craindre que des guerres

guerres de commerce : les autres ne ſeront que des feux de paille faciles à éteindre ; cela ſe verra dans ſon temps. Je finis ſur l'Article des Prohibitions, dont chaque branche produiroit un volume ; mais il eſt des choſes, dont la ſubſtance ſeule ſuffit.



CHAPITRE VI.

Des Colonies.

LE monde entier ne s'eſt peuplé que par Colonies. Soit qu'on adopte le ſyſtême de population premiére que la foi nous enſeigne, & dont chaque pas que l'on fait vers la connoiſſance de l'Hiſtoire du genre humain nous fait retrouver les traces, & nous confirme la vé rité; ſoit auſſi qu'on veuille ſe jetter dans la mer immenſe d'incertitudes & d'inexplicabilités que ren contre le Pyrrhoniſme, on ne ſçau roit, ſans révoquer en doute ſa propre exiſtence, nier que le monde ſe ſoit peuplé par colonies.

Les colonies, branches du Gou vernement, ſont comme lui un effet de la néceſſité que l'eſprit humain a enſuite réduit en art; mais on peut dire qu'il s'en faut bien que cette branche ne ſe ſoit perfection-

née comme le tronc. L'art des colonies eſt encore, ſelon moi, dans ſa plus imbécille enfance. C'eſt ce qu'il eſt aiſé de démontrer, & l'on doit me pardonner la ſorte de détail dans lequel j'entrerai ſur un article qui a tant de rapport avec mon ſujet.

Trois âges de colonies.

On peut diviſer à cet égard les différents âges du monde en trois temps. 1°. Les premiéres colonies des temps nommés dans l'Hiſtoire *héroïques* & *fabuleux*, c'eſt-à-dire, des temps, dont la mémoire n'eſt parvenue juſqu'à nous qu'enveloppée de fables, à travers leſquelles il eſt comme impoſſible de découvrir quelques traces de vérité. 2°. Les colonies des Anciens, à compter depuis les premiers temps où la guerre n'étoit qu'un brigandage, où l'œil de la tradition, & celui de l'hiſtoire ſa ſœur cadette, a commencé à éclairer l'humanité, juſqu'à ceux où la guerre ceſſant d'être un mal de néceſſité, elle parvint aux honneurs de l'empire, & devint une ſorte de droit parmi

les humains malheureux. Cette meurtrière du genre humain suppoſa dès-lors le monde aſſez & trop peuplé. L'eſprit de conquête ne regne que ſur la terreur, & la terreur ne ſçauroit avoir trop peu de voiſins. Dès-lors les colonies ceſſerent; & ſi quelques Princes ont encore fondé des Villes, comme en effet la plûpart des grands Princes ont eu cette noble ambition, ſur-tout dans les temps anciens, ce ne furent, pour la plûpart, que des déplacemens d'un lieu à un autre. Quelques-uns de ces déplacemens à la vérité, ont moins été le fruit d'une vanité inutile, que d'une politique éclairée. Telles furent autrefois Alexandrie, Conſtantinople &c. & preſque de nos jours Livourne, Peterſbourg; mais ceci appartient aux fondations, & non aux colonies.

Il eſt en général vrai de dire qu'auſſi-tôt que les hommes ont été aſſez près les uns des autres pour ſe retrouver, ils ne ſe ſont preſque jamais rejoints que les armes à la

main. J'ai trouvé en ma vie un Philoſophe qui prétendoit que l'homme n'étoit autre choſe qu'un animal foible & malin, que tous ſes traits de force étoient des élans hors de ſa nature, ſemblables au déſeſpoir qui rend un chat renfermé un animal redoutable ; mais qu'au fond il n'étoit propre qu'à l'orgueil & à la molleſſe dans la proſpérité, & à l'abbatement ou à la rage dans l'adverſité. Je n'ai jamais aimé cette philoſophie-là, & l'on ſent que la thèſe ci-deſſus ouvre la carrière à des volumes de pour & de contre, où ce dernier cependant auroit l'avantage ; mais il faut avouer, qu'à ne conſulter que l'hiſtoire du genre humain, on ne peut s'empêcher de convenir qu'autant l'homme éclairé eſt au-deſſus de la brute, autant l'homme inculte & barbare eſt au-deſſous.

Autre vérité très-eſſentielle, c'eſt que les paſſions brutales & qui déshonorent l'humanité, ne lui ont jamais fait autant de mal que lui en fait ce malheureux interêt ex-

clusif, qui paroît d'abord une passion combinée, & qui n'est au fond qu'un esclave de quelques appétits brutaux réunis. Ses ravages ont nécessité les loix & les peines au dedans, les traités & les guerres au dehors; & rien cependant n'en a pû arrêter les débordemens, que la lassitude & la foiblesse momentanée de ses ressorts toujours tendus & toujours en mouvement.

Arrêtons-nous, & considérons tous les fléaux de l'humanité ici-bas; ce sont autant de têtes de l'hydre qui partent du même tronc. Tout homme réfléchissant a senti cela avant moi, & beaucoup d'autres l'ont dit sans doute; mais je trouve qu'en ce genre on a trop désespéré de la perfectibilité de l'homme. Il semble que les Législateurs, les Magistrats, les Ministres, & tout enfin ce qui eut à gouverner l'humanité, ceux d'entre eux du moins que leurs lumières rendoient dignes de leurs places, aient statué sur ce vice-là, comme inhérent à notre substance & partici-

pant de telle ſorte à notre nature, qu'il falloit ſeulement en arrêter les déſordres trop viſibles, ſans eſpérer pouvoir en corriger le principe. Il s'en faut bien que je ne penſe ainſi.

Je ſuis convenu de ce point pour ce qui concerne la cupidité; je lui ai cherché une carrière libre pour s'étendre; perſuadé qu'en vain voudroit-on la borner, & que quand même la choſe ſeroit poſſible, ce ne ſeroit qu'aux dépens d'un mobile utile & néceſſaire. Mais ce que j'appelle l'interêt excluſif eſt autre choſe; ce n'eſt qu'une branche, qu'un calcul de la cupidité: ce calcul eſt faux, il eſt aiſé de le démontrer tel, & les hommes ſont faits pour entendre.

Ce n'eſt pas que je pouſſe la préſomption juſqu'au point d'eſpérer que ce que la grace n'a point fait, elle qui au fond ne proſcrit que cela d'entre les hommes, les raiſonnemens des Ecrivains & des Auteurs éclairés le puiſſent faire; mais il eſt certain qu'une vérité

ſimple, & qui parle en même temps au cœur & à l'eſprit, ne ſçauroit être trop répétée, & qu'à la fin elle gagne parmi nous : il eſt du devoir de qui la ſent, de la faire connoître; c'eſt ce devoir que je remplis en ce moment, où je parois me laiſſer entraîner dans une digreſſion déja trop rebattue dans cet Ouvrage ; mais on verra qu'elle rentre dans mon ſujet actuel auſſi naturellement, qu'elle naiſſoit de mon Chapitre précédent, où je l'ai peut-être trop allongée.

Du moment donc que les hommes commencerent à ſe bien connoître, loin de s'aider les uns les autres, ils ne ſongerent qu'à s'entredétruire. Il y eut cependant depuis une ſorte de colonies, qui a quelque trait avec celles du troiſiéme âge dont je parlerai ci-deſſous.

Des peuples victorieux, pour fonder plus ſolidement leur empire ſur des provinces conquiſes, tranſportoient & établiſſoient des colonies au milieu de ces provinces, &

dans les lieux les plus propres à les tenir en bride ; ils y établissoient des Vétérans, & autres gens de main. Quoique ces colonies, formées aux dépens des territoires voisins, aient été la plûpart des Villes florissantes par les soins de la métropole qui fraternisoit avec elles, ces sortes d'établissemens ne contribuant en rien à la population, ne sont pas de mon sujet, & appartiennent plutôt aux forteresses, qu'aux colonies.

Le troisiéme temps de celles-ci commence à celui de la découverte du nouveau monde, & vient jusqu'à nous, puisqu'indépendamment de ce que les différents peuples de l'Europe, qui se sont approprié l'Amérique, font chaque jour pour renforcer leurs colonies anciennes & nouvelles, nous venons de voir, depuis la derniére guerre, les Anglois fonder Halifax, & la peupler de soldats réformés, qui ne sont ailleurs que des vagabonds dangereux. Ce sont ces trois temps, dont je vais considérer la marche

& la progreſſion, non comme le feroit le ſçavant & judicieux David Hume, mais ſelon mes vuës auſquelles l'érudition eſt peu néceſſaire, & ſimplement pour en induire, ſi notre façon de penſer & d'agir ſur cet article montre des lumières bien ſûres, & un interêt bien entendu.

Sans l'aide de nos livres ſacrés, l'hiſtoire & l'humanité ne ſont qu'un cahos.

Nous n'avons de connoiſſance des premiers âges de l'homme, que par nos Livres ſacrés. Quoique très-foible en érudition, j'en ſçais aſſez pour avoir toujours été étonné qu'il y ait eu des Théologiens aſſez aveugles, & des écoles aſſez ténébreuſes, pour regarder la ſcience comme dangereuſe, & pouvant nuire à la Religion. Je trouve au contraire que toutes ſortes d'études qui conſtituent le ſçavoir proprement dit, nous ramenent à la ſoumiſſion qu'exige la foi, tandis que la grace ſeule ou la ſuperſtition peuvent aſſujettir un ignorant.

L'étude des faits ſur-tout, accompagnée de toutes celles qui la rendent utile & néceſſaire, n'eſt qu'un cahos

dans ſon origine, dans ſa marche, dans ſon enſemble, & dans ſa fin, pour qui forcé de ſe choiſir des guides, raye d'abord de ſa liſte le plus ancien, le plus authentique, le plus ſimple, & le plus clair des Hiſtoriens. Notre ſpéculateur dès-lors ſe voit par-tout environné de fables tellement mêlées avec la vérité, que las de débrouiller ſans ceſſe ce Dédale de contradictions, il abandonne ſes guides fautifs, & ſe ſéparant, pour ainſi dire, de ſa mémoire, il s'accroche, & ſe tend ſur les reſſorts de ſon eſprit, tout prêts à lui manquer encore, après l'avoir ébloui par un mêlange confus de notions équivoques & de folles conjectures. C'eſt alors que la mer d'incertitudes s'étend à l'infini. Partout il voit l'homme brute à côté de l'homme civiliſé; les arts tantôt naiſſants, tantôt perfectionnés, étouffés par-tout, & toujours par la barbarie leur voiſine, qui bientôt voit naître dans ſon ſein l'ébauche de ces mêmes arts qu'elle eût pû conſerver, & tranſmettre, en s'épar-

gnant les douleurs de l'enfantement. Ici les hommes ſont noirs, rouges ailleurs, blancs, mulâtres, jaunes, & de cent autres nuances; les différences d'ornemens ou de difformités qu'ils tiennent de la nature, celles de leur ſtructure, tant de variétés, dis-je, ou de contradictions, font imaginer à notre ſpéculateur ou même croire, ſur la relation de quelques voyageurs, des êtres intermédiaires qui nous rapprochent de la brute, & le voilà prêt à voir les Faunes & les Silvains des anciens : revenant enſuite ſur l'eſpece décidée homme, il ſe perd dans ſes ſpéculations : forcé de renfermer dans le même genre tout ce qui peut produire lignée, puiſqu'il voit, ſans en concevoir le *comment*, que la nature ſe refuſe à perpétuer les dérivés de deux eſpeces différentes, il comprend dans la même dynaſtie le Lapon & l'Ethiopien, le Malabare & le François, le Chinois, le Caraïbe & l'Algonquin. Mais comment ces hommes ſi différents ſe ſont-ils

répandus de la ſorte ſur la ſurface de la terre ? Leur ſouche à chacun d'eux a-t-elle été dans leur canton ? en ce cas, en remontant au premier, il faut mille Deucalions au lieu d'un. Sont-ils ſortis de la terre ? mais elle ne produit rien ſans germe. Viennent-ils d'un ſeul ? mais quelle différence ! . . . Que de ténèbres preſque par-tout, ſans cependant avoir jamais renoncé au don de perfectibilité, à cette intelligence diſtinctive qui bien conduite s'étend au beſoin à l'infini ! D'autre part, que de lumières en quelques lieux ! lumières conſervées comme le Feu ſacré, pour ſe répandre enſuite ſur la ſurface de la terre. Qu'eſt-ce que l'homme enfin ? D'où viennent ſes loix ? Pourquoi la néceſſité d'un Gouvernement ? Tout en un mot dans cette carrière n'eſt qu'abyme & profondeur d'incertitudes & d'obſcurités ; & ſi l'eſprit peut, en s'y jouant, trouver matière à quelques ſubtilités qui ſatisfont un amour-propre futile, il n'y rencontre pas moins un tiſſu

de contradictions qui desole l'amour de la recherche & de la vérité, si naturel en nous.

C'est dans le désespoir, & la lassitude où cette penible course jette un homme vrai & de bonne-foi, que je veux lui présenter Moyse & les Livres sacrés, dépôt inaltérable, plus authentique mille fois que l'existence même de ceux qui en nient la vérité ; mais ce n'est point en cela, que je le considere. J'ouvre Moyse, il me montre l'homme créé par un miracle perpétué sous mes yeux par ma propre conservation, & simple comme tout ce que je vois dans la nature. Il voit, sans le comprendre, dans le sein du premier homme, l'humanité entiére par l'ordre, & l'action de celui qui a mis dans le premier grain de bled tout le froment de l'univers. Il voit à l'homme une destination qui lui fait sentir l'objet & l'emploi de cette sublimité d'intellect, inutile à nos besoins d'ici-bas, souvent nuisible à nos plaisirs, & dont quelques Philo-

ſophes voudroient nous dépouiller, comme contraire à leur abrutiſſement. Il voit notre liberté néceſſaire à cette deſtination : il en voit l'abus auſſi-tôt que l'uſage; la dégradation de l'homme, myſtere effrayant, mais démontré par ſes effets, & qui ſeul nous donne la clef de ce mêlange d'inconſéquences, & d'excès oppoſés qui rendent l'homme un problême incompréhenſible à la réflexion.

Ce compoſé de céleſte & de ſublime dans ſon inſtitution, & de viciation dans ſa racine, une fois admis dans le même être, tout ſe débrouille dans l'homme ; & ſans recourir aux deux ames des Philoſophes, au bon & au mauvais principe des Manichéens, on conçoit alors comment l'excès de la brutalité d'une part, & celui de la grandeur d'ame de l'autre, ſe trouvent par-tout en même nation, même ville, même famille, & ſouvent dans le même homme : on connoît alors & le principe qui néceſſite les Loix, & l'intelligence

qui les conçoit & les rédige. L'espoir renaît dès-lors dans le ſpéculateur, & l'Hiſtoire gagne dans ſa confiance, en proportion de ce que ſon eſprit a repris d'aſſiéte & de tranquillité. Ramené ſur les faits, il ſuit ſans peine alors la marche de l'humanité.

D'une ſouche préſervée d'un naufrage univerſel, dont la Fable, la Tradition & l'Hiſtoire montrent des traces en tous lieux, ſortent trois familles qui dirigent leur marche vers les extrémités oppoſées. Avant de ſe ſéparer, un effort de l'orgueil & de l'indépendance humaine eſt confondu par un nouveau miracle continué juſqu'à nous & toujours ſubſiſtant. Ce prodige de la diverſité des langues qui ne nous ſurprend plus, parce que nous ſommes ſi bornés que tout ce qui nous eſt habituel, nous paroît ſimple, ce prodige inexplicable eſt marqué dans ſa date & dans ſon principe. Ce pas fait, rien n'a plus de difficulté qui ne gagne à être éclaircie, tout ſe développe natu-

rellement ; la marche des empires, la naiſſance des ſuperſtitions qui s'épaiſſiſſent en proportion de ce qu'elles s'éloignent des temps & des lieux de la lumière, l'invention des arts dûs la plûpart à la néceſſité, quelques-uns au hazard humainement parlant ; par ce ſeul chemin, en un mot ; l'homme porte, à travers les contradictions & les obſcurités de l'Hiſtoire, le flambeau de la vérité, ſe comprend, ſe connoît, ſe corrige, & peut s'aſſurer qu'il marche droit au but de toute étude louable, qui eſt de ſe rendre utile à ſoi & à ſes ſemblables.

C'eſt d'après ces réflexions, & peut-être ayant fait moi-même le penible voyage que je propoſe à tout homme réfléchiſſant, que je me ſuis déterminé à cet égard, à n'en ſçavoir pas plus que mon Curé ; & comme de plus ſçavans ne pourroient rien nous apprendre ſur l'origine de l'homme, je me crois autoriſé à traiter mon ſujet actuel ſelon ces notions.

C'eſt donc ſur la ſeule Hiſtoire que nous avons des commencemens de l'homme, qu'il faut tabler pour conſidérer la marche de la population, & des colonies des premiers temps. On y voit les premiers hommes, paſteurs en général, errer avec leurs familles & leurs troupeaux en tout genre, utiles & précieuſes richeſſes. Les autorités de pere, de chef & de maître, unies & confondues compoſoient toutes les loix ; la guerre n'étoit autre choſe que le droit d'une défenſe légitime, & la paix, que l'hoſpitalité & la bonne-foi. Les familles même les plus unies ſe ſéparoient auſſi-tôt ou peu après la mort du Patriarche ou pere commun : par elle les liens de la ſociété étoient rompus; il n'étoit pas juſte que des freres ou des proches égaux en degré reconnuſſent une autorité que la nature n'impoſoit plus. Il ne reſtoit donc d'attachées au tronc, que les branches trop foibles pour ſe paſſer de ſon appui ; les autres emmenant avec elles leurs rejet-

tons, alloient faire de nouvelles ſouches, dont la ramification étoit bientôt ſujette aux mêmes partages.

On ſent aiſément que ſi des ſéparations de cette nature laiſſoient lieu pendant quelque temps à une ſorte de fraternité entre des peuples, qui ne reconnoiſſoient qu'un même pere, ce ne pouvoit être que quand les cantons où ils ſe fixoient reſpectivement, étoient fort voiſins : encore par une fatalité inhérente à la ſubſtance de l'eſpece humaine toujours cupide & inquiéte, voit-on que ces peuples n'attendoient ſouvent que le terme d'une génération, pour ſe regarder en ennemis ſouvent implacables.

Colonies du premier âge entiérement libres.

Il s'enſuit de-là, & perſonne ne le diſpute, que les branches qui ſe ſéparoient, & alloient fonder de nouveaux peuples, emportoient avec elles la plénitude de leur liberté, & ne conſervoient aucune ſorte de dépendance de la mere-branche. Bien-loin de-là, ce qu'on peut découvrir d'exemples de ces ſortes de ſéparations dans l'Hiſ-

toire, montre une condeſcendance réciproque, & une convention établie, par laquelle le territoire premier demeuroit neutre, pour ainſi dire, & chacun alloit de ſon côté s'établir en d'autres lieux.

Il n'eſt pas à préſumer cependant, que cette ſimplicité de mœurs ſe ſoit étendue fort loin, ni dans les terres ni dans les temps. La vie errante & paſtorale ne pouvoit convenir qu'aux premiers hommes qui, en petit nombre encore, avoient des terres à choiſir, ou à des brigands qui infeſtent un pays immenſe plutôt que de l'habiter. Le brigandage a ſuccédé à la population, & il étoit impoſſible qu'il l'eût précédée.

Les hommes donc reſſerrés par la néceſſité, & décidés même par la différence des terreins & des climats qui tous ne ſont pas propres au pâturage, furent obligés de s'adonner à l'agriculture pour pouvoir ſubſiſter en plus grand nombre ſur un plus petit terrein. Dès-lors, il n'eſt plus poſſible d'imaginer que la

mere-ruche ſurchargée d'habitans, & pouſſant au dehors ſes éléves, abandonnât ſon logement, pour donner aux jeunes eſſains l'exemple & le courage de fonder des colonies. La terre nourriciére demeuroit habitée, & ſa peuplade en pouſſoit au dehors de nouvelles qui alloient habiter des pays vaquants. Il n'eſt pas difficile de comprendre que le monde fut de la ſorte peuplé très-promptement, & vers ſes extrémités auſſi-tôt que dans le centre.

Quelques réflexions ſur la ſorte d'inquiétude qui nous eſt naturelle, ſur notre penchant vers l'eſpérance, notre attrait pour les courſes & notre dégoût pour regarder en arrière & revenir ſur nos pas, nous améneront à penſer que des hommes jeunes & robuſtes accoûtumés à une vie pénible, & n'ayant preſqu'aucuns beſoins, une fois les maîtres d'errer dans la vaſte étenduë de l'univers, & de ſe choiſir un domicile, durent aller bien loin, & n'être arrêtés que par les bar-

rières de l'élément qui fait aujourd'hui la jonction des différentes parties de l'univers, & qui en faisoit alors les bornes. En effet, si les premiers rayons de l'Histoire nous montrent la trace de la population premiére partant du centre pour aller à la circonférence, on peut dire que la lumière de l'Histoire ancienne nous fait voir la population seconde revenant, pour ainsi dire, de la circonférence sur le centre.

Cependant ces premiéres peuplades n'apporterent de leur pays natal qu'une tradition foible de quelques points principaux, telle que celle du déluge, dont on trouve la trace dans toutes les anciennes annales des nations, mais bientôt offusquée par une infinité de fables. Les nécessités des lieux & du climat engendrerent quelques arts méchaniques variés selon les différents pays en proportion de ces nécessités; & bientôt les hommes répandus sur la surface de la terre n'eurent plus rien de commun en-

tre eux, que ce mêlange inconcevable de grand & de bas, de fort & de foible, de noble & d'indigne, type de leur origine ainſi que de leur décadence.

Telle fut la marche de la population, & le régime des colonies dans les temps dont je compoſe ici le premier âge de l'humanité. Il eſt ſenſible, & démontré par l'ignorance où tous les peuples ſe trouverent de leur origine, quand ils commencerent à en faire la recherche & à déſirer de ſe perpétuer en tout ſens, que les colonies de ces premiers temps étoient entiérement indépendantes de leur ſouche, & n'en avoient non-ſeulement point reçu de loix, mais pas même conſervé le ſouvenir. Paſſons maintenant aux colonies du ſecond âge.

De même que dans les annales fautives, quoique modernes, des malheureux naturels de l'Amérique ſeptentrionale, appellés proprement *Sauvages*, on tient parmi ces peuples ſi jaloux encore de leur liber-

té, que les Algonquins dominoient autrefois les Iroquois maintenant si fiers, parce que ces derniers occupés de l'agriculture abandonnoient la chasse à leurs alliés qui avoient pris de-là une entiére supériorité : ainsi dans les plus anciennes annales de l'humanité éclairée, le premier qui ait attenté à la liberté de ses semblables, fut un chasseur fier & courageux : il soumit une étenduë de pays, & lui donna des loix. Ce commencement de société forcée dut naturellement en nécessiter plusieurs autres. Aussi-tôt que la force soumet quelques hommes, la crainte sa voisine en rassemble d'autres pour la repousser ; dès-lors l'humanité entiére dut se réunir en différentes sociétés qui imposerent un nouvel ordre de nécessités, & conséquemment engendrerent un nouveau genre d'industrie.

Il fallut des loix civiles pour ordonner l'interieur de ces sociétés, des loix militaires pour les défendre, des loix municipales pour le maintien de la chose publi-

que, &c. Le commencement des ſociétés eſt le temps des plus nobles efforts de l'eſprit humain : auſſi toutes les légiſlations en général portent-elles l'empreinte de ce principe de grandeur & de diſcernement du bien & du mal moral, qui diſtingue & caractériſe l'humanité dans toutes ſes branches. La ſociété, comme un bouclier univerſel, mettant chaque individu plus à l'abri des craintes, & plus en état de fournir avec facilité aux beſoins qui juſqu'alors auroient affaiſſé ſon entendement, les grands objets ſe préſenterent ; les vuës nobles ſe firent jour ; les arts ſe proportionnerent à tout cela, & l'induſtrie aidée des facilités que lui procura la réunion des forces, s'éleva en peu de temps à tel point que ſes ouvrages, loin de ſe perfectionner depuis, ont ſouvent déchu au contraire en vieilliſſant, à meſure que le génie des peuples qui les ont imités, a baiſſé. L'art de la navigation, dont le principal agent étoit réſervé à une décou-

verte particuliére dans des temps bien poftérieurs, fut long-temps dans un état d'enfance ; mais fes premiers efforts qui font peut-être plus d'honneur à l'induftrie humaine que les derniers, commencerent à lier entre elles les différentes parties du Continent, qui n'étoient féparées que par des mers bornées.

Colonies du fecond âge confervant mémoire de leur origine.

C'eft à cette époque qu'il faut fixer les colonies du fecond âge. Des mécontens ou des bannis de quelques-unes des fociétés déja établies, des fugitifs ou des ambitieux emmenant avec eux ceux qu'ils avoient pû attacher à leur fortune, alloient chercher à fonder de nouvelles Villes, s'établiffoient dans des cantons encore déferts, achetoient le territoire qui leur convenoit des anciens poffeffeurs, ou s'en rendoient les maîtres les armes à la main. Quelquefois une fociété détruite renaiffoit de la forte par fes débris. C'eft ainfi que les reftes de Troye s'établirent dans l'Italie, & ailleurs.

Telle fut l'origine dés plus anciennes Villes du ſecond âge. Carthage reconnoiſſoit Tyr pour ſa ſouche : Marſeille reclame encore ſon origine des Phocéens : les colonies Grecques peuplerent l'Ionie, & cette partie de l'Italie qu'on appelloit la grande Gréce. Toute l'Hiſtoire ancienne, en un mot, montre par-tout des traces de ces ſortes de filiations.

Ces colonies du ſecond âge emporterent plus de choſes de la mere ruche, que n'avoient fait les premiéres, parce qu'il y en avoit plus à emporter. L'invention, bornée de ſa nature aux meſures de la néceſſité, n'eſt extenſible à l'infini, que parce que ſon principe l'eſt auſſi. Ce qui n'eſt d'abord que commodité, devient dans peu néceſſité par l'habitude ; en conſéquence les arts néceſſaires pour ſe vêtir, ſe loger &c. les réglemens inventés pour établir & ordonner la ſociété, toutes ſuperfluités inconnues aux premiéres colonies de l'univers dont je parlois tout-à-l'heure,

étoient des néceſſités indiſpenſables pour les ſeconds. Ils emporterent donc toutes ces choſes de leur berceau, & ce furent autant de points de reconnoiſſance, qui perpétuerent chez ces nouveaux peuples la mémoire de leur origine : les langues d'ailleurs étoient devenues nombreuſes & variées, en proportion de la multiplication des beſoins & des ordonnances de la ſociété. Les chemins & les communications plus libres entretenoient cette ſorte de fraternité. En un mot les colonies reconnurent leur ſouche, & conſerverent en général avec elle une alliance de prédilection.

Les colonies du ſecond âge libres encore.

Cependant on ne voit nulle part que ces colonies aient aucunement relevé de la métropole. Le Chef ou la République leur donnoit des loix, plus ou moins relatives à celles des pays dont ils étoient originaires, ſelon que l'exigeoient les néceſſités des temps & des lieux, l'humeur ou le pouvoir ſoit du peuple, ſoit du gouvernement ; ils en envoyoient même quelquefois de-

mander à leurs voiſins, ainſi que des hommes capables de les faire exécuter. On en voit pluſieurs exemples dans l'Hiſtoire ancienne; mais jamais ces peuples ne renoncerent à leur liberté primitive, moins encore en faveur de la ſouche dont ils tiroient leur origine: & comme l'homme en général édifie avec infiniment plus de vivacité & de ſuccès, qu'il ne ſçait conſerver, il arriva preſque par-tout que ces nouveaux établiſſemens devinrent plus puiſſants que ne l'étoient les anciens.

Tel fut en général le régime des colonies du ſecond âge. Depuis long-temps le berceau de l'humanité étoit en proie à l'ambition & aux malheurs, qui accablent les peuples des Monarchies trop étendues; lorſqu'au centre de l'Europe, pays plus diviſé par la nature, & mieux défendu par le caractere de ſes habitans, ſe forma, par des travaux ſuivis & redoublés, une puiſſance deſtinée à réunir toutes

les parties du monde possible à connoître alors.

Depuis la naissance de Rome, l'Histoire ancienne se rapproche de nous; c'est-là l'époque où j'ai marqué la cessation des colonies du second âge, en renvoyant à l'ordre des fondations & des forteresses les établissemens que j'ai notés ci-dessus. Les invasions des Barbares dans l'Empire Romain qu'ils inonderent de toutes parts, & les incursions de leurs successeurs sur les Monarchies qu'avoient fondées les premiers, sont des dévastations, & non des branches de la population.

Enfin, la barbarie ayant plus que jamais séparé & concentré les différentes parties de l'univers, tout-à-coup l'invention de la boussole ouvrit de nouvelles routes à la curiosité humaine. Cette découverte aidée de deux autres ses contemporaines dont j'ai parlé ailleurs, nous fit connoître un nouveau monde & un nouvel ordre de cho-

ses. C'est ici que commence le troisiéme âge des colonies, qui vient jusqu'à nous.

Troisiéme âge des colonies.

Les premiers peuples de l'Europe, qui passerent en Amérique, ne furent pas des colons, mais au contraire des Conquérans, c'est-à-dire, des dévastateurs, & les pires de tous. La soif de l'or, toujours excitée par ce qui devroit la satisfaire, fut le premier & l'unique objet de nos aventuriers. Elle a retardé long-temps leurs succès, a fait de tout temps, & fait encore de nos jours de ces vastes contrées, un théatre d'horreurs qui déshonorent l'humanité; & cette soif, quoique moins brutale en apparence, plus éclairée aujourd'hui, puisqu'on commence à estimer ces pays par ce qu'ils peuvent rapporter au commerce autant que par leurs mines & leurs diamans, est encore néanmoins le point capital de l'attention des Puissances, puisque l'interêt peut-être le plus sordide, & j'oserois dire le plus mal entendu

dans ſes moyens, eſt l'ame de leur conduite en cette partie.

Inutilement ferois-je ici un précis des annales du nouveau monde depuis ſa découverte, il ne pourroit ſervir qu'à nous faire rougir de la conduite de nos peres, ſans nous porter ſans doute à en avoir une meilleure. Je ne prêche la morale, qu'en tant qu'elle eſt l'interêt bien entendu, & dans ce ſens il ſuffit de prendre les choſes telles qu'elles ſont aujourd'hui.

Le nouveau monde, dont les anciens habitans, du moins la plûpart, ſe prétendent libres, & uſent cruellement quelquefois de cet attribut envers les nouveaux, eſt partagé, plus en deſir encore qu'en réalité, entre quatre Puiſſances de l'Europe : les Eſpagnols, établis ſur les débris des deux grands Empires du Mexique & du Perou; les Portugais, qui occupent une grande & riche province de l'Amérique méridionale; les Anglois, qui s'étendent ſur les côtes depuis ces derniers juſques aux extrémités de

l'Amérique ſeptentrionale, & poſſedent encore quelques iſles dans le Golfe du Mexique, ainſi que les Hollandois ; nous enfin, autrefois les maîtres, maintenant les coureurs de l'Amérique ſeptentrionale, & inſulaires au midi comme ceux-ci : chacune de ces nations a une façon d'être dans ces nouveaux établiſſemens, relative à ſes mœurs, & à la forme de ſon gouvernement en Europe.

L'Eſpagnol dans ſes colonies.

L'Eſpagnol toujours immuable dans ſes préjugés, parce que l'orgueil en fait le tiſſu, & que l'orgueil eſt toujours content de ſa façon d'être, l'Eſpagnol, qui de tous les peuples eſt celui qui a le plus retenu des vices & des vertus des ſiècles d'ignorance, obéit & commande avec hauteur, fait conſiſter ſa dignité dans la pareſſe, ne connoît de richeſſes que l'or & d'autre uſage de l'or que le faſte & l'oſtentation. Il dédaigne de ſe courber vers la terre nourriciére, & force des eſclaves à s'enterrer dans ſes entrailles, pour en arracher l'objet

de ſa cupidité ; vrai Mogol de l'Amérique, il a fait par le fer ce qu'il eût fait également par la forme de ſon gouvernement. Il a déVaſté des pays immenſes, il regne ſur des contrées déſertes, qui ne lui donnent d'autre ſoin que celui d'en défendre l'entrée aux étrangers ; maître terrible & fidèle ſujet, il attire ſans ceſſe les habitans de ſon ancienne Patrie, & lui renvoie en échange ces threſors qui la ruinerent autrefois, & dont elle ne fut plus que l'entrepôt.

Le Portugais.

Le Portugais, puiſſance précaire, & qui n'a de la Souveraineté que l'indépendance, eſt en Amérique ce qu'il eſt en Europe, pour la conduite & le gouvernement. Il fouille les mines, & les carriéres de diamans, fraude les prohibitions, & franchit les barrières des Eſpagnols, attire de chez eux la poudre d'or &c. le tout pour le compte des Anglois, dont il n'eſt que le Facteur, à titre ſi onéreux, que l'Angleterre perdroit beaucoup à être Reine de Portugal, & Maîtreſſe du Brezil.

L'Anglois, le plus éclairé des peuples d'Europe en ſa conduite dans le nouveau monde, y eſt cependant comme chez lui, un composé de deux principes ſi oppoſés de leur nature, qu'il ſera toujours impoſſible de les réunir en un point, & que leur alliage dévorera toute Société, comme il détruira enfin cette nation, ſi l'un de ces deux principes ne l'emporte à la fin ſur l'autre, je parle de l'amour de la liberté, & de celui des richeſſes. De ces deux principes, le premier eſt éclairé, quoique ſouvent fougueux, il a le bien pour objet, quoiqu'il ſçache rarement s'arrêter au cran du bien poſſible qui eſt le ſeul réel : il retrace ſans ceſſe à l'homme les droits de l'égalité, de la juſtice, de l'humanité enfin. Le ſecond au contraire, toujours aveugle, eſt une rage inſatiable, ſoit qu'elle couve ou qu'elle laiſſe éclater ſes fureurs ; rien ne lui coute, rien ne l'effraye ; elle n'a d'objet que le ſuccès, *rem, quocunque* L'Anglois.

modo rem. La cupidité n'a vû tomber les préjugés nobles & vertueux, que pour mettre à leur place les plus viles paſſions : rend-elle ſervice ? elle prête à uſure. Donne-t-elle des ſecours ? elle les fait acheter. Elle ne ſçait même ſe défendre, ſe venger, être cruelle enfin, qu'à profit. Dans ſes mains le commerce n'eſt que fraude & violence, la politique qu'eſpionnage, ſubtilité, noirceur, & trahiſon. Qu'on compare ces deux mobiles d'après ces portraits abrégés & foibles, & qu'on juge ſi les reſſorts qu'ils doivent faire mouvoir, peuvent être d'eſpece à s'amalgamer.

Je l'ai dit ailleurs, un peuple dont l'objet municipal & domeſtique eſt le premier de ces deux mobiles, & dont l'objet extérieur & étranger eſt le ſecond, ne ſçauroit long-temps unir ces deux contraires, ſans que l'un des deux emporte l'autre; mais enfin ils exiſtent dans le ſyſtême Anglois aujourd'hui, & ſemblables à ces combats ſoûterrains des élémens qui

causeront un jour les plus grands ravages, mais qui, en attendant, élevent des vapeurs qui fécondent la surface de leur séjour, on pourroit peut-être leur attribuer la prospérité éphémere, dont l'Angleterre étonne l'univers depuis près d'un siècle.

Ce composé, tout défectueux qu'il est, a présidé à l'établissement de leurs colonies, & les dissonances qui en procedent, s'y montrent de toutes parts. L'esprit de liberté & de Patriotisme, que les colons ont apporté d'Angleterre, accompagné de tous ses attributs, a multiplié ces établissemens, leur a donné des loix de République, des Conseils, des Parlemens, des autorités balancées, des variétés par-tout en ces choses même, & du ferment ou un entier découragement aux lieux où l'autorité est plus militaire, que municipale : aux lieux où le Gouvernement est au gré des colons, l'industrie, le commerce & les arts s'établissent à l'instar des plus florissantes villes d'Europe; dans les

pays au contraire, où la forme des loix eſt moins analogue à l'eſprit de liberté, quelques avantages que promettent le ſol & le climat, la population eſt arrêtée; tout deſerte, ou languit ſans accroiſſement.

D'autre part, la cupidité gêne en tous ſens, ou affoiblit ces mêmes colonies, pour leſquelles le patriotiſme de la nation fait de ſi fortes avances, & de continuels ſacrifices. La mer ne leur eſt ouverte qu'à certaines conditions, toutes onéreuſes & partiales. Sur terre, elle voudroit faire des villes contre l'ordre de la nature qui a preſcrit que les premiers colons habiteroient les champs, que leur ſuperflu formeroit des villages, ceux-ci des bourgs, & que des bourgs naîtroient des villes; au-lieu de cela, des Inſtituteurs, des Fondateurs, des Marchands, tous intereſſés, voudroient renverſer cet ordre naturel, & fonder d'abord des villes, des entrepôts, des magaſins, des marchés, avant d'habiter la campagne; ſemblables à

cet Architecte, qui vouloit placer tout cela dans la main du mont Athos, devenu la ſtatuë d'Alexandre.

Elle leur a fait enſuite un plan dans les nuës, qui conſiſte en trois lignes, dont le triangle embraſſeroit l'Empire du nouveau monde, & en conſéquence celui de l'ancien. Ces trois lignes ſont d'enlever dans le Nord toutes les pêches, véritable Perou du commerce; au Midi, les mines; dans les Terres, les pelleteries; & le triangle entier eſt de s'établir de proche en proche ſur toutes les côtes, projet ſi conſtamment & ſi ouvertement ſuivi, qu'il ſemble que l'Angleterre ait le deſſein de bloquer & réduire l'Amérique par des lignes de circonvallation.

Ce deſſein cependant, qui comme tout projet hors de proportion avec les forces qui l'entreprennent, ne ſera jamais que le voyage de Pirrhus, a dans ſes branches des inconvéniens qui retardent la population, & la proſpérité de leurs

colonies. Les François, dont nous parlerons tout-à-l'heure, nation avanturière, & dont le gouvernement dans leurs colonies est infiniment plus propre à la guerre qu'à la paix, compagnons naturels en libertinage, en fougue, & en valeur des Sauvages, aidés par leurs Missionnaires toujours infatigables, souvent Hommes d'Etat, viennent à la moindre rupture, le flambeau & la hache à la main, punir le pauvre colon, des attentats vrais ou prétendus de l'ambition. Plus leurs rivaux les détachent du commerce en l'opprimant, plus ils les livrent au brigandage toujours cruel & inattendu. Les propriétés Angloises se rétrécissent en réalité en proportion de ce que leur territoire s'étend en idée; personne ne gagne à ces affreuses guerres, & l'humanité entiére y perd.

Le François dans ses colonies.

Le François enfin est ainsi que les autres, dans ses colonies, marqué au coin de son gouvernement, & malheureusement aussi au coin de son génie. Un Gouverneur, un

Intendant, ſe prétendans tous les deux Maîtres, & jamais d'accord; un Conſeil pour la forme; gaieté, libertinage, légéreté, vanité, force fripons très-remuans, d'honnêtes gens ſouvent mécontents, & preſque toujours inutiles; au milieu de tout cela, des héros nés pour faire honneur à l'humanité, & d'aſſez mauvais ſujets capables dans l'occaſion de traits d'héroïſme; le vol des cœurs, pour ainſi dire, & le talent de ſe concilier l'amitié des naturels du pays; de belles entrepriſes, & jamais de ſuite; le fiſc qui ſerre l'arbre naiſſant & déja s'attache aux branches; le monopole dans toute ſa pompe; voilà nos colonies & nos colons.

Tels que les voilà faits, ils ſe ſont aviſés auſſi d'être intereſſés, & terriblement. Cela leur a bien réuſſi, comme vous allez voir; mais ç'a été la faute de l'Europe, plutôt que celle de l'Amérique. Arrivés ou établis les premiers dans l'Amérique ſeptentrionale (car peu m'importe la chronologie des dé-

couvertes, qui me fait rire toutes les fois que je la vois sérieusement discutée dans des Traités) ils avoient à choisir de tous les dons de la nature, à la reserve du seul qu'on cherchoit alors, & dont ils se dégoûterent heureusement, je veux dire les mines. La terre étoit excellente dans ses productions, la mer la plus poissonneuse qui soit au monde, le commerce des pelleteries tout neuf, & si abondant qu'on n'en sçavoit que faire. Ils se déterminerent en braves François : ils prirent tout, & tout de suite furent plus loin, pour voir s'il n'y auroit pas encore quelque chose de meilleur. Ils étoient sept; l'un demeura en Terre-Neuve & dit : Malgré ces brouillards je tiens ici, & toute la pêche est à nous; deux en Acadie, qui bientôt se battirent entre eux, à cause qu'ils étoient trop serrés. Les quatre autres se furent poser à Québec, dont l'un fut à plein pied, par le plus beau chemin du monde, s'établir dans la Baye Hudson; deux autres, pour prendre

l'air, remonterent le fleuve pendant quelques vingt-cinq, trente ou quarante jours, jargonnerent avec les Sauvages qu'ils n'avoient vûs depuis long-temps, & leur demanderent des nouvelles, les filouterent de leur mieux, furent à la chaſſe aux hommes avec les premiers qui les en prierent ſans leur demander pourquoi, & ſeulement pour ſe déſennuyer; ficherent quatre bâtons en terre, qu'ils appellerent *Forts*, par-tout où il leur parut que s'aſſembloit la bonne Compagnie, & ſur-tout planterent force poteaux, où ils eurent ſoin d'écrire avec du charbon : *De par le Roi.*

Tels ſont les titres inconteſtables que nous avons ſur l'immenſe pays appellé la Nouvelle-France ; & je demande au fond aux autres Peuples qui pourra en produire de meilleurs de ſes poſſeſſions dans le nouveau Monde. Quoi qu'il en ſoit, nous y voilà : & quoique nous ne puſſions pas plus enlever toutes les fourrures en l'état où étoit notre commerce alors, que manger toutes

les moruës (ce n'eſt pas à dire ; parce que le Grand-Seigneur ne ſçauroit uſer de toutes ſes femmes, qu'il ſoit juſte qu'un autre vienne les lui enlever) point du tout ; ces coquins de Commerçans en titre, qui furetent par-tout, vinrent s'établir à ce qu'ils appellent aujourd'hui la nouvelle York ; ils ſe trouverent arrivés par le plus court chez les vendeurs de caſtors. Comme ces Marchands ſont des vilains qui léſinent ſur tout, ils fourniſſoient les couteaux, cizeaux fins, les peignes, les ſifflets &c. à meilleur marché que nous, achetoient les peaux plus cher, & les Sauvages ſe mirent tous pour la plûpart à faire la contrebande. Nous voulûmes empêcher cela ; nous nous battîmes ; & puis on ſe battoit en Europe, nous nous battîmes encore ; & ſans nos Séminaires & nos Couvents, perſonne ne ſeroit reſté à la maiſon, tant nous aimons à nous battre.

Tout cela cependant alloit aſſez bien, & nous étions du moins bons chiens du jardinier dans ces con-

trées ; quand les néceſſités d'Europe firent recevoir la Loi en Amérique, & ſans coup ferir nous rendîmes l'Acadie, Terre-Neuve, & la Baye Hudſon ; c'eſt-à-dire, qu'on nous laiſſa le ſecond étage de la maiſon, à condition que deſormais nous ne paſſerions plus par la porte. Bien contents de cette poſition, nous nous pratiquâmes une fenêtre au rès-de-chauſſée, nommée Louiſbourg, par laquelle nous pouvions en quelque ſorte entrer & ſortir. Par la raiſon que de pauvres gens, qui n'ont qu'une écuelle, la récurent du moins tous les jours, il étoit tout ſimple que nous euſſions ſoin de cette porte bâtarde : gens bien entendus prétendent même que ce Louiſbourg, en bonnes mains, pourroit devenir une colonie conſidérable, & une ville de commerce du premier ordre, entrepôt naturel de celui des deux Indes & de l'Europe ; mais ce n'eſt pas la peine ; tout ce qui eſt, eſt bien, & en conſéquence il n'y faut rien changer. Nous laiſsâmes donc Louiſ-

bourg comme il étoit, ne fût-ce que pour en donner moins d'envie à nos ennemis ; ils en furent tentés cependant, & quand on ſçut qu'ils l'avoient pris, nos politiques cherchoient ſur la Carte, au long du Rhin, de la Mozelle, ou de la Meuſe, où étoit ce Louiſbourg, bien étonnés de n'y trouver que Straſbourg, Philiſbourg, Sarrebourg, &c. Les Anglois cependant nous le rendirent pour rien, ou preſque rien. Aujourd'hui enfin, c'eſt tout de bon, & ſur les lieux contentieux, que les Romains & les Carthaginois diſputent de l'Empire. A Rome, on dit que les Carthaginois ſont des ambitieux ſans principes, & qui violent ouvertement le droit des gens ; à Carthage, que les Romains ſont des brigands cruels. Des trois Vertus Théologales, la Foi me paroît en cette occaſion celle qui doit prendre le deſſus. En effet, Carthage connoît les lieux, & ne ſçait pas la guerre ; Rome ſçait la guerre, & ſi peu les lieux, que non-ſeulement

dans mille brochures, mais encore dans ſes papiers publics & imprimés ſous l'autorité du Gouvernement, on y parle par-tout des Apalaches, comme on le feroit des Alpes, les traitant de barrières impénétrables, placées par la nature pour tracer les bornes des deux Empires, tandis que ce ſont des roches ſimples, & qui à peine ſortent de terre en bien des endroits. Qu'arrivera-t'il de tout cela ? En Eté, les colonies nombreuſes & riches feront de grands efforts; arriveront de toutes parts ſur la retraite des voleurs prétendus, leur feront du mal & plus encore de peur; mais une des brigades de la Maréchauſſée arrivera trop tard; l'autre s'embourbera en chemin, une troiſiéme manquera le rendez-vous, les maladies détruiront la quatriéme. Ils planteront des Forts, gagneront du terrein qu'ils auront payé au centuple de ce qu'il vaut; l'hiver viendra enſuite, & les guerriers alors pouſſant plus loin leurs endiablées troupes légéres, feront

de toutes parts mille maux aux malheureux colons rentrés dans leurs héritages. Beau métier pour des nations policées, qui eussent pû se prêter la main dès les premiers temps, en se retrouvant dans des terres inconnues & dans un nouveau monde ! Quoi qu'il en soit, telle est notre façon d'être, relativement au commerce & au militaire dans le continent du nouveau monde. Considérons-nous maintenant du côté du civil, de l'agriculture, des arts, de la population, de tout ce qui constitue enfin la vraie force des colonies.

La Providence a fait seule, pour ainsi dire, notre établissement en Canada. Quand les premiers dont j'ai parlé ci-dessus, s'y furent arrêtés, on en conta d'abord merveille en France, la plûpart aimerent mieux les croire que d'y aller voir : quelques-uns furent plus curieux, & tous en partant eurent soin de se munir de bons priviléges exclusifs : il fut un temps où l'on en expédioit aussi aisément à la

la Cour de France, que de Brevets de la Calotte depuis ; le dernier privilége abſorboit toujours les précédents. Le devancier dépouillé revenoit en France parler le dernier, avoit raiſon, & retournoit enſuite combattre ſon rival avec des armes toutes ſemblables.

A cette navette de Privilégiés ſuccederent des Protecteurs, des Princes, qui n'en tinrent cure ; des Dévots, qui y envoyerent de quoi prier Dieu. Il faut avouer cependant, que c'eſt au zèle de pluſieurs de ces derniers, qu'on dut les principales racines que nous jettâmes dans ce pays-là. Les Miſſionnaires s'écarterent chez les différentes nations des Sauvages, en connurent l'eſprit & la langue ; acquirent, au prix de beaucoup de ſang & de travaux, bien du crédit chez pluſieurs d'entre eux ; & nos ennemis ſe plaignent encore chaque jour des effets de ce crédit qui leur eſt ſouvent fatal. Les établiſſemens d'ailleurs relatifs au miniſtere de la Religion, qui trop multipliés

ſurchargent ſouvent une ſociété toute établie, peuvent être très-utiles à une colonie naiſſante, & ſi éloignée. Ce ſont autant de compagnies, qui excitées par ce deſir toujours vivant d'établiſſemens particuliers, ne laiſſent pas de concourir à l'établiſſement général.

Après les Protecteurs ci-deſſus cités, vint la Compagnie des cent Aſſociés, tous les plus puiſſants de l'Etat, & qui ne firent rien du tout; au contraire, tout retomba dans une langueur abſolue. Enfin parut la célébre époque de la naiſſance des vuës maritimes en France; mais M. de Colbert, tout Colbert qu'il étoit, ſe trompa en un point qui a pendant long-temps encore arrêté le progrès de cette colonie. Au-lieu de ſonger à peupler de colons tranſplantés & affectionnés un pays immenſe, excellent de ſa nature, & qui s'offroit de lui-même à la population, notre Conſeil s'obſtina à vouloir ramener les Sauvages dans le ſein de la colonie, les y établir en bourgades, & leur don-

ner les mœurs Françoiſes.

Toutes les raiſons qu'on oppoſoit de deſſus les lieux à ce projet, paſſerent long-temps pour de vaines excuſes. Un mot ſeulement eût ſuffi pour montrer la vanité de cette idée ; & puiſque les Conſeils des Rois n'ont pas le temps d'étudier la nature de l'eſprit humain, ils doivent du moins ne jamais perdre de vuë l'Hiſtoire & les regiſtres de l'expérience, qui doivent compoſer leur métaphyſique. L'on ne trouvera pas un ſeul exemple d'un peuple brave & indépendant, qui volontairement ait échangé ſa liberté contre des commodités, dont l'habitude ne lui a pas fait des beſoins ; d'un loup, qui de ſon plein gré ſoit venu prendre le collier du chien. Ce fut pourtant à ce plan-là que l'on ſacrifia long-temps les ſecours réels que devoit attendre d'un Miniſtere éclairé une colonie auſſi eſſentielle, ainſi que pluſieurs nations voiſines & amies, qui aſſez faciles pour ſe laiſſer en partie détourner vers cet objet par

les Miſſionnaires, ont aſſez perdu de leurs mœurs pour ſuccomber ſous l'effort de leurs ennemis, & n'ont pas aſſez pris des nôtres pour faire de véritables colons. Bien peu d'entre ces nations nous ſont utiles, le reſte a fondu comme la neige au ſoleil, & cependant au lieu de *franciſer* les Sauvages, ceux-ci ont *ſauvagiſé* les François, & accoûtumé notre jeuneſſe au métier de coureurs de bois, épidémie qui la détruit & la rend incapable de cette ſubordination qui eſt l'ame des colonies. Nous nous ſommes enfin raviſés, mais comme on ſe raviſe en France, c'eſt-à-dire, *à demain les affaires*, & *demain*, l'idée de la veille a fait place à une autre : d'ailleurs la racine principale, je veux dire l'*Acadie*, étoit alors perdue. O nation frivole ! à la fin les chenilles deviennent papillons, mais le papillon ne ſçauroit paſſer l'hiver ſans miracle.

Cette envie de courir cependant, cette folie d'entreprendre au-delà de ſes forces, nous a fait faire

le pas le plus important & le plus recommandable vers la découverte du nouveau monde. Je doute que l'Hiſtoire ancienne ni moderne faſſe mention d'aucun exemple d'opiniâtreté, d'audace & de conſtance qu'on puiſſe mettre à côté de la découverte, & traverſée de cet univers du Nord au Sud, de l'Embouchure du fleuve S. Laurent à celle du Miſſiſſipi par l'interieur des terres. On diroit que notre courage, quand la fortune ſembloit s'apprêter à nous fermer d'un côté les avenuës du continent, cherchoit à s'en ouvrir d'autres. Si l'engourdiſſement des beaux arts va chez nous au point que la patrie refuſe un *Camoëns* au célèbre Cavelier, Sr. de la Salle, du moins l'Hiſtoire doit-elle tranſmettre ſon nom à la poſtérité, comme celui d'un des plus renommés bienfaiteurs de l'humanité. Ce héros qui, comme Moyſe, périt à l'entrée de la Terre-promiſe & ſi long-temps cherchée, faillit emporter avec lui tous les fruits de ſon travail. C'eſt de

nos jours qu'on a rassemblé les matériaux épars du projet de ce grand homme. O siècle éclairé ! vous avez bien fait la leçon aux siècles précédents par la justesse de vos connoissances & de vos mesures pour cet établissement ! D'abord pour vous y inviter, il fallut vous montrer des mines ; la poudre d'or y voltigeoit par tourbillons si épais, qu'ils offusquerent la vue perçante de cette nation philosophe jusques dans la ruë Quinquempoix. Ensuite on voulut peupler, & pour cela l'on vuida les hôpitaux, les maisons de force, & toutes les sentines du genre humain. Le *Mississipi*, mot devenu plus effrayant que la rouë, reçut pour colons & fondateurs l'ordure & les vomissemens d'une Ville impure, pour qu'à jamais tout honnête homme eût honte de tourner les yeux de ce côté. De tels gens ne pouvoient qu'exasperer les naturels du pays, dont la bien-veillance est si nécessaire dans des commencemens d'établissement ; les emplacemens fu-

rent d'ailleurs ſi bien choiſis, qu'il en fallut changer autant que de ſtations en un Jubilé; diviſion au-dedans, guerre au-dehors. Tels furent les fondemens de la colonie de la Louiſiane. La Providence a voulu qu'elle tînt malgré tout cela, & l'on en ſent aujourd'hui l'importance; mais qu'on ſe ſouvienne qu'elle ne tient qu'au Canada. Le Midi eſt pour le Nord l'antre du lion, tout y vient, rien ne s'en retourne. Appuyez les racines du Canada, établiſſez & renforcez les communications ſi heureuſement découvertes, c'eſt la véritable barrière à l'ambition des Anglois, & non vos Apalaches.

Tel eſt le précis de l'état actuel des colonies de l'Europe dans le nouveau monde. J'ai cru inutile de faire entrer dans cet abrégé le détail des différents établiſſemens dans les iſles. Cet article ſeroit très-important, ſi mon objet principal étoit le commerce; mais je ne le conſidere lui-même que relativement à la population, & l'on ſçait déja que mes vuës de commerce ſont très-

générales, & ſuppriment la ſcience des détails. Conſidérons maintenant ſi la véritable prudence a plus de part à la conduite des différents peuples de l'Europe relativement à leurs colonies, qu'elle n'en eut à l'établiſſement de ces accroiſſemens du genre humain; & ſi le ſyſtême effrayant de ſingularité, mais auſſi de vérité, que j'ai expliqué dans mon Chapitre précédent, ne ſeroit pas en Amérique, comme en Europe, la voie ſûre de l'utilité générale & particuliére, dont nous nous écartons viſiblement.

Ces colonies du troiſiéme âge dépendantes & comment.

Nous avons, en fait de colonies, enchéri ſur les anciens, en ce que nous avons dans ce troiſiéme âge imaginé de conſerver un empire abſolu ſur des ſujets auſſi éloignés: mais avant d'examiner ſi nous avons en cela bien ou mal fait, il faut conſidérer quel a été notre but primitif dans ces ſortes d'établiſſemens, c'eſt-à-dire, diſcuter le principe avant les conſéquences.

Un motif de pure curioſité mêlé de cette eſpérance vague qui en fait

toujours partie, fut le mobile des premiers voyageurs qui découvrirent le nouveau monde. Les beautés de la nature entaſſées dans ces belles contrées, aidées des avantages de la nouveauté, & exagérées dans les récits des premiers aventuriers, mais plus que tout, l'appas des richeſſes dont ils revenoient chargés, en firent courir nombre d'autres ſur leurs pas. Le bonheur (s'il eſt permis de nommer ainſi un arrangement de circonſtances où la main de la Providence eſt viſiblement marquée) préſida à la conquête des deux grands Empires du Mexique & du Perou. La fortune & le courage des Capitaines qui en devinrent les conquérants, ne les éblouirent pas au point de les faire manquer à leur devoir envers leurs Princes. Ce miracle étoit réſervé à la fidélité Eſpagnole. Ce n'eſt pas qu'une affectation d'indépendance leur eût aiſément réuſſi; la ſoif de l'or attiroit à chaque inſtant de nouveaux aventuriers dans ces riches con-

trées, tous munis de différents pouvoirs accordés par la jalousie de la Cour & des Gouverneurs. L'exemple des crimes précédents, le jeu des grandes passions, l'habitude contractée de la violence, tout ébranloit la subordination entre les vainqueurs cruels, & leur faisoit tourner contre eux-mêmes le glaive teint du sang des malheureux Indiens. Le désastre de Gonzale Pizane, le seul qui ait réellement affecté l'indépendance, aussi promptement abandonné que péniblement établi, n'étoit pas propre à leurrer ses imitateurs.

Soit vice donc, ou vertu, les Chefs Espagnols donnerent les premiers l'exemple de cette dépendance du nouveau monde pour l'ancien, qui ne s'est pas démentie depuis; & toute leur ambition se tourna vers le desir de s'enrichir. Les Navigateurs des autres nations qui découvrirent les autres parties de l'Amérique, n'avoient que le même but; & les Souverains de l'Europe voyant un Roi d'Espagne & des

Indes, commencerent à comprendre que les Ducs de Normandie d'autrefois avoient été des ignorants de permettre aux Hauteville de conquerir la Sicile pour leur propre compte, & qu'un Congrès assemblé à Utrecht ou à Soissons eût dû décider s'il étoit opportun de donner le Royaume de Jerusalem à l'infant Godefroi ; d'autre part, il ne fut plus question de conquêtes, dès qu'on ne trouva plus de sociétés réunies en forme d'Empire, & résolues à disputer le terrein ; mais profitant de la facilité des naturels du pays ou de leurs divisions entre eux, chacun en arrivant se mit à parcourir le plus de pays qu'il lui fut possible, toujours en prenant possession au nom de son maître, & ce fut pour ces limites imaginaires qu'on combattit quelquefois depuis, comme pour les autels & les foyers.

A la reserve de l'avantage idéal d'un titre venteux, on ne voit pas trop, à ne considérer les nouvelles acquisitions que du côté de la do-

mination, quelle ſorte de profit en tireroient les Princes d'Europe. Je ne ſçais ſi les armées, la magnificence, l'autorité enfin des Rois d'Eſpagne ſe ſont accrues depuis qu'ils ont joint les Indes à leurs Etats ; mais on ſçait que des Princes, dont la puiſſance a doublé de nos jours en tout cela, le Czar, le Roi de Pruſſe &c. ne poſſedent point d'Etats dans le nouveau monde. Auſſi les premiers aventuriers qui aquéroient ainſi d'immenſes Provinces à leurs Souverains, obtinrent-ils à peine un inſtant de leur attention, & quelques ſecours qu'on leur permettoit de tirer de l'Europe, plutôt qu'on ne le leur donnoit. Les Princes occupés chez eux de leurs véritables affaires, faiſoient de longues guerres pour acquérir une Place, un Baillage, & ſe foucioient peu des vaſtes acquiſitions qu'on faiſoit pour eux dans le nouveau monde.

L'eſprit du commerce ſe perfectionnoit cependant, & les productions de l'Amérique, toutes ſuper-

fluités autrefois, maintenant nécessités absolues, devinrent l'objet le plus important du commerce de l'Europe. Dans ce sens-là, l'on n'eût voulu d'abord que des entrepôts, tels que les nations commerçantes en ont sur les côtes de l'Afrique & de l'Asie; Comptoirs fortifiés, où les différentes compagnies ausquelles ils appartiennent, exercent une jurisdiction renfermée dans leurs murs, auxquels est joint tout au plus un médiocre territoire; mais bientôt on s'apperçut que les meilleures productions du nouveau monde avoient besoin d'être cultivées, & manufacturées sur les lieux pour être rendues propres au transport; en conséquence, il fallut fonder des Villes, cultiver les terres; en un mot établir & peupler des colonies en forme.

Troisiéme principe d'un systême monstrueux qui constitue la politique actuelle de l'Europe relativement à l'Amérique.

De ces trois choses si peu faites pour être combinées, à sçavoir l'esprit de domination, celui du commerce, & celui de la population, il s'est formé un systême neuf, & si je l'ose dire, monstrueux, qui

constitue la politique actuelle de l'Europe relativement à l'Amérique. L'esprit de domination voudroit embrasser plus d'étendue de pays, que tous ses sujets actuels n'en sçauroient enceindre, les plaçât on un à un seulement à portée de se parler avec un porte-voix. Il voudroit en outre gouverner ses sujets Amériquains autant & plus despotiquement que ceux qui sont à la porte de sa capitale. L'esprit de commerce, dont le ressort au fond est de vouloir tout pour soi & rien pour les autres, regarde les colonies comme les fermes du commerce; veut les nourrir, les vêtir, les meubler, les parer à son prix & à sa fantaisie, avoir leurs denrées aux mêmes conditions, leur permettre & leur prohiber selon son interêt; traiteroit enfin volontiers les colons, comme l'on dit que les chats-huants traitent les souris dont ils font provision pour l'hiver, leur apportant du grain, mais leur cassant les jambes pour les empêcher d'en aller chercher où bon

leur ſemble. L'eſprit de population enfin, ſent bien la néceſſité de renforcer & d'accroître les colonies; mais gêné dans ſa liberté par le premier de ſes confreres, dans ſon induſtrie par le ſecond, il ne prend que de fauſſes meſures, & dont l'effet eſt préciſément le contraire de ſon objet. S'il ordonne, par exemple, la diviſion des biens par égale part, eſpérant par-là d'une ſeule famille en faire quatre, il ſe trouve qu'au lieu d'un fort propriétaire en état de faire valoir ſon bien, & de faire les frais néceſſaires pour l'exploitation des denrées qui ont preſque toutes beſoin d'être manufacturées, il en arrive quatre ou cinq foibles qui vendent le mobilier, & laiſſent en friche l'immeuble: s'il attire des étrangers deſtinés à la culture des terres, ces eſclaves deviennent marchandiſe, leur malheur rend leurs maîtres plus fainéans, & tout homme doué par la nature du ſuprême avantage d'une couleur blanche ſe croit privilégié pour l'oiſiveté. En un mot, tous

les arrangemens de ces sociétés jurent, & contrastent les uns avec les autres. Tâchons d'en démontrer la discordance & l'instabilité; démonstration d'où naîtra naturellement la preuve, que le paradoxe politique que j'ai établi dans le Chapitre précédent, loin de nuire à la prééminence & prospérité de l'Europe, & de chacun des Etats qui se disputent la Souveraineté de l'Amérique, seroit au contraire le seul moyen d'éviter l'épuisement, où le mauvais systême actuel les jettera nécessairement; de peupler & féconder cette admirable & languissante partie de l'univers, & de faire en un mot le bien de l'humanité en général, & en particulier.

Commençons par les inductions simples & frappantes à opposer à l'esprit de domination. Je les traiterai assurément toutes, tant celles-ci que les autres, fort en abrégé. Il y auroit de quoi faire des volumes sur ces matières intéressantes. Je demande donc à

l'eſprit de domination, ce qu'il veut faire des contrées immenſes qu'il ne ſçauroit peupler, qu'à peine il peut parcourir, & dont les différentes parties ne ſçauroient avoir de correſpondance entre elles, que par le moyen de coureurs inſenſés dans leurs entrepriſes, déréglés dans leur conduite, infidèles dans leurs rapports, & qui loin de porter dans ces régions écartées les lumières & les mœurs qu'ils doivent à leur éducation, en rapportent au contraire dans leur patrie les vices, l'indépendance, & la brutalité des Barbares épars dans ces forêts. L'objet d'un Gouvernement ſage n'eſt pas ſans doute en cela de régner ſur des deſerts, & d'y établir un empire auſſi fructueux & conſideré, que l'eſt celui du Grand Seigneur ſur les Algériens, & autres Pirates des côtes de la Barbarie.

Faux calculs de l'eſprit de domination relativement au ſyſtême pris pour l'Amérique.

Notre plan en France, me dira-t-on, (car au fond ce n'eſt que pour elle que je parle) eſt de multiplier les productions de notre ter-

ritoire, en nous appropriant celles d'un pays abondant que nous avons acquis par tant de travaux. L'indépendance est l'attribut le plus cher, ou pour mieux dire, l'essence de la souveraineté. Nous avons de temps immémorial réduit nos voisins en Europe à nous craindre pour la leur, plutôt que de songer à entamer la nôtre; mais ce qu'ils n'oseroient imaginer même d'entreprendre par le fer, ils l'opereroient par le commerce, si nous ne nous mettions en état de nous passer d'eux. Les productions de l'Amérique sont devenues des nécessités en Europe, il faut donc que nous en ayons de notre propre crû. Nos colonies du Midi rempliront notre objet à cet égard. Quant à celles du Nord, la pêche & les pelleteries, les bois de construction, & autres denrées d'utilité premiére les rendent assez importantes; & quant à la célébre communication que nous desirons d'entretenir, elle est nécessaire pour le maintien de la Louisiane, colonie

nouvelle, ſerrée des deux côtés par deux nations jalouſes & bien établies, ſituée en un territoire qui nous promet la plus ſinguliére fécondité, mais ſous un climat lâche, & qui demande au Nord des défenſeurs.

Ce plan eſt beau ſans doute, & même judicieux; mais permettez-moi d'élaguer dans ma réponſe tout ce qui eſt relatif au commerce, qui aura tout à l'heure ſon article. Cela poſé, je vois dans votre hypothèſe un grand arbre qui prend ſa racine dans le Nord, & jette des branches juſques au Midi. Or, comme toute ſa force dépend des racines, c'eſt donc là d'abord que doit ſe fixer toute votre attention. J'ai dit ce que je penſois de Louiſbourg; mais l'Acadie, votre plus ancienne & plus aſſurée poſſeſſion autrefois dans le continent, l'Acadie, que vous avez cédée le lendemain du jour que vous démeubliez votre Capitale... Heureux le Miniſtre qui ſignera le Traité de ſa reſtitution! & ce Miniſtre ſera celui qui ſçaura

ne point craindre la guerre de trente ans, pour acquérir une bonne & ſtable paix : plus heureux encore celui qui viendra à bout de la peupler & fortifier, de façon qu'elle n'ait déſormais rien à craindre. Mais ce mot de digreſſion me jette hors de mon ſujet, & même de mon perſonnage naturel ; revenons.

Il s'agit donc de peupler, & de renforcer vos colonies. Oh ! je ne vous demande pas ſi une dépendance abſolue dans ſon Gouvernement, qui n'oſe rien entreprendre ſans une permiſſion d'Europe, rien décider ſans une conſultation & des ordres précis demandés à des Miniſtres déja trop chargés, & obligés d'abandonner comme détail à des ſous-ordres ces objets éloignés, tout importans qu'ils ſont ; je ne vous demande pas, dis-je, ſi vous croyez cette méthode bien propre à remplir l'objet ci-deſſus. Vous faites de cette ſubordination le principal rempart de votre domination contre le penchant naturel qu'ont des ſujets ſi éloignés à ſe-

couer le joug. Je crois cependant qu'il y auroit un moyen plus ſûr ; ce ſeroit de rendre ce joug ſi doux, qu'il fût recherché comme protection, & non redouté comme oppreſſion. Il eſt même vrai de dire, que c'eſt le ſeul moyen de venir à bout de votre plan. Vous convenez qu'il faut peupler, & fortifier vos colonies ; je crois qu'il en eſt à leur égard, comme d'un champ qu'il faut défricher, labourer, fumer & ſemer, avant que de rien recueillir. Si donc vous envoyez ſans ceſſe à vos colonies ſans ſonger à en rien retirer ; ſi vous leur donnez des Chefs d'une probité reconnue, d'une autorité naturelle & priſe dans la gravité des mœurs, patients, généreux, ſçachant eſtimer les hommes, découvrir, & cultiver leurs talens ; ſi vous payez bien ces Chefs, & les mettez à même de tenir un grand état ſans percevoir aucuns droits onéreux ſur le commerce, & moins encore ſur la débauche & les folies des colons ; ſi vous les y laiſſez long-temps avec

une autorité entiére ; ſi , fermant l'oreille aux plaintes & cabales des vauriens toujours ſoûtenus dans les Cours , vous déshonorez, quand ces Chefs reviendront, ceux qui ſe ſeront enrichis dans leurs places, & récompenſez ceux qui reparoîtront avec la pannetiére & la houlette, dormez alors ſur les détails, & ne veillez qu'aux ſecours principaux, & au choix des dépoſitaires de votre autorité ; vos colonies ſe peupleront & ſe renforceront d'elles-mêmes avec une rapidité , dont les progrès vous étonneront.

Mais, dira-t-on, ce ſyſtême ſpécieux dans l'expoſition ſeroit dans la pratique préciſément le moyen de relâcher tous les chaînons qui lient ces parties éloignées à la maſſe, d'écarter les rapports des Provinces à la Capitale, & de faire de ces plantations cultivées avec tant de ſoin, des Etats diſtincts & ſéparés de la Métropole.

Oh ! nous voici revenus à l'admirable axiome, *divide & impera ;* de crainte que les colons ne devien-

nent trop indépendants, il faut les maintenir foibles & grossiers, les livrer à un gouvernement intercadent, leur rendre enfin le joug habituel; c'est ainsi, dit-on, que Gènes a gouverné la Corse. Mais je veux que cette façon de faire vous réussisse en ce point; toujours est-il, que vous êtes convenus de la nécessité de peupler & de fortifier les colonies. Vous sentez vous-même que votre méthode actuelle n'y est pas propre; & tandis que vous languissez dans vos foyers sans aucun accroissement, vos voisins & vos rivaux qui suivent ma méthode, du moins en ce qui concerne la liberté intérieure, l'esprit patriote des colons, & les secours continuels que leur accorde la Métropole; vos rivaux, dis-je, gagnent chaque jour du terrein. Vous les combattez encore avec vos Sauvages, & la valeur de quelques colons; mais, outre que ce n'est qu'un feu de paille, qui brûle la pointe des feuilles, & n'empêche pas l'arbre de jetter bientôt de nouvelles

branches & de plus fortes racines; ces foibles races d'ennemis dangereux, nommés Sauvages, empoisonnés chaque jour par les eaux-de-vie que leurs ennemis leur apportent en abondance, disparoissent à vue d'œil de dessus la surface de leur terre natale. Vous vous trouverez un jour isolés & livrés à vos propres forces, qui diminuent en proportion de ce qu'augmentent celles de vos rivaux. Il n'y aura bientôt plus pour vos colonies, demeurées foibles, que l'alternative, ou d'arborer le pavillon d'Angleterre, ou d'avoir été.

C'est donc une nécessité absolue, que de peupler & fortifier vos colonies. Elles ne sont pas situées de façon à vous permettre d'en jouir long-temps dans l'état où elles sont. Or il n'y a certainement pour cela de moyens actifs, que ceux que je propose.

Quant à la perpétuité de dépendance de leur part, devriez-vous m'en croire, si je vous en répondois? Eh! qui vous répondra de votre

votre propre ſtabilité? Le nouveau monde certainement ſecouera le joug de l'ancien, il y a même apparence que cela commencera par les colonies les plus fortes & les plus favoriſées; mais dès que l'une aura fait le ſaut, autant en feront toutes les autres. Vainement nos petites cervelles, tant de Londres, que de Paris, ſe creuſeroient en ſpéculation pour empêcher cet évenement; ce qu'elles feront pour le prévenir, en accélérera l'accompliſſement. Cet écrit durera, j'eſpére, plus que moi, & j'y conſigne cette prophétie, dont je n'ai aſſurément pas les gants; mais je conſidére cette défection d'un tout autre œil que ne font nos Hommes d'Etat d'aujourd'hui, & je penſe que la nation, à laquelle ces colonies feront fauxbond la premiére, ſera la plus heureuſe, ſi elle ſçait ſe conduire ſelon les circonſtances. Elle y perdra beaucoup de ſoins & de dépenſes, & y gagnera des freres puiſſants, & toujours prêts à la ſeconder, au lieu de ſujets ſouvent onéreux.

Le nouveau monde ſecouera le joug de l'ancien.

Mais enfin, cette alternative n'eſt plus d'option pour nous, les Anglois en veulent bien courir les riſques: leurs principales colonies ſont, à peu de choſe près, les ſœurs de leur Métropole; & marchant ſur ce pied-là, elles nous auront bientôt abſorbés, ſi nous ne les combattons des mêmes armes. Renforçons donc nos colonies; du moins au pis aller, & en cas de défection générale de l'Amérique, les nations d'Europe, qui auront établi le plus de leurs freres dans le nouveau monde, auront le droit le mieux fondé à la reconnoiſſance & à la confraternité des habitans de ce nouveau théatre de l'humanité; & il faut avouer qu'à cet égard, nous avons un avantage pris dans la nature du François, qui, propre à tous les climats, à tous les lieux, à toutes les courſes, a cependant toujours un œil ouvert ſur ſa Patrie. Cet évenement ne la défigureroit point.

La France depuis douze cents ans fait l'admiration du monde

connu, elle le ſeroit bien encore du nouveau monde dans toute ſa future ſplendeur ; mais en ſuppoſant que la proſpérité Américaine pût un jour effacer notre luſtre, eſt-ce cette ſplendeur de comparaiſon qui fait notre gloire & notre bonheur ? Il s'enſuivroit de-là qu'il vaudroit bien mieux vivre parmi des gens contrefaits de corps & d'eſprit, pour être un phénix parmi eux, que dans une ſociété choiſie où l'on ne ſeroit qu'un homme ordinaire. Cet amour propre-là ſeroit au-deſſous de l'inſtinct de la brute. J'ai dit & démontré, en parlant du commerce étranger, que la proſpérité de nos voiſins faiſoit partie de la nôtre ; c'eſt un des principaux arcs-boutans de mon ſyſtême, mais dont la vérité eſt tellement ſenſible & frappante, que les préjugés contraires ne peuvent être regardés que comme un encroutement de cette barbarie dans laquelle nous ſommes encore plus d'à moitié plongés. Ceci nous mene naturellement à la diſcuſſion des

priviléges de l'eſprit de commerc
dans la direction des colonies.

Faux calculs en ce genre de l'eſprit de commerce.

Il eſt donc dit & établi, que l
commerce eſt le principal, ou pou
mieux dire, l'unique objet de no-
tre ambirion & de nos travaux e
Amérique. Cela poſé, notre con-
duite dans le nouveau monde (pou
ne parler que de nous) adminiſtr
par les faits la plus éclatante preu-
ve de la vérité de l'axiome qu
j'ai établi ailleurs, que *le commerc
doit ſervir en liberté, & jamai
ne commander.* Conſidérons notr
conduite paſſée & préſente, & nou
verrons de combien d'erreurs e
ſuſceptible ce déplacement d'être
qui fait marcher devant ce qui d
ſa nature doit ſuivre, & qui veu
labourer avec un ſoc renverſé. O
conçoit aujourd'hui qu'il étoit im
poſſible de commercer en Améri
que ſans s'y établir : mais combie
de temps & d'avantages ne nous
pas fait perdre la cupidité de nou
enrichir par des traites & des re-
tours apportans, avant que d'avoi
fait un établiſſement ſolide !

Des deux objets même de commerce que nous préſentoit l'Amérique ſeptentrionale, l'un eſt d'utilité première, immenſe, & d'une facilité ſurprenante ; ce ſont les pêches : l'autre, d'une utilité ſeconde, bornée, & d'un genre dépendant, & plein de difficultés d'une nature à croître chaque jour ; ce ſont les pelleteries. Nous nous ſommes cependant livrés tout entiers à cette dernière, & de façon que, tandis que nous avons pris tant de précautions également inutiles, coûteuſes & tyranniques, eſſuyé tant de guerres, ſans celles qui nous attendent, pour nous conſerver la traite excluſive des pelleteries, nous avons négligé dix occaſions où il n'y avoit plus qu'un pas à faire pour chaſſer nos ennemis de Terre-Neuve. Nos pêches errantes ne ſont preſque rien, & nous n'avons aucune pêche ſédentaire paſſablement établie.

Ecoutez le commerce encore actuellement, & appréciez d'après on eſtime l'importance de vos co-

lonies. Le Canada lui paroîtra la derniére de toutes: c'eſt, dira-t-il, la plus pauvre, on n'en peut tirer que quelques bois & des pelleteries de peu de rapport, & il ne la conſidérera que comme ſervant de barrière aux entrepriſes des Anglois ſur la totalité du continent. Les pêches cependant, ce Perou inépuiſable des Hollandois, qui entretient tant de bâtimens, exerce & endurcit tant de matelots, qui procure aujourd'hui à l'Europe un quart de ſubſiſtance, & de celle ſur-tout des pauvres gens, article ſi intereſſant, les pêches nous ſeroient interdites ſur le grand banc & dans le fleuve, ſi nos établiſſemens de l'Amérique ſeptentrionale venoient à tomber. Ce ſeroit par là que nous deviendrions vraiment tributaires de nos voiſins, & tout autrement que par le ſucre, le caffé & l'indigo, matières d'une utilité ſeconde, & nullement de néceſſité: mais ce ſont le matelot, l'armateur & le cabotage qui ſubſiſtent par les pêches, & qui en nourriſſent trois

millions de ſujets du Roi. Le commerce conſideré comme état à part, n'y gagne rien ; le Canada produit beaucoup de grains, & ſe paſſe de nos farines ; ſes habitans ont plus beſoin de raquettes pour courir ſur la neige, que de ſouliers brodés ; ſa pauvreté qui entretient ſa valeur, lui prohibe le luxe qui ruine les Créoles pour enrichir des faiſeurs de pacotilles qui ne rapportent ſouvent des iſles que des billets inſolvables. En conſéquence le commerce, qui en général eſt politique comme Petit-Jean de la Comédie, ne s'intereſſe au Canada que par ouï-dire.

Mais que fait-il enfin pour ſes cheres iſles ? En quoi ce commerce ſi vanté eſt-il ſi avantageux à l'Etat ? Pour peu qu'on ſe rappelle les principes que j'ai établis dans tout le cours de cet Ouvrage, on verra d'un coup d'œil que dans la partie qui ne conſiſte qu'à y porter nos farines & nos vins pour en rapporter les denrées du pays, ce commerce-là eſt très-ruineux ; c'eſt

échanger notre ſuc alimentaire contre des denrées de nulle ſubſtance, nourrir des peuples éloignés, & dont le Souverain ne peut tirer preſqu'aucun des ſervices qu'il doit tirer de ſes ſujets, aux dépens de ceux qui devroient environner ſon thrône, accoûtumer les Régnicoles à échanger le néceſſaire contre le ſuperflu, & les Créoles à n'avoir qu'une ſubſiſtance précaire, & ſi coûteuſe, que la forme ſeule en prononce peine de mort contre le peuple & les pauvres.

Mais, dira-t-on, nos farines & nos vins, nous les tirons de cantons qui n'auroient pas de débouchés ſans cela; or le tranſport nourrit & entretient un nombre de matelots & gens de mer, genre d'hommes ſi néceſſaires ſelon vos propres principes.

De ces deux raiſons, la premiére ne part que de la hideuſe ignorance qui nous fait ſuppoſer qu'il peut jamais y avoir trop de denrées dans un Etat. L'on ne m'a pas lû, s'il reſte encore quelques

traces de ce préjugé à mon lecteur ; & quant à la seconde qui regarde les gens que le transport & la voiture font vivre, je vous dirai qu'il vaut mieux que ces frais entretiennent les gens de riviere & de canaux & autres voituriers que j'ai établis dans mon plan de vivification. Suivez-le de point en point ; & loin d'avoir moins de matelots entretenus par les frais de nolis, de bâtimens maritimes chargés de denrées, vous en aurez davantage, avec la seule différence que loin d'exporter au-dehors vos denrées, ils vous en apporteront de celles de l'étranger.

Le commerce de denrées avec nos isles nous est donc onéreux ; mais il en est un autre qui a mille branches, & qui, de mon aveu, est très-utile ; c'est celui de toutes les quinquailleries, parures, menues marchandises enfin, tant utiles qu'agréables, que consomment les Créoles, & que notre commerce tire de Paris & des Provinces. Sans contredit celui-là est

très-bon, il ſeroit cent fois meilleur cependant, ſans les prohibitions & entraves que la cupidité & les vuës mal entendues du commerce dictent au Gouvernement, & qui arrêtent l'accroiſſement des colonies, & bornent par conſéquent leur conſommation.

Si les colons étoient les maîtres de tirer de leurs poſſeſſions toutes les ſortes de denrées qu'elles pourroient produire, de ſe fournir de celles que le ſol leur refuſeroit, de la main quelconque qui leur offriroit à meilleur marché, s'il leur étoit permis de recevoir les néceſſités de leur entretien; & même de leur luxe, de ceux qui les leur viendroient préſenter, & même de les aller chercher & échanger où bon leur ſembleroit; vous ne nierez pas qu'en cet état les colonies ne devinſſent promptement, au milieu de cette abondance, très-fortes, très-puiſſantes & très-peuplées; que le prix du terrein n'y accrût de beaucoup; que la culture & le produit n'en doublaſſent, &

que les villes, séjour des riches habitans, ne devinssent l'image de la prospérité. Si vous me niez cela, toutes régles de calcul & d'expérience sont fausses, & je n'ai plus rien à dire : si vous en convenez au contraire, je vous demande, si le pays de l'industrie, du travail, & de l'activité, *la France*, trouvera moins de ressources dans son droit de prééminence à elle attribué par la nature vis-à-vis d'un nouveau monde puissant & riche, qu'elle n'en a aujourd'hui par son droit exclusif si souvent fraudé, si peu assuré dans ses profits, dans les retraites languissantes d'un tas d'interlopes & de fainéants.

En vous passant, dira-t-on, la supériorité de Paris pour les ajustemens, bagatelles & autres marchandises de détail, article qui seroit sujet à bien des exeptions, vous ne pouvez aussi nous nier que les Hollandois & les Anglois ne naviguent à moitié meilleur marché que nous ; en conséquence si les prohibitions tombent, il n'y

aura plus qu'eux de reçus dans les ports de nos colonies, ils viendront eux-mêmes chercher chez nous nos propres marchandises ; & notre commerce maritime que vous recommandez tant, viendra à rien.

L'objection est simple & naturelle ; elle est tirée d'après les faits existants & visibles : & avec cela je vous soûtiens moi, qu'elle n'est pas faite pour arrêter un instant. 1°. Notre mal-adresse maritime est une idée, dont l'expérience a démontré de tout temps la fausseté. Je l'ai dit ailleurs ; dans cinq ans notre marine militaire naquit & crut au point de tenir tête à celle de l'Europe combinée. Louis XIV. en vain eût imaginé & travaillé en grand, s'il n'eût trouvé dans ses sujets cette aptitude inimitable en tout genre d'industrie & d'entreprises. De tout temps, même avant les Romains, les peuples de nos côtes, tant du Ponent que du Levant, étoient les plus hardis navigateurs de l'Europe. Nos loix fiscales d'une part lient en tout sens le commerce,

& nos loix de police maritime de l'autre gênent & engourdiſſent la navigation. C'eſt des cendres de ces deux codes que naîtroit un eſſain d'armateurs plus hardis, s'il eſt poſſible, que ceux du Texel. Bientôt ils ſçauroient tout auſſi-bien & peut-être mieux qu'eux, agréer leurs navires, de façon qu'ils fuſſent en état d'aller avec la moitié moins d'hommes. 2°. Qu'on ſe rappelle encore l'augmentation de mains, de produit, de matière première, & de travail que les Parties précédentes de mon plan auroient établie dans le Royaume; le bas prix des ouvrages, forcé d'une part par la concurrence, de l'autre, par le ſoin de repouſſer toujours l'or au-dehors; la facilité des traites intérieures, de la ſortie, & tous les autres points de vivification que j'ai démontrés faciles; & qu'on juge ſi dès-lors aucune nation de l'univers, tant œconome & vigilante ſoit elle, ſera en état de l'emporter ſur nous par le bon marché.

Je croirois inutile, après cette

expoſition, de faire une comparaiſon de cette méthode ſimple, & j'oſe dire indiſpenſable, avec celle dont on uſe aujourd'hui, énumérée & diſcutée en détail. Cet examen auroit l'air d'une ſatyre, & je n'en veux point faire. Si quelquefois la vivacité m'emporte juſques à laiſſer aller des traits qui paroiſſent porter, c'eſt aſſurément ſans malice aucune; & la preuve en eſt en ce que les diverſes profeſſions, qui de tous les temps ont été plus particuliérement le plaſtron des bons mots des grands & des petits, ſont en général celles ſur leſquelles j'ai obſervé le plus de retenue. Non-ſeulement tout homme en particulier, mais toute claſſe d'hommes, m'eſt reſpectable : toutes ſont utiles, ce n'eſt que le déplacement qui les rend nuiſibles.

Sans détailler donc le régime actuel de notre commerce aux colonies, il ſuffit de dire que nous y devons tout porter & tout en rapporter; & que ſi les loix y étoient exactement obſervées, elles n'au-

roient de ſubſiſtance & de débouché que par nous. Or comme l'accroiſſement d'un peuple eſt, ſelon que je l'ai tant répété, toujours relatif à ces ſubſiſtances, il s'enſuit que c'eſt notre commerce qui compoſe le territoire de nos colonies. Par une induction naturelle, il faut conclure que tout ce qui borne & rétrécit notre commerce, fait exactement le même effet ſur nos colonies. Ainſi donc les loix fiſcales & de police maritime, que j'ai dit ci-deſſus gêner notre commerce & engourdir notre navigation, portent par un des bouts du bâton néceſſairement ſur nos colonies, tandis que celles de nos rivaux ſont encouragées par toute ſorte de ſecours. En outre ceux-ci ſont ſurs d'opprimer nos colonies, ſans même ſe donner la peine de les attaquer directement, mais ſeulement en opprimant ou dérangeant notre commerce; ils leur portent en effet des coups certains, non-ſeulement par la force en temps de guerre, mais encore en pleine paix par leur ſeule in-

duſtrie & attention à leur propre commerce ; car nous damant inſenſiblement le pion par-tout ailleurs où nous ne ſommes pas les maîtres, comme ici, d'éviter la concurrence, ils affoibliſſent notre commerce dans ſes autres branches, dont celle-ci n'eſt pas aſſez indépendante pour ſubſiſter ſeule ſans diminution, tandis que les autres s'affoibliſſent.

Il s'enſuit de tout ceci, que l'eſprit de commerce eſt de lui-même très-incapable de former, peupler & fortifier des colonies, & ſur-tout que ſes vuës & ſes arrangemens actuels, relativement aux nôtres, ſont tous propres à en arrêter l'accroiſſement ; ce qui, vû leur ſituation environnée de voiſins ambitieux, & qui donnent une attention toute particuliére à cette partie-là, veut dire la même choſe que nous les faire perdre.

Venons aux objections à faire à l'eſprit de population. A dire vrai, cet eſprit n'a jamais eu de place dans les paſſions humaines, c'eſt

un dérivé du calcul & de la réflexion. Les hommes aiment par nature la domination : par nature aussi ils désirent de s'enrichir ; mais ce ne peut être que par une suite de réfléxions & par l'expérience, qu'ils en viennent à concevoir que leurs besoins, leurs avantages, leurs passions mêmes gagnent à la multiplication de leur espece. Je n'entreprendrai pas de faire ici une dissertation que j'ai épargnée à mon lecteur au commencement de cet ouvrage, où elle eût eu sa place naturelle ; c'est aux livres de recherche, de curiosité, d'agrément même, qu'il est permis d'ennuyer le prochain par le privilége de l'impression. C'est une charge imposée par le travail & l'amour propre sur la maligne oisiveté des lecteurs de brochures ; mais un Auteur, qui traite de l'interêt de l'humanité, doit sacrifier de son amour propre & même de sa réputation à la crainte de lasser l'attention. Je n'entends donc ici par esprit de population, que la conviction où l'on a

été qu'il falloit peupler l'Amérique ; & y encourager la culture des terres, pour tirer quelque avantage de cette belle partie du monde. J'ai déja cité quelques fortes bévues faites par les Anglois mêmes, ainſi que par nous, dans le choix des moyens pour parvenir à cette fin ; & ſans reprendre ici en détail les différents arrangemens domeſtiques de nos colonies en ce genre, je me contenterai d'examiner le plus important de tous, & de le démontrer non-ſeulement inſuffiſant, mais même dangereux & nuiſible.

On a imaginé de faire tranſporter des eſclaves dans nos colonies Méridionales pour les aſſujettir à la culture de la terre, c'eſt-à-dire, de mettre au dernier rang l'art & le travail qui doivent être au premier dans l'eſtime des hommes. Dès que Rome ne vit plus ſes campagnes couvertes que d'eſclaves, dès-lors les maîtres ne valurent plus rien, & il fallut que l'Afrique nourrît l'Italie. On ſçait

cela, & c'eſt un ſujet que j'ai aſſez rebattu.

Mais l'eſclavage ancien, tout barbare & dénaturé qu'il étoit, quoiqu'il ait corrompu les peuples, avili & mélangé les nations, banni toute concorde, toute pitié, toute pudeur, toute humanité enfin; l'eſclavage ancien, quoique dans le droit plus deſpotique que celui d'aujourd'hui, étoit dans le fait tout autrement ſupportable, & moins dangereux. Nos eſclaves de l'Amérique ſont une race d'hommes à part, diſtincte & ſéparée de notre eſpece par le trait le plus ineffaçable, je veux dire la couleur, & qui conſéquemment reçoit de la nature le type de ſon infortune. Les eſclaves anciens étoient des hommes reſſemblants à leurs maîtres; les malheurs de la guerre & autres révolutions les réduiſoient à cette triſte condition, ſans leur ôter les dons naturels & les talens acquis dans leur patrie; tout cela les rapprochoit de leurs maîtres. Ceux-ci au contraire, on les va chercher

dans le séjour de la barbarie. Ils arrivent brutes ou doués d'un instinct qui nous est étranger, ce qui revient au même pour nous. On les jette dans des étables où sont entassés leurs semblables, on les excéde de travail pour le compte de leurs maîtres; & de cet ordre d'habitudes & d'usages naît au sein de la loi de fraternité & dans un siécle qui s'estime éclairé par excellence, la plus dure, &, j'ose dire, la plus impie des servitudes.

Cette méthode, en tout sens & de toute part, n'a que des inconvéniens également inévitables & ruineux. Si l'on appésantit le joug sur ces malheureux, comme en général on croit cette précaution nécessaire à la sûreté même des colonies, la culture des terres, qui leur est exclusivement attribuée, languit en proportion, leur population est arrêtée par leur misere & tous les désordres qui en dérivent; les femmes se font avorter pour être débarrassées d'un fardeau qui les gêne; dans la culture du petit champ

qui leur eſt délaiſſé pour leur ſubſiſtance, les hommes deviennent fripons & malfaiteurs, & l'on eſt obligé de tirer ſans ceſſe à grands frais de l'Afrique, de quoi remplacer la diminution continuelle que la miſere & les vices cauſent à cette étrange peuplade. Si au contraire on adoucit leur eſclavage, la débauche des maîtres les introduit dans les maiſons, & y établit une race de Métis qui portent ſur leur front l'édit de proſcription des mœurs, & de la vergogne publique. Les négres les plus induſtrieux ſe forment aux arts & métiers, & arrachent ainſi à la population des blancs cette racine ſeconde, mais nourriciére. Petit à petit le peuple d'eſclaves s'accroît, & celui des maîtres diminue; le travail & l'activité ſont le partage des premiers, l'indolence & l'orgueil celui des autres: qu'on juge où doit aboutir cette diſtribution.

L'imprudence des Créoles aide encore à accélérer ce renverſement. L'appas du gain, & d'une rétribu-

tion plus forte tirée de leurs eſclaves, les engage à les employer à la navigation, aux fonctions militaires même. Les hommes les plus épais ont toujours aſſez de lumiéres pour ſentir l'avantage de la liberté. Il y a même un préjugé tout établi parmi pluſieurs d'entre ceux-ci, que Dieu a livré d'abord cette terre à la race rouge, enſuite aux blancs, & enfin aux noirs; & l'on voit des cantons dans les iſles où ils ſe ſont déja ſouſtraits à l'obéiſſance. Loin de ſentir le péril de ce genre de révolution qui frappe néanmoins tout le monde, il ſemble que l'on coure audevant, & l'on pouſſe le délire à cet égard, juſques à introduire avec ſoin les négres dans les colonies de terre ferme, qui n'en connoiſſoient pas l'uſage.

Il ſeroit inutile d'étendre plus loin ces réfléxions. Quel remede, me dira-t-on? Je n'ignore pas que le pire des abus eſt de vouloit attaquer de front & détruire d'un ſeul coup les abus enracinés dans la

nature des choſes. En conſéquence je n'entreprendrai pas de bannir l'uſage des négres ; mais voulez-vous le borner, & bientôt le rendre inutile ? Encouragez la culture des terres dans les colonies. Vous ne le pouvez qu'en rendant les colonies floriſſantes, & j'ai démontré que vous ne pouviez les rendre telles, que par une liberté entiére d'importation & d'exportation. La miſere eſt toujours oiſive, l'abondance toujours agiſſante. Quand les productions de ces terres auront un débouché prompt & aſſuré, le territoire & ſes plantations en deviendront plus précieuſes à leurs poſſeſſeurs. Ils préſideront eux-mêmes à leur culture, & bientôt ne dédaigneront pas d'y mettre la main, ſi vous avez ſoin que les chefs & principaux donnent à cet égard l'encouragement & l'exemple. L'abondance & la richeſſe des villes attireront des artiſans d'Europe qui prendront l'avance ſur l'induſtrie des négres, qui n'eſt jamais que

d'exception parmi cette race d'hommes. Ces artiſans en éleveront d'autres, & bientôt on préférera des ouvriers, & même des cultivateurs gagnant ſalaire à des eſclaves qu'il faut acheter fort cher, preſque toujours embarraſſants, & ſouvent infidèles.

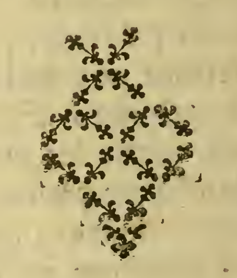
Le ſentiment inſtant de l'abondance de mon ſujet, joint à celui de mon indignité perſonnelle relativement aux honneurs de l'*in-folio*, m'obligent de m'arrêter ſans ceſſe en beau chemin. Je n'ai fait qu'effleurer la matière ſur les trois Parties de diſtribution que je me ſuis preſcrites, pour démontrer que nous ſommes très-novices dans l'art de former des colonies, & que tous les arrangemens préſens de l'Europe à cet égard tendent préciſément au contraire de l'objet que nous avons, & que nous devons avoir : je crois cependant qu'il réſulte du peu que j'en ai dit, que bien loin que mon plan de liberté générale du commerce trouvât des obſtacles

obſtacles invincibles dans le nouveau monde, c'eſt-là préciſément où il auroit le plus d'avantages, où même il eſt le plus indiſpenſable.

Fraternité en Amérique néceſſaire au repos de l'Europe.

En effet, quelque ſagement conduit que puiſſe être le ſyſtême politique de l'Europe, quelque modération qui préſide à ſes arrangemens intérieurs, il eſt impoſſible qu'elle jouiſſe jamais d'une ſolide tranquillité, ſi les interêts des principales puiſſances de notre continent en Amérique ne ſont tellement condenſés, & ne ſe donnent, pour ainſi dire, la main, de façon que toute voie ſoit fermée aux mal-entendus continuels qui nous arment ſans ceſſe les uns contre les autres. Au-lieu de cela, chaque nation ſe tourne le dos dans le nouveau monde; & s'il eſt paſſagérement quelques reſſorts d'union entre elles, ils ſont d'un métal ſi aigre, & d'une nature ſi aiſée à agacer, s'il eſt permis de parler ainſi, qu'aujourd'hui que tout le monde a l'œil tourné de ce côté-là, l'on doit s'attendre à des

ruptures continuelles qui allume-ront des guerres maritimes, fata-les ſur-tout aux deux Puiſſances principalement contendantes, & ruineuſes pour tout le monde. C'eſt ce dont je vais traiter dans le Cha-pitre ſuivant.



CHAPITRE VII.

De la Paix & de la Guerre.

UN Populateur ne doit parler de la guerre que relativement à la paix. Les hommes se sont bien mépris dans le rang qu'ils ont accordé dans leur estime aux vertus militaires. Elles sont sans contredit les plus brillantes & les plus estimables de toutes, mais seulement en supposant leur plénitude & l'ensemble des différentes vertus qui doivent entrer dans leur composition ; à moins de cela, ce sont les plus brutales des affections dont nous soyons susceptibles.

Le desir de la gloire, l'audace, l'intrépidité, la force, la patience dans les travaux, le sens froid dans les périls, sont ce qui constitue les vertus militaires proprement dites ; mais si elles ne sont liées à la sensibilité, la générosité, la douceur &

En quoi les vertus militaires sont estimables.

la modestie, elles dégénérent en fougue, dureté, cruauté, en fureur enfin. Dès-lors les guerriers ne sont plus utiles, que comme des dogues enchaînés dans une basse cour qu'il ne faut lacher qu'à la derniére extrémité. Or comme chaque état n'est estimable qu'en proportion de son utilité, leur rang dans un Etat est marqué par cette comparaison.

Vous n'estimeriez donc, me dira-t-on, que les Duguesclin, les Bayard, les Turenne, & passé cela, vous comprendrez sous votre proscription morale la premiére des professions dans tout Etat Monarchique? Il s'en faut bien. En tout genre de vertus & sur-tout de vertus combinées, ceux qui ont atteint la perfection, sont très-rares, & d'entre ceux-là même tous ne sont pas mis par la fortune en un poste assez éminent pour que leurs vertus instruisent l'univers, & honorent l'humanité. Je dis plus; & loin de borner à un si petit nombre parmi nous les Héros qui se sont également distingués par le

différentes qualités, dont j'ai fait entrer l'alliage dans la compoſition des vertus militaires, je ſçais au contraire que toutes enſemble elles ont fait toujours parmi nous l'objet de l'ambition de nos militaires, le point de vuë, & le leurre, pour ainſi dire, auxquels ils ont été dreſſés. J'en ſçais peut-être autant qu'un autre à cet égard, & en conſéquence j'eſtime fort nos guerriers; mais je ne ſçaurois eſtimer la guerre qu'autant qu'elle entre dans le plan d'une ſolide paix, & dans la marche pour y parvenir.

La paix eſt un don du ciel; mais il en eſt de ce don-là, comme de tous les autres qui ne fructifient que par nos ſoins. L'homme eſt en général un animal qu'on ne fait demeurer en paix que par force; paix au-dedans, par une bonne police; au-dehors, par une grande conſidération, reſpect des bons, crainte des méchants, amour de la part de l'humanité en corps fondé ſur la vénération & la reconnoiſſance des bienfaits, voilà ce que doit s'atti-

rer le Souverain du plus puiſſant Etat de l'Europe.

La police étrangere s'appelle paix.

Rappellons-nous que les Royaumes étrangers ſont dans ma ſpéculation les Provinces du nôtre : nous leur devons la police comme aux Provinces intérieures, & cette police s'appelle *paix.* Je crois avoir conſidérablement avancé l'exécution du plan de cette façon d'être dans toutes les Parties de cet ouvrage, où j'ai traité de la conduite relative aux étrangers, & qui naiſſent de celles qui établiſſent le bonheur des Regnicoles. Un Souverain qui ayant rendu ſes peuples nombreux, agiſſans, réglés & heureux, traitera enſuite les étrangers comme leurs freres, leur ouvrira ſes ports & ſes chemins, leur communiquera ſon induſtrie, les aidera par tous moyens à devenir tels que ſes ſujets ; un Prince, dis-je, qui ſe conduira conſtamment ſelon le plan que j'ai tracé, trouvera, dans la diſpoſition des eſprits en ſa faveur, un défenſeur bien préſent, & une prévention bien zélée contre

ceux qui voudroient l'attaquer dans ses droits au point de le nécessiter à interrompre un si digne ouvrage par les mesures d'une guerre indispensable. Cependant ce ne seroit pas connoître l'esprit humain, que de croire que la justice & la droiture, quelques visibles qu'elles puissent être, ne perdent jamais de leurs droits auprès de lui. L'expérience nous démontre au contraire que l'homme tant en général qu'en particulier ne se meut presque jamais que par l'illusion, dont les droits sur nous sont imprescriptibles. D'ailleurs l'empire de l'ame est le premier de tous ; & pour obtenir cet empire, il faut élever les opérations de son ame au niveau de ce qu'on est. Mon Roi Pasteur doit être le pere de famille de toute l'Europe, en conséquence il faut qu'il en connoisse les droits, les humeurs, les intérêts. C'est la politique proprement dite ; mais avant d'expliquer en détail en quoi elle consiste, montrons l'illusion & la futilité des objets, dans lesquels

on voudroit la faire conſiſter.

L'équilibre, chimere politique.

On prétend que l'idée de l'équilibre entre les Puiſſances de l'Europe, idée favorite des gazettes & des caffés politiques, a été imaginée par deux très-grands Miniſtres ; c'eſt faire beaucoup d'honneur à cette idée : mais au cas qu'elle ait une auſſi noble origine, ils ne l'imaginerent aſſurément que comme un phantôme à préſenter aux ſpéculatifs & aux mauvais politiques. Ils étoient trop habiles gens pour s'y méprendre, & pour ne pas ſentir toute la vanité de cette imagination, d'autant que ce ſont les deux hommes du monde qui ont le moins ménagé l'équilibre, & le plus fait pencher la balance de leur côté. Il eſt certain que le Cardinal de Richelieu avoit au moins eſperé tirer de ſa rupture avec la Maiſon d'Autriche les avantages, qu'en retira après lui le Cardinal Mazarin. Quant au Chancelier Oxenſtiern, il ne fut pas plus déſintéreſſé, & au contraire. Il eût été pourtant bien généreux aux deux inventeurs de l'équi

libre de s'être contentés d'avoir rendu gratuitement la liberté à l'Allemagne ; mais encore un coup ces deux hommes étoient trop habiles pour cela. Donner, en un mot, de tels Auteurs au ſyſtême de l'équilibre, c'eſt en faire voir le peu de réalité. Il eſt pourtant tout ſimple que nous nous en ſoyons ſervi dans le temps pour ameuter l'Europe contre la Maiſon d'Autriche, & qu'on l'ait employé depuis contre nous ; mais dans le réel ce n'eſt qu'une ombre & un preſtige vain. L'équilibre eſt depuis 130 ans l'appas préſenté aux Etats les plus foibles contre les plus forts : qu'a produit depuis ce temps pour eux cette belle idée ? Jamais les grandes Puiſſances n'en ont plus englouti de petites. L'Ecoſſe qui, quoiqu'appartenante au même Prince que l'Angleterre, faiſoit Royaume à part, a été réunie ſans eſpoir d'être déſormais rétablie dans ſon indépendance. Les Ducs de Toſcane, de Parme & de Mantoue ont été éteints ; Veniſe a contribué ;

l'Etat Eccléſiaſtique a été fouragé. En Allemagne, combien de petits Souverains ont été englobés dans les grands Etats qui s'y forment ! Que de grandes Puiſſances renforcées ! le Royaume de Dannemarck eſt devenu héréditaire, celui de Pologne court riſque de le devenir ; la Lorraine eſt Province de France. Il eſt donc démontré par l'expérience que les efforts pour l'équilibre n'ont ſervi de rien aux petits Etats ; qu'ont-ils produit pour les grands ? Guerres continuelles, qui les ont tous également dépeuplés & appauvris. J'en reviens à mon point : l'équilibre entendu comme il l'a été juſqu'aujourd'hui, n'eſt qu'une chimère dangereuſe. Il conſiſte à rallier toute l'Europe, ou partie, auprès de la Puiſſance prépondérante contre la Puiſſance dominante, & butte au fond à rendre tout l'univers le jouët de la jalouſie & de l'ambition de quelques hommes.

Qu'on ne diſe pas que je traite ici de chimère des craintes & des pré-

cautions qui ne peuvent être désormais que contre nous. Nous ne devons assurément point craindre cela. Cette idée, qui prend sa racine dans la crainte que le foible a naturellement du plus fort, peut trouver aisément créance dans les esprits foibles & prévenus ; mais l'universalité des hommes ne se mene pas ainsi. La Maison d'Autriche, tant qu'elle fut objet de la crainte, s'y prit très-mal pour la faire cesser. Les desseins de l'Espagne furent toujours presque aussi réellement injustes, que chimériques ; ses moyens politiques ne l'étoient guères moins ; cabale & corruption par-tout. Il est impossible de corrompre tout le monde ; & tout ce qui ne l'est pas, se révolte toujours contre de pareils moyens. Le grand éclat de Louis XIV, sa hauteur, & l'honneur qu'il y avoit à s'opposer à ses desseins, quand le Ciel, la fortune, & de grands hommes en tout genre, sembloient s'efforcer à l'envi de les seconder, susciterent d'autres grands

hommes, qui profitant de la jalousie des nations les épuiserent, en leur faisant craindre le joug d'un Prince pour lequel ses sujets sacrifioient tout avec empressement. Cette illusion passagere a disparu, & la modération de notre Roi mise dans son vrai jour par une suite d'évenemens tous parlants, & par une conduite constamment dirigée sur ces principes, a porté le coup fatal à ce prestige; mais sans cela, il se seroit évanoui de lui-même.

En quoi les forces actuelles de la maison de France ne peuvent faire ombrage à la liberté générale.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à se retracer en un point la différence qui se trouve entre la position actuelle des Etats de la Maison de France dans son plus grand éclat, & les forces apparentes de la Maison d'Autriche, lorsqu'elle éveilla la jalousie de l'Europe. Outre toutes les Espagnes réunies, en y comprenant le Portugal qui lui donnoit les Indes entiéres, les autres nations n'y ayant encore, pour ainsi dire, aucun établissement; outre le Roussillon qui lui assuroit une entrée dans les plus belles Provinces

de la France, elle poſſédoit le Milanois, dont elle faiſoit le centre de ſa Monarchie, & d'où elle donnoit la main au Royaume de Naples, à la Sicile, à la Sardaigne, & aux autres entraves de l'Italie, telles que Piombino, Monaco, &c. Du Milanois, elle s'ouvroit un paſſage par la Valteline pour joindre par-là les forces & les Etats des Archiducs d'Inſpruk, & des Landgraves d'Alſace, Princes de la Maiſon d'Autriche, & ſes propres domaines dans la Franche-Comté. L'Empereur de ſon côté ſi puiſſant par ſes Etats & ſa dignité héréditaire, & maître preſque abſolu de toute l'Allemagne que ſes nombreuſes armées ravageoient, avoit donné le bas-Palatinat aux Eſpagnols, qui occupant auſſi l'Electorat de Tréves, donnoient la main d'un côté aux Pays-bas, & de l'autre à la branche Allemande de leur Maiſon, qui redoutée juſques au fond du Nord, faiſoit de l'un à l'autre pole trembler tout l'univers. Cette ligue d'Etats armés barroit ainſi la

communication de la France, Puiſſance prépondérante alors avec tout le reſte de l'Europe, & la ſerroit de tous côtés. La mer étoit ouverte à leurs flottes, la terre à leurs armées.

Tel étoit l'état des forces oſtenſoires de la Maiſon d'Autriche, quand le Cardinal de Richelieu entreprit d'ébranler ce coloſſe. Nous voyons à préſent toute la foibleſſe cachée ſous cet appareil, mais l'aurions-nous vue, à la place de ce grand Miniſtre? il y réuſſit cependant, quoique détourné par des troubles continuels au-dedans, & n'étant aidé que de la Suede, & de la Hollande. Il en vint à bout ſans équilibre, car l'Angleterre ni les autres Puiſſances n'y prirent aucune part; pluſieurs Princes même, tels que le Duc de Baviere, & autres tant en Allemagne qu'en Italie, furent pour la Maiſon d'Autriche.

Qu'étoit la France auprès de cela, quand on l'accuſa d'aſpirer à la Monarchie univerſelle? Par où,

du ſein de la zone tempérée, eût-elle pû envoyer des fers au Midi, & au Nord ? Toutes ſes forces concentrées entre les mains d'un maître altier, ſenſible, & généreux, étoient & ſeront toujours très-redoutables pour ſes voiſins, & formeront un enſemble impénétrable aux efforts de ſes envieux. Aujourd'hui l'Eſpagne & le Royaume de Naples obéiſſent à des Princes de cette Maiſon ; mais la mer eſt comme fermée par les Anglois, maîtres de Gibraltar & de Port-Mahon ; les Puiſſances maritimes couvrent l'Océan de vaiſſeaux en Amérique, ils ſont plus puiſſants eux ſeuls que toutes les autres nations enſemble ; l'Italie eſt libre ; l'Allemagne n'a à craindre que les fers qu'elle ſe forge elle-même ; le Nord ne redoute des tyrans que du côté de ſes glaces & de ſes forêts. La Maiſon de France d'ailleurs n'a rien acquis en général que par des voies légitimes, par le droit des fiefs, ou des Traités ſolemnels. En pouvoit-on dire autant de la conquête

du Portugal, & des différentes réunions qui formerent autrefois les Etats héréditaires d'Allemagne? Je ne veux point discuter ici les droits des Souverains; mais la Maison de France a plus rendu d'Etats par pure générosité, que la Maison d'Autriche n'en posséda jadis par droit incontestable. Je ne dis pas que pour cela nous ayons passé pour être plus habiles, & le proverbe Italien, *Gli Francesi Pazzi sono morti*, n'est pas bien ancien; mais je dis que pour la sûreté publique le génie des Maisons fait beaucoup; que les maximes Françoises n'ont jamais été l'usurpation, ni même l'ambition inquiéte, démesurée & atroce dans ses moyens, telle qu'on l'imputa jadis aux ennemis du repos de l'Europe. Ne craignons donc plus de voir desormais sur les étendards de nos ennemis le phantôme de l'équilibre. Je ne parle même à cet égard qu'après coup, puisqu'à en juger par le début de la rupture actuelle, ils ont pris aujourd'hui

pour emblême la devise contraire, *Va victis.* Quant à nous, il n'est pas à craindre que la Providence nous livre jamais assez à l'esprit de vertige, pour que nous ayons besoin de ressusciter cette idée factice & décevante.

Au défaut donc d'une imagination autrefois trop réalisée, mais qui ne peut plus desormais tromper personne, voyons si les idées, qui conservent plus de créance & de réalité, contrastent avec mon plan, répugnent à ses moyens, ou plutôt si la marche que je leur ai prescrite, n'est pas le vrai chemin de donner un jeu simple, facile, & continu à nos ressorts politiques.

La France considérée selon le systême des Politiques sublimes s'il en reste, regardée comme le patrimoine de la Maison de Bourbon, obligée à faire valoir les interêts & le crédit de cette Maison contre tous autres, se cherchant en conséquence une rivale & la trouvant toujours, doit être sans cesse pour ses voisins un objet de crainte

& de jalousie, un motif de ligue; par cette raison même je la vois obligée de vivre toujours sur ses gardes, d'entretenir des négociations pénibles & peu assurées, des alliances onéreuses, & des forces ruineuses autant que difficiles à faire mouvoir. Une de ses branches solidement établie sur le thrône d'Espagne menace l'Amérique de la réunion des deux Maisons, pour en exclure toute autre nation; une autre menace l'Italie, & peut faire craindre aux Puissances commerçantes, que par un systême de conduite bien entendu, les trois ne viennent à bout de s'attribuer exclusivement le commerce du Levant; notre puissance en Flandres effrayera les Provinces-Unies; nos Places sur le Rhin peuvent paroître des portes pour entrer en Germanie. La France, en suivant ce systême-là avec tout le bonheur, dont une imagination prévenue peut seule se flatter, deviendroit l'Empire d'Occident des Romains, avec la différence que dans ce

temps-là les Insulaires, nos voisins, n'étoient qu'une foible Province de cet Empire, dont les peuples *jam domiti ut pareant, nundum ut serviant*, ne donnoient aucun ombrage, au-lieu qu'aujourd'hui ils n'obéissent pas même chez eux, & veulent commander ailleurs.

Cet Empire cependant céda tout-à-coup aux invasions du Nord. Il en seroit de même de nous, si nous parvenions à engloutir toutes les richesses de la nature & de l'industrie ; mais nos vertus & nos travers garantissent également l'humanité du malheur de voir la politique se tourner vers un plan également chimérique & destructeur : nos vertus, en ce que notre ambition a toujours été noble, généreuse, & que la race de nos Princes est, de toutes celles qui ont régné depuis que le monde est monde, celle qui a produit le moins de Princes intéressés, & jamais de tyrans par systême suivi ; nos vices, en ce que, quand nous serions capables d'enfanter un vaste projet

de tyrannie universelle, nous ne le sommes certainement pas de le suivre dans toutes ses branches, & de le mener à bien.

Nos politiques jamais usurpateurs.

Considérons à cet égard les projets de nos Politiques. Je ne remonterai pas aux siècles de la Chevalerie qui prohiboit l'ambition intéressée. Il seroit inutile encore de faire l'honneur à la célébre expédition de Charles VIII. de la regarder comme un plan de politique. François I. voulut un instant être Empereur; s'il y fût parvenu, il auroit, selon les apparences, perdu des batailles où Charles-Quint en gagna, attendu que François étoit homme de guerre, & que Charles n'étoit que politique; & il y a tout lieu de croire que le Luthéranisme eût arrêté François, puisqu'il arrêta Charles; mais enfin ce Prince ne fut point Empereur, & comme Roi de France, si son regne a montré combien la France est difficile à entamer, même au milieu des plus grandes calamités, il a mieux fait voir encore com-

bien peu nous conviennent les expéditions étrangéres.

Depuis ce Prince & ſon fils qui fut politique comme lui, la France occupée à ſe ronger elle-même, n'a plus eu de ſyſtême relatif à l'Etranger juſqu'à Henri IV. Aſſurément il n'y en eut jamais de plus vaſte que celui que ce grand Prince & ſon digne Miniſtre enfanterent, & dont ils raſſemblerent les matériaux, & préparerent l'exécution. Ce projet eſt de ceux, que le ſuccès peut ſeul juſtifier aux yeux du vulgaire. Si l'on veut conſidérer cependant, quel fut l'ébranlement que les débris de ſes préparatifs cauſerent huit ans après la mort de ce grand Roi, & à quelle extrémité ils mirent tout-à-coup la Maiſon d'Autriche en un temps où elle avoit repris toute ſa réputation (article ſi conſidérable pour les Princes) en un temps, dis-je, où ſes ennemis n'avoient plus de Chef, on jugera peut-être que les grands hommes, qui avoient imaginé ce projet, ne l'avoient pas

bâti ſi fort en l'air qu'on pourroit le croire d'abord; mais en le ſuppoſant idéal, du moins ne peut-on l'accuſer d'avoir été conçu par une ambition tyrannique. Le projet de la République Chrétienne étoit au contraire le coup de la mort, pour celui de la Monarchie univerſelle. La liberté de l'Europe étoit l'objet de ce plan, & l'égalité la baſe.

Après la mort d'Henri IV. l'étoile ambitieuſe de l'Eſpagne reprit le deſſus; & le Cardinal de Richelieu, l'homme d'Etat du génie le plus vaſte, le plus âcre, & le plus impérieux qui ait peut-être jamais paru, trouva la France ſerrée & comme étouffée de toutes parts par les forces de la Maiſon d'Autriche. Conſiderons impartialement la politique de ce génie puiſſant & infatigable. On pourra l'accuſer d'avoir été tyrannique au-dedans: il n'eſt pas de mon ſujet d'examiner ſi ſes vices ne ſervirent pas auſſi bien l'Etat en cette partie, que ſes vertus au-dehors; ſi ce furent uniquement ſa vanité & ſa haine implacable qui le ren-

dirent ſanguinaire, ou s'il n'entroit pas dans ſon régime de fer un peu de la perſuaſion que le François pouvoit obéir ſans décheoir, perdre de ſon attrait pour les troubles. Cet homme ſupérieur avoit ſenti peut-être qu'il étoit poſſible de nous ramener à la fidélité des temps, où le plus riche, le plus brave, le plus diſtingué des Princes du Sang pouſſé d'injuſtices & obligé de ſortir du Royaume, le Connétable de Bourbon n'emmena que le ſeul *Pomperant*; bien perſuadé qu'il étoit que la France ne pouvoit jouir de ſes forces, & prendre ſon véritable luſtre que quand elle en ſeroit à ce point-là; mais quant au dehors, tout démontre que le plan conçu par le Cardinal de Richelieu, & exécuté en partie par ſon ſucceſſeur, n'étoit que l'abaiſſement de la Maiſon d'Autriche, l'arrondiſſement de la France en certaines parties plus néceſſaires à ſa ſûreté qu'à ſon aggrandiſſement, & la liberté de l'Europe. S'il chaſſa les Eſpagnols de la Valteline, ce

fut pour la rendre aux Grisons; s'il opprima de fait le Duc de Lorraine, il poursuivit ce Prince intrigant en destructeur des intrigues plutôt qu'en oppresseur avide, qui abuse du droit du plus fort. En Italie, il ne conserva que les passages pour accourir à son secours. Premier auteur de la négociation universelle, il mit en mouvement & en armes tous les Princes endormis, ce qui n'est point du tout la voie de les opprimer, & jamais ne fit craindre un instant à ses alliés une défection qui eût pû lui être plus avantageuse, s'il eût été petitement intéressé, que son alliance avec tous les séditieux.

La marche naturelle des oppresseurs de tous les temps, quand ils ne peuvent envahir seuls, c'est de s'unir avec les Puissans pour partager les dépouilles des petits. Le Cardinal d'Amboise, dont j'ai oublié dans ce précis la politique aussi gauche au-dehors qu'elle fut bénigne au-dedans, donna dans ce panneau-là; & comme son Maître &

lui

lui furent les deux ames les moins tyranniques qui jamais ayent gouverné, ils furent les dupes de ce perſonnage emprunté; mais le Cardinal de Richelieu ne fut ni dupe ni tyran au-dehors. Toujours fixe & fidèle dans ſa politique, il prépara la véritable grandeur de la France. Quoiqu'il s'eſtimât beaucoup, à ce que j'imagine, il ſe fût eſtimé bien davantage, ſi, comme Sully, il eût vécu trente ans après ſon miniſtere.

La plus grande louange du Cardinal Mazarin eſt d'avoir bien rempli le plan de ſon prédéceſſeur. Ceux qui prétendent l'honorer en lui ſuppoſant le deſſein de réunir un jour par le mariage l'Eſpagne à la France, le dégraderoient au contraire; en ce cas, je ne répondrois autre choſe, ſinon que c'étoit un Italien impropre à nous gouverner au-dedans, comme le ſera toujours tout Etranger, & portant dans la politique le vice de ſa nation, qui fut ſouvent trop de ſubtilités & d'écarts; mais nous lui ferions tort

les uns & les autres : cet Italien étoit une tête bien faite en ce genre. La France & la Germanie ne doivent pas oublier quel canevas c'eſt pour la ſureté de l'une, pour la liberté de l'autre, que la domeſticité attribuée à la premiére ainſi qu'à la Suede ſous le titre de garants; & ce canevas eſt pourtant l'ouvrage de cette tête dont on a cru pouvoir ridiculiſer parmi nous la politique comme le langage. Le Roi d'Eſpagne avoit deux fils, quand le Cardinal rechercha l'Infante : l'Eſpagne avoit été de tout temps pour nous un pays impénétrable, c'étoit encore un voiſin dangereux ; & en imaginant même l'extinction de la branche régnante, il y avoit toujours eu un tel eſprit de famille dans toute la Maiſon d'Autriche, un tel concours de vuës entre ſes différents Conſeils, un tel attachement pour cette Maiſon dans l'opiniâtre nation Eſpagnole, qu'il étoit impoſſible d'eſpérer pouvoir ravir à cette Maiſon le centre & le foyer de ſa domination. Le ſommeil pro-

ſond, ou pour mieux dire, la léthargie qui empêcha la branche Allemande de faire paſſer aucun de ſes Princes à la Cour d'Eſpagne dans les dernieres années du ſiècle paſſé, & d'y entretenir l'eſprit Autrichien qui eût pu n'y ſouffrir jamais d'autre faction, étoit un évenement ſi peu dans les régles de la prévoyance 40 ans auparavant, que c'eſt faire du Cardinal Mazarin le Paracelſe de la politique, que de lui attribuer de telles vuës. Ce Miniſtre vit dans cette alliance l'aggrandiſſement de la France en Flandres, point le plus néceſſaire de notre ambition d'alors Il put prévoir l'entiére décadence de la Puiſſance Eſpagnole, & nous préparer des droits ſur ſes débris; mais c'eſt tout, & c'en étoit bien aſſez pour le moment.

Louis XIV. dont l'ambition a donné tant de craintes véritables ou feintes, ne ſuivit dans ſa premiére guerre que l'effet des eſpérances qui avoient été l'objet de ſon mariage. La ſeconde guerre, qui fut une fougue de jeuneſſe &

de gloire mal entendue, mit au hasard tout le fruit des travaux, & de la bonne conduite des deux Ministeres précédents. Sa fortune, sa conduite, ses Généraux, & ses Ministres tirerent du sein même du péril l'accroissement de sa puissance; mais rien dans le Traité de Nimégue, si glorieuse époque du plus haut point de splendeur de la France, ne montre un plan fait de s'élever au-dessus du reste de l'Europe, & de se mettre en état de foudroyer quiconque voudroit faire tête à notre ambition. Si ce reproche ne peut être fait au Traité, il faut avouer que la paix qui le suivit, n'en est pas tout-à-fait exempte. Louis vainqueur parut vouloir troubler la tranquillité de l'Europe désarmée, il cita des Princes aux chambres de réunion, entreprit sur Strasbourg, attaqua Luxembourg en pleine paix, exaspera le Duc de Savoye, affecta des hauteurs dans toute l'Europe; mais on a reconnu depuis, que des Ministres intéressés à tourner les affaires du côté

de la guerre, avoient abuſé des défauts du tempérament de leur maître, & oſé préparer les préliminaires de toutes ces choſes par des manœuvres de détail qu'ils lui cachoient. On n'imaginera pas cependant que cette audace déja incompréhenſible à ceux qui ſçavent combien ce Prince étoit craint & obéi, ait été au point de ſe faire des plans généraux de conquête & d'uſurpation ſans l'aveu du Prince. Louis XIV. étoit le ſeul arbitre de ſes deſſeins; & rien dans tout le cours de ſa vie, de ſes actions, & de ſes projets, ne montre celui de dominer dans l'Europe autrement que par le reſpect & la conſidération, dont il s'étoit fait une idée fauſſe à certains égards, s'il la fondoit ſur le deſpotiſme & la hauteur. Tout crioit *à la Monarchie univerſelle* au commencement de la guerre de 1688. & ce Prince fit cette guerre comme la précédente, en brave Champion qui ſe bat franchement en champ clos ou ouvert, & qui s'écrie comme Alexandre,

O Parisiens, combien je travaille pour être loué de vous!

La guerre enfin de la Monarchie d'Espagne étoit un de ces évenemens, qui eût fait quitter au lion la peau du renard, si jamais Louis XIV. eût déguisé quelque chose. Si ce Prince eût médité toute sa vie le dessein de la Monarchie universelle, il n'eût point résisté à l'appas de joindre à sa Couronne tant & tant d'Etats. Sa premiere démarche cependant fut de donner un Roi à l'Espagne, & il connoissoit assez les Espagnols pour sçavoir qu'ils ne se laisseroient pas gouverner de la seconde main. Qu'on ne dise pas que des Royaumes acquis à un de ses enfans, lui paroissoient l'être à sa Couronne; jamais Prince ne partagea moins l'autorité avec ses proches. Consommé, dira-t-on, dans l'art de régner, il sentit la vanité du projet: cela peut être; mais il ne la sentit, que parce que ce genre d'ambition n'avoit jamais eu de place dans son ame; car ce Prince, maître de tout temps de ses foi-

blesses, conserva ses passions dans toute leur force jusques au bout; en un mot, Louis XIV. ne fut jamais un usurpateur.

Le regne présent a été celui de la modération. La politique pourra nous reprocher un jour le parti que nous avons pris dans la révolution arrivée à l'Empire; mais la liberté de l'Europe ne nous le reprochera jamais. Sans prétendre prouver cette allégation par la modération du traité qui a terminé cette guerre, sorte d'argument fait pour les panégyristes à gages, & qui peut toujours être retorqué en nous disant que la paix fut forcée, c'est du commencement même de cette guerre que je partirois pour prouver que notre dessein ne fut point de nous prévaloir des circonstances pour nous agrandir. En pareil cas le droit du jeu pour un Philippe II. eût été d'attiser le feu qui s'allumoit de toutes parts en Allemagne, d'aider les uns de promesses, les autres d'argent, d'obliger enfin la Germanie à se détruire de ses pro-

pres armes, jusques à ce qu'épuisés de tous côtés, les plus foibles nous eussent appellés comme auxiliaires, & que nous fussions entrés dans l'Empire en état d'y donner la loi. Au-lieu de cela, nous nous décidâmes d'abord entre les contendans, & bien-tôt aidant notre allié de trop bonne foi, nous montrâmes le loup aux dogues qui se battoient, pour les avertir de se réunir.

Il est donc démontré par les faits, que depuis que nous avons une politique, elle n'a jamais été tournée à l'usurpation, & à la chimère de la Monarchie universelle. Chaque jour cette tournure d'idées & de plans devient moins à craindre; chaque jour nous nous éloignons davantage des vuës Romanesques, & peut-être trop.

Fussions-nous usurpateurs par principes, nous ne le sçaurions être en effet.

Mais en supposant qu'il fût possible que par un jeu de la Providence, un Charles XII. naquît au milieu des arts, des porcelaines, tableaux, vernis, & musique blanche, noire & mulâtre, iroit-il bien

loin avec des François ? Nos expéditions étrangéres l'ont prouvé, & cela depuis le siège de Rome jusqu'à celui de Prague. Les troupes qui nous ont chassés de l'Allemagne, peuvent prendre place au temple de Mémoire pour ce haut fait d'armes, à côté des oyes sacrées du Capitole. Notre impatience a tout fait, & nous entraînera toujours comme des nuages orageux, qui traînent après eux un vent forcé prompt à les dissiper. Tels nous sommes dans nos expéditions militaires, tels on nous vit toujours dans nos plans politiques, impatiens, legers, incapables en un mot de suivre un projet qui demande de la constance & du temps. Le Cardinal de Richelieu qui nous connoissoit, le dit dans son testament, & lui-même fit choix d'un étranger pour suivre & remplir le projet qu'il avoit si glorieusement acheminé.

Il est donc vrai de dire qu'une politique intéressée, & tissue de rameaux nombreux & compliqués ne convient nullement à nos inte-

rêts, & moins encore aux forces, & au génie de notre nation. De même cependant que la guerre défenſive toujours plus pénible & plus déſavantageuſe que l'offenſive, ne convient qu'à celui qui s'y trouve réduit par la diſparité de ſes forces avec celles de l'ennemi, ainſi toute Puiſſance reſpectable ne ſçauroit que ſe perdre de réputation & de crédit, ſi elle s'en tient à une politique paſſive. Quel eſt donc le plan de politique active que nous pouvons & devons nous faire relativement à nos forces, à notre génie, & à notre poſition ? Le voici.

Tronc & branches de notre plan politique.

La tranquillité & le bonheur de l'Europe doit être notre objet unique. Ce tronc a quatre branches, d'où partent tous les petits rameaux de la politique de détail. Ces quatre branches ſont, 1°. la liberté de l'Italie. 2°. Le maintien des droits & de la conſtitution du Corps Germanique. 3°. La balance du Nord. 4°. Notre conſidération auprès du Turc fondée ſur l'eſtime

& la bienveillance, Ces quatre branches renferment tout le département politique.

Ce n'est pas que je prétende qu'il soit aussi aisé de simplifier le régime de cette partie, que d'en réduire l'objet & le plan. Cette vaste machine demande bien des soins de détail dont je sens toute la nécessité, quoique d'ailleurs très-étranger de style, de tempérament, & d'habitude à ce genre de connoissances; mais il n'est pas nécessaire d'être négociateur pour sentir que tout le monde ayant à gagner à ce plan, celui qui s'en montrera à découvert l'auteur & l'exécuteur, se mettra de lui-même à la tête des affaires générales, y sera porté par le vœu de toute l'Europe, & deviendra l'arbitre & le protecteur des nations.

Nous y gagnerons, nous, de n'avoir plus à nous perdre en incursions dans des terres étrangéres, & sur-tout dans cette Italie, cimetiére renommé des François, qui depuis près de trois siècles maintient à nos

dépens ſon orageuſe liberté. Outre toutes les raiſons de fait que j'ai déduites ci-deſſus, & qui nous démontrent que nous ne ſommes pas propres à conſerver nos conquêtes, nous ne ſçaurions que perdre à nous agrandir. Il y a long-temps qu'on a dit qu'un conquérant étoit l'ennemi de ſa poſtérité. Faiſons valoir notre territoire. Par lui ſeul, Louis XIV. fut le plus puiſſant Prince du monde paſſé & préſent ; les guerres continuelles cependant lui laiſſerent à peine le temps d'ébaucher le plan de vivification, dont je déſigne ici la perfection.

L'Italie y gagnera de n'être plus le théatre des débats des grandes Puiſſances entre elles, de ne plus craindre d'une part les ravages des François, de l'autre l'ambition des Allemands, dont les prétendus droits ſur cette belle partie de l'Europe ſont de leur nature imprescriptibles, & de voir mettre par la paix, & par un ſyſtême ſuivi de liberté, des bornes à l'agrandiſſement d'une Puiſſance née dans

ſon ſein, qui plus expoſée qu'aucune autre aux malheurs réels de la guerre, ſe releve toujours de ſes chutes par les avantages de la paix, & menace chaque jour de plus en plus la liberté de l'Italie. L'Allemagne verra renaître l'ancienne ſplendeur de ſon Oligarchie, ou empêchera du moins que ſa conſtitution déja ſi altérée ne ſoit tout à fait détruite.

Le Nord ſentant une politique clairvoyante & ſecourable, attentive à maintenir ſa liberté & ſa balance contre les Puiſſances qui peuvent en menacer l'équilibre, ouvrira ſes ports au commerce de l'univers, & bientôt lui procurera par terre la fameuſe communication, qu'on cherchera toujours en vain à travers les glaces de ſes mers. Le Turc accoûtumé à nous aimer comme alliés, nous reſpecteroit comme très puiſſants, & peut-être apprendroit de nous enfin à ſortir de cette barbarie volontaire qui anéantit le produit & l'induſtrie de la plus belle partie du monde.

Chaque Puiſſance rebutée des chimères de l'ambition, & raſſurée contre celle de la crainte, tournera ſon activité & ſes vuës à faire valoir ſon propre territoire par les reſſources du pays, par le bonheur & l'induſtrie de ſes ſujets; & l'humanité entiére bénira l'Auteur d'un ſyſtême politique, dont la félicité univerſelle eſt l'objet & la ſuite.

On ne me ſoupçonnera pas, je crois, d'imaginer que cette eſpece de ſiècle de Rhée ſoit auſſi facile à établir dans le fait que ſur le papier. Il n'en eſt pas ici, comme des arrangemens œconomiques de ma premiére Partie qui dépendent uniquement de nous, & qui peuvent ſe faire en un tour de main, ni même comme des objets de vivification tracés dans la ſeconde, qui quoique dépendans d'un travail ſuivi, naiſſent toutefois tellement les uns des autres, qu'une fois le branle donné à la roue, elle iroit, pour ainſi dire, toute ſeule. Nous ne ſçaurions donner des loix aux étrangers, & quand nous le pour-

rions, chaque nation a ses préjugés & ses habitudes, & plusieurs sont très-éloignées de cette fléxibilité qui rend tout possible en France. Mais je dis que telle doit être la direction fixe, ostensoire & marquée de notre politique, que nous ne pouvons avoir que celle-là d'utile & d'honorable pour nous; cela posé, bien loin que toutes les autres parties du régime intérieur & extérieur que j'ai établi dans tout le cours de cet ouvrage, dussent contraster avec nos affaires étrangéres, c'est au contraire le seul & unique moyen de parvenir à notre but & de simplifier notre politique, de façon que cette science inventée pour le salut du genre humain, & qui en est devenue le fléau, retourne à la pureté de son institution, & revienne à l'unique objet de tout Gouvernement qui ne veut pas encourir la malediction de Dieu & des hommes, je veux dire, à la population.

Le personnage de Pere universel fait

Et pourquoi croiroit-on le personnage de Pere universel exagéré

pour le Roi de France.

pour le plus puiſſant & le plus reſpectable Monarque de l'univers, pour le Roi de France ? On a vû de ſimples citoyens faire la fortune des Etats; des hommes privés, non-ſeulement devenir l'ame de leur pays, mais encore de leur patrie entiére. Le célèbre Laurent de Médicis, du rang de ſimple notable d'une ville marchande, devint l'arbitre de la balance de l'Italie; reſpecté & conſulté dans toute l'Europe, ſa haute réputation, ſa ſageſſe, & ſes nombreuſes correſpondances faiſoient toute ſa force; mais il vouloit & ſçavoit faire le bien de ſa patrie; il avoit compris que ce bien particulier ne faiſoit que partie du bien général, il employoit à ce bien général; tout le crédit que ſes hautes qualités lui avoient acquis, & pouvoit à la fleur de ſon âge mettre ſur le ſeuil de ſon Palais cette deviſe honorable pour le plus grand des Souverains: *Me ſtante cuncta quieſcunt.*

La paix de l'Europe néceſſairement

En cet état cependant il eſt certain, comme je l'ai dit à la fin du

précédent Chapitre, que quelque balance que le pacificateur universel eût sçû établir dans l'Europe, la paix en pourroit être altérée à chaque instant, si les querelles de l'Amérique destinées à refluer désormais sur l'Europe, n'étoient prévûes & arrêtées par un changement de systême absolu dans le nouveau monde. liée à la paix de l'Amérique.

Mal-à-propos a-t-on blamé dans le temps, & blamera-t-on toujours les Plénipotentiaires qui assemblés, pour ainsi dire, entre deux armées prêtes à se couper la gorge, & chargés de discuter des interêts pressants, voisins, & momentanés, renverront à un examen moins précipité des discussions dont le local est situé sous un autre hémisphère, auxquelles une partie des contendans actuels n'a aucun interêt, & dont le détail est presque inconnu de la plûpart de ceux même qui en disputent. Il faudroit des années entiéres pour vérifier la moindre des contradictions qui se rencontrent dans les allégations de part

& d'autre, & ce n'eſt point ainſi qu'on ſaiſit l'inſtant de donner la paix à des peuples qui ſoupirent après la fin de leurs maux.

La paix de l'Amérique ne peut ſubſiſter ſans la liberté générale du commerce.

Cependant la paix une fois ſignée, & ſes premiers fruits établis, les diſcuſſions traînent & s'enveniment. Si l'on ſtatue quelque choſe, celui des deux Princes qui eſt le mieux obéi dans le nouveau monde, ſe trouve par l'évenement le plus mal ſervi; il évacue, il retire tout exactement par le moyen de ſes prépoſés qui ne connoiſſent que ſa voix; ceux de ſon ennemi au contraire, nés parmi une nation où dès l'enfance on s'accoûtume à diſcuter les affaires de l'Etat, voyant de plus près les néceſſités des lieux, s'affectionnant perſonnellement à la choſe, & déſaprouvant les ceſſions faites en Europe, ou refuſent d'obéir, ou déclinent tellement les ordres reçus qu'ils donnent le temps aux mal-entendus qui n'étoient qu'aſſoupis, de jouer leur jeu, & attendent que l'aigreur préparant une nouvelle rupture érige leur

désobéissance en service important. Si au contraire le temps se perd en disputes de mots & de syllabes, chaque nation demeure en défiance, c'est une guerre sourde, un feu couvé sous la cendre qui bientôt réparoît aussi vif que jamais. Eh! à quoi tient-il aujourd'hui, qu'une dispute dont le siége est sur l'Ohio, n'ait réuni toutes les mauvaises humeurs de l'Europe, & mis en armes le Nord, l'Allemagne, & l'Italie, qui ne prétendent rien à l'Amérique.

Il est donc nécessaire de se faire dans la politique du Roi Pasteur un systême pour l'Amérique; mais ce systême quel sera-t-il? Renouvellerons-nous la célèbre ligne tracée par un Pape à qui le sol ne coûtoit rien? De semblables traités auroient bien besoin d'être signés, *Cirano de Bergerac*, pour avoir quelque authenticité. Enverrons-nous des Commissaires sur les lieux pour régler nos limites, & nous partager le nouveau monde? Gare les Outagamis, s'ils sont François,

& les Abenaquis, s'ils ſont Anglois; d'ailleurs, il y a tant de terrein à partager, qu'il faudra les prier de faire des enfans ſur les lieux pour leur tranſmettre en ligne directe l'emploi d'achever leur commiſſion. En troiſiéme lieu les différents établiſſemens des Puiſſances contendantes ſont tellement mêlés, qu'il ſeroit difficile aujourd'hui de nous cantonner, à moins de rebrouiller les enjeux, & de tirer au ſort. Par où donc ſortir de ce labyrinthe de difficultés, & quel moyen de déraciner le germe toujours préſent, toujours actif de guerres ruineuſes & éternelles? En eſt-il d'autre que le régime & le plan de liberté générale du commerce, que j'ai préſenté ci-deſſus; dès-lors toutes les vuës des colons & de leurs chefs ſe tourneront vers la culture de leurs fonds, vers la population, & l'exportation de leurs denrées; on ne diſputera plus des limites, on ne les trouvera que trop réculées. L'agriculture a beſoin de voiſins; ce n'eſt que le bri-

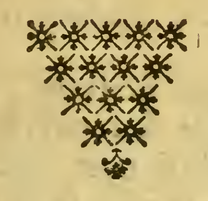
gandage & la traite exclusive qui s'écartent, & qui d'entrepôts en entrepôts voudroient enceindre un monde de déserts. Chacun apprendra à vivre de son fond. Après les nécessités de la vie, on en cherchera les commodités. Les colonies deviendront florissantes & peuplées, & Dieu veuille donner aux Etats de l'Europe dans leur constitution actuelle assez de durée, pour voir un jour l'Amérique n'avoir plus de déserts à peupler.

Il est tems enfin de terminer ma course, & revenant sur moi-même, de justifier au sentiment intérieur de ma propre incapacité l'essor immense & tout à fait au-dessus de ma portée que j'ai pris; si j'ai embrassé dans ma course la totalité des objets de la cupidité humaine sous quelque forme qu'elle puisse se déguiser, c'est qu'elle est en tout sens l'ennemie, je dis plus, la seule ennemie de l'humanité. En conséquence tous ses détours, tout le territoire qu'elle embrasse, étoient de ma jurisdiction. Plein de senti-

mens de zéle & d'amour pour mes ſemblables, ſi j'ai trop oſé, je n'ai pas du moins à me reprocher d'avoir excedé mon devoir par aucun motif d'interêt, ni de vanité déguiſée ſous le nom de hardieſſe. Ravale, qui voudra, la nature de ſon ame; c'eſt ſans doute le ſentiment intérieur qui le fait parler. Ce ſentiment dit chez moi, que la mienne vient des mains de Dieu; & ſi je la lui rends bien défigurée par les foibleſſes & les miſeres humaines, ce ne ſera pas du moins par les paſſions viles, telles que l'interêt, la jalouſie, la haine, & l'orgueil.

Le titre de mon ouvrage, & la beauté du ſujet m'ont mené bien loin. J'ai toujours cru ſuivre la vérité, & en conſéquence je retrouverai ma trace; mais comme il ſeroit très poſſible qu'elle fût perdue pour bien d'autres qui n'ont pas la clef de mon imagination, & que je n'en eſtimerai pas pour cela plus pauvres, je vais dans le ſuivant & dernier Chapitre raſſem-

bler en un petit nombre de points principaux toute la marche, la gradation, l'ensemble enfin de mon plan, pour que d'un coup d'œil on puisse juger de la totalité, & s'épargner même, si l'on veut, la peine & l'ennui de me lire d'un bout à l'autre.



CHAPITRE VIII.

Résumé général de tout l'Ouvrage.

LE Précis, qui est l'objet de ce Chapitre, est d'autant plus nécessaire, que j'avoue moi-même que la totalité de cet ouvrage est un cahos d'idées & de détails, qui n'ont d'ordre que dans les titres des Chapitres.

Un grand Ecrivain de nos jours a paru dans son ouvrage le plus considérable donner prise au même reproche, & malgré les subdivisions presque infinies qu'il a données à son plan, l'on se plaint avec quelque sorte de raison que sa marche est souvent embrouillée, & en général difficile à suivre. Nous n'avons assurément que cela de commun, lui & moi. Son érudition est immense & sure, la mienne est très-bornée & fautive; son style est clair, noble, pur & tranchant, le mien

mien eſt inégal, ſans goût, négligé, ſouvent diffus, & amphibologique ; ſon eſprit éclaire & éveille l'intellect du lecteur, le mien le fatigue & l'étouffe; ſes idées ſemblent la fleur des notions, & en ſont en effet le germe, les miennes naiſſent ſingulières, & meurent triviales. Il étoit ouvrier habile, & totalement adonné à ce genre d'étude & de travail, & de ſon aveu il a conſumé 20 ans à celui-là. Je ne ſuis rien de tout cela, & il s'en faut bien que je n'aye employé ſix mois à parcourir tout le terrein que j'embraſſe. Il y paroît, me dira-t-on; je le ſçais, mais encore un coup chacun a ſa façon d'être : & me promît-on autant d'avantages, que j'en eſpere peu de mon travail, je doute qu'on me déterminât à revenir ſur mes pas pour donner à mon ouvrage une forme plus décente & plus ſuivie : ce dont je ſuis plus certain encore, c'eſt que j'échouerois dans cette entrepriſe & me laiſſerois gagner à la langueur, diſpoſition d'eſprit la

moins propre à rediger un ouvrage de vivacité & de ſentiment.

Je ne ſçais d'ailleurs ſi ceci, tout négligé qu'il eſt, ne ſe fera pas mieux lire que n'eût fait un traité méthodique. On eſt ſurchargé d'ouvrages en régle ſur le commerce, & ſur toutes les parties relatives à la proſpérité intérieure d'un Etat. Ceux de ces ouvrages qui ſortent des meilleures mains, n'apprennent pas plus au lecteur ordinaire l'eſſentiel de leur matière, que la lecture du Cuiſinier François ne nous apprendroit par ſes ſeules recettes à faire un bon ragoût. Il faut être initié dans la pratique d'un art, pour être ſuſceptible d'être perfectionné par la lecture de ſes élémens. Ceux au contraire, qui ont voulu ſe faire lire, applanir & orner les routes du calcul, ne laiſſent aucune trace, ce qui n'eſt pas au fond un grand mal, attendu qu'il eſt bien difficile de faire chemin avec des guides qui bronchent eux-mêmes à chaque pas. Tout le fruit donc qui peut revenir de ces ſortes d'ouvra-

ges bons ou mauvais, c'est d'accoûtumer les hommes à s'occuper de la prospérité publique, & d'éveiller par quelques rayons de vérité les idées naturelles qu'ont bien des génies privilégiés sur ces matières sérieuses & utiles. Ces idées, faute d'être excitées, demeureroient souvent ensevelies pour jamais, étouffées par le torrent des idées courantes qui se portent ailleurs. Un rayon de lumiére qui pénétre dans ces ames fécondes, semblable à la méche qui met le feu à la mine, y produit un nouveau genre de vuës, dont la progression s'étend bientôt à l'infini, au grand avantage de la société. J'ai dû à de tels secours (s'il est permis de se citer) tout ce que je sçais, & tout ce que je conçois en ce genre; c'est peu de chose, me dira-t-on : peut-être; on auroit tort néanmoins d'en juger sur cette ébauche-ci, où m'étendant beaucoup sur certains sujets, j'en ai à peine touché d'autres aussi intéressans. Tout homme cependant qui sçaura lire, jugera que je

m'en ſuis plus réſervé, que je n'en ai dit. Pour décider d'ailleurs ſi cet exemple du genre d'exploſion dont je parle, vaut la peine d'être cité, il faudroit connoître quelle étoit ma portée naturelle, avant que j'euſſe lû le trait qui m'a fait réfléchir ſur ces matières. Mais, telle qu'elle ſoit, ſi j'avois l'avantage d'être du bois privilégié dont on fait les Adminiſtrateurs d'Etat, ſoit en petit, ſoit en grand, peut-être certaines de mes idées miſes en pratique ſeroient trouvées bonnes à quelque choſe.

Toute l'utilité donc des ouvrages du genre de celui-ci conſiſte en l'avantage d'éveiller l'inſtinct, & l'attrait des hommes nés pour concevoir & réfléchir en grand. Pour procurer cet avantage il faut ſe faire lire; or je ſuis certain que, ſi je me contraignois pour me rendre méthodique, je ſerois moins lu encore, que je ne le ſerai dans toute la pompe de la négligence & des écarts.

Après donc avoir fait une ſorte

d'amende honorable de l'eſpece de parallelle que j'ai oſé faire tout à l'heure avec un homme excellent, & avoir proteſté que je n'ai entendu en induire aucune ſorte de comparaiſon, je vais raſſembler celles d'entre le nombre infini d'idées vagues répandues dans cet ouvrage, qui forment un corps & un plan ſuivi de politique civile & étrangére.

La plus utile, & ſelon moi, la plus indiſpenſable des méthodes en tout genre d'arts & de connoiſſances, en tout enfin ce qui eſt en nous matière à enrichir la mémoire, & faciliter l'opération de l'eſprit qu'on appelle réfléxion, c'eſt de convenir d'abord de la ſignification des termes généraux, & uſagers. Cette méthode nous oblige à conſidérer l'étendue & la réalité des choſes, & à nous en former une idée fixe & permanente; c'eſt ce qui s'appelle convenir des faits & des expreſſions, ce qui eſt la baſe de tout raiſonnement. D'après cela, il eſt impoſſible que deux eſprits

justes, que deux ames équitables ne conviennent bientôt des principes, quelque différence que les préjugés, la contagion, ou l'usage ayent pû mettre dans leur façon habituelle de penser & d'agir.

En général, il est peu d'hommes qui paroissent doués des deux vertus ci-dessus établies, du moins si l'on en juge par leurs actions. Celles-ci sont décidées par une infinité de causes étrangéres prises dans nos passions ou dans nos foiblesses ; mais presque tous tant que nous sommes, nous pensons juste, nous sentons équitablement par réfléxion. N'ayant donc ici que l'équité & la vérité en vûe, je puis esperer d'être senti, & entendu par le plus grand nombre, si j'ai assez de talent pour me faire entendre, & d'ordre pour valoir la peine d'être suivi & conçû : cependant comme la vérité & l'humanité, que j'ai crû prendre pour guides, paroissent néanmoins m'avoir entraîné dans la suite de ce traité dans une infinité d'opinions très-opposées à celles qui sont géné-

ralement reçues, j'ai crû néceſſaire d'établir d'abord quelques principes, & de commencer par les définitions des choſes qui paroiſſent en avoir beſoin.

C'eſt ce que fait le premier Chapitre qui définit d'abord ce que c'eſt que *ſociété*, enſuite ce que c'eſt que *richeſſe*. Partie I. Chapitre I.

L'homme eſt un animal ſociable par inſtinct, avide à l'excès par inſtinct & par intellect. De ces deux mobiles contraires, l'un lie la ſociété, l'autre tend à la diſſoudre. En conſéquence le partage des biens, qui établit *la propriété*, dut être & fut en effet toujours le premier des arrangemens de la ſociété.

De l'attrait naturel à l'homme pour ſe réunir avec ſon ſemblable, que j'appelle *ſociabilité*, dérivent toutes les vertus; de ſon penchant à déſirer de s'approprier tous les biens d'uſage & d'opinion, que j'appelle *cupidité*, naiſſent tous les vices: d'où reſulte que le premier & le plus important des ſoins du

Partie I. Chapitre I.

Gouvernement doit être de diriger les mœurs vers la ſociabilité, & de les détourner de la cupidité.

La ſociabilité nous conduit dans la route de la vérité; la cupidité nous pouſſe dans les ſentiers tortueux de l'illuſion : & pour prouver ce principe, on démontre qu'elle nous égare dans la recherche de ceux même des biens phyſiques, dont elle fait le plus de cas; c'eſt ſans doute *la richeſſe.*

Qu'eſt-ce que la richeſſe ? Ce devroit être la poſſeſſion des biens d'ici-bas. Si c'eſt cela, la ſociabilité eſt toujours riche, & la cupidité jamais.

En effet, le néceſſaire, l'abondance, & le ſuperflu ſont trois échelons dans l'ordre des biens, qu'on ne ſçauroit voir que du bas en haut dans les vuës de la cupidité, qui ſongeant toujours à gravir, n'eſt jamais riche de ce qu'elle poſſéde, & ſçait toujours être pauvre de ce qu'elle deſire. Dans les vuës de la ſociabilité au contraire, comme il ne s'agit que de ſe réunir,

chacun apporte tranquillement son contingent à la société ; riche de ce qu'on y fournit, on n'est pauvre que de ce qui manque à son confrere. Or comme malgré toute habitude de confraternité, nos besoins situés en la personne d'autrui seront toujours très-bornés, il ne faut, pour nous satisfaire sur cet article, que la vie & le vêtement.

Voulez-vous enrichir un peuple? tournez-le vers la sociabilité. De tous les peuples dans tous les temps, nuls n'ont vécû plus durement, n'ont été plus attachés à leur façon d'être, & ne se sont en conséquence estimés plus riches, que ceux qui ont vécu le plus en commun.

Pour trouver d'après les notions même les plus triviales les principes de la vraie richesse, il faut dire qu'elle consiste en la nourriture, les commodités & les douceurs de la vie : la terre produit tout cela ; le travail de l'homme multiplie ce produit, & lui donne la forme. Le vrai principe de toute richesse est donc la multiplication de l'espece

Partie I. Chapitre I.

humaine appellée *population*, c'eſt l'objet de ce traité. Le premier des travaux auxquels il faut employer l'homme, eſt la multiplication du produit de la terre, art nommé *agriculture*, dont la liaiſon indiſpenſable avec la population ſera démontrée dans les Chapitres ſuivants.

On reſume de celui-ci, que la premiére des loix poſitives de la ſociété, eſt & dut être une condeſcendance de la ſociabilité en faveur de la cupidité qui établit le partage des biens & avantages de la ſociété; & qu'en revanche la baſe & l'objet du régime des loix ſpéculatives doit être de repouſſer ſans ceſſe l'inquiétude & l'avidité humaine vers la ſociabilité, & de la détourner de la cupidité.

Chapitre II.

La population une fois reconnue pour le premier des biens de la ſociété, il eſt queſtion de ſçavoir, d'où on la tire.

Dieu créa en même temps tous les germes, & leur donna l'inalté-

rable faculté de se reproduire & de se multiplier ; mais il les rendit tous dépendans des moyens de subsistance.

Ce n'est ni le célibat d'un certain nombre d'individus, ni la guerre, ni la navigation, ni les transmigrations dans le nouveau monde qui causent la dépopulation actuelle, au contraire, la plûpart de ces choses pourroient tendre à accroître la population. C'est la décadence de l'agriculture d'une part, de l'autre le luxe ou le trop de consommation d'un petit nombre d'habitans, qui séche dans sa racine le germe de nouveaux citoyens.

Si la multiplication d'une espece dépendoit de sa fécondité, certainement il y auroit dans le monde cent fois plus de loups, que de moutons.

Rien ne gêne la multiplication des sauvages de l'Amerique Septentrionale ; mais ils ne vivent que de chasse, & sont réduits à la condition & presque à la population des loups.

Un ancien Romain vivoit, lui & ſa famille, du produit d'un arpent de terre; un ſauvage conſomme ſeul le gibier que 50 arpens de terre inculte peuvent nourrir. Tullus Hoſtilius avec mille arpens pouvoit avoir cinq mille ſujets, un chef des ſauvages ci-deſſus borné à un tel territoire auroit à peine 20 hommes.

En proportion de ce qu'on cultive les terres, & qu'on les employe à produire ce qui eſt de la nourriture eſſentielle de l'homme, l'eſpece s'accroît en nombre; en proportion de ce qu'on les laiſſe en friche ou qu'on les employe en inutilités, l'eſpece diminue : d'où s'enſuit que les conſommations en ſuperfluités ſont un crime contre la ſociété, qui tient au meurtre & à l'homicide.

Les hommes multiplient comme les rats dans une grange, s'ils ont les moyens de ſubſiſter. En ce ſens, le mot de M. le Prince à Senef, *une nuit de Paris remplacera cela*, pouvoit être un axiome politique

bien raiſonné. En effet, à moins qu'il ne ſurvienne quelque nouvelle augmentation de ſubſiſtance dans l'Etat, il ne ſçauroit s'élever une plante de plus, qu'une autre ne lui faſſe place.

Partie I. Chapitre II.

Principe ſeul & unique, *la meſure de la ſubſiſtance eſt celle de la population ;* les célibataires l'accroiſſent dans un Etat, loin de lui nuire, ſi à la contrainte du célibat eſt jointe quelqu'autre ſorte d'inſtitution qui les oblige à vivre de peu, & à ne point faire de conſommation inutile.

Augmentation de ſubſiſtance ; accroiſſement de population. Nous allons voir dans les Chapitres ſuivants comment accroiſſement de population doit faire augmentation de ſubſiſtance.

Chapitre III.

L'agriculture qui peut ſeule multiplier les ſubſiſtances, eſt par cela même le premier des arts : elle l'eſt par la beauté de ſon invention, puiſqu'elle découvre, ſurprend, & imite le ſecret de la na-

ture, ſecret de la Providence elle-même, & le plus admirable & le plus ſurprenant des effets par leſquels elle daigne ſe manifeſter à nos yeux.

Plus vous faites rapporter à la terre, & plus vous la peuplez.

L'agriculture cependant, cet art par excellence, qui peut ſe paſſer de tous les autres, tandis qu'aucun d'eux ne ſçauroit exiſter ſans lui, l'agriculture, dis-je, eſt encore dans ſon enfance; & ſi parmi nous l'Autorité tournoit ſa protection ſur cette partie intéreſſante, elle trouveroit la carrière encore neuve.

De tous les arts l'agriculture eſt non-ſeulement le plus admirable & le plus néceſſaire dans l'état primitif de la ſociété, il eſt encore, dans la forme la plus compliquée que cette même ſociété puiſſe recevoir, le plus profitable, & le plus rapportant.

Il eſt de tous le plus ſociable, & le plus innocent.

Il étoit peu néceſſaire de s'étendre ſur ces démonſtrations, il le ſera

davantage de montrer ce qui en arrête chez nous les progrès, & quels seroient les moyens de l'encourager; mais avant que d'en venir là, il est utile de mettre sous les yeux un précis des avantages, dont jouit en ce genre notre heureuse patrie. Partie I. Chapitre III.

L'Auteur de la nature a donné à l'homme la faculté de faire aliment presque de tout: il a donné d'autre part à la terre de nourrir & de vivifier dans son sein presque tous germes de plantes & de fruits; mais il faut encore que ce sein maternel soit attendri, réchauffé, humecté par le concours des autres élémens. Chapitre IV.

Ce concours lui est favorable presque par-tout, & l'industrie humaine en accroît & dirige les influences, & aide de la sorte à la nature.

La température de l'air & des saisons, & ce qu'on appelle climat, décide du plus ou du moins de fruit de nos travaux. Les excès dans le

Partie I. Chapitre IV.

climat nuisent aux productions de la nature ; mais la Providence les a variés selon les lieux ; & la bienfaisance de la nature échappe ainsi aux excès de la température de l'air. Cependant, s'il est un pays qui puisse jouir également de toutes ces productions, celui-là sans doute est le favori de la nature.

Ce pays est la France, au dire des maîtres du monde entier autrefois. La température du climat y est telle, que dans toutes les Provinces du Royaume on peut cultiver les productions utiles ou agréables des quatre parties du monde, de façon qu'elles y viennent comme dans leur patrie naturelle.

Les eaux y coulent de toutes parts en ruisseaux, rivières, & fleuves, les uns propres d'eux-mêmes à la navigation, les autres prêts à le devenir par un travail aisé ; toutes eaux salubres enfin & faciles à répandre sur les campagnes pour y porter la fertilité.

La nature des terres d'autre part

est telle, qu'à la reserve de quelques Dunes au bord de la mer, & de quelques roches escarpées en petit nombre, il n'y a peut-être pas un pouce de terrein qui ne pût être mis en valeur.

Aux avantages du climat & du sol s'en joignent d'autres pris dans le naturel des habitans, qui sans doute tiennent beaucoup à ces premiers; la fécondité des femmes, l'activité naturelle à ce peuple, & sur-tout son industrie.

Pour avoir autrefois taxé cette derniére, on fit d'un beau Royaume l'Isle Gelée.

Il n'est besoin que d'éclairer l'industrie; car quant à ce qui est de l'exciter, la nécessité suffit.

Ne confondons point. Il est deux sortes de nécessités; l'une de penurie, l'autre d'abondance; l'une fait des mendians, l'autre a fait les destructeurs de l'Empire Romain; l'une est sans ressources, l'autre les a toutes. La dépopulation fait la premiére, l'extrême population fait la seconde; mais l'extrême po-

Partie I. Chapitre IV.

pulation ne peut venir que de l'extrême agriculture.

En total, la France pouvant être le théatre de l'agriculture, peut l'être de la population. Examinons les causes qui nous empêchent de profiter de nos avantages en ce genre autant que nous le pourrions.

Chapitre V.

L'homme ne sçait ici-bas ce qu'il desire. Il seroit aisé de démontrer au physique, ainsi qu'au moral, que l'adversité est le terme indispensable de la voie de la prospérité.

La prospérité est aux Etats ce qu'est la maturité aux fruits de la terre; elle en annonce, elle en nécessite presque la putrefaction.

Plus une société s'étend, plus elle est tranquille au-dedans; plus elle est vivifiée par plusieurs genres d'industrie, plus aussi le jeu de la fortune y a de liberté. Dès-lors les grandes fortunes deviennent des colosses, & les gros héritages absorbent les petits. Enorme différence entre la fertilité d'un petit

champ qui nourrit le maître qui le cultive, & celle d'un vaste domaine livré aux agens d'un grand propriétaire.

L'accroissement des besoins du fisc est encore une des suites de la prospérité. Ces charges subdivisées sur un nombre de petits propriétaires accoutumés à vivre de peu, quoique plus onéreuses au peuple, le sont moins à la glebe: réunies sur la tête d'un grand propriétaire déja dévoré par tous les sous-ordres du luxe & de la paresse, elles enlevent tout ce qui lui reste du produit; & dès-lors, il en est plus porté à négliger un bien qui ne lui donne que de la peine.

La fausse urbanité, & le goût des arts spécieux, fruits & abus de la prospérité, font dédaigner la campagne & les campagnards.

D'autre part, l'administration d'un grand Etat incline naturellement vers des vices de constitution qui désolent le laboureur: de ce genre seroient par exemple, des impositions arbitraires dans leur

répartition, la contrainte dans le débit de ses denrées.

La prospérité d'un Etat y rendant abondant, & faisant circuler aisément le signe des nécessités de la vie, facilite le déplacement des propriétaires, & attire les plus considérables à la Capitale déja trop surchargée; de l'abandon des Provinces naît leur oppression.

La prospérité d'un Etat établit dans son sein une infinité de rameaux d'industrie & de natures de biens, qui tous paroissent au premier coup d'œil plus commodes & plus disponibles que ne l'est la possession des terres. Il est en effet généralement reçu qu'un homme est pauvre, quelque riche qu'il soit en fonds de terre, s'il n'a que de cette nature de biens.

Les terres cependant sont d'une part les seuls biens solides; leur possession donne une sorte de jurisdiction sur les cultivateurs. Leur produit ou revenu hausse en proportion ou à peu-près, de ce que les matières de consommation en-

chériſſent par l'abondance des eſpeces dans un Etat, au-lieu que les revenus fictifs ſujets à bien des révolutions ne peuvent jamais croître. L'induſtrie & le travail du maître trouvent toujours un vaſte champ d'eſpérance & de profit. Les terres ont des caſuels; cependant elles ſe diſcréditent, tandis que le feu eſt aux effets fictifs. Pourquoi cela? C'eſt d'abord l'habitation de la Capitale, dont les délices & les préjugés tendent tous à établir la molleſſe & le dégoût du travail. On dédaigne l'habitation de ſes peres, où les recherches du luxe n'ont point pénétré. On livre les terres éloignées à des agens fripons & concuſſionnaires. On dévaſte les fertiles domaines de celles qui ſont au voiſinage par des arrangemens de pure décoration: on conſomme le reſte de leur produit en entretien d'inutilités. Les payſans ne connoiſſent plus leur Seigneur, ils plaident contre le nouveau qui ſouvent les a ſoulagés de droits onéreux qu'ils

payoient ſans murmure à leurs anciens Seigneurs. Tout cela dégoûte d'une poſſeſſion pénible. Le haut prix de l'interêt de l'argent eſt encore une des raiſons du diſcrédit des terres.

La proſpérité d'un Etat nuit encore à l'agriculture, en établiſſant un ordre de mœurs, un genre de magnificence & de décoration qui la repouſſe au loin, & l'exile, pour ainſi dire.

Autant de terrein inculte, autant de ſujets enlevés ſans reſſource à l'Etat. Le goût des jardins de pure décoration, des terraſſes, des parcs, des avenuës &c. qui depuis le dernier regne s'eſt ſi fort multiplié, dévaſte en ce genre une partie des environs de la Capitale & de ceux des Villes principales.

L'énorme largeur des chemins multipliés, dont tous les adminiſtrateurs des Provinces font aujourd'hui leur objet capital, ſans conſidérer les proportions relatives à la fréquence & importance des communications, enleve encore

une partie du territoire de l'Etat, & les alignemens dévastent souvent les terreins les plus fertiles, laissant à côté des friches bien plus propres à assurer la voie publique.

Partie I. Chapitre V.

De toutes ces choses, & de mille autres qui se trouvent éparses dans cet Ouvrage, naît le discrédit des terres, & la décadence absolue de l'agriculture. Passons aux moyens de l'encourager.

Chapitre VI.

Tout l'Ouvrage en général n'a d'objet que la nécessité, & les moyens d'encourager l'agriculture. Cependant comme ce n'est point la société des anciens Egyptiens qu'on considere, mais la société moderne qui est tellement compliquée d'accessoires, que le principal y est presqu'entiérement oublié, il est nécessaire de traiter de toutes les branches de la ramification politique, qui toutes ont la population, & conséquemment l'agriculture pour racine, tant pour faire voir l'union intime de toutes les parties de la chose publique

Partie I. Chapitre VI.

entre elles, que pour ne pas présenter à un siécle délicat & recherché l'Apôtre de l'agriculture, comme un laboureur ſtupide qui ne voit que ſon champ. On parcourra donc une carriére immenſe, mais on trouvera ſouvent ſous ſes pas des objets relatifs au Chapitre actuel. On ne les rejettera pas alors; maintenant on preſente ſeulement en gros les premieres idées qui s'offrent ſur cet article.

On a dit que la proſpérité d'un Etat établiſſoit les grandes fortunes, qui bientôt envahiſſoient tout le territoire. Quel remede à cela? *Aimez les Grands, appuyez les Médiocres, honorez les Petits.*

Aimez les Grands, vous leur apprendrez à aimer leurs inférieurs, vous vous intéreſſerez à la multiplication de leur famille, vous les appauvrirez de biens inutiles par la voie la plus douce & la plus ſatisfaiſante pour la nature, & les enrichirez de ſujets utiles au maintien & à l'illuſtration de leur Maiſon, ainſi qu'à la Patrie.

Appuyez

Appuyez les Médiocres, c'est la pépinière de l'Etat, & sa richesse la plus précieuse & la moins embarrassante.

Honorez les Petits : *sacerrima res homo miser*. Mais indépendamment de cet axiome de morale qui parle si bien au cœur, est-ce donc un paradoxe de vouloir qu'on honore les plus nécessaires de tous les hommes ? Dans le fait nous nous devons tous une estime réciproque, & relative à l'utilité respective. Je dis plus. Quoi encore ? Le respect.

Mais ce qu'il faut sur-tout honorer, c'est l'agriculture & ceux qui l'exercent & l'encouragent. Le plus habile agriculteur, & le protecteur le plus éclairé de l'agriculture, sont, toutes autres choses étant égales, les deux premiers hommes de la société.

Une source, qui sort dans un terrein élevé, arrose & féconde ses environs, autant que la quantité de ses eaux peut s'étendre. Celle au contraire, qui naît dans un bas-fond, ne fait qu'un marais.

Je compare à cette ſource le propriétaire des terres. S'il eſt à la tête de la production, dont naturellement il doit être l'ame, & à laquelle perſonne n'a plus d'interêt que lui, il anime & vivifie tout le canton : ſi au contraire il habite au centre de la conſommation, il devient la ſource baſſe & marécageuſe, & contribue à noyer un terrein déja de lui-même trop ſpongieux.

Rappellons-nous ſans ceſſe le chemin que voudroit faire le peuple entier d'une nation que les apparences d'une proſpérité paſſagére ont éveillée. Nous paſſons des villages aux bourgs, des bourgs aux Villes, des Villes à la Capitale ; & c'eſt à quoi tend toute une nation, ſi le Gouvernement n'eſt attentif à lui donner une propenſion contraire.

Cette opération n'eſt pas ſi malaiſée qu'on croit. Les hommes ont tous un penchant naturel pour la liberté & les occupations de la campagne. Que ſes habitans ſoient

tranquilles & protégés ; qu'on les excite & les éveille par des divertissemens innocents, dont les anciens nous ont donné l'exemple, & que de grands Princes n'ont pas dédaigné d'établir parmi eux, ils verront bientôt avec frayeur la contrainte & l'esclavage des Villes.

Eh ! quand la protection de l'agriculture demanderoit du Gouvernement un soin continuel & embarrassant, quel autre objet dans la société entiére peut lui paroître plus digne de son attention ?

Pourquoi seroit-on effrayé de donner autant de soins à protéger l'agriculture, à instruire les agriculteurs, à les secourir, à défendre leurs libertés & immunités, qu'on en met à protéger les arts & métiers qui ont tant fatigué le Gouvernement, & chargé la police de détails, de formes & d'ordonnances, dont la plûpart gênent & étouffent l'industrie au-lieu de l'appuyer ?

Quant aux moyens de protection,

on a tout prévu en France à tous égards : les plus belles & les plus utiles ordonnances de l'univers ſont ſignées de la main de nos Rois ; mais malheureuſement nos loix ſont preſque comme nos modes.

C'eſt l'affection ſeule pour l'agriculture & la perſuaſion de ſa néceſſité de la part du Gouvernement, qui peuvent lui donner le dégré d'attention néceſſaire pour s'aſſurer & ſoûtenir la vivification de cette partie. Il faut ſur-tout rejetter ſur la campagne une ſorte d'abondance relative, qui eſt la mere de l'induſtrie noble & élevée. Cet art par excellence a beſoin plus que tout autre, pour être pouſſé à un certain dégré de perfection, des deux pivots néceſſaires à tout, à ſçavoir étude & expérience, théorie & pratique. Pourquoi nos Princes ne lui fourniroient-ils pas ces ſecours ? Nous avons de grands Rois en tout genre, & qu'il ſeroit difficile de ſurpaſſer. Je ne ſçais plus que le titre

de Roi Pasteur, qui puisse illustrer nos Maîtres futurs.

Ceci n'est qu'une ébauche d'uu Chapitre intéressant. Les matériaux en sont, comme je l'ai dit, répandus presque dans tout l'ouvrage. Le Chapitre suivant, par exemple, naît & dérive naturellement de celui-ci.

Chap. VII.

Le nombre des habitans dans un Etat dépend des moyens de subsistance, les moyens de subsistance dépendent de l'emploi qu'on fait des terres, & l'emploi de celles-ci est décidé par les mœurs & usages.

Si les mœurs & usages sont tels qu'on emploie beaucoup de chevaux, la subsistance des hommes, & conséquemment leur nombre décroîtra d'autant, & ainsi du reste.

Autrefois les grands Seigneurs en France entretenoient beaucoup de pauvre Noblesse autour d'eux dans des emplois tenus pour honnêtes, & même honorables alors;

Partie I. Chap. VII.

ces Gentilshommes d'alors coûtoient moins que les valets d'à présent, & faisoient beaucoup plus d'honneur & de profit: c'est un mal réel que cet usage ait passé de mode.

On ne peut nier que les pauvres, quand ils sont laborieux, ne soient la plus précieuse portion de l'Etat. La Noblesse est la partie de la nation à laquelle le préjugé de la valeur & de la fidélité est le plus particuliérement confié. Les préjugés qui constituent l'honneur, font partie réelle du thrésor de l'Etat, & celle qui soulage le plus les autres parties. Il importe donc de conserver & de provigner le plus qu'il est possible la portion du peuple chez lequel cette monnoie a le plus de cours; c'est la Noblesse.

Avoir beaucoup de Noblesse, c'est l'avoir pauvre. Cependant comme les sentimens d'élévation qui constituent son essence, ne sont point inhérens à la substance physique de chaque individu, mais à

la profession de ses peres & à la sienne; il faut empêcher qu'elle ne dégénere dans le fait, ce qui la rendroit plus vile encore que tout autre état dans le droit. Pour cela il faut lui donner les moyens de subsister dans un état, dont l'honneur & la fidélité furent l'essence.

La profession militaire si multipliée aujourd'hui en comparaison de ce qu'elle étoit autrefois, entretient cependant moins de Noblesse, on y méprise les pauvres qui ne peuvent subvenir aux dépenses devenues d'usage. Il étoit donc très-important de maintenir cet ordre de mœurs, qui engageoit les riches à élever & entretenir leurs semblables, qui les entouroit de gens fidèles & surs, & les forçoit à une décence de mœurs intérieures, perdue aujourd'hui au détriment encore de la société.

En Allemagne la reversion des fiefs assurée aux Cadets, quand les branches aînées tombent en quenouille, multiplie beaucoup la Noblesse.

Si l'on propofoit en France une telle loi, on accableroit le propofant d'allégations multipliées; entre autres, que cet arrangement nuit au commerce, & prive le Roi de fes droits de fuzerain aux mutations. Examinons le premier point.

Le commerce eft l'échange des néceffités & commodités de la vie, & nullement celui *des propriétés*.

On pourroit prouver que le revirement continuel des biens & fortunes n'eft point un avantage pour le commerce; mais il ne s'agit ici que des fiefs, forte de biens qui git en jurifdiction & prééminence.

Dira-t-on que tout ce qui fépare un ordre, une claffe de fujets, eft une barriere à l'émulation? On fe trompe; l'émulation n'eft point l'envie de fortir de fon état, c'eft celle de s'y diftinguer.

Paffons à la feconde difficulté. Il eft certain que la vaffalité devant des droits à chaque mutation, tout ce qui interrompt ces mutations intercepte ces droits.

Mais 1°. je doute qu'ils foient

considérables, puisque tant de charges achetées à bas prix, & donnant d'autres priviléges plus essentiels en exemptent. 2°. Loin d'étendre les substitutions, ce plan les restreindroit, en les bornant uniquement aux fiefs, c'est-à-dire, aux jurisdictions & droits seigneuriaux. 3°. Ne pourroit-on pas compenser ces droits & au-delà, en rétablissant les loix de l'ancienne féodalité encore en vigueur en Allemagne, en attribuant la reversion au Souverain au défaut de la ligne entiére masculine, sauf à lui à s'astreindre à ne les donner qu'à des Cadets qui fondassent nouvelle souche? 4°. Les droits de rachat usités dans certains cantons à chaque transition du fief en ligne collatérale, ne pourroient-ils pas être un autre dédommagement?

Mais, dit-on, l'épuisement des vieilles souches se répare par de nouveaux Nobles confondus bientôt parmi les anciens.

Faux principe: les vieilles souches ne manquent que par les vices

Partie I. Chap. VII.

ci-dessus établis. Les intrus ne sont que de l'alliage qui avilit l'espece.

Les Chapitres d'hommes & de filles sont encore pour la Noblesse d'Allemagne une ressource très-estimée & peu coûteuse. Quelle honte, que nous y ayons substitué le secours des mésalliances !

De mille raisons prises dans les mœurs, dans la décence, dans les sentimens, dans l'utilité publique, &c. contre cet usage, on se contente d'établir celles qui démontrent qu'il importe au maintien des mœurs qui sont le vrai lien de la société, que chacun s'allie avec son semblable, & que chaque classe conserve sans mêlange les principes, s'il se peut, mais du moins le *costumé* de son état.

Nous avons dit que la multiplication des chevaux resserroit celle des hommes. Pourquoi, s'il faut capiter quelque chose, cette opération distributive de finance ne peut-elle être reversible sur les chevaux ?

La population & la culture de la

campagne ſont le ſeul tableau de la proſpérité réelle d'un Etat.

On admire, dit-on, nos villes, & l'on pleure ſur nos campagnes. Il s'en faut bien que nos villes, quoique bâties de tous les débris, engraiſſées de tout le ſuc de nos campagnes, n'en ſoient au point de décoration & de ſplendeur qu'elles auroient, ſi leur magnificence étoit la ſuite de la proſpérité publique, & ſi l'amour de la Patrie les avoient décorées.

Paris même dans toute ſa pompe, n'a rien, ou preſque rien, qui paroiſſe deſtiné au public, ni hôtel de ville, ni terrein pour les fêtes publiques, ni fontaines, ni ſalles de ſpectacles. Tout ce qu'il y a de beau tient au luxe particulier, & ſe trouve épars.

D'ailleurs cet accroiſſement de nos villes n'eſt que fictif. Paris, qui s'eſt accrû des deux tiers depuis Henri IV. ne contient pas plus d'habitans. Une maiſon qui contenoit ſix familles du premier ordre, en loge à peine une du plus

bas aujourd'hui ; la consommation a décuplé, & puis c'est tout. Paris s'est étendu en pierres, jardins, glaces, parquets, marbres, &c. mais nullement en hommes. On en peut dire autant de la plûpart des autres villes qui se sont accrues.

Les pays ne sont pas cultivés en raison de leur fertilité, mais en raison de leur liberté. L'exemple des petites Républiques nous démontre cela.

Les petits Etats n'ont pas assez de force pour contenir les hommes ; les grands Etats affaissent les hommes par le poids de la leur.

Quels maux sont le plus à craindre dans une grande Monarchie ? 1°. La disproportion entre les nécessités du Gouvernement & ses ressorts. 2°. L'inégalité des fortunes. Ces deux-là réunissent tous les autres.

Le premier s'opere d'abord par la recherche, il s'acheve par la paresse qui en est la suite indispensable. La recherche non contente

de tenir les resſorts principaux, veut encore s'emparer des fils les plus déliés de l'adminiſtration. Le Gouvernement accablé de détails & d'acceſſoires amene tout à ſoi; & attire en même temps tous les frêlons de la ruche, qui l'étourdiſſent de bourdonnemens empreſſés, & l'obligent à abandonner preſque au hazard la queſtion publique, embarraſſée déſormais de cas particuliers.

Le ſecond s'opere par l'abondance de l'or, qui ſe repliant toujours ſur ſoi-même ne court ſe répandre dans la ſociété que pour revenir à la maſſe, chargé des dépouilles de tout le pays qu'il a parcouru. L'or nous ruinera, comme il a dévaſté l'Eſpagne. Il met à prix les charges & dignités, en abſorbe la conſidération & l'utilité, & ſubſtitue aux vertus du citoyen un eſprit mercenaire, qui ôtant au Souverain tout autre moyen de gratifier que de la bourſe, renverſe tellement l'ordre naturel des choſes, que l'humeur bienfaiſante du Prince

Partie I. Chap. VII.

devient un malheur réel pour le peuple.

Charlemagne, au milieu de ses conquêtes immenses, fit bien des grands Seigneurs d'autorité, de jurisdiction, &c. mais il n'en enrichit aucun, & en conséquence il ne dépeupla point son empire. Un colosse d'argent établi en Saxe, l'eût plus sûrement dévastée, que ne firent toutes ces expéditions.

Cette idée sera développée par les détails dans la seconde Partie. Terminons celle-ci par quelques considérations qui rentrent naturellement dans les questions précédentes.

Chap. VIII.

Les partisans du luxe & les amateurs du superflu, en convenant que la trop grande inégalité des fortunes est un mal, disent que l'abondance des métaux le répare en quelque sorte, en donnant plus de fantaisies aux riches en proportion du plus de facilité à les satisfaire, & les rendant ainsi tributaires des pauvres industrieux, au-

lieu que dans mon plan je veux mettre les pauvres aux gages des riches, & dans la dépendance directe de leur générosité.

Dans toute distribution, l'ordre est la base du bon emploi. Avant donc que de décider si l'or & ses agens soudoyent chacun selon son mérite & utilité, il faut établir d'abord le dégré d'estime dû à chaque état & profession & en convenir, pour ne pas errer dans des idées vagues sur ce point fondamental.

A bon droit les Ministres de la Religion, directeurs des mœurs, proneurs de la charité & de la confraternité, ont-ils le premier rang dans une société bien ordonnée.

Après les Ministres de la Religion, viennent de droit les Défenseurs de la Patrie.

Sans la Religion, les assemblées d'hommes n'eussent jamais pris forme de sociétés; sans la valeur de ses défenseurs, la société eût été dispersée aussi-tôt qu'établie. Sans les loix, elle eût été détruite par

les paſſions & le ferment intérieur auſſi promptement que par les efforts extérieurs. Ceux qui ſont prépoſés au maintien des loix ont donc, après les deux ordres ci-deſſus, une prééminence fondée en droit, & en raiſon indiſpenſable.

Cet ordre obſervé dans le fondement primordial de notre Monarchie en a fait la ſolidité; & le goût naturel de la Nation, qui conſacre dans l'opinion cette forme d'hiérarchie malgré les accidents de vétuſté qui devroient la détruire, perpétue la durée de l'Etat.

Après ces ordres fondamentaux viennent les ordres décorateurs, les ſciences, les beaux arts, les arts libéraux; tous eſtimables en proportion de ce qu'ils ſervent à élever l'ame & le cœur des Citoyens, mépriſables s'ils aident à les corrompre.

Les arts méchaniques enfin, qui ſont la chaux & le ſable qui lient tout le corps du bâtiment politique, mais qui doivent être ap-

puyés & soldés en proportion de leur nécessité.

Après ce tarif racourci, examinons si les démembremens des fortunes occasionnés par les fantaisies des riches & l'abondance des métaux, observent & peuvent observer cette gradation de distribution.

Sans examiner si les nations, où la richesse privée est le plus en vogue, sont celles où l'on conserve le plus de respect pour les Ministres de la Religion, de considération pour le Militaire, d'attachement pour la Magistrature & les Loix, si les Sçavans y sont plus recherchés que les hommes à talents frivoles, si les travaux des arts y portent l'empreinte du noble & du grand, voyons seulement si dans les arts méchaniques ce sont les plus utiles & les plus solides qui reçoivent les tributs destinés à mipartir la fortune du colosse d'or en question.

Les professions honorables de la société ne sont pas celles qui sont

les riches de métaux. Le faste est interdit à ces derniers par leur état, le luxe seul les débarrasse de leur superflu. Le luxe n'a que des fantaisies, & ne sçait répartir qu'au rebours de l'ordre établi ci-dessus.

De même que le moyen premïer de subsistance est *l'agriculture*, le moyen second est *le travail*; j'entends par ce mot la perfection de la matière premiére.

Diminuer la consommation, & augmenter le travail, *moyen d'accroître la richesse.*

Nous déclinons par les deux contraires de ces deux principes. D'une part les mœurs laborieuses sont tellement déchues, que la diminution proportionnelle du travail de chaque individu se trouve être presque de moitié; de l'autre, les mœurs économes sont avilies, ridiculisées, perdues enfin par l'exemple & l'habitude. La consommation en tout genre est doublée aussi.

La Réforme se vante d'avoir accru la somme du travail dans les

Etats qui l'ont embrassée par la suppression des fêtes. Les jours de repos sont nécessaires à l'homme, & doublent le travail du lendemain, quand l'homme aime le travail. Tout est jour de fête pour un paresseux.

En un mot l'agriculture travail premier, la manufacture travail second, sont les deux pivots de la richesse. Les métaux ne sont point richesse : si vous leur permettez de s'établir tels, vous errez dans le principe, vous périrez par les conséquences. Si vous regardez l'or au contraire comme l'agent nécessaire, si vous le regardez comme devant être chez vous en quantité proportionnelle à celle des matiéres dont il doit accélérer la production & la perfection, vous êtes dans le vrai.

Le commerce, la banque, la finance même consistent en hommes, & non en métaux.

Un Prince, qui s'appauvriroit pour aider à la population, mettroit son argent à un bien gros interêt; mais ce secret jusques ici

Partie I. Chap. VIII.

n'eſt pas cher; *aimez, honorez l'agriculture*: c'eſt là tout.

Partie II.

Après avoir ébauché dans la premiére Partie les objets qui reſſortiſſent à la ſubſiſtance & au travail, je tâche d'embraſſer dans la ſeconde tous les moyens de proſpérité intérieure d'un Etat.

Il eſt notoire par le raiſonnement & par l'expérience que l'homme ne peut ſe procurer en paix la ſubſiſtance & les commodités de la vie, ſi ſon travail n'eſt protégé par un régime univerſel & ſupérieur contre la cupidité de ſon voiſin. Ce régime ſupérieur eſt ce qu'on appelle *le Gouvernement*; il eſt auſſi néceſſaire à la conſervation de chaque individu, que chaque individu l'eſt au public dont il fait partie. L'enſemble & la réunion de l'obéiſſance & du pouvoir, du travail & de la protection, ſont ce qu'on appelle *le public*, & le territoire qu'occupe ce public, eſt ce qu'on nomme *l'Etat*; nom générique, qui ſe prend auſſi pour

exprimer la maſſe & le corps de la choſe publique. Partie II.

La ſûreté, le travail, & l'aiſance des particuliers font ſeules la véritable proſpérité d'un Etat ; ſeules elles en font la force & la richeſſe. Mais, comme dans l'univers rien ne reçoit, qui ne ſoit obligé de donner, c'eſt à l'Etat à procurer aux particuliers la ſûreté, le travail & l'aiſance, dont il reçoit les fruits. C'eſt ainſi que tout fait un cercle ici-bas. Cette diſtribution paternelle eſt, dans les décrets divins ainſi que ſelon la prudence humaine, le ſeul objet de ce qu'on appelle Gouvernement. Tout ce qui eſt par-delà cet objet, doit s'appeller abus.

Ce ſont les principales branches de cette diſtribution, ſans laquelle tout tourne vers le cahos, que je traite dans cette ſeconde Partie, relativement à ce qui concerne l'intérieur de l'Etat.

Le premier Chapitre marqué ſous le titre de *commerce* ſaiſit Chapitre I.

d'abord cette expreſſion en grand, rappelle que tout eſt commerce dans l'univers, puiſqu'il faut entendre par-là les rapports naturels & indiſpenſables de toute eſpece, qui ſont & ſeront d'un homme à un autre, d'une famille, d'une ſociété, d'une nation à une autre, & qu'à tort veut-on ne regarder comme commerce qu'une branche de l'échange, & faire une profeſſion à part du ſoin de cultiver cette branche, & d'en faire la baſe unique de ſa ſubſiſtance.

En effet, accordons aux proneurs du commerce proprement dit, que cette profeſſion doit être principalement honorée, & protégée dans un Etat, comme en étant l'ame & la richeſſe; permettons-leur enſuite de faire un ordre ſéparé d'avec les cultivateurs, & donnons-leur à cet égard un privilége univerſel pour ceux qui ſeront compris dans cette claſſe, ils ſeront eux-mêmes bien embarraſſés d'en faire la diſtinction; le cercle univerſel, que forment ici-bas les divers travaux

des hommes, leur paroîtra lié de chaînons si imperceptibles, si-tôt qu'ils voudront le regarder de près, qu'ils ne sçauront où placer le cran. N'honorera-t-on du nom de commerçans que ceux qui font le commerce en gros? Mais les détaillans sont au moins aussi utiles à la société. D'ailleurs, celui qui ne vend qu'en gros, ne peut s'empêcher d'acheter en détail. Tel est commettant en dix endroits, qui cependant est ici commissionnaire. Le banquier, qui n'est au fond que voiturier d'argent, devient toutefois par son opulence, ses ressources, ses talens, & son utilité, un commerçant du premier ordre. Ce qu'est le banquier en grand, l'agent de change l'est en petit, & sur une seule place. Le fabriquant, le plus utile au fond des négociants, honoré souvent des distinctions les plus marquées, & digne de l'être, Gobelin, Wanrobès, les inventeurs des glaces, &c. cederont-ils le pas au commerçant? Ils le sont eux-mêmes en gros de leurs pro-

pres marchandiſes ; ils ſont ouvriers cependant, & dans cet état, de grade en grade, ils donnent la main au dernier des artiſans. Ce que j'en dis ici, n'eſt aſſurément pas pour avilir le commerce ; au contraire. Que ſommes-nous dans nos terres, que les commerçants de leur produit ? Si nous les livrons à des fermiers ou entrepreneurs, ce ſont nos détaillans : ſi nous les prenons à notre main, nous le ſommes nous mêmes. Le terme Italien de *Beccaio*, qui offenſa ſi fort François premier quand il le trouva dans le Dante, s'attribuoit dans le temps dont parloit cet Auteur à toute la plus haute Nobleſſe immédiate d'Italie. Ces Chevaliers envoyés d'Allemagne pour poſſéder les plus beaux fiefs, maîtres de la campagne fourniſſoient les villes de leurs beſtiaux, & ce genre de commerce étoit tellement annexé au fief que la dénomination devint un titre de ſupériorité territoriale, au lieu d'être une injure, comme le crut le Roi.

Tout

Tout est commerce dans la société; c'est ce qui m'autorise à en parcourir tous les rameaux, à en toucher tous les ressorts, pour détailler sur quels principes on peut en diriger l'entretien & les mouvemens afin de les garantir de la rouille & de l'engourdissement.

Tout mon travail est relatif à la population; j'ai dit qu'elle dépend de la subsistance. La subsistance n'a que deux racines, *l'agriculture* travail premier & de production, *l'industrie* travail second & de perfection.

J'ai traité dans la premiére Partie de la premiére de ces racines; dans la seconde, je traite de la seconde, mais en grand, attendu que les détails vont d'eux-mêmes, quand le grand est bien organisé.

Je finis le premier Chapitre par une comparaison qui rappelle que le soin de faire valoir son territoire, & d'en étendre le produit, doit être le premier des soins d'un Gouvernement; que tous les autres genres de prospérité naissent de

celui-là, au-lieu que ſi l'on le néglige en faveur des autres, on n'en ſçauroit retirer qu'une ſplendeur éphémere, préſage certain d'une décadence prochaine.

Chapitre II.

Le ſecond Chapitre traite de la vivification intérieure d'un Etat. Un grand Etat ſe fonde par les conquêtes & réunions; mais il ne peut ſe ſoûtenir que par les rapports & liens intérieurs. Nulle autorité ne peut avoir de fondemens ſolides que dans l'avantage de celui qui obéit. La force & la juſtice ſont ce qui établit ces avantages; par-tout où le Gouvernement peut les procurer, il peut auſſi ſe promettre un Empire durable: où ſa juſtice ne peut atteindre, ſon Empire s'arrête auſſi.

La juſtice que le Souverain doit à ſon peuple, n'eſt autre choſe que protection contre l'étranger, jugement & police entre citoyens. En revanche le peuple doit au Prince amour réciproque, reſpect & ſoumiſſion. Telle eſt toute la dette

respective. L'acquit de cette dette est *la circulation* dans le sens où je l'entends ; & les moyens de rendre cette circulation rapide & facile, est ce que j'appelle *la vivification.*

Les métaux, seuls agens aujourd'hui de la circulation, ne sont que signes de convention, & représentatifs de la subvention du peuple soit en services, soit en denrées ; mais les deux dettes, dont on parloit ci-dessus, doivent être considérées comme deux places de commerce, entre lesquelles le change doit être toujours au pair. Si la balance penche en faveur du Prince, le Gouvernement devient tyrannie : si le peuple l'emporte, il devient anarchie.

Une Province pourroit ne payer rien du tout, & être très-misérable : une autre Province être chargée au double, & porter infiniment moins. Exemples du *comment*, par lesquels on établit en passant la vraie méthode & les moyens de vivification.

Quand il faut forcer le peuple

Partie II. Chapitre II.

au payement de sa dette, c'est un signe certain que cette dette est trop forte, ou que la recette en est assujettie à un ordre vague de perception propre à donner l'air & le jeu de rapine à la plus légitime de toutes les levées.

Tout le secret enfin de la vivification intérieure en fait de numéraire est, que le Prince porte sa dépense aux lieu où sa recette languit, ou que si de plus pressants arrangemens l'empêchent de suivre cette méthode, il diminue dès-lors cette recette jusqu'à ce qu'elle soit au pair de la mise qu'il y peut envoyer; car il n'y a bourse, dont on puisse toujours tirer sans y remettre.

Un Prince ne sçauroit se faire un thresor proportionné à ses revenus annuels, sans causer un étranglement forcé à la circulation numéraire dans ses Etats. Il ne peut s'enrichir en contrats ni hypotèque sur les terres, usure vaine & puérile dans celui qui est le maître de tout, Il n'a donc qu'une façon d'a-

maſſer qui eſt d'enrichir ſes peuples, d'où s'enſuit que le mot de Cyrus, *mes ſujets me gardent mes richeſſes*, n'eſt pas auſſi romaneſque que pourroit le penſer un Conſeil de finance.

Partie II. Chapitre II.

On a appris à repouſſer la finance pour pouvoir l'attirer; il faut apprendre à renvoyer juſtice & police pour pouvoir retirer tous les fruits du bon ordre. C'eſt le ſujet du troiſiéme Chapitre.

Chapitre III.

Nous avons dit que les liens d'un Empire étoient la force & la juſtice. Nous venons d'établir la force, établiſſons maintenant la juſtice.

Cette partie eſt ſujette aux mêmes rapports établis pour la précédente. Il faut que le Souverain envoye l'ordre & la juſtice ſur les lieux, s'il veut en retirer l'obéiſſance.

Evocations, droits de committimus &c. *Embarras & ſtrangurie dans l'Etat.*

Officiers Royaux, Députés de la Cour pour intercepter tous les

petits rameaux de circulation de la juſtice & police, *corps étranger & loupe monſtrueuſe ſur le corps politique.*

De même que l'agriculture eſt au phyſique le chef-d'œuvre de l'induſtrie humaine, *le droit*, proprement dit, l'eſt au moral.

L'Etat de la Magiſtrature eſt celui où l'antique déſintéreſſement des François s'eſt le mieux conſervé. Nul ne fait plus pour l'Etat, & ne lui coûte moins.

Quant aux Juges ordinaires, fuſſent-ils vicieux & dépravés, vainement eſperera-t-on de les voir redreſſés par les Juges d'attribution & de Cour.

En général, mieux vaut injuſtice auprès, que juſtice au loin.

Mais le reſſort principal le plus important comme auſſi le plus délicat de la juſtice & police, ce ſont les mœurs.

Tout le ſecret du Gouvernement des mœurs conſiſte à détourner la cupidité humaine, dont la ſource eſt intariſſable & indépendante de

l'autorité; de détourner, dis-je, la cupidité insatiable de sa nature du desir des biens physiques qui sont bornés, & de la diriger vers les biens moraux qui sont immenses.

Les biens moraux sont plus au pouvoir du Gouvernement, que les biens physiques.

La vertu est assujettie à des régles de circulation, ainsi que tous les autres ressorts politiques. La vertu du plus simple particulier dans sa sphère a trait à l'avantage de son canton, & par contre-coup à celui de l'Etat. Par ce rápport le Souverain repompe toutes les vertus de la société, il doit aussi les rendre, & les repousser jusques dans les plus bas étages.

Remettre l'honneur d'une part, & l'or de l'autre chacun à sa place, c'est là tout le mystere; & pour cela, l'exemple & les distinctions.

Les écrits peignent les mœurs; qui plus est, ils les font; raison de veiller avec une inspection particuliére sur les Ecrivains.

Mais l'article des mœurs est trop

Partie II. Chapitre III. important pour n'être pas traité à fond ; c'eſt ce qu'on fera dans les deux Chapitres ſuivans.

Reſumons celui-ci en diſant que la juſtice & police ſont la plus intéreſſante partie de la circulation. Les canaux de cette partie ſont établis en France ; il ne s'agit que d'en réparer les conduits, les entretenir, & en faire uſage.

Chapitre IV. Les mœurs ſont non-ſeulement le tableau vivant de l'état de la ſociété, elles en ſont encore le reſſort principal. Cela ſe vit en tous temps.

Les mœurs échapent à la contrainte. Les cauſtiques ne ſont propres qu'à dévorer les chairs mortes, & n'ont nulle propriété pour prévenir la corruption, moins encore pour réparer ſes ravages.

Les criſes violentes dans un Etat, ſoit en bien, ſoit en mal, cauſent toujours une altération ſubite dans les mœurs ; mais en général elles déclinent d'elles-mêmes & par des dégrés moins marqués.

Toutes les vertus si célébres des anciens Romains se rapportoient à trois principes : *La foi du serment, l'amour de la patrie, le respect des foyers domestiques.* Quelque différence qu'il y ait entre notre constitution, entre nos préjugés, & les leurs, ces trois points renferment également toutes les vertus dont nous sommes susceptibles, la religion, le patriotisme, les vertus civiles.

La Religion fut toujours, elle est aujourd'hui parmi nous plus que jamais le ressort principal des mœurs.

La tolérance nécessaire en conscience, ainsi qu'en politique, consiste à n'apporter dans tout ce qui concerne la religion, que l'esprit qui constitue sa propre essence, l'esprit de douceur & de charité; mais la tolérance seroit le pire des inconvéniens, si elle alloit jusqu'à l'indifférence sur le régime intérieur & de détail de ce mobile tout puissant de l'humanité.

Nous avons décliné en ce genre ;

nos écrits en ſont plutôt la preuve qu'ils n'en ſont la cauſe.

Les Princes doivent être, & ſont en effet infiniment plus odieux à l'eſprit d'indépendance, que la religion : qu'ils maintiennent celle-ci, elle leur ſera un plaſtron aſſuré contre les attentats de l'indépendance.

De même que la foi du ſerment n'étoit autre choſe que le reſpect pour la Religion, l'amour de la patrie n'étoit auſſi qu'un mêlange ſuperſtitieux de reſpect, d'eſtime & d'attachement pour les différents ordres de la République, de tendreſſe pour ſes proches & ſes concitoyens, & d'orgueil confondu dans la gloire de la Patrie ; nous ſommes ſuſceptibles de tous ces mêmes ſentimens.

A tort a-t-on dit que l'amour de la patrie n'a point lieu dans les Monarchies.

Pour preuve on démontre que toutes les vertus qui reſultent de celle-là ont exiſté parmi nous, &

qu'elles y ſont même encore toutes vivantes.

On dit enſuite par quelle ſorte de relâchement on en peut éteindre le principe, & ſupprimer la trace: détail qui met à découvert les moyens d'en établir & perpétuer le regne.

Après la Religion & le patriotiſme viennent les vertus civiles. Celles-ci paroiſſent au premier coup-d'œil moins importantes que les autres. Il s'en faut bien qu'on n'en doive juger ainſi. La totalité, le corps des mœurs ſe corrompt par les détails. L'enſemble des mœurs forme l'opinion publique. Les vertus civiles ſont l'école des Héros. Les hommes célèbres en tous temps, & en tous lieux, ne furent jamais que des hommes qui montrerent, en un dégré plus éminent que les autres, les qualités en vogue dans la ſociété parmi laquelle ils ſe firent diſtinguer.

L'amour de nos proches eſt, par tous ſes rapports, un des plus

forts & des plus indissolubles liens de la société.

Deuils abrégés par je ne sçais quelles illusoires raisons de commerce, *playe faite aux mœurs.*

Pourquoi ne pas honorer par quelque distinction ou avantage les femmes qui ont allaité leurs enfans ?

De l'amour des proches dérive l'amitié & confraternité entre citoyens : autre lien dont on sent l'importance, sans la connoître.

Que faire dans un Etat d'un homme impassible par indifférence ? L'apathie attaque en même temps tous les liens de la société.

Après cette énumération de celles des vertus civiles qui tiennent au cœur, on renferme, pour abréger, toutes celles qui rentrent dans les mœurs extérieures, sous le titre *de décence des mœurs.*

Ce qu'est l'étiquette aux Souverains, la décence l'est à tous les autres ordres de l'Etat, même au moindre particulier qui doit, com-

me homme, quelque chose au respect de soi-même & de ses semblables. Partie II. Chapitre IV.

Il ne faut point confondre la simplicité avec la familiarité : la simplicité se fait respecter, la familiarité se rend méprisable.

Rien n'est petit en fait de mœurs aux yeux du Législateur.

Le faste, la magnificence, & la dignité dans les mœurs, loin d'être un inconvénient dans une Monarchie puissante, sont une preuve que tout y est à sa place.

Puisqu'il faut dans une société complette des gens qui représentent, tandis que le plus grand nombre se pique d'une œconome frugalité, c'est tout perdre que de confondre les êtres à cet égard, de mettre les ombres sur les groupes principaux, & de répandre les lumiéres sur les fonds.

C'est néanmoins ce que fait le luxe, dont nous allons traiter dans le Chapitre suivant.

Le luxe est l'*abus des richesses.* Chapitre V.

Partie II. Chapitre V.

Le luxe n'eut jamais de panégyriſtes de bonne foi, & dont le ſuffrage mérite d'être compté pour quelque choſe ; parce qu'ils ont erré dans le principe en confondant le faſte & le luxe. Le faſte eſt la dépenſe *hiérarchique*, ſi l'on peut s'exprimer ainſi, c'eſt-à-dire, celle qui obſerve l'ordre des rangs entre les citoyens, le luxe tout au rebours.

Le luxe amollit une nation en aſſerviſſant l'eſprit, en abaiſſant l'ame, en aviliſſant le cœur, & en énervant le corps.

Il avilit l'eſprit en occaſionnant les dépenſes folles, le dérangement, la ruine & la cupidité ; tous accidens qui livrent l'eſprit aux agitations de la crainte & de l'eſpérance.

Il affaiſſe l'ame en courbant ſon ambition vers des objets bas, & portant toute émulation vers la richeſſe, dont l'appétit n'eſt autre choſe que la cupidité.

Il avilit & endurcit le cœur en confondant tous nos vœux dans la

soif de l'or, qui est de tous nos desirs le moins sociable, & celui qui se mêle le moins au bonheur d'autrui.

Il énerve le corps enfin, en nous forçant à un genre de mœurs *étrinquées*, par lesquelles l'amour propre accablé par la richesse de son voisin, cherche à se relever de son abaissement, & oppose à la distinction de l'or un autre phantôme masqué du nom de délicatesse & de goût, qui épargnant sur l'espece & la qualité, se dédommage par une prétendue élégance.

Par ce circuit, le luxe amene nécessairement le goût de la recherche & du colifichet. Sous peine d'encourir l'anathême du ridicule, chacun est tenu d'assortir ses mœurs à sa dépense: de-là la prééminence de la jeunesse dans la société, puisqu'elle est des trois âges de la vie celui auquel l'ordre des mœurs nécessité par le luxe est le plus analogue: de-là l'indécence, le déplacement, & le désordre dans les mœurs publiques, d'où s'ensuit une

éternelle enfance pour les corps; ainſi que pour les eſprits.

Le luxe eſt l'ennemi du travail utile & durable.

Le luxe fait de ſes favoris & de ſes ſacrificateurs ſes propres victimes.

Il ne faut point s'écarter de la véritable définition du luxe, *c'eſt le déplacement de la dépenſe, & l'impudence dans les mœurs.* Une fois connu, il eſt aiſé au Gouvernement de l'arrêter, de l'éteindre même, ſans nuire aux arts & à l'induſtrie. Indépendamment des moyens d'attention & de détail, il en eſt un général & efficace; c'eſt d'eſtimer les vertus & les talens dénués de la richeſſe.

La politeſſe, l'induſtrie, & les arts ne ſont point le luxe; à tort des Auteurs célèbres les ont-ils confondus.

La politeſſe d'un ſiècle n'a pas de miroir plus fidèle que celle qui regne dans ſes écrits. Qu'on voye ſi les temps de luxe parmi les nations ont été illuſtrés par la politeſſe de leurs Ecrivains.

Quant à l'induſtrie, il en eſt de trois ſortes. Celle qui pourvoit à la néceſſité, eſt la premiére; celle qui ſert à l'aiſance & à la décoration, la ſeconde; celle enfin qui ſatisfait la recherche & la curioſité, eſt la derniére. Le luxe nous rend incapables de la premiére, fait entiérement dégénerer la ſeconde. Il paroît d'abord avoir quelqu'influence en faveur de la troiſiéme. On verra ci-deſſous que cette effervescence, éphémere même, eſt deſtructive en ſoi.

Non ſeulement le luxe n'eſt point la politeſſe, l'induſtrie, & les arts; mais il eſt leur pire ennemi. Voici comment.

La politeſſe eſt l'ordre & l'arrangement dans la ſociété civile. Le luxe qui rapproche tout pour tout confondre, n'ordonne que la politeſſe des Saturnales.

Quant à l'induſtrie, elle eſt fille de la néceſſité, & ſœur du travail. Les grands efforts de l'induſtrie naiſſent des grandes néceſſités: les néceſſités les plus urgentes d'un

pareſſeux, *la faim & la ſoif*, ne le portent qu'à tendre la main. L'induſtrie que le luxe anime, eſt dans l'ordre des choſes à peu-près auſſi digne de conſidération, que le fut l'art de celui qui trouva le moyen de renfermer l'Enéïde entiére dans une coquille de noix. Il jette par-là tous les artiſans dans un genre de travail ſi peu néceſſaire, que le moindre accident arrivé dans la circulation chaſſe plus d'ouvriers, faute de travail, hors de la claſſe de l'induſtrie, que n'euſſent fait vingt ans de guerre, ſi le travail avoit été tourné à l'utilité, & ſur un pied fixe & réglé.

A l'égard des beaux arts, il eſt impoſſible qu'ils ne dégénerent dès que le goût de la recherche a pris le deſſus.

Tels ſont les ravages du luxe ſur l'induſtrie & les arts; tels ſont ſes effets ſur l'humanité en général, & ce n'eſt que la plus foible partie des reproches qu'on auroit à lui faire.

Asservi dans le Chapitre du luxe à réfuter les allégations faites en sa faveur par deux Auteurs célèbres, on n'a point consideré ses déprédations relativement à la consommation, & en conséquence à la population ; mais à cet égard il suffit de se souvenir des principes, & les conséquences s'en trouvent répandues dans tout l'ouvrage.

Dans la crainte d'ailleurs d'avoir paru le Critique de son siécle, pour éviter cette imputation, & pour fixer les idées sur les points possibles & utiles de régénération, il est nécessaire de fixer son plan d'idées sur l'âge du corps politique.

Peu de gens, même de ceux qui y seroient le plus obligés par devoir, se livrent à ce genre de spéculation. Il est pourtant vrai, que rien ne se fait qu'il n'ait été préparé. Le systême d'Epicure est aussi dangereux en politique, qu'il est fautif en physique.

L'enfance de la nation Françoise a duré jusques à Charles V. sa

jeunesse jusques à nous, nous entrons dans l'âge mûr.

Les maladies éphémeres donnent souvent une air d'abbatement à un Etat, & en ce genre la convalescence pourroit être prise pour la vétusté.

Quels sont les signes de caducité pour un Etat ? C'est sans doute l'altération absolue des principes fondamentaux, & la dissolution de ses ressorts.

Les principes fondamentaux chez nous sont : 1°. la perpétuité de la Maison régnante, & son droit incontestable de primogéniture ; celui-ci est plus que jamais dans toute sa force.

2°. L'amour des peuples pour le Souverain ; on en peut dire autant à cet égard.

3°. Le goût exclusif de la Noblesse pour la profession militaire. Nous fûmes peut-être autrefois plus guerriers, mais nous sommes aujourd'hui plus militaires.

4°. Cette espece de vanité, & d'émulation Françoise, qui s'ap-

proprie les avantages brillants de l'Etat, & qui en rend l'éclat solidaire, pour ainsi dire, à chaque individu. Supposé que nous ayons perdu quelque chose de ce côté-là, nous n'en sommes que plus aimables pour les étrangers.

5°. Un certain ordre d'élévation, qui produit la générosité & la noblesse de mœurs. Nous avons décliné de ce côté-là; mais en perdant de cette noblesse de mœurs, qui tenoit de l'antique indépendance de nos Peres, nous sommes devenus plus aisés à gouverner, & plus propres à lier la société.

Après cet examen des principes, passons à celui des ressorts. Je les ramene à trois, gaieté, activité, & industrie.

Notre gaieté, qualité d'une grande ressource dans des mains vraiment politiques: il nous reste celle de l'âge mûr, & il seroit aisé de nous rendre, par la régénération des mœurs, celle de la premiére jeunesse avec moins de fougue que nous n'en avions autrefois.

Partie II. Chapitre VI.

Activité : prodigieuse dans notre nature, & toute vivante encore dans nos mœurs.

L'industrie a pareillement un germe inextinguible ; il ne s'agit que d'aider l'industrie honnête parmi nous, & contenir celle qui, pour être trop avide, pourroit devenir nuisible par le choix des moyens.

Enfin nous pouvons pousser d'autant plus loin le point florissant de l'Etat, qu'il a désormais échappé aux secousses du premier & du second âge, plus sujet aux maladies aigues que celui où le tempérament est formé.

Chap. VII.

Les deux Chapitres précédens ont désigné les maux internes dont nous pouvions être attaqués. Ce dernier établit en bref l'âge de l'Etat, & désigne en conséquence le régime qui lui est propre. Traitons maintenant de quelques remedes de détail.

Toutes les campagnes & villes d'un Etat doivent un tribut cons-

tant & immense à la Capitale.

Une ville n'est vraiment la Capitale d'un Etat, que quand elle peut tout en retirer, & y repousser tout.

Parigi, Parigi, tu sei capo del regno, ma capo troppo grosso. . . .

Quand on renverroit dans les Provinces tous les Officiers Royaux qui en tirent de gros appointemens, qu'on exciteroit les grands propriétaires à s'y retirer, qu'on y repousseroit les plaideurs & intrigants, en y renvoyant les affaires; quand les recherches de l'industrie seroient avec soin provignées dans les Provinces, je doute que Paris en fût fort affoibli. Dix greffes tirées d'un arbre vont féconder dix sauvageons; & s'ils eussent demeuré sur l'arbre nourricier, il n'en eût pas été plus vigoureux.

La Capitale & les Provinces sont ici la partie représentative des deux places que je nommois; le Souverain, & le peuple: la Capitale pompe d'une main, il faut

Partie II. Chap. VII.

qu'elle verſe d'une autre. Sans ce ſoin la machine crevera.

Pour cela le moyen eſt ſimple, & ne coûte rien au threſor ; ouvrez & entretenez les mêmes canaux de la circulation ; que les Provinces à portée de la Capitale ſoient employées à la production des denrées comeſtibles au courant, & qui ne ſçauroient être voiturées de loin ; que les Provinces plus éloignées, mais mitoyennes, fourniſſent les denrées qui peuvent ſouffrir le tranſport ; que celles enfin qui ſont hors de portée de fournir des denrées à la Capitale, payent leur contingent en matiéres ouvrées, dans leſquelles la forme emporte de beaucoup le fond, & dont un envoi de petit volume puiſſe faire un gros payement à la Capitale. Voilà toute l'opération.

De ces deſtinations les premiéres s'arrangent d'elles-mêmes : la troiſiéme demande des attentions dont les détails ſont développés & traités par principes, & entre autres la néceſſité & la facilité de couper

tout

tout le Royaume de canaux & autres ouvrages publics relatifs à l'établissement des communications, comme aussi l'utilité d'employer à ces travaux les troupes réglées.

Venons aux détails du reversement. Les grosses caisses animeroient le commerce sur les lieux, au-lieu qu'elles augmentent l'engorgement de la Capitale.

Le transport des fumiers seroit encore un objet considérable. J'entends par-là les maisons publiques, hôpitaux, maisons de force, &c. sur-tout les maisons d'enfans trouvés; établissement de la plus grande utilité, & qu'il faudroit multiplier presque à l'infini, prenant soin de renvoyer les éleves à la terre. Les moyens de cela.

En traitant ces différents détails, on n'a pas prétendu assujettir le Gouvernement à tant de menues spéculations; mais c'est à lui à donner le branle principal; & cette impulsion n'a besoin d'autre principe, que le soin de renvoyer sans

Partie II. cesse à la terre, puisqu'il faut sans cesse en tirer.

Chap. VIII. Pour éviter de s'étendre à l'infini, on a omis un grand nombre de principes qui offroient la plus vaste carrière. On eût dû démontrer, par exemple, par quelle opération simple l'abondance d'argent diminue naturellement la population, en augmentant la consommation de chaque individu en particulier; comment cette abondance portée trop loin bannit l'industrie & les arts: résumer ensuite comment un Ministre habile peut régénérer un Etat en ce genre; mais il faut se borner, & l'on termine cette Partie par l'examen d'un principe politique, qui paroît au premier coup d'œil peu fait pour être mis en question, à sçavoir *s'il est utile ou non que l'argent soit marchandise dans un Etat.* Cet examen entraînera la discussion de plusieurs points importants.

On ne traite point de l'intérê

de l'argent relativement à la conſcience, mais ſeulement en ce qui compete la ſociété.

Il y a trois ſortes de biens, à ſçavoir les biens non tranſportables, tels que les fonds, les maiſons, &c. les effets commerçables, tels que denrées, marchandiſes, effets mobiliers, vaiſſeaux &c. les rentes enfin, qui ne ſont que des tributs impoſés ſur telle ou telle autre partie des deux autres portions de biens.

Un Etat s'enrichit à meſure qu'il acquiert plus de biens des deux premiéres claſſes. Il n'en eſt pas de même de la troiſiéme, à moins que les rentes ne ſoient établies ſur les fonds de l'étranger.

Un Etat devient tributaire de l'Etranger en proportion de ce qu'il en emprunte. Exemple des Anglois diſcuté. Ce n'eſt point à eux qu'il faut attribuer la décadence de notre marine.

Les dettes nationales ſont un tribut ruineux, quand elles ſont contractées avec l'Etranger. Les

dettes nationales ou particuliéres operent la ruine & le renverſement de la ſociété, quand même elles ſont reſpectives d'un ſujet de l'Etat à l'autre. Diſcuſſion de ce principe.

Baiſſez le taux des rentes, & éteignez-en autant que les circonſtances pourront le permettre.

De ces deux principes le premier n'eſt pas même à notre choix; nous ruinons notre commerce, ſi nous n'ordonnons toujours chez nous l'interêt à un taux auſſi bas qu'il le ſera à Londres & à Amſterdam; nous avons même de plus grandes facilités pour cela que les Anglois & les Hollandois.

Baiſſement du taux des interêts, *accroiſſement du commerce, multiplication des entrepriſes, hauſſement des fermes des terres, augmentation de manufactures, vivification de l'agriculture.* Le grand Sully l'a dit il y a long-temps.

Liquidation des dettes des particuliers, ſuite de celle des dettes de l'Etat; facilité de libérer l'Etat,

Suites utiles & brillantes de la richesse publique opérée par ce moyen : *rivières rendues navigables, canaux, ports, chemins, pépiniéres, manufactures, hôpitaux d'incurables & d'enfans, monumens d'utilité & de décoration.*

Ce que les Provinces feroient pour le public, les Seigneurs & particuliers le feroient sur leur patrimoine. Ne pouvant augmenter sa fortune qu'en bonifiant le fonds, on y mettroit mille pour recueillir un, & l'on en tireroit des ressources incroyables.

Toutes entreprises trouveroient doubles & triples fonds au premier signal.

En cet état, quelle pourroit être la nécessité d'emprunter ? D'où s'ensuit qu'il s'en faut bien que les principes des Théologiens les plus sévéres sur cet article soient incompatibles avec le commerce & la prospérité d'un Etat.

Résumons en peu de principes

Partie II. Chap. VIII.

tout ce qui concerne la prospérité intérieure.

1°. Aimez & honorez l'agriculture.

2°. Repoussez du centre aux extrémités tout ce que vous attirez des extrémités au centre.

3°. Méprisez le luxe & l'indécence dans la dépense.

4°. Honorez les vertus & les talents, & ne les payez point.

5°. Baissez le taux de l'interêt; éteignez les rentes.

Partie III.

L'interêt est le but & l'objet de tout cet ouvrage, mais on a cherché l'interêt bien entendu. On a traité dans la premiére Partie de ce que c'est que la vraie richesse & la vraie prospérité, comme aussi des moyens de les trouver. Dans la seconde, des moyens de les accroître & d'en réprimer les abus. On va dans la troisiéme, traiter des moyens de s'approprier l'une & l'autre chez autrui.

Chapitre I.

Persuadés de la vérité des prin-

cipes établis dans la seconde Partie sur les bornes nécessaires d'un Empire, nous nous sommes renfermés dans nos frontiéres, & nous avons vivifié l'intérieur, en établissant une circulation réglée du centre de l'Etat à ses extrémités.

La Capitale est devenue le cœur de l'Etat, principe de la vie & du mouvement répandu dans tous les membres : étendons cette spéculation ; & considérant l'Etat entier comme le centre du monde qui l'environne, dirigeons sur les mêmes principes les ressorts de l'Empire universel que nous voulons nous attribuer.

Il s'ensuit de-là, que l'entiére prospérité de nos voisins doit être le but & l'objet de nos vues & de nos soins intéressés. Démonstration de ce paradoxe par des exemples.

Notre interêt est que dans l'état universel, comme dans l'état particulier, les communications soient libres & aisées d'une extrémité à l'autre de ce vaste Empire ; qu'elles

Partie III. Chapitre I.

ſoient aſſurées par la juſtice ; & d'exclure ſur tout à jamais de notre politique les ſophiſmes cruels & ruineux de l'interêt excluſif.

Chapitre II.

Qu'on ne s'y trompe pas, je ſuis auſſi intéreſſé qu'un autre ; plus encore, car je rapporte tout à moi, & je voudrois mettre l'induſtrie & l'action univerſelle à mon propre uſage : mais inſtruit par l'expérience de tous les hommes & de tous les temps, qu'il n'eſt eſclavage ici-bas qui ne ſoit reſpectif, ſervices qui ne ſoient réciproques, je n'ai abdiqué la tyrannie, que parce que j'ai reconnu l'inſuffiſance de ſes moyens. Je n'ai rendu heureux les Regnicoles, que parce qu'ils ne me vaudroient rien ſi je les opprimois ; & qu'au contraire en les rendant riches & induſtrieux, leur richeſſe & leur induſtrie reviennent à mon profit. Les Etrangers ne doivent pas s'attendre à plus de magnanimité & de déſintéreſſement de ma part, ce ſeroit une duperie en politique. Ce ſont des ſubſides

que je leur demande, voyons de quelle espece, & comment je les forcerai à me les payer.

Je veux sans doute ce qu'il y a de meilleur. J'ai connu que l'unique richesse, qui renfermoit toutes les autres, étoit la population; que celle-ci s'étendoit d'elle-même en proportion des subsistances; en conséquence, j'ai multiplié chez moi les subsistances autant qu'il a été possible : si je viens à bout d'en tirer de l'Etranger, j'étends ma population en proportion, & conséquemment je m'enrichis à ses dépens.

Le marché ne sçauroit être forcé, il ne peut être que de convention; & le moyen de cette convention n'est autre que cette partie de l'échange qu'on appelle *commerce étranger.*

Qui dit échange, dit troc; de quelle nature seront les effets qui serviront à cet échange de notre part? Nous retenons pour nous les denrées, & autres matiéres de consommation; notre subvention donc

ne peut être qu'en métaux ou matiéres ouvrées.

L'exceſſive population qui force l'induſtrie, nous met en état de fournir ces derniéres à meilleur prix que les autres ; mais quant à l'or, dire qu'un commerce ſoldé en métaux eſt plus avantageux, c'eſt démentir le préjugé général & l'opinion de tous les hommes verſés en cette matiére.

Laiſſons crier les aveugles, laiſſons répéter leurs cris aux enfans par écho : conſidérons quelle eſt la population & l'induſtrie dans les pays d'où l'on tire l'or ; dans ceux qui le reçoivent de la premiére main ; dans ceux où il va ſe perdre & s'engouffrer en dernier lieu, après avoir dévaſté ſur ſon paſſage tous les lieux où il a pu former quelque engorgement, & jugeons par les faits, ſi les Etats qui veulent retenir l'or chez eux, ſont gouvernés par des hommes ou par des taupes.

Inutilité des Ordonnances pour empêcher la plantation des vignes ;

tant qu'on obligera les peuples à chercher par le débit de leurs denrées chez l'Etranger de quoi solder leur contingent aux revenus du fisc.

Il est indispensable, pour attirer les grains de l'Etranger ainsi que pour les multiplier chez nous, de leur laisser une pleine & entiére liberté pour l'exportation & importation, de regarder en un mot cette denrée comme une matiére sacrée, & dont le régime & gouvernement quelconque doit être à jamais proscrit. Réfutation du systême contraire dans toutes ses allégations.

Après les grains, toutes autres denrées comestibles & de consommation sont le second objet d'un commerce utile avec l'Etranger.

Viennent ensuite les matières étrangeres, pour fournir au travail de nos manufactures.

En cet état regardons autour de nous, & voyons si le commerce étranger peut se passer de la prospérité étrangere. L'abondance de-

Partie III. Chapitre II.

ſire le ſuperflu que notre induſtrie lui préſente. La miſere & la pareſſe ſe paſſent même du néceſſaire qui ſe trouve par-tout. L'Angleterre, notre ambitieuſe & jalouſe émule, conſomme nos modes & nos colifichets, malgré les défenſes & les précautions du Gouvernement. La Barbarie ne nous demande que quelques miſérables draps.

Notre interêt ſeroit donc, au lieu de faire un ſecret de nos manufactures à l'étranger, & d'empêcher que nos ouvriers ne le leur portent, de les leur envoyer nous-mêmes, de protéger enfin, & d'encourager par tous moyens leur induſtrie, qui fera toujours une des branches de la nôtre; nous réunirons de la ſorte la gloire du procédé, & les avantages de l'interêt.

Chapitre III.

Une fois convenus de diſtribuer notre induſtrie à nos voiſins, ouvrons-lui les chemins & les communications.

Les barrieres factices n'ont jamais

prouvé que la crainte ; les barrieres naturelles même ont rarement procuré la sûreté permanente.

Loin de vouloir fermer l'entrée de notre pays à vos voisins, songez à la leur faciliter de toutes parts. Ouvrez les gorges & défilés, assurez les chemins, abattez les rochers &c. Si les Chinois eussent employé à civiliser les Tartares la dépense que leur coûta la grande muraille, ces fiers voisins ne les eussent jamais subjugués.

Civilisez vos voisins, & de proche en proche, s'il est possible, l'univers entier, & vous n'en aurez plus rien à craindre. Que vous importe de donner des loix par-delà les lieux où elles peuvent atteindre ? Je vous ai démontré que la souveraineté n'a qu'une certaine portée, qu'elle ne peut régner au-delà que sur la destruction. Cette portée s'étend en proportion de ce que vous pouvez étendre vos bienfaits, & retirer subvention. Je vous enseigne le seul moyen d'établir l'un & l'autre point sur les Etrangers.

Il eſt une ſorte de frontiére la plus aſſurée de toutes, & en même temps la plus ouverte ; c'eſt la mer, territoire commun à toutes les nations. Vouloir s'en attribuer l'Empire, c'eſt ſe déclarer l'oppreſſeur univerſel.

Le commerce maritime eſt devenu ſi néceſſaire à la vivification & proſpérité d'un pays, qu'en général la terre vaut moins en proportion de ſa qualité & fécondité, qu'en proportion de ce qu'elle eſt à portée des débouchés maritimes.

Les côtes d'un facile abord ſont un don de la nature ; mais la nature peut en cela, comme en toute autre choſe, être perfectionnée, corrigée même par l'induſtrie & le travail.

Projet de mettre toute la côte en Ports de mer, ridiculiſé très-mal à propos. Les Hollandois ſe ſont bien trouvés d'avoir ſuivi le plan de M. Ormin de la Comédie.

Le commerce peut-être auſſi libre, & plus libre dans la Monarchie que dans les Républiques.

La vraie & induſtrieuſe néceſſité ne ſçauroit avoir de principe plus aſſuré, & qui l'éloigne plus de celle qui porte au découragement, que l'extrême population.

Protégez la navigation & les Navigateurs, de quelque eſpece qu'ils puiſſent être. Aidez, autant qu'il eſt poſſible, aux avantages de la nature en ce genre, & corrigez ſes déſavantages, pour ouvrir ſur toutes vos côtes des retraites & des nids à ces ſortes d'Alcyons. Faites que les communications en canaux & en chemins y aboutiſſent de toutes parts, & enſuite laiſſez-les faire.

Après avoir traité des moyens de vivification de l'Etat univerſel, il faut en établir la juſtice & police.

C'eſt dans ce ſens ſeulement qu'on traite de la marine militaire, & non en tant que forces, puiſqu'on n'a point parlé des troupes de terre.

Partie III. Chap. IV.

Les troupes de terre ſont la force d'un Etat au-dedans, & la marine l'eſt au-dehors.

On ne parlera point des Corſaires. Cet ordre de Marins ne peut que décliner en France, & pourquoi.

Si les deux Corps, contrepointés irréconciliablement dans notre marine ſous les noms diſtinctifs de *Militaire* & de *Plume*, ſont également néceſſaires, il ſeroit indiſpenſable de les réunir, & faire rouler entre eux les fonctions, prérogatives, & récompenſes.

Rendre notre marine militaire *commerçante*, ſeroit ſapper par le pied le principe du point d'honneur, & de l'eſprit d'émulation qui diſtingue ce Corps-là.

Louis XIV. le fondateur de notre marine ne la conſidéra guères néanmoins que de ſon côté brillant ; il la regarda comme une dorure de ſon palais néceſſaire à ſa gloire, mais inutile à la ſolidité du bâtiment.

Une preuve qu'il n'en ſentit pas

les avantages, eſt tirée de ce qu'il la négligea dans ſa derniére guerre, la plus fâcheuſe de toutes, & celle dans laquelle la marine lui eût pu être la plus utile. Ce Prince cependant avoit rendu ce corps participant des plus grandes graces; pourquoi ne l'eſt-il plus aujourd'hui?

Le nombre des matelots, ſecond arcboutant des forces maritimes. Population d'abord, liberté & encouragement enſuite vous en donneront à l'infini.

Il faut auſſi borner ſes forces maritimes, de façon que toujours puiſſantes pour protéger le commerce, elles ne gênent pas cependant les mouvemens de ce dernier par des armemens diſproportionnés. Un peuple qui déſerteroit les terres pour groſſir les armées, ne pourroit faire qu'une campagne, faute de vivres; ainſi fait l'Etat qui arme en guerre tous ſes matelots.

Il faut avoir une telle marine en temps de paix, que ſans augmentation elle puiſſe ſuffire en temps de guerre, & la tenir toujours

armée par moitié; la guerre de mer ne ſçauroit alors être onéreuſe, ni inattendue.

Détails des moyens naturels qui concourroient tous à l'entretien de ces forces. Nous allons y en joindre d'autres qui nous ſont étrangers.

Chapitre V.

C'eſt des Prohibitions que je vais traiter. C'eſt ici la plénitude de mon plan, & le lieu ſans doute où l'on trouvera le plus de paradoxes. Examinons.

L'eſprit des bonnes loix n'eſt autre choſe que l'utilité générale & l'utilité particuliére combinées & réunies. Parcourons les loix primitives de l'humanité, les loix de la nature, je défie qu'on m'en montre une ſeule qui, en faiſant le bonheur de la ſociété, ſacrifie à l'interêt général l'avantage perſonnel de quelque particulier.

Je n'ai point de droit au bien d'autrui, mais j'ai droit à tout le mien : ce mien eſt l'univers entier, comme ſi je ſortois de l'arche, pourvu que je n'emploie, pour

l'acquérir, aucun des moyens proſcrits par la Loi naturelle.

Ce peu de principes établis jetteront une lumiere ſûre ſur la nature des prohibitions, & feront diſcerner aiſément celles qui ſont permiſes, d'avec celles qui ſont injuſtes.

Le monde eſt encore à ſon enfance en fait de Gouvernement.

Il n'eſt pas étonnant que toutes les légiſlations, dont nous avons connoiſſance, ſoient très-imparfaites. Fonder un Empire, & lui donner des loix ſont deux opérations tellement diſtinctes, qu'elles appartiennent néceſſairement à deux hommes différents.

La diſtinction du juſte & de l'injuſte eſt la ſeule bouſſole qui puiſſe diriger de bonnes loix.

Il ne ſçauroit y avoir d'Etat & de ſociété, dont un grand nombre de loix de diſtribution ne puiſſe être réformé ſur ce principe. Ce n'eſt point innover, mais conſolider & fonder.

Si jamais Gouvernement fut libre

Partie III. Chapitre V.

de travailler à cet ouvrage utile avec certitude de la facilité dans l'exécution, c'eſt le nôtre aujourd'hui.

On n'a point parlé des prohibitions domeſtiques par des égards de bienſéance, pour éviter de choquer l'interêt particulier : on ne traite que des prohibitions étrangeres.

Tous les Gouvernemens ſe ſervent des prohibitions comme d'un venin propre à faire ſécher l'induſtrie de leurs voiſins, plus ou moins, ſelon le dégré qu'ils croient convenir à leurs interêts, & ne penſent pas que comme le privilége n'en ſçauroit être excluſif, ou le combat des mêmes armes, de ſorte qu'il en reſulte que les prohibitions uſitées par-tour gênent en tous lieux l'induſtrie, & établiſſent la fraude univerſelle. Examinons ſi une politique contraire pourroit être ſuſceptible de quelque ſuccès.

Suppoſons le Roi Paſteur perſuadé des maximes établies ci-deſſus. 1°. Que le commerce eſt à l'exté-

rieur ce qu'eſt la vivification à l'intérieur. 2°. Que nous avons tous interêt à ce que nos voiſins tirent de leur territoire & de leur induſtrie toutes les reſſources poſſibles. 3°. Que le commerce eſt de ſa nature incompatible avec toute autre domination que celle de l'induſtrie & du travail.

Suppoſons qu'en conſéquence le Roi Paſteur ait débarraſſé l'Etat de toute prohibition intérieure. Il a fait plus, conſidérant que ne pas offrir la liberté du *tranſit* dans ſes Etats aux denrées & marchandiſes des étrangers dont la deſtination eſt au-dehors, c'eſt priver ſes ſujets des profits de voiture, du nolis, du dépôt, des commiſſions &c. il leve de toutes parts les barrieres, & préſente à l'univers étonné les droits de l'hoſpitalité avec les avantages d'une communication toujours aiſée & d'une police admirable dans ſes Etats.

Digne alors de rendre univerſels tous ſes avantages, voici ſa marche pour y parvenir.

Il propoſe d'abord aux Etats commerçans, qui n'ont preſque d'autre fonds que leur induſtrie, un traité de fraternité portant ſuppreſſion de tous droits d'entrée ſur tout ce qui ſera apporté dans les ports de l'une des Puiſſances contractantes par les ſujets & vaiſſeaux de l'autre.

Bientôt ce traité aura nombre d'accedants ; on pourroit même mettre à cette entiére franchiſe des modifications, mais réciproques en faveur des Puiſſances encore affaiſſées par les uſages & les vuës de la tyrannie, & aveuglées ſur les avantages du commerce.

Le ſyſtême de l'univers eſt changé, & la trace des décrets de la Providence à cet égard eſt viſiblement marquée par les faits : la barbarie n'uſurpera plus l'Empire ; mais le froiſſement continuel de l'interêt excluſif, déifié par-tout de nos jours, menace l'Europe d'une dévaſtation & d'un affoibliſſement général & abſolu.

Le projet donc de fraternité

entre les peuples commerçans, loin d'être imaginaire, eſt le ſeul qui puiſſe remettre la cupidité à ſa place, & aſſurer à l'humanité le fruit de ſes travaux & de ſes connoiſſances modernes.

Le dernier des moyens de faire accéder l'Europe entiére à ce traité, ſeroit l'excommunication civile & la plus abſolue de toute nation quelconque qui refuſeroit de s'y prêter, ſans hoſtilité néanmoins; mais en cas que la guerre ſurvînt par les altérations inſéparables de cette façon d'être, refus éternel alors de tout traité, juſqu'à ce que celui de confraternité en fît partie.

En cet état je demande laquelle des deux Puiſſances auroit la faveur de l'univers, ou le Roi Paſteur, ou ſon ennemi? Quel accroiſſement n'ajoûteroient point à ſes forces maritimes celles des peuples alliés qui lui devroient leur liberté, leurs richeſſes, & leur bonheur.

Objection de la diminution des revenus du fiſc diſcutée.

Il eſt impoſſible qu'une nation

Partie III. Chapitre V.

livrée à l'eſprit de l'interêt excluſif avec ſes voiſins, ne le ſoit auſſi intérieurement chez elle, & que cet interêt ne corrode les liens internes de l'Etat. Réfutation des objets contraires à ce principe.

La même raiſon qui a établi chez toutes les nations policées la défenſe des mariages entre proches, milite contre l'excluſion étrangere. Tous les pays ſont voiſins, tous les hommes ſont freres.

Les prohibitions enfin, ce beau ſecret de la politique commerçante, n'eſt qu'une ſottiſe d'une part & qu'une injuſtice de l'autre; principe de déſordres & d'une guerre inteſtine; comme auſſi germe de diviſions entre les peuples, elles dégénérent toujours en guerres opiniâtres, qui ne finiſſent que par des treves, la paix réelle ne pouvant exiſter avec les prohibitions.

Chap. VI.

Si quelque choſe peut compliquer, diverſifier les interêts de l'Europe, & barrer le ſyſtême de confraternité, ce ſont les colonies annexes

annexes de certaines Puiſſances, tandis que d'autres n'y ont nulle part. Elles ſont aujourd'hui l'objet principal du commerce qui l'eſt lui-même de la politique. En conſéquence il convient de traiter à fond cette partie, & d'examiner quel eſt l'interêt réel de l'Europe à cet égard.

Le monde entier ne s'eſt peuplé que par colonies.

On peut diviſer les temps à cet égard en trois âges 1°. les colonies des temps nommés dans l'hiſtoire *héroïques & fabuleux*. 2°. Les colonies anciennes. 3°. Les colonies modernes.

Les premiéres colonies furent des ſéparations des différentes branches des premiéres familles qui peuplerent l'univers. Les beſoins de l'homme étoient alors très-ſimples; les colonies emporterent peu d'uſages de leur berceau, & conſéquemment la trace de leur ſéparation fut bientôt perdue.

Le premier Gouvernement fut

établi par la force; la crainte rassembla nécessairement plusieurs sociétés autour de celle-ci.

C'est à cette époque qu'il faut fixer la date des colonies du second âge. Des mécontens, des bannis, des fugitifs devant la force, ou des ambitieux, emmenant ceux qu'ils avoient pû attacher à leur fortune, fonderent de nouvelles villes. Ces colonies du second âge emporterent plus de choses de la mere ruche, parce qu'il y en avoit plus à emporter, & ce furent autant de points de reconnoissance, qui perpétuerent chez ces nouveaux peuples la mémoire de leur origine.

Cependant ces nouvelles colonies, non plus que les premieres, ne conserverent aucune sorte de dépendance de leur Métropole, au contraire elles jouirent d'une pleine & entiére liberté.

La découverte du nouveau monde a donné commencement au troisiéme âge des colonies.

Les premiers peuples de l'Europe, qui pafferent en Amérique, ne furent pas des colons ; mais au contraire des conquérants & des dévaftateurs.

Le nouveau monde eft comme partagé entre quatre peuples. L'efpagnol néglige la terre, recherche l'or, & languit. Le Portugais cherche la poudre d'or & les diamants, fraude les prohibitions Efpagnoles, envahit tant qu'il peut, le tout pour le compte des Anglois qui ne lui laiffent pas même le fuc de fes propres terres. L'Anglois voudroit d'une part affujettir fes colonies, de l'autre les étendre : deux projets contraires. Heureufement le nerf manque pour le premier, ce qui avance le fecond. Quant à fon plan général, c'eft d'envahir tout le commerce, & de garnir de proche en proche toutes les côtes d'établiffemens nombreux & contigus. Le François enfin, habile à courir, & établi par fes courfes, fe foûtient par fa légereté, fon

courage, ſon obéiſſance, & ſes reſſources du moment, contre la défectuoſité ou la nullité de ſes plans. Tel eſt le précis de l'état actuel.

Nous avons, en fait de colonies, encheri ſur les anciens, en ce que nous avons imaginé de conſerver un Empire abſolu ſur des ſujets auſſi éloignés.

L'exemple en a été donné par la fidélité Eſpagnole, & ſuivi par les autres nations. Examinons ſi nous avons bien ou mal fait. Nous dirons enſuite ſi le plan eſt ſolide ou caduc.

A la reſerve d'un titre venteux les Rois d'Eſpagne ont peu profité par l'acquiſition des Indes. Je ne ſçais ſi leurs armées, leur pouvoir, leur magnificence ſe ſont accrus depuis; mais des Princes qui ont doublé de tout cela de nos jours, le Czar, le Roi de Pruſſe &c. n'y poſſédent rien. L'eſprit de domination, celui de commerce, & celui de population, trois principes

si peu faits pour être combinés, ont tour à tour présidé à l'établissement des colonies.

L'esprit de domination voudroit embrasser plus d'étendue de pays qu'il n'en sçauroit enceindre en transportant tous ses sujets actuels en Amérique, & tend à gouverner ses sujets Amériquains autant & plus despotiquement que ceux qui sont aux portes de sa Capitale. Cependant l'esprit d'indépendance gagnera nécessairement les grands établissemens de ces pays-là, & ceux-ci envahiront les nôtres affoiblis par les vices d'une administration intercadente & fiscale.

L'esprit de commerce regarde les colonies, comme les fermes du commerce, & toutes ses vuës ne tendent qu'à les tyranniser en tout. Loin d'être capable de les peupler, former & fortifier, ses arrangemens actuels sont tout propres à en arrêter l'accroissement.

L'esprit de population n'a jamais eu de place entre les passions hu-

maines ; c'eſt un dérivé du calcul, & de la réfléxion. On a ſenti qu'il falloit peupler l'Amérique & y encourager la culture des terres, ſi l'on en vouloit tirer quelque parti ; mais on la peuple de Négres, & l'on y relegue l'agriculture & les arts aux mains de l'eſclavage, deſtructif ſi l'on appéſantit ſes liens, dangereux ſi on les relache. Preuves de ces trois allégations.

En un mot nous ſommes novices dans l'art de former des colonies. Mais, loin que mon plan de liberté générale du commerce trouvât des obſtacles invincibles dans le nouveau monde, c'eſt-là préciſément où il auroit le plus d'avantages, & où même il eſt le plus indiſpenſable.

En effet, l'Europe ne ſçauroit déſormais être tranquille, ſi l'on ne travaille à nous fraterniſer dans le nouveau monde autant que dans l'ancien. Le Chapitre ſuivant donnera plus d'étendue à cette idée.

La paix est un don du ciel ; mais il en est de ce don-là comme de tous les autres, qui ne fructifient que par nos soins.

Ce qu'est la police aux Provinces intérieures, la paix l'est aux Provinces étrangéres.

L'équilibre entre les Puissances de l'Europe ne fut jamais qu'une idée creuse.

La France ne produisit jamais d'usurpateurs ; mais fussions-nous capables de concevoir un vaste projet de tyrannie universelle, nous ne le sommes certainement pas de le mener à bien.

Nos politiques ne furent jamais entichés de cette manie. La tranquillité & le bonheur de l'Europe doit être notre objet unique. Ce tronc a quatre branches d'où partent tous les petits rameaux de la politique de détail. 1°. La liberté de l'Italie. 2°. Le maintien des droits & de la constitution du corps Germanique. 3°. La balance du Nord. 4°. Notre considération au-

près du Turc fondée ſur l'eſtime & la bienveillance.

Je ne prétends pas que les plans extérieurs ſoient d'une exécution auſſi facile que les arrangemens intérieurs qui dépendent uniquement de nous; mais je dis que telle doit être la direction fixe, oſtenſoire, & marquée de notre politique, & que cela poſé, loin que toutes les parties du régime intérieur ci-deſſus duſſent contraſter avec nos affaires étrangeres, c'eſt le ſeul moyen de ſimplifier notre politique, & de la ramener à l'objet primitif de tout Gouvernement, à ſçavoir, la multiplication de l'eſpece humaine, & ſon bonheur.

Le ſyſtême de pacification univerſelle, Politique du Roi Paſteur, doit cependant s'étendre ſur l'Amérique.

Le ſeul moyen pour cela eſt le plan de liberté générale du commerce; dès-lors toutes les vuës des colons & de leurs chefs ſe tour-

neront vers la culture de leurs fonds, vers la population, & vers l'exportation de leurs denrées.

L'agriculture a besoin de voisins; ce n'est que le brigandage & la traite exclusive qui s'écartent, & qui d'entrepôts en entrepôts voudroient enceindre un monde de déserts. Chacun apprendra à vivre de son fonds : après les nécessités de la vie, on en recherchera les commodités.

Dieu veuille donner aux Etats de l'Europe dans leur constitution actuelle assez de durée, pour voir un jour l'Amérique n'avoir plus de déserts à peupler.

JE touche au terme de ma carriére, & je suis plus mécontent encore de mon ouvrage, depuis que je l'ai extrait. Quel sujet en effet, que celui de tous, qui, après la religion, intéresse le plus l'humanité entiére ! & quel organe pour en démontrer l'importance,

& en traiter les details ! Quelques foibles même que soient mes talens, je sens qu'en donnant à cet ouvrage le soin & le travail qu'il mérite, je pouvois le rendre moins imparfait ; mais quoique persuadé de mon devoir à cet égard, le sort en est jetté. D'une part mes affaires, & ma position me rendent impossible un travail suivi & recherché ; de l'autre une revision exacte de ce traité, & les corrections que j'y pourrois faire, serviroient plus à ma gloire qu'à l'admission & illustration de mes principes. J'abandonne le premier point, & je sens en ce moment même une satisfaction intérieure de rendre plus pur, par ce sacrifice, l'hommage que je fais à la vérité & à l'humanité de mon peu de connoissances & de talens. Quant au second point, je ne crois pas me flatter : plus d'art & de suite seroient inutiles à cet objet. J'ai si bien senti la vérité en l'écrivant, que je suis sûr de l'avoir montrée sans nuage aux ames

nettes, aux cœurs droits ; & quant aux autres, la trompette même du jugement, en les effrayant, ne les persuadera pas.

Grands & petits, interrogez-vous vous-mêmes. Vous voulez être aimés ; ce sentiment, qui tient en vous de l'essence divine, est le seul par lequel vous soyez susceptibles d'une véritable joie. Aimez ; si vous voulez l'être, aimez vos semblables ; c'est l'unique recette contre le vuide, l'inquiétude, & l'ennui ; c'est l'antidote des passions dévorantes, & le seul remede contre le desespoir de se sentir dépérir soi-même sous les coups du temps. Aimez vos semblables, & ne craignez pas de multiplier les craintes & les afflictions de la vie ; l'amour propre seul est le principe de tout excès, & change en douleurs les semences de bonheur que nous tenons de l'Etre suprême. Si ce n'est pas vous que vous aimez exclusivement dans les objets de votre attachement, ceux qui vous

restent adouciront la perte de ceux qui vous sont enlevés. L'amour propre au contraire vous fait vivre en ennemis au milieu de vos freres, vous arrache les biens présens par l'appas de plus grands biens, rend plus perçant l'aiguillon des maladies, plus lourd le fardeau de la vieillesse, plus effrayant l'inévitable & toujours présent abysme de la mort. Aimez vos semblables; cet amour ne connoît point d'excès, n'a que de tendres inquiétudes, des desirs bornés, des plaisirs variés; & le miel pur, intarissable, & toujours nouveau que la Providence a attaché à chaque acte de bienfaisance, adoucissant la pente rapide de vos jours, vous fera recevoir la mort, comme un brave soldat reçoit les Invalides. Aimez vos semblables; la religion, la vertu, l'honneur, la vraie Philosophie, toutes les loix, les sciences, & les arts, tout répond à cet objet, dont tout reçoit son illustration; tout dégénére en désordre, si l'on s'en écarte.

PRINCE, dont les regards annoncent l'élevation, la grandeur, & dont les actions respirent la bonté, avortons sur la terre auprès de Vous, nous sommes vos freres d'origine & de destinée. Votre cœur le sçut en naissant, il ne l'oubliera jamais : ce cœur, don universel pour tous vos contemporains, a garanti votre esprit du poison de la flaterie & de la férocité de l'orgueil ; devenu notre pere par un digne usage de vos augustes fonctions, Vous parcourez d'un coup-d'œil également fixe & majestueux, vingt millions d'hommes qui sont à Vous, & que vous voudriez tous voir heureux. Semblable à l'œil de la nature, rien ne peut recevoir d'impression que de Vous ; Vous pouvez rayonner le bonheur universel, il ne vous en coûtera que d'être ce que vous êtes. Un concours innombrable d'hommes, la premiére nation de l'univers, les yeux tour-

nés vers votre perſonne ſacrée ; ſemblent ſe preſſer pour parvenir au bas des dégrès du throne auguſte où vous êtes placé. Grand Prince, ſi l'humanité étoit dans ſon premier âge, ce culte n'auroit d'objet que Vous, eh ! quel autre eût pû vous le diſputer ? Mais depuis long-temps des impies ont placé, à l'ombre du dais qui couvre la Majeſté Royale, un volcan qui attire ſans ceſſe l'or du centre de la terre, qui l'arrache avec effort, & le vomit avec abondance. Mille idolâtres contre un ſujet religieux, compoſent cette foule avide ; adroits à ſe ſervir contre vous-même de vos propres vertus, & à ſe voiler des apparences du zéle, les ſoins pour les demêler ſeroient vains. Je ne connois qu'un ſecret, fermez le volcan. Le faux éclat de ſes nuages mêlés de ſouffre & de cendre fera place à mille rayons de vertus, d'honneur & de dignité qui vous environnent ; & quant à ce genre de bienfaits, diſtribuez-les préciſé-

ment dans la direction contraire à celle que suivent les Princes aveuglés par un amour propre personnel, indigne de la Majesté du throne. Ils accablent de biens ceux qui les entourent, & qui leur tendent les mains ; donnez au contraire vos bienfaits à distribuer à ceux qui les tendent à leurs inférieurs, & à la partie de la société que vous avez commise à leurs soins, ou que la Providence leur a confiée : ainsi, de classe en classe, tous vous offriront un culte d'action, & d'obéissance. Vos yeux passeront rapidement sur une infinité d'échelons de sujets occupés à faire entendre & exécuter vos ordres, & aboutiront enfin sur les plus utiles de tous, qui ne voyent au-dessous d'eux que leur mere nourrice & la vôtre, qui sans cesse courbés sous le poids des travaux les plus pénibles, vous bénissent chaque jour, & ne vous demandent rien que paix & protection. C'est de leur sueur, & quelquefois (vous

l'ignorez) de leur ſang même, que vous gratifiez ce tas d'hommes inutiles, qui répetent que la grandeur d'un Prince conſiſte dans la valeur, & ſur-tout dans le nombre des graces qu'il répand ſur ſes courtiſans, ſur ſa nobleſſe, ſur ſes commenſaux. J'ai vû couper le poignet par un Huiſſier des tailles à une pauvre femme qui défendoit ſon chaudron, dernier uſtencile de ſon menage, dont elle arrêtoit l'exécution. Qu'euſſiez-vous dit, Grand Prince, Vous, en qui on ne vit jamais un geſte de rigueur, un mouvement d'impatience, dont le moindre valet ne reçut jamais une parole déſobligeante, Vous le plus tendre des Peres, le meilleur des Maîtres, le plus doux des Rois? Quel bien ce ſeroit peut-être pour le pauvre peuple que vous euſſiez été en ce moment à ma place. Il n'en veut point à vos tréſors ce peuple borné au deſir de la plus étroite ſubſiſtance. Le plus parcimonieux de nos Rois, Louis XII,

conſervera à jamais le titre de ſon Pere par excellence. Le Reſtaurateur de votre Maiſon, Henri IV. fut avare, diſent les Hiſtoriens, il fut néanmoins bien ſervi dans ſon temps; toutes ſes vertus héréditaires, ſi vivantes en vous, ſont mortes en lui; il partage avec vous néanmoins encore, & de votre temps même, notre idolatrie.

La confiance & le zéle m'emportent trop loin; je ne puis néanmoins m'empêcher en finiſſant de deſirer que l'on honorât du titre & des fonctions de promoteur de l'agriculture quelqu'un qui, avec d'autres talens, eût les mêmes intentions que moi. Ses quatre premiers commis ſeroient, comme je l'ai dit, les quatre élémens. Je m'explique, le premier bureau ſeroit celui de la terre. L'homme le plus philoſophiquement & expérimentalement verſé dans l'agriculture, le labourage, la plantation, la nourriture des beſtiaux, la connoiſſance des différentes propriétés

de chaque eſpece de terreins, en ſeroit le chef.

Le ſecond bureau ſeroit celui de l'eau; le détail des canaux, des arroſages, des différentes machines propres à être miſes en mouvement par cet élément pour les facilités de l'agriculture, la nature des différentes eaux, le deſſéchement des marais &c. tout cela ſeroit de ſon diſtrict.

L'air ſeroit le troiſiéme; les recherches contre les influences de l'air & des brouillards, tant ſur la ſanté des hommes & des troupeaux que ſur les récoltes & les fruits, le ventilateur, les machines à vent relatives à l'agriculture, la conſervation des grains &c. ſeroient de cette partie.

Les ſerres chaudes enfin, tant pour la production des fruits & légumes que pour celles des animaux, les recherches ſur les différentes expoſitions, les moyens phyſiques de multiplier & conſerver la chaleur pour épargner la conſomma-

tion des matières combuſtibles, leur multiplication pour le ſoulagement des pauvres, & tous les avantages qu'on peut retirer du feu feroient du reſſort du quatriéme bureau.

Ces deux derniers auroient encore enſemble & conjointement le ſoin & l'emploi de procurer à notre patrie des tranſplantations d'animaux & des végétaux les plus utiles qui ſe trouvent dans les autres parties du monde. L'expérience nous démontre deux choſes à l'égard des végétaux ; l'une, qu'il n'en eſt aucun ſur la ſurface de la terre qui n'ait ſon utilité, ſoit pour la nourriture de l'homme, la medecine, la conſtruction, le chaufage & autres uſages à l'infini ; l'autre, qu'ils ſont preſque tous tranſportables d'un climat à l'autre & propres à ſe naturaliſer, ſur tout dans le nôtre ; de façon qu'il ſeroit fort difficile aujourd'hui de diſtinguer chez nous les naturels du pays, des colons ; & que ce que nous en ſçavons en

général, eſt que les derniers excé-dent de beaucoup en nombre les premiers. Il y a cependant encore dans les trois parties du monde une infinité de productions excel-lentes en ce genre que nous allons chercher fort loin, faute d'avoir voulu nous donner le ſoin, & faire la dépenſe de les tranſplanter chez nous. J'en dis autant des animaux. Quel ſervice n'a pas rendu celui qui le premier apporta des Dindes en Europe, moderne & très-abon-dante denrée qui fait comme une nouvelle ſorte de viande de bou-cherie. Il eſt dans l'Amerique Sep-tentrionale des bœufs qui portent de la laine; les chévres d'Angora, dont nous payons ſi cher le poil pour les camelots; les agneaux de Perſe, qui portent cette ſorte de ſoie précieuſe; tant d'autres pour-roient réuſſir chez nous auſſi bien que dans leur climat naturel, & quoique peut être moindres en qua-lité, nous fourniroient au moins des matières groſſieres qui ſont

les plus nécessaires, & ces animaux ne consommeroient pas plus de produit de terre que ceux dont le poil ne sert à rien.

Toutes ces choses, & mille autres dont la déduction me meneroit trop loin, demanderoient un détail particulier, & que le Prince voulût bien deux fois par an accorder au chef de détail trois heures de travail, observant toutefois de borner son ressort à tout ce qui seroit de protection, & ne lui donnant aucune sorte d'autorité de contrainte.

Concluons en rappellant les principes. La vraie richesse ne consiste qu'en la population; la population dépend de la subsistance; la subsistance ne se tire que de la terre; le produit de la terre dépend de l'agriculture, d'où s'ensuit que tous autres moyens, le commerce, l'or, les sciences, les arts, ne servent & n'établissent une prospérité fixe & indépendante, qu'autant qu'ils vivifient, encouragent, & éclairent

l'agriculture, le premier, le plus utile, le plus innocent, & le plus précieux des arts.

Fin de la troisiéme Partie.





